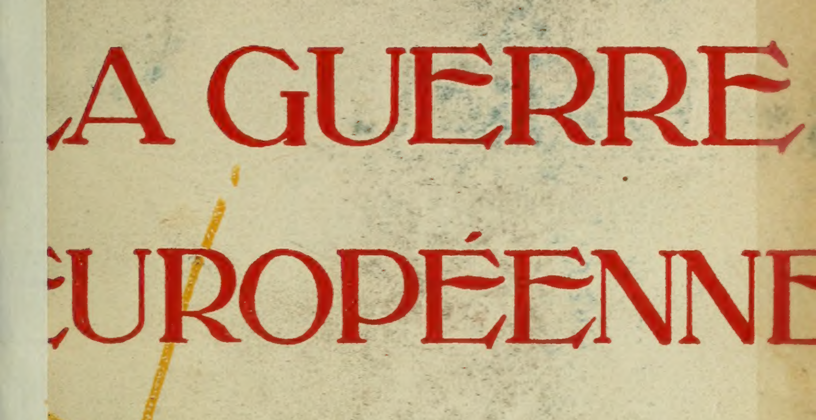

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01778404 2


VELUT ARBOR ÆVO

G. FERRERO

LA GUERRE EUROPÉENNE



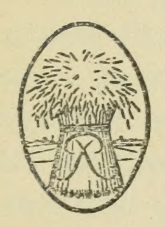
5e Mille

PAYOT & Cie
Paris

G. FERRERO

La Guerre Européenne

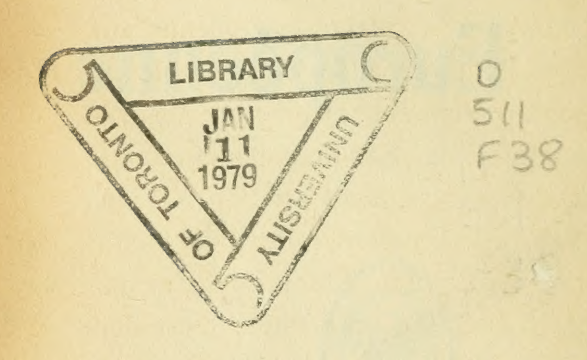




PARIS
LIBRAIRIE PAYOT & Cie
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

—

1916


LIBRARY
JAN
11
1979
UNIVERSITY
OF TORONTO

PRÉFACE

Si on compare la guerre européenne aux guerres qui l'ont précédée, elle semble un drame incompréhensible et presque absurde dans son immensité. Ses origines et son développement ne répondent en rien à l'idée que les hommes s'étaient faite d'un conflit armé entre les grands États de l'Europe. Comment la guerre a pu éclater, c'est déjà une première énigme. Il est évident que le peuple qui a pris l'initiative de cette fabuleuse aventure, était celui qui avait le plus grand intérêt à conserver la paix du monde. Pourquoi a-t-il voulu jouer toute sa fortune sur un coup de dés si hasardeux ? Depuis dix-huit mois le monde reste perplexe devant ce problème ; et il se demande s'il ne doit pas croire à un accès de folie, dont tout un peuple aurait été saisi ; singulier abou-

tissement des efforts accomplis depuis un siècle pour faire de la raison la force souveraine de l'histoire !

Le développement de la guerre n'a pas moins surpris les esprits que ses origines. Les prévisions les plus sérieuses et les plus autorisées ont été brutalement démenties par les faits. On s'attendait à une guerre très violente mais courte ; on disait que les ressources de l'Europe s'épuiseraient rapidement et que les pays industriels ne pourraient tenir plus de trois mois ; on prévoyait toute sorte de difficultés politiques... Depuis dix-huit mois tous les États belligérants ont gagné et perdu plus de batailles qu'il n'en aurait fallu autrefois pour conclure dix traités de paix ; et la guerre continue, acharnée, impitoyable. On dirait que les victoires et les défaites ne font plus sur les belligérants l'effet qu'elles faisaient dans les guerres précédentes. La résistance économique n'a pas moins étonné que la résistance morale. On serait parfois tenté de dire que l'état des choses qui nous semblait, il y a deux ans,

devoir être le plus anormal, est devenu presque normal.

Mais la plus singulière surprise de la guerre, c'est le changement qu'elle a fait, en quelques semaines, dans les idées et dans les sentiments. Si la guerre n'a pas encore bouleversé la carte de l'Europe, elle a complètement changé son état d'âme. Chacun de nous n'a qu'à se rappeler comment il voyait son pays, l'Europe, le monde, la vie et ses devoirs dans la première moitié de 1914 et à comparer ce qu'il pensait alors avec ce qu'il pense à présent. Quelle différence ! Combien les temps avant la guerre nous semblent éloignés ! Il n'y a pas une personne, médiocrement habituée à la réflexion, qui n'ait aujourd'hui le sentiment d'avoir vécu la première partie de son existence dans l'illusion et dans l'erreur, et d'avoir été réveillée brusquement à la vérité par une violente secousse.

Le plus surprenant de tous les revirements auxquels nous avons assisté est celui qui concerne les deux antagonistes principaux de cette lutte gigantesque : la France et l'Alle-

magne. Il n'est point douteux que, pendant les dix ans qui ont précédé la guerre européenne, l'Allemagne avait beaucoup monté dans l'opinion du monde, tandis que la France baissait. Partout le courant germanophile gagnait du terrain irrésistiblement. De plus en plus, toutes les classes, toutes les professions, tous les partis s'accordaient, en Europe et en Amérique, à reconnaître dans l'Allemagne un grand modèle. L'industrie, le commerce, la banque, la science, l'école, l'armée, la marine marchande, la marine de guerre, beaucoup d'institutions sociales de l'Allemagne étaient l'objet d'une admiration croissante dans tout le monde. A peine osait-on remarquer que la diplomatie du puissant empire n'était pas toujours adroite, que les attitudes de l'empereur étaient souvent peu sérieuses, que l'industrie et le commerce allemands cherchaient à se développer à l'aide d'expédients compliqués et laborieux. Très souvent on finissait même par trouver, dans ces critiques de détails, l'occasion de nouveaux éloges du peuple. Si le gouverne-

ment avait des faiblesses, le peuple était admirable! Dans tous les domaines de l'activité humaine, il donnait un effort prodigieux! Même les partis révolutionnaires, qui pourtant ne pouvaient pas avoir une sympathie bien vive pour les institutions féodales de l'Allemagne, étaient devenus plus ou moins germanophiles. L'organisation du parti socialiste et sa force apparente, la loi des retraites ouvrières, les efforts faits par le gouvernement et les municipalités pour résoudre le problème des habitations populaires et pour assurer aux masses des conditions hygiéniques d'existence, avaient touché les cœurs révolutionnaires les plus endurcis. A leur tour les classes conservatrices admiraient l'Allemagne comme le dernier pays de l'Europe où l'État ne tremblait pas encore devant ceux auxquels il doit commander. L'admiration pour l'Allemagne était devenue si grande, qu'on comptait sur elle pour tout, même pour la conservation de la paix. Le 30 juillet 1914 il y avait encore en Europe des hommes d'État, aussi inexpérimentés que naïfs qui

croyaient que la guerre n'éclaterait pas, parce que l'Allemagne était le gardien fidèle de la paix.

Au contraire une méfiance croissante entourait la France. Sans doute on s'accordait à reconnaître aux Français l'intelligence, la culture, le goût, en général les qualités agréables et brillantes ; mais on leur déniait les qualités solides et sérieuses : l'énergie, la persévérance, l'audace, l'ampleur de vues nécessaires aux entreprises de grande envergure. Parcimonieuse, prévoyante, prudente jusqu'à la timidité, déchirée par les luttes religieuses et politiques, affaiblie par les idéologies démocratiques, la France semblait un pays de petite industrie, de fortunes moyennes, de routine, destiné à s'effacer de plus en plus devant des rivaux mieux doués. On lui reprochait d'être un pays arriéré, malgré toutes les révolutions qu'elle avait faites. On reconnaissait qu'elle était très riche, mais on attribuait ses richesses tant enviées à la faiblesse de l'esprit d'initiative, qui portait la France à économiser, comme si les pièces

d'or tombaient du ciel sur ce sol privilégié pour y être ramassées par un peuple d'heureux fainéants ! On la considérait encore, après tant d'années, comme le grand danger de la paix européenne, à cause de ses aspirations inassouvies à une revanche impossible, mais on était en même temps persuadé que sa puissance militaire avait été détruite par la richesse, les plaisirs, l'antimilitarisme, l'esprit démocratique et la désorganisation incurable de l'armée. Il y avait entre ces deux reproches une contradiction évidente, mais l'Europe ne semblait pas s'en apercevoir. On répétait partout, en même temps, que la France voulait la guerre et qu'elle ne savait plus la faire.

Combien de fois ai-je discuté ces questions passionnantes en Europe, en France même, et pendant mes voyages dans les deux Amériques ! Mais tous les arguments se brisaient contre une espèce de méfiance invincible. Il a fallu la guerre européenne — rien moins qu'un cataclysme historique — pour convertir les esprits endurcis dans l'erreur ! Le re-

virement a été si brusque et si complet, qu'il ne faut pas s'étonner si beaucoup de convertis ont fini par croire que ce n'était pas leur opinion qui avait changé, mais la France, et qu'un miracle s'était produit !

Comment s'expliquent tous ces phénomènes singuliers ? Les lois qui régissent le monde des idées et des passions ont-elles tout à coup changé en Europe, en bouleversant la stratégie et la politique, les mœurs et les besoins ? C'est peu vraisemblable. Il y a un moyen plus simple d'expliquer toutes ces surprises : c'est de se convaincre que la guerre européenne n'est pas seulement une guerre dans le sens précis du mot, c'est-à-dire un simple conflit armé entre plusieurs États, déterminé par une lutte d'intérêts politiques ou économiques bien définis. La guerre européenne est aussi un conflit armé entre États, et le plus sanglant des conflits ; mais elle est en outre quelque chose de plus grand, de plus profond et de plus complexe : une de ces grandes crises de l'histoire, qui de temps en temps bouleversent une partie du monde

et modifient profondément la marche des civilisations ; une des crises par lesquelles se dénouent violemment les difficultés accumulées peu à peu par les erreurs, les imprévoyances, les mauvaises passions, les intérêts égoïstes de plusieurs générations.

*
* *

Ce livre a été écrit justement pour démontrer que la guerre européenne est une de ces crises ; qu'elle a pris pour le moment la forme de la plus immense et de la plus sanglante entre les guerres ; mais que ses causes sont beaucoup plus profondes et compliquées, que ses conséquences seront beaucoup plus grandes et inattendues que celles des autres guerres. Le livre se compose de plusieurs études [1], qui furent publiées séparément, sauf celle sur *l'Italie dans la guerre européenne*

1. L'étude *Qui a voulu la Guerre ?*, les deux conférences *Quantité et Qualité*, *Grand et Colossal*, ainsi que le long essai sur l'*Italie dans la Guerre européenne*, ont été écrits en français par l'auteur : le reste a été traduit de l'italien par les soins de l'éditeur.

qui est inédite ; et de trois discours, dont le premier fut prononcé avant la guerre et les deux autres après. Mais il devrait néanmoins présenter les caractères d'une œuvre pourvue d'unité ; car toutes ces études et ces discours ne font qu'appliquer à la guerre européenne, sous des formes différentes et à des points de vue divers, certaines idées qui, bonnes ou mauvaises, avaient été conçues et exposées avant la guerre. Le cours de l'histoire aurait, d'après ces idées, changé depuis deux siècles beaucoup plus que ne le supposent ceux qui ont une connaissance trop superficielle des civilisations anciennes. Les principes sur lesquels l'ordre social était fondé depuis le commencement de l'histoire ont été presque tous retournés par la plus audacieuse des révolutions, entre autres la grande conception pessimiste de la nature humaine de laquelle s'étaient inspirées presque toutes les religions, les philosophies et les législations du passé. Une fois admis que la nature humaine était mauvaise, les civilisations anciennes et le christianisme en avaient déduit qu'il fallait

se méfier d'elle, la surveiller, multiplier les freins et les limites autour de ses instincts pervers, surtout en dompter l'orgueil et la cupidité. Un optimisme exalté réussit au contraire, pendant le XVIIIe et le XIXe siècle, à convaincre une partie de l'humanité que la nature humaine en elle-même était bonne, que délivrée de toutes les entraves dont l'avaient entourée la méfiance des lois et des religions, abandonnée à ses instincts, elle s'améliorerait continuellement et créerait autour d'elle, par une espèce de nécessité intérieure, le bonheur.

Encouragée par les grands événements politiques de la fin du XVIIIe siècle, par les découvertes de la science, le développement de la grande industrie et l'augmentation de la richesse, notre époque a tiré de cette doctrine la grande idée qui domine aujourd'hui l'Europe et l'Amérique : l'idée du progrès. Le monde progresse ; et le principal devoir des peuples et des États est de le faire progresser le plus rapidement et dans la plus large mesure possible. Mais l'idée du progrès, tout

en agissant avec une grande force sur les esprits, est restée toujours vague et imprécise. Notre époque n'aurait pu la définir avec précision, qu'en partant d'une doctrine claire du bien et du mal. Un siècle comme le nôtre, qui a affaibli toutes les autorités politiques, intellectuelles et morales, qui a été sans cesse troublé par tant de luttes politiques, religieuses, intellectuelles et économiques, presque toutes restées inachevées ; qui a voulu tant de choses contradictoires, ne pouvait pas créer cette doctrine. La France a fait de grands efforts, après la Révolution, pour créer une théorie du progrès qui mettrait l'ordre dans le monde et donnerait le bonheur aux hommes. Ces efforts n'ont pas peu contribué aux événements de 1848, dont mon ami Henry Moysset donnera à la France, je l'espère, après la guerre, la grande histoire. Mais même ces efforts ne réussirent pas à tirer ce mot de la nuageuse imprécision dans laquelle les hommes aimaient à l'adorer. Faute d'une doctrine plus élevée et plus précise, l'Europe et l'Amérique ont fini, suivant la loi du moin-

dre effort, par se contenter de la définition la plus simple, la plus facile et la plus grossière, d'une définition purement quantitative qui faisait consister le progrès dans l'accroissement de la richesse et dans le perfectionnement des machines qui la produisent.

C'est cette idée purement quantitative du progrès qui a dominé entièrement les esprits dans les derniers trente ans. C'est cette idée qui a été la force et la ruine de l'Allemagne, en même temps qu'une des causes profondes de la catastrophe actuelle. Pour quelle raison a-t-on tellement admiré l'Allemagne pendant les derniers vingt ans? Parce que l'Allemagne était le pays de l'Europe où le prodigieux pullulement de la population se traduisait plus rapidement en un développement vertigineux de l'industrie, du commerce et de la richesse. La population se multipliant rapidement sur un sol étroit mais très riche en charbon, l'Allemagne avait pu et su devenir, en trente ans, la première puissance métallurgique de l'Europe et la seconde du monde. Le développement de la métallurgie avait eu

comme conséquence le développement rapide d'un grand nombre d'autres industries et de tous les services publics dont le fer est l'élément principal. Le pays avait été couvert de chemins de fer et d'usines de toute espèce ; l'armée avait été augmentée sans cesse ; on avait créé en peu d'années une énorme marine marchande et la seconde flotte de guerre du monde ; presque toutes les villes avaient grandi et avaient été reconstruites ; la richesse du pays augmentait réellement chaque année, mais elle semblait s'accroître davantage, parce que la vitesse de la circulation augmentait avec sa masse. Et le monde, dominé par l'idée quantitative du progrès, concluait que l'Allemagne représentait la jeunesse et le progrès.

Pour la même raison, la France était la vieillesse et la décadence. Ce qui avait surtout nui à la France, c'était la lenteur du développement, qui se rattachait au phénomène démographique opposé. Sur beaucoup de statistiques, la France, qui occupait il y a quarante ans la première ou la seconde place,

était descendue à la troisième ou à la quatrième. Le fait était inévitable, étant donné que la population n'avait pas augmenté, tandis qu'elle avait augmenté dans d'autres pays. Il est même étonnant que la France ait réussi, avec une population stationnaire, à développer un certain nombre d'industries, comme elle l'a fait dans les derniers quarante ans. Mais le monde ne s'attardait pas à des réflexions de cette espèce ; il constatait que dans certaines statistiques la France avait été dépassée par d'autres peuples, et hochait la tête en prononçant le mot « décadence ». A des esprits ainsi prévenus, toutes les manifestations particulières de la vie française semblaient des phénomènes de décomposition et des symptômes du désordre moral ; surtout les luttes politiques et religieuses, qui pourtant ont été très vives en France dans toutes les époques, même dans les plus florissantes.

En même temps qu'elle inspirait à notre époque des jugements très superficiels sur la valeur des peuples et des civilisations, cette

doctrine du progrès exaltait la passion, que les religions d'autrefois avaient redoutée comme une des plus dangereuses : l'orgueil. Fidèle à sa théorie optimiste de la nature humaine, notre époque ne s'est point méfiée de l'orgueil humain ; elle en a fait au contraire une des grandes forces motrices de la civilisation contemporaine ; elle a encouragé tous les peuples à se croire les premiers du monde et à ambitionner une supériorité universelle, à mesure que leurs richesses augmentaient, que leur outillage industriel se perfectionnait et qu'ils se persuadaient de progresser. Les peuples de l'Europe ont fait de grandes choses sous l'aiguillon de l'orgueil exalté ; mais ils ont aussi peu à peu délaissé les autels des vieux Dieux auxquels les hommes d'autrefois attachaient de temps en temps quelques couronnes : l'Honneur, la Justice, la Foi, la Pitié. Et nul peuple n'est devenu aussi orgueilleux que le peuple qui s'était imaginé d'être le modèle de l'univers parce qu'il avait réussi à fabriquer chaque année plus de 15 millions de tonnes de fer et à remplir le monde d'une

quantité presque incalculable d'objets de qualité inférieure! Mais l'orgueil allemand, sur lequel M. Maurice Muret a écrit un livre [1] si pénétrant, a été une des causes principales du grand conflit. C'est l'orgueil qui a fait croire au peuple allemand qu'il aurait droit à dompter l'Europe et à s'imposer au monde par tous les moyens, depuis la ruse et la perfidie jusqu'au fer, au feu et aux gaz asphyxiants; c'est l'orgueil qui lui a donné la fatale confiance de réussir en quelques mois à réaliser son rêve chimérique.

Il a donc semblé à l'auteur qu'il pourrait, dans une série d'écrits différents, appliquer ces idées aux événements dont nous sommes témoins, sans mériter le reproche d'avoir recueilli des études fragmentaires ni de parler sur le plus grave des sujets qui puissent aujourd'hui attirer l'attention, d'après des points de vue improvisés. Il est vrai que ces réflexions peuvent paraître un peu trop théoriques, dans les circonstances présentes. Elles

1. Maurice Muret. *L'orgueil allemand.* Payot, Paris, 1 vol. 3 fr. 50.

le sont pourtant moins qu'il ne semble. Cette crise exige de tout le monde un grand esprit de sacrifice et une grande patience. Tout ce qui sert à soutenir la force morale des peuples n'est donc pas inutile. Or un certain nombre d'esprits au moins pourront puiser dans des réflexions de cette espèce l'énergie, la persévérance, la sérénité qui sont nécessaires dans la terrible époque où nous vivons. La guerre européenne est sans doute bien longue, si on la compare aux grandes guerres du XIXe siècle. Mais qui pourra encore s'étonner de sa longueur et des cruels sacrifices qu'elle impose, si on pense que cette guerre est une grande crise historique, produite, comme toutes les grandes crises, par les imperfections intellectuelles et morales de notre civilisation? Que l'Europe expie en ce moment les erreurs et les fautes d'un siècle? Que nous souffrons non seulement pour rétablir la paix entre les grands États de l'Europe, mais pour résoudre un certain nombre de problèmes essentiels, desquels dépend la destinée même de notre civilisation?

De même les surprises futures de la guerre trouveront mieux préparés ceux qui se seront rendu compte que nous vivons au milieu d'une immense crise historique. La guerre a été une suite ininterrompue de surprises agréables ou désagréables pour tous les belligérants. Il est fort possible que la série n'en soit point épuisée, et que même la paix ne sera que la dernière et la plus agréable des surprises que cette crise nous ménage. Si la guerre européenne a été si différente des guerres qui l'ont précédée par son développement, elle pourrait aussi leur ressembler peu dans sa fin. Il est évident d'ailleurs que le mot paix aura une signification toute spéciale dans le cas présent. Dans les guerres qui sont de simples conflits armés entre États pour des intérêts bien définis, la paix signifie surtout la fin des hostilités et la résolution, provisoire ou définitive, d'une ou de plusieurs questions données. Dans le cas présent elle signifiera aussi le commencement d'un immense travail de réorganisation et de reconstruction. L'Europe dans laquelle nous

sommes nés est en grande partie croulée. Les traités d'alliance, les traités de commerce, les principes politiques et juridiques, l'organisation de l'industrie et de la banque, les traditions historiques, les conventions sociales, les rapports entre les États, les peuples, les classes, tout a été détruit, suspendu, bouleversé, retourné. La paix posera des problèmes formidables, dont la solution se rattache en partie au bouleversement produit par la guerre, en partie aux causes profondes qui ont engendré la catastrophe. Se rendre compte de ces causes profondes, c'est se préparer à la tâche de demain, qui ne sera pas moins difficile que celle d'aujourd'hui.

Turin, 1er février 1916.

G. F.

PREMIÈRE PARTIE

QUI A VOULU LA GUERRE?

Cette étude fut publiée dans la *Revue des deux Mondes* du 15 décembre 1914, sous le titre : *Le conflit européen d'après les documents diplomatiques.* Elle a été retouchée, pour y introduire des documents tirés du *Livre Rouge austro-hongrois*, qui n'avait pas encore paru, à la fin de 1914. Les recueils de documents diplomatiques qui ont servi pour cette étude sont les suivants :

a) Le *Livre blanc* allemand, dans la traduction anglaise publiée par le gouvernement impérial, sous le titre : *The German White Book.* The only authorised translation, Liebheit et Thiessen, Berlin.

b) Les trois *White papers* publiés par le gouvernement anglais : c'est-à dire le *Miscellaneous* N° 6(1914) [Ed. 7467] ; le *Miscellaneous* N° 8 (1914) [Ed. 7445], le *Micellaneous* N° 10 (1914) [Ed. 7596]. Le gouvernement anglais les a recueillis dans une brochure, *Great Britain and the European crisis,* en les faisant précéder par une exposition historique des événements qui ont abouti à la guerre européenne. C'est cette brochure qui est citée dans l'étude, avec le signe *Great Br.*

c) Le *Livre Orange*, publié par le gouvernement russe, sous le titre : *Recueil de documents diplomatiques. Négociations ayant précédé la guerre*, Petrograd, imprimerie de l'Etat.

d) Le *Livre Jaune*, publié par le gouvernement français sous le titre *Documents diplomatiques. La guerre européenne*, Paris, Imprimerie nationale.

e) Le *Livre Rouge* publié par le gouvernement austro-hongrois. On a utilisé la traduction italienne faite par les soins du gouvernement.

Qui a voulu la Guerre?

I

Le 23 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie remettait à la Serbie la note qui a provoqué la guerre. Cette note produisit l'impression la plus profonde dans toute l'Europe. Elle sembla très grave non seulement par les demandes qu'elle contenait, mais aussi par le délai extrêmement court qu'elle concédait à la Serbie pour y répondre. L'intention de remporter par surprise un grand succès diplomatique sur la Serbie et sur la Russie parut d'autant plus évidente que le gouvernement autrichien avait cherché à faire croire aux Puissances de la Triple Entente que la note serait conciliante et modérée. Mais si la surprise ne réussissait pas, si la Russie refusait d'abandonner la Serbie à son sort, l'Europe ne serait-elle pas exposée au danger d'une guerre générale? Le 24 juillet, Sir Edward Grey le dit très clairement à l'ambassadeur d'Au-

triche, qui était venu lui remettre le document. Tout en reconnaissant que, dans la question de l'assassinat de l'archiduc, l'Autriche-Hongrie avait droit à la sympathie des autres pays, Sir Edward Grey déclara qu'il n'avait pas encore vu un État indépendant adresser à un autre Etat indépendant un document *of so formidable a character*. Il ajouta que l'Angleterre pourrait se désintéresser du conflit, tant qu'il resterait limité à l'Autriche et à la Serbie ; mais que, si la Russie venait, elle aussi, à y être impliquée, l'Angleterre chercherait à se mettre en communication avec les autres Puissances, pour voir ce qu'on pourrait faire [1]. Le même jour, avant de voir l'ambassadeur d'Allemagne, Sir Edward Grey exposa ce point de vue à l'ambassadeur de France et précisa avec lui ses projets d'action. Il s'agissait de proposer à la France, à l'Allemagne et à l'Italie de se joindre à l'Angleterre pour agir ensemble et en même temps à Vienne et à Saint-Pétersbourg, — la capitale de la Russie s'appelait encore de ce nom, à cette époque, — dans un sens favorable à la paix. M. Cambon approuva ; mais il fit la remarque qu'il était impossible d'agir à Saint-Pétersbourg avant que la Russie eût manifesté une opinion ou accompli une action quelconque. Or le délai accordé par l'Autriche était si court qu'il devenait presque impossible d'arranger les choses

1. *Great Br.*, doc. n. 5.

avant son expiration ; et si, à l'expiration du délai, l'Autriche déclarait la guerre à la Serbie, la Russie serait obligée par l'opinion publique à agir. La chose la plus urgente à faire était donc de convaincre l'Autriche de la nécessité d'accorder un prolongement du délai ; et il n'y avait qu'une Puissance capable d'obtenir cette concession de l'Autriche, c'était l'Allemagne. Ces remarques semblèrent justes à Sir Edward Grey, qui en tint compte dans la conversation qu'il eut ce jour même avec l'ambassadeur d'Allemagne. Il lui dit que, si les relations entre la Russie et l'Autriche prenaient un caractère menaçant, il ne voyait d'autre moyen de sauver la paix qu'une intervention des quatre Puissances à Vienne et à Saint-Pétersbourg. Il ajouta que, pour le moment, il était urgent de convaincre l'Autriche de n'accomplir aucun acte décisif après l'expiration du délai ; et il pria le gouvernement allemand de vouloir bien se charger de cette tâche [1].

Ainsi, le 24 juillet, à peine la crise ouverte, l'Angleterre avait entamé son œuvre de paix, en cherchant à s'assurer l'appui de l'Allemagne en vue d'une action commune. Que faisaient, pendant cette même journée, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie ? Le gouvernement allemand a toujours affirmé qu'il n'avait pas connu la note autrichienne avant sa publication et qu'il avait

1. *Great Br.*, doc. n. 10. — *Livre Jaune*, doc. 32 ; doc. 33.

été, tout comme les Puissances de la Triple Entente, surpris par l'action de son alliée. Il faut reconnaître qu'aucun document n'a contredit, jusqu'à présent, d'une manière décisive, cette affirmation. Il est tout de même surprenant que, s'il n'avait pas été mis au courant par l'Autriche de ce qui allait se passer, le gouvernement allemand ait pu déjà, le 23, le jour même où l'*ultimatum* autrichien était remis à la Serbie, envoyer de Berlin la longue note, qui a été communiquée, le 24, aux Cabinets de Paris, de Londres et de Saint-Pétersbourg. Après une apologie de l'Autriche et de son action, la note précisait le point de vue allemand dans une conclusion qui ne manque pas de clarté. « Le Gouvernement Impérial désire affirmer avec la plus grande énergie qu'il s'agit d'un conflit dans lequel l'Autriche-Hongrie et la Serbie seules sont intéressées et que les Grandes Puissances doivent s'efforcer de le limiter à ces deux Puissances. Le Gouvernement Impérial désire la localisation du conflit parce que l'intervention d'une autre Puissance pourrait amener, en raison des alliances, des conséquences incalculables [1]. » Tandis que l'Angleterre prépare une intervention des Puissances, l'Allemagne prend position pour le principe de la localisation du conflit qui était particulièrement favorable aux intérêts de l'Autriche ; et elle cherche à imposer ce principe par

1. *Great Br.*, doc. 9. — *German White Book*, doc. 1. — *Livre Jaune*, doc. 28.

la menace voilée, mais déjà assez claire, contenue dans l'allusion aux « conséquences incalculables ». Il n'est pas difficile de deviner son but ; paralyser par les menaces les puissances de la Triple Entente tandis que l'Autriche agirait. L'Autriche-Hongrie, au contraire, cherche à rassurer la Russie par des promesses. Le 24, le comte Berchtold a une conversation très cordiale avec le chargé d'affaires de Russie à Vienne ; et il lui déclare que l'Autriche-Hongrie ne se propose en aucune manière de prendre des territoires serbes ou d'altérer l'équilibre des Balkans, mais qu'il désire seulement en finir avec les intrigues de la Serbie [1]. Il fait même davantage : il charge l'ambassadeur à Londres de dire à Sire Ed. Grey, en choisissant le bon moment, que — je traduis le texte de la dépêche — « la note présentée hier à Belgrade ne doit pas être considérée comme un *ultimatum*, mais comme une note exigeant une réponse dans un délai déterminé. Votre Excellence voudra faire savoir à Sir Ed. Grey, en secret, que si la réponse n'est pas satisfaisante, l'Autriche-Hongrie se bornera pour le moment à rompre les rapports diplomatiques et à commencer les préparatifs militaires nécessaires [2] ».

Il ne semble pourtant pas que ni les menaces voilées de la note allemande, ni les déclarations rassurantes du comte Berchtold, aient produit, le

1. *German White Book*, doc. 3. — *Livre Rouge*, doc. 18.
2. *Livre Rouge*, doc. 17.

24 juillet, un effet quelconque sur le gouvernement russe. L'opinion était très excitée en Russie. L'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg discuta longuement la note de son gouvernement avec M. Sazonoff, mais sans réussir à le convaincre. M. Sazonoff lui déclara très clairement, — *most positively*, — que la Russie n'aurait jamais consenti, *à aucune condition*, à laisser l'Autriche et la Serbie vider seules leur querelle [1]; et, le même jour, il demanda à l'Autriche-Hongrie un prolongement du délai accordé à la Serbie. La dépêche du 24 au chargé d'affaires russe à Vienne résume si clairement le point de vue russe qu'il faut en connaître le texte :

Veuillez transmettre au ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie ce qui suit :

« La communication du Gouvernement austro-hongrois aux Puissances le lendemain de la présentation de l'*ultimatum* à Belgrade ne laisse aux Puissances qu'un délai tout à fait insuffisant pour entreprendre quoi que ce soit d'utile pour l'aplanissement des complications surgies.

« Pour prévenir les conséquences incalculables et également néfastes pour toutes les Puissances qui peuvent suivre le mode d'action du Gouvernement austro-hongrois, il nous paraît indispensable qu'avant tout, le délai donné à la Serbie pour ré-

1. *German White Book*, doc. 3.

pondre soit prolongé. L'Autriche-Hongrie, se déclarant disposée à informer les Puissances des données de l'enquête sur lesquelles le Gouvernement Impérial et Royal base ses accusations, devrait leur donner également le temps de s'en rendre compte.

« En ce cas, si les Puissances se convainquaient du bien-fondé de certaines des exigences autrichiennes, elles se trouveraient en mesure de faire parvenir au Gouvernement serbe des conseils en conséquence.

« Un refus de prolonger le terme de l'*ultimatum* priverait de toute portée la démarche du Gouvernement austro-hongrois auprès des Puissances et se trouverait en contradiction avec les bases mêmes des relations internationales. »

Communiqué à Londres, Rome, Paris, Belgrade.

Signé : SAZONOFF.

Le point de vue russe était l'opposé du point de vue allemand. L'Allemagne soutenait que les Puissances ne devaient pas s'immiscer dans le conflit austro-serbe ; la Russie répondait que ce conflit intéressait toute l'Europe. Il fallait donc discuter ces deux thèses ; mais, pour les discuter et trouver moyen de les concilier, il fallait du temps. C'est ce que la Russie, l'Angleterre et la France demandaient à l'Autriche. La demande ne paraîtra pas excessive, puisqu'il s'agissait de la paix du monde.

II

Mais le sort d'une demande si raisonnable fut assez curieux. Un singulier changement de rôles se produisit, le 25, entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne qui, le 24, avait posé le principe de la localisation du conflit avec une rudesse menaçante, semble se laisser gagner, le 25, par un optimisme ondoyant, nonchalant et dilatoire qui caractérisera pendant plusieurs jours sa politique. Était-ce l'effet des déclarations si nettes et si précises de M. Sazonoff à l'ambassadeur d'Allemagne? Y a-t-il eu, à Berlin, un moment d'hésitation et de perplexité ? A-t-on voulu calmer les inquiétudes naissantes ? Toujours est-il que, le 25 juillet, M. de Jagow, le ministre prussien des affaires étrangères, déclara à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin que le Gouvernement Impérial consentait à transmettre à Vienne la demande russe pour le prolongement du délai, tout en doutant qu'elle pût arriver à temps. Il ajouta que les déclarations du comte Berchtold sur les intentions de l'Autriche calmeraient l'opinion russe ; il tâcha de convaincre l'ambassadeur que même une attaque de l'Autriche contre la Serbie ne pourrait pas, après les déclarations du comte Berchtold, amener une guerre générale ; il se montra persuadé que le conflit serait en tout cas localisé ; il

déclara que l'Allemagne ne voulait pas la guerre et qu'elle était prête à agir à Vienne et à Saint-Pétersbourg, dès que les relations entre la Russie et l'Autriche menaceraient de se rompre. Il admit enfin que la note autrichienne laissait à désirer, comme document diplomatique ; mais il nia l'avoir connue avant sa publication. Il répéta les mêmes choses au chargé d'affaires russe [1]. Comparé avec la note du 23, ce langage était conciliant. Le même jour, à midi, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris alla protester au Quai d'Orsay contre un article de l'*Écho de Paris* qui qualifiait de « menace allemande » la communication du jour précédent sur les « conséquences incalculables » de l'intervention d'une Puissance quelconque dans le conflit austro-serbe. Il n'y avait eu ni « concert » entre l'Autriche et l'Allemagne, ni « menace » allemande : « le gouvernement allemand s'était contenté d'indiquer qu'il estimait désirable de localiser le conflit [2] ».

En somme, en comparaison de la note du jour précédent, l'attitude de l'Allemagne est assez conciliante, le 25. Quelle est la raison de ce changement? Voilà le premier mystère de cette ténébreuse affaire. Par malheur, la netteté et la résolution qui semblent faire défaut, en ce moment, à la politique allemande, se retrouvent dans la politique autrichienne, qui le jour précédent, avait

1. *Great Br.*, doc. n. 18. — *Livre Jaune*, doc. 41 et doc. 43.
2. *Livre Jaune*, doc. 36.

paru vouloir ménager les susceptibilités de la Russie. Le 25, au contraire, l'Autriche-Hongrie lui refuse catégoriquement le prolongement du délai. Le comte Berchtold avait pensé aller, ce jour-là, à Ischl; le chargé d'affaire russe, M. Koudachew, ne put lui remettre la dépêche de son ministre et fut obligé de la lui télégraphier [1]; la réponse fut négative [2].

L'Allemagne parlait avec sagesse, mais son alliée, l'Autriche, agissait comme une ennemie. Sir Edward Grey, dès qu'il sut que l'Autriche-Hongrie avait refusé de prolonger le délai, considéra la situation comme très sérieuse. Ce fut en vain que l'ambassadeur d'Autriche, croyant venu le bon moment, exécuta les instructions du comte Berchtold, et lui révéla que son gouvernement rappellerait le ministre de Belgrade, mais n'entamerait point les opérations militaires. Ces subtilités diplomatiques ne rassurèrent point le ministre anglais.

Sir Edward Grey, comme tout le monde d'ailleurs, ne croyait pas que la Serbie se soumettrait à l'ultimatum autrichien. Dès qu'il eut appris que l'Autriche-Hongrie refusait le prolongement du délai, il ne douta plus que dans quelques heures la rupture diplomatique entre les deux pays serait un fait accompli, et que cette rupture entraînerait comme conséquence la mobilisation de l'Autriche

1. *Livre Orange*, doc. n. 11. — *Livre Jaune*, doc. 45.
2. *Livre Orange*, doc. n. 12.

et celle de la Russie. Devant une telle situation, il ne voulut pas perdre de temps, car, en vérité, il n'y avait pas de temps à perdre. L'ambassadeur d'Autriche une fois parti, il s'adressa à l'ambassadeur d'Allemagne. Il lui dit que la Russie et l'Autriche-Hongrie mobiliseraient d'un moment à l'autre, et lui précisa le plan d'action qu'il proposait pour sauver la paix de l'Europe, si cette redoutable éventualité se réalisait. Les quatre Grandes Puissances devaient s'engager mutuellement à ne point mobiliser, et s'unir pour demander à la Russie et à l'Autriche-Hongrie de s'abstenir de tout acte d'hostilité, tant qu'elles tâcheraient elles-mêmes de trouver un terrain de conciliation. Il insista surtout sur une collaboration active de la part de l'Allemagne, en démontrant que, sans elle, aucune action sérieuse en faveur de la paix n'était possible. Le prince Lichnowsky lui lut d'abord une dépêche de M. de Jagow affirmant que le gouvernement allemand n'avait point connu la note autrichienne avant qu'elle fût remise, mais que, puisqu'elle l'avait été, l'Allemagne se sentait obligée à soutenir son alliée. Il reconnut ensuite que l'Autriche-Hongrie pouvait accepter la proposition anglaise, car il s'agissait d'une médiation des Grandes Puissances entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, et non pas d'une médiation entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Il déclara donc l'approuver [1].

1. *Great Br.*, doc. n. 25; *Livre Orange*, doc. n. 22.

Sir Edward Grey avait eu raison de faire sans retard cette démarche auprès de l'ambassadeur d'Allemagne, car ses prévisions pessimistes du premier moment ne tardèrent pas à se réaliser. Le 25, le ministre d'Autriche-Hongrie quittait Belgrade. La rupture des rapports diplomatiques entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie était un événement d'autant plus grave que la Serbie avait donné à la note autrichienne une réponse beaucoup plus conciliante que les Puissances de l'Entente n'avaient espéré. Elle avait accepté la note autrichienne presque complètement. Si l'Autriche n'avait pas trouvé cette réponse satisfaisante, sous prétexte qu'elle ne pouvait croire à sa sincérité, c'est qu'elle voulait faire la guerre et troubler l'équilibre des Balkans. Ce fut la conclusion de beaucoup de spectateurs désintéressés [1]. Il ne fallait donc plus perdre un instant, et faire un effort décisif pour essayer d'arriver le plus rapidement possible à un accord.

III

Le 26 en effet Sir Ed. Grey soumit aux cabinets de Rome, de Paris et de Berlin une proposition officielle. Les ambassadeurs de France, d'Italie et d'Allemagne devaient s'unir à Londres avec lui

1. *Great Br.*, doc. n. 41.

en conférence pour trouver une solution pacifique du conflit, et ils demanderaient à Belgrade, à Vienne et à Saint-Pétersbourg de suspendre toutes les opérations militaires, tant que la conférence siégerait [1]. Le même jour, M. Sazonoff élaborait un autre projet : celui d'une conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg. Il télégraphiait, le 26, à l'ambassadeur de Russie à Vienne [2] :

J'ai eu aujourd'hui un long entretien sur un ton amical avec l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Après avoir examiné avec lui les dix demandes adressées à la Serbie, j'ai fait observer qu'à part la forme peu habile sous laquelle elles sont présentées, quelques-unes parmi elles sont asbsolument inexécutables, même dans le cas où le Gouvernement serbe déclarerait les vouloir accepter. Ainsi, par exemple, les points 1 et 2 ne pourraient être exécutés sans un remaniement des lois serbes sur la presse et sur les associations, pour lequel le consentement de la Skoupchtina pourrait être difficilement obtenu; quant à l'exécution des points 4 et 5, elle pourrait produire des conséquences fort dangereuses et même faire naître le danger d'actes de terrorisme dirigés contre les membres de la Maison Royale et contre Pachitch, ce qui ne saurait entrer dans les vues de l'Autriche. En ce qui regarde les autres

1. *Great Br.*, doc. n. 36.
2. *Livre Orange*, doc. n. 25.

points, il me semble qu'avec certains changements dans les détails, il ne serait pas difficile de trouver un terrain d'entente si les accusations y contenues étaient confirmées par des preuves suffisantes.

Dans l'intérêt de la conservation de la paix, qui, au dire de Szapary, est précieuse à l'Autriche au même degré qu'à toutes les Puissances, il serait nécessaire de mettre le plus tôt possible fin à la situation tendue du moment. Dans ce but, il me semblerait très désirable que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie fût autorisé à entrer avec moi dans un échange de vues privé, aux fins d'un remaniement en commun de quelques articles de la note autrichienne du 10 (23) juillet. Ce procédé permettrait peut-être de trouver une formule qui fût acceptable pour la Serbie, tout en donnant satisfaction à l'Autriche quant au fond de ses demandes. Veuillez avoir une explication prudente et amicale dans le sens de ce télégramme avec le ministre des Affaires étrangères.

Communiqué aux Ambassadeurs en Allemagne, en France, en Angleterre et en Italie.

Signé : SAZONOFF.

Le projet de Sir Edward Grey et celui de M. Sazonoff étaient différents et ils pouvaient se nuire, dans un moment si critique où il ne fallait ni perdre une minute ni disperser les efforts. Mais tous les deux prouvent du moins combien la Rus-

sie et l'Angleterre désiraient trouver une solution pacifique du conflit. Par malheur, Sir Ed. Grey ne s'était pas trompé quand il avait prévu que la rupture diplomatique entre la Serbie et l'Autriche, aurait provoqué des préparatifs militaires soit en Autriche, soit en Russie. Le 26, l'Autriche-Hongrie commence à mobiliser une partie de son armée [1] ; et la Russie prend des dispositions préparatoires pour mobiliser à la frontière autrichienne [2]. Que fait pendant cette journée le gouvernement allemand ? Les événements du 25 n'ont point ébranlé son optimisme ; mais son attitude change encore une fois. Si, le 24, il semblait vouloir imposer à la Russie, par des menaces voilées, la localisation du conflit ; si, le 25, il s'était enfermé dans un optimisme passif et avait déclaré que, en cas de grave danger pour la paix européenne, il aurait consenti à intervenir avec les autres Puissances entre la Russie et l'Autriche, le 26, il revient à l'idée d'amener la Russie à abandonner la Serbie à son sort, mais par des procédés plus aimables. Il ne menace plus : il affirme qu'il veut la paix et que son désir de paix n'est même pas diminué par les premières nouvelles de la mobilisation russe qui, pendant la journée, commencent à arriver à Berlin [3] ; mais il s'efforce

1. *Livre Orange*, doc. n. 24.
2. *White German Book*, doc. n. 23 a.
3. *German White Book*, doc. n. 6, 7, 8.

de convaincre Londres, Paris et Saint-Pétersbourg que, l'Autriche-Hongrie ayant déclaré ne pas poursuivre en Serbie des ambitions territoriales, la Russie n'a plus aucune raison d'intervenir. Toute la responsabilité d'une conflagration européenne pèserait sur elle, si la Russie persistait dans son attitude. C'est la thèse que le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Zimmermann, développe, le 26, au chargé d'affaires anglais. M. Sazonoff a déclaré à l'ambassadeur d'Allemagne que la Russie ne pourrait rester indifférente si l'Autriche s'annexait une partie du territoire serbe ; mais l'Autriche n'a nullement cette intention : donc... [1]. C'est la thèse que, le même jour, le chancelier de l'Empire fait présenter aux cabinets de Londres et de Paris, en les priant de la recommander à Saint-Pétersbourg [2]. Il est intéressant de lire dans le *Livre Orange* comment l'ambassadeur d'Allemagne à Paris s'est acquitté de sa mission :

Aujourd'hui l'ambassadeur d'Allemagne a de nouveau rendu visite au gérant du Ministère des Affaires étrangères et lui a fait les déclarations suivantes :

« L'Autriche a déclaré à la Russie qu'elle ne recherche pas des acquisitions territoriales et qu'elle

1. *Great Br.*, doc. n. 33.
2. *German White Book*, doc. n. 10, 10 *a* ; *Livre jaune*, n. 56.

ne menace pas l'intégrité de la Serbie. Son but unique est d'assurer sa propre tranquillité. Par conséquent, il dépend de la Russie d'éviter la guerre. L'Allemagne se sent solidaire avec la France dans le désir ardent de conserver la paix et espère fermement que la France usera de son influence à Pétersbourg dans un sens modérateur. »

Le ministre fit observer que l'Allemagne pourrait de son côté entreprendre des démarches analogues à Vienne, surtout en présence de l'esprit de conciliation dont a fait preuve la Serbie. L'ambassadeur répondit que cela n'était pas possible, vu la résolution prise de ne pas s'immiscer dans le conflit austro-serbe. Alors le ministre demanda si les quatre Puissances, — l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la France, — ne pouvaient pas entreprendre des démarches à Saint-Pétersbourg et à Vienne, puisque l'affaire se réduisait en somme à un conflit entre la Russie et l'Autriche. L'ambassadeur allégua l'absence d'instructions. Finalement, le ministre refusa d'adhérer à la proposition allemande.

Signé : SEVASTOPOULO.

En somme l'Allemagne priait la France d'expliquer à la Russie son point de vue et de la convaincre de sa justesse. En même temps elle chargeait son ambassadeur en Russie de faire une démarche, à laquelle le *Livre Blanc* allemand se garde bien de faire allusion, mais qui nous est

révélée par une dépêche de l'ambassadeur austro-hongrois à Saint-Pétersbourg, publiée dans le *Livre Rouge*. C'est la dépêche 28, dont je traduis le commencement :

Saint-Pétersbourg, 26 juillet 1914.

« Le bruit ayant couru que la Russie se prépare à mobiliser, le comte de Pourtalès a prévenu le Gouvernement russe d'une manière formelle qu'il serait très dangereux de se servir de préparatifs militaires comme moyen de pression diplomatique. Dans ce cas le point de vue exclusivement militaire des États-Majors l'emporte ; et si en Allemagne on prend ce chemin, il est difficile de s'arrêter... »

L'Allemage aimait donc tellement la paix européenne, qu'elle était prête à en faire payer tous les frais à la Russie. Ce qu'elle demandait n'était rien moins qu'une capitulation totale de la Russie, comme en 1909. Aussi il n'est point surprenant que cette démarche allemande ait échoué. Londres et Paris répondirent que l'endroit où il fallait agir pour sauver la paix, c'était Vienne, et non Saint-Pétersbourg [1]. Le gouvernement russe déclara très nettement à l'ambassadeur allemand qu'il n'avait pas encore rappelé sous les drapeaux un seul réserviste ; qu'il n'aurait jamais mobilisé sur les frontières de l'Allemagne ; mais qu'il aurait

1. *Great Br.*, doc. n. 46 ; *Livre Orange*, doc. n. 28; *Livre jaune*, n. 56.

mobilisé les districts de Kiew, d'Odessa, de Moscou et de Kazan, si l'Autriche avait déclaré la guerre à la Serbie [1]. Le seul résultat de toutes ces discussions fut que l'on perdit encore un peu de temps. Il n'y avait, à ce moment, qu'un moyen de sauver la paix, qui était d'accepter sans retard, avec sincérité, le projet anglais. C'est ce que l'Italie avait fait dès le 26 [2]. Mais l'attitude de l'Allemagne laissait peu d'espoir que le puissant empire donnerait son adhésion ; et si l'Allemagne n'acceptait pas la proposition anglaise, à quoi serviraient les adhésions des autres puissances ? La journée du 26 se termina dans l'incertitude et l'anxiété.

IV

Mais pendant la nuit la situation changea encore une fois, et non moins mystérieusement que les autres. Tout à coup, le matin du 27, l'Allemagne sembla disposée à donner son adhésion tant désirée et à travailler utilement avec les autres puissances pour la conservation de la paix. M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, télégraphiait qu'il avait entretenu, le 27, M. de Jagow de la proposition anglaise (*Livre jaune*, n° 67).

1. *L. Rouge*, doc. n. 28 ; *German White Book*, doc. 11.
2. *Great Br.*, doc. n, 35.

« Je lui ai fait remarquer que la proposition de Sir Edward Grey ouvrait la voie à une issue pacifique. M. de Jagow m'a répondu qu'il était disposé à y entrer, mais il m'a fait remarquer que si la Russie mobilisait, l'Allemagne serait obligée de mobiliser aussitôt. Je lui ai demandé si l'Allemagne se croirait engagée à mobiliser dans le cas où la Russie ne mobiliserait que sur la frontière autrichienne ; il m'a dit que non et m'a autorisé formellement à vous faire connaître cette restriction. »

Le même jour, Sir Edward Grey télégraphiait à l'ambassadeur anglais à Berlin (*Great Br.*, n° 46) : « L'ambassadeur d'Allemagne m'a informé que le gouvernement allemand accepte *en principe* la médiation des quatre Puissances entre l'Autriche et la Russie, réservant, naturellement, son droit d'aider l'Autriche, si l'Autriche était attaquée. » Le même jour la France donnait son adhésion [1] ; et la Russie déclarait que « si des explications directes avec le cabinet de Vienne se trouvaient irréalisables » elle était prête à « accepter la proposition anglaise ou toute autre de nature à résoudre favorablement le conflit [2] ». Il y eut donc un moment, pendant la journée du 27, où l'on espéra qu'avant le soir les quatre grandes puissances s'accorderaient pour sauver la paix du monde. Il ne manquait plus que l'adhésion de

1. *Great Br.*, doc. n. 51.
2. *Livre Orange*, doc. n. 32.

l'Allemagne. Mais quand Sir E. Goschen, l'ambassadeur d'Angleterre, rentré le même jour à Berlin, se rendit chez M. de Jagow, celui-ci déclara à l'ambassadeur d'Angleterre que la conférence proposée serait en réalité une cour arbitrale et qu'il lui semblait impossible de convoquer une cour arbitrale pour juger les différends austro-russes, si la Russie et l'Autriche ne la demandaient pas. C'est en vain que l'ambassadeur tâcha de lui prouver qu'il n'y avait rien de commun entre la conférence proposée par l'Angleterre et une cour arbitrale ; le ministre ne se laissa pas convaincre et il ajouta que, puisque l'Autriche et la Russie voulaient causer ensemble, il lui semblait mieux d'attendre l'issue de ces pourpalers avant d'essayer autre chose [1]. En apparence, la diplomatie allemande revenait à un jugement optimiste de la situation. Le danger n'étant pas urgent, on pouvait attendre. En réalité, l'Allemagne paralysait les puissances de la Triple Entente, tandis que l'Autriche agissait. L'Autriche avait déjà oublié les confidences du 26 au gouvernement anglais ; elle voulait faire la guerre à la Serbie, et, ce même jour, déclara aux Puissances que, la réponse de la Serbie n'étant pas satisfaisante, elle se préparait à employer les « moyens énergiques », sans préciser autrement [2]. Il est évident que la France, l'Angleterre, la Russie ne pouvaient pas

1. *Great. Br.*, doc. n. 43 ; *Livre Jaune*, doc. 74.
2. *Great Br.*, doc. n. 48 ; *Livre Orange*, doc. n. 37.

laisser cette situation paradoxale se prolonger indéfiniment. Aussi les trois Puissances redoublèrent, le 27, leurs efforts à Vienne et à Berlin. Sir Ed. Grey demanda à l'ambassadeur d'Autriche si son gouvernement avait pensé que, parmi les conséquences de son acte, pouvait être la guerre générale [1]. L'ambassadeur de Russie à Vienne eut une longue conversation avec le baron Macchio, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères. Il lui dit qu'une guerre entre l'Autriche et la Serbie provoquerait l'intervention de la Russie et la guerre européenne ; il demanda que l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg reçût les pleins pouvoirs pour continuer la discussion avec M. Sazonoff, qui, de son côté, ferait tout son possible pour convaincre la Serbie de donner satisfaction aux demandes justes de l'Autriche-Hongrie [2]. En même temps, à Saint-Pétersbourg, M. Sazonoff priait le Ministre de la guerre de dire à l'attaché militaire allemand que la Russie n'avait encore appelé sous les drapeaux aucun réserviste ; qu'elle mobiliserait les districts de Kiew, Odessa, Moscou et Kazan seulement si l'Autriche déclarait la guerre à la Serbie ; mais qu'elle ne mobiliserait pas contre l'Allemagne [3]. L'ambassadeur de France à Berlin rendit visite à M. de Jagow et lui proposa de faire donner à Vienne,

1. *Great Br.*, doc. n. 48.
2. *Great Br.*, doc. n. 56; *Livre Orange*, doc. n. 41.
3. *White German Book*, doc. n. 11.

par les quatre Puissances, le conseil de « s'abstenir de tout acte qui pourrait aggraver la situation de l'heure actuelle [1] ». Enfin le chargé d'affaires de Russie à Berlin alla voir M. de Jagow, et le pria d'insister « d'une façon pressante » à Vienne pour que la propositionfaite par l'ambassadeur russe au gouvernement austro-hongrois fût acceptée [2].

Toutes ces démarches échouèrent. Pendant toute la journée du 27, l'Allemagne oppose à tous les efforts pacifiques des Puissances de la Triple Entente une résistance passive, dont aucun argument ne triomphe. L'ambassadeur d'Allemagne à Paris confère longuement sur la situation avec le Directeur des affaires politiques : mais il insiste beaucoup « sur l'exclusion de toute possibilité d'une médiation ou d'une conférence [3] ». M. de Jagow refuse de recommander à Vienne la proposition faite par M. Sazonoff de discuter avec l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, muni de pleins pouvoirs, la réponse de la Serbie : « il ne pouvait pas, disait-il, conseiller à l'Autriche de céder [4] ». Il repousse aussi la proposition de M. Cambon [5]. L'attitude de l'Allemagne est telle que le gouvernement russe, jusqu'à ce

1. *Livre Orange*, doc. n. 39.
2. *Livre Orange*, doc. n. 38.
3. *Livre Orange*, doc. n. 34.
4. *Livre Orange*, doc. n. 38.
5. *Livre Orange*, doc. n. 39.

moment si déférent envers le grand empire limitrophe, commence à devenir méfiant. « Mes entretiens avec l'ambassadeur d'Allemagne, — tel est le texte d'une dépêche envoyée par M. Sazonoff le 28 à l'ambassadeur de Russie à Londres, — confirment mon impression que l'Allemagne est plutôt favorable à l'intransigeance de l'Autriche. Le cabinet de Berlin, qui aurait pu arrêter tout le développement de la crise, paraît n'exercer aucune action sur son alliée. L'Ambassadeur trouve insuffisante la réponse de la Serbie. Cette attitude allemande est tout particulièrement alarmante. Il me semble que, mieux que toute autre Puissance, l'Angleterre serait en mesure de tenter encore d'agir à Berlin pour engager le gouvernement allemand à l'action nécessaire. C'est à Berlin qu'indubitablement se trouve la clef de la situation [1]. » Par malheur non seulement Berlin repoussait toutes les propositions conciliantes, mais le 28, l'Autriche-Hongrie répondait par un refus catégorique à la proposition russe, en affirmant que le manque de sincérité de la Serbie était trop évident, et déclarait la guerre à la Serbie.

V

L'événement tant redouté s'était produit. En cinq jours, tandis que les ambassadeurs et les

1. *Livre Orange*, doc. n. 43.

ministres de toute l'Europe causaient entre eux sans pouvoir s'entendre, les événements s'étaient précipités avec une effrayante rapidité. Les yeux du monde se tournèrent vers la Russie. Comment le grand empire slave allait-il répondre à cette sanglante provocation ?

Le 28, le jour même de la déclaration de guerre, le Conseil des ministres à Saint-Pétersbourg, décida d'entamer, le jour suivant, la mobilisation dans les circonscriptions militaires d'Odessa, Kiew, Moscou et Kazan, d'en avertir par voie officielle le cabinet de Berlin, et d'ajouter encore la déclaration que la Russie n'avait aucune intention hostile contre l'Allemagne [1]. Cette décision ne pouvait d'ailleurs surprendre ni l'Allemagne ni l'Autriche, car la Russie avait déclaré, dès le début de la crise, que, si la Serbie était attaquée, elle mobiliserait sur la frontière autrichienne. A Berlin au contraire, par une autre contradiction non moins singulière que les précédentes, la déclaration de guerre semble avoir produit d'abord un effet favorable aux tendances pacifiques. Le 28, l'empereur d'Allemagne qui avait été surpris par les événements en pleine croisière dans les mers du Nord, rentre à Berlin. A-t-il déployé, à peine arrivé, une action personnelle en faveur de la paix ? A-t-on commencé, le 28, à s'apercevoir en Allemagne que la situation était très sérieuse ? L'histoire nous le

1. *Great Br.*, doc. n. 70; *Livre Jaune*, n. 95 et 96.

dira un jour. Ce qui est certain, c'est que tout à coup, le soir du 28, le gouvernement semble abandonner sa politique de résistance passive, qui, le jour précédent, avait si bien servi la politique agressive de l'Autriche, et si mal la cause de la paix. Le chancelier de l'Empire pria l'ambassadeur d'Angleterre de venir le voir et lui tint d'excellents propos. En fixant définitivement l'attitude de l'Allemagne sur la proposition anglaise, il dit ne pouvoir accepter la conférence des quatre Puissances, parce que cet « aréopage » de Puissances rivales ne lui semblait pas pratique ; mais il ajouta que ce refus n'empêcherait point l'Allemagne de faire tout ce qu'elle pouvait pour éviter la guerre. Le chancelier croyait que le meilleur moyen d'arranger les choses était la conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg ; il ferait donc tout son possible pour que cette conversation fût reprise avec succès. Il exprima quelques craintes au sujet de la mobilisation russe, qui pouvait le mettre dans une situation difficile, « en l'empêchant de prêcher la modération à Vienne » ; enfin il conclut en affirmant avec énergie qu' « une guerre entre les Grandes Puissances devait être évitée [1] ». Quelques heures après, à 10 heures 45 du soir, l'empereur d'Allemagne envoyait à l'empereur de Russie une dépêche amicale, rassurante et optimiste, qui se termine ainsi :

1. *Great Br.*, doc. n. 71.

« Je me rends bien compte des difficultés que le grand mouvement de l'opinion publique a créées à Toi et à Ton gouvernement. Pour l'amitié cordiale qui nous lie depuis si longtemps, j'emploierai toute mon influence pour amener l'Autriche-Hongrie à s'entendre loyalement et par un accord satisfaisant avec la Russie. J'espère que Tu aideras mes efforts [1]... »

Pendant la nuit enfin des instructions conciliantes durent partir de Berlin, car la matinée du 29, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris communiquait au gouvernement français, *à titre officieux*, que le gouvernement allemand poursuivait « ses efforts en vue d'amener le gouvernement autrichien à une conversation amicale [2] ». A la même heure, une conversation très cordiale avait lieu à Saint-Pétersbourg entre l'ambassadeur d'Allemagne et M. Sazonoff. Pour comprendre la gravité des événements qui devaient se passer vers la fin de la journée, il faut lire la dépêche dans laquelle M. Sazonoff a raconté à l'Ambassadeur de Russie à Berlin cette conversation :

L'ambassadeur d'Allemagne m'informe, au nom du Chancelier, que l'Allemagne n'a pas cessé d'exercer à Vienne une influence modératrice et qu'elle continuera cette action même après la déclaration de guerre. Jusqu'à ce matin, il n'y avait

1. *German White Book*, doc. n. 20.
2. *Livre Jaune*, n. 94.

aucune nouvelle que les armées autrichiennes eussent franchi la frontière serbe. J'ai prié l'Ambassadeur de transmettre au Chancelier mes remerciements pour la teneur amicale de cette communication. Je l'ai informé des mesures militaires prises par la Russie, dont aucune, lui dis-je, n'était dirigée contre l'Allemagne ; j'ajoutai qu'elles ne préjugeaient pas non plus des mesures agressives contre l'Autriche-Hongrie, ces mesures s'expliquant par la mobilisation de la plus grande partie de l'armée austro-hongroise.

L'ambassadeur se prononçant en faveur d'explications directes entre le Cabinet de Vienne et nous, je répondis que j'y étais tout disposé, pour peu que les conseils du Cabinet de Berlin dont il parlait trouvassent écho à Vienne.

En même temps je signalai que nous étions tout disposés à accepter le projet d'une conférence des quatre Puissances, un projet auquel, paraissait-il, l'Allemagne ne sympathisait pas entièrement.

Je dis que, dans mon opinion, le meilleur moyen pour mettre à profit tous les moyens propres à produire une solution pacifique consisterait en une action parallèle des pourparlers d'une conférence à quatre de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre et de l'Italie et d'un contact direct entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, à l'instar à peu près de ce qui avait eu lieu aux moments les plus critiques de la crise de l'an dernier.

Je dis à l'Ambassadeur qu'après les concessions

faites par la Serbie, un terrain de compromis pour les questions restées ouvertes ne serait pas très difficile à trouver, à condition toutefois de quelque bonne volonté de la part de l'Autriche et à condition que toutes les Puissances usent de toute leur influence dans un sens de conciliation.

(Communiqué aux Ambassadeurs en Angleterre, en France, en Autriche-Hongrie et en Italie.)

L'Allemagne faisait enfin ce que l'Europe lui demandait en vain depuis cinq jours ; elle mettait — ou semblait mettre — son autorité au service de la paix et non de l'Autriche. Comment s'explique ce nouveau revirement ? C'est encore un mystère. Une explication probable serait que les deux gouvernements alliés se soient aperçus, le 28, que la Russie ne céderait pas, cette fois, aussi facilement qu'en 1909. La dépêche 42 du *Livre Rouge*, envoyée le 28 par le comte Berchtold à l'ambassadeur d'Autriche à Berlin le prouverait. Je traduis cette dépêche, qui est un document important :

Je prie Votre Excellence de se rendre immédiatement chez le Chancelier de l'empire et lui faire la communication suivante :

Nous apprenons que la Russie fait des préparatifs militaires considérables... Dans de telles circonstances, je prie vivement le Cabinet de Berlin de prévenir *à l'amiable* la Russie, que la mobilisation de ces circonscriptions militaires (Kiew, Moscou,

Odessa, Kazan) serait une menace pour l'Autriche-Hongrie et que par conséquent les deux empires alliés devraient répondre par des mesures analogues. Pour faciliter à la Russie une éventuelle résipiscence, la démarche devrait être faite par l'Allemagne seule : l'Autriche-Hongrie serait naturellement prête à s'y associer.

Cette dépêche prouve que le gouvernement autrichien commença le 28 à s'inquiéter des intentions de la Russie et qu'il pria l'Allemagne de répéter le coup de 1909. On peut donc supposer, si on ne veut attribuer à l'Allemagne des desseins d'une perfidie trop profonde, que le gouvernement allemand se soit aperçu, le 28, que la situation devenait menaçante, et que devant le formidable danger il ait eu un moment d'hésitation.

VI

L'autorité de l'Allemagne en Europe était très grande encore à ce moment. Il en est d'autant plus surprenant que l'Autriche-Hongrie n'ait tenu aucun compte des conseils de son alliée, au moment même où elle lui demandait un service d'une telle importance. Et pourtant il en fut ainsi. Dans la matinée du 29, pendant que les ambassadeurs allemands à Paris et à Saint-Pétersbourg tenaient

de si beaux propos, arrivait à Saint-Pétersbourg la réponse du comte Berchtold, qui refusait de soumettre à une discussion la note de la Serbie. La conversation entre Vienne et Saint-Pétersbourg, conseillée par l'ambassadeur d'Allemagne, devenait donc impossible [1]. Que fait alors l'Allemagne ? Elle proteste ? Elle insiste auprès de l'alliée ? Non, elle se résigne. Le chancelier de l'Empire allemand exprima à l'ambassadeur d'Angleterre son vif regret du refus de l'Autriche ; il ajouta que, comme l'Autriche ne faisait la guerre que pour se garantir contre le manque de sincérité des Serbes, il avait conseillé au gouvernement allié de déclarer cette intention avec la clarté nécessaire pour rendre impossible tout malentendu [2] ; et ce fut tout. Mais l'Europe ne savait pas, pendant la matinée du 24, que l'Autriche avait déjà demandé à l'Allemagne de répéter le coup de 1909 ; elle n'avait aucun motif de douter de la sincérité du chancelier... Comme la clé de la situation était à Berlin, ainsi que M. Sazonoff l'avait dit, on continua à travailler pour la paix avec énergie et confiance. M. Viviani télégraphia d'urgence à Londres que, « vu la cessation des pourparlers directs entre Pétersbourg et Vienne, il était nécessaire que le Cabinet de Londres renouvelât le plus tôt possible, sous telle ou telle

1. *Livre Orange*, doc. n. 45 et doc. n. 50.
2. *Great. Br.*, doc. n. 75.

autre forme, sa proposition concernant la médiation des Puissances[1] ». L'ambassadeur d'Allemagne à Paris renouvela à M. Viviani l'assurance des tendances pacifiques de son gouvernement. M. Viviani lui ayant fait observer que, si l'Allemagne désirait la paix, elle devait se hâter d'adhérer à la proposition de médiation anglaise, M. de Schoen ne répondit plus, comme le 27, par un refus catégorique ; il se borna à signaler certaines difficultés de forme qui s'opposaient à la médiation. Les mots « conférence » ou « arbitrage » effrayeraient, disait-il, l'Autriche[2]. Enfin Sir Edward Grey reprit sa proposition ; et, puisque toutes les objections faites par l'Allemagne portaient sur la forme plus que sur le principe de la conférence, il se déclara prêt à laisser l'Allemagne seule juge de la forme[3]. Pourvu que la conférence fut convoquée le plus vite possible, toutes les autres questions passaient en seconde ligne.

En somme, la journée semblait avoir été bonne pour la cause de la paix, quand, tout à coup, à minuit, arriva à Londres une dépêche de Berlin, qui parut *très étrange.* L'ambassadeur d'Angleterre à Berlin racontait que le Chancelier l'avait fait appeler dans la soirée, vingt-quatre heures après la conversation si satisfaisante et si pleine de propos pacifiques qu'ils avaient eue ensemble,

1. *Livre Orange*, doc. n. 55.
2. *Livre Orange*, doc. n. 55.
3. *Great Br.*, doc. n. 84 ; *Livre Jaune*, 98.

le soir précédent. *Le Chancelier revenait alors de Potsdam*, et il avait dérangé l'ambassadeur à une heure si peu commode, à peine rentré, pour lui demander si l'Angleterre s'engagerait à conserver la neutralité dans une guerre européenne, dans le cas où l'Allemagne promettrait de respecter la Hollande et de ne prendre à la France que ses colonies [1]. L'inquiétude mêlée de stupeur qu'on éprouva au *Foreign Office*, en lisant cette dépêche, n'étonnera personne. On n'avait jusqu'alors parlé que du conflit austro-russe et des efforts à faire pour trouver un arrangement pacifique. Et voilà que tout à coup l'Allemagne désirait savoir, séance tenante, sans pouvoir attendre jusqu'au matin suivant, ce que l'Angleterre ferait dans une guerre européenne générale ; elle précisait même les conditions qu'elle comptait imposer, après la victoire, à la France. L'Allemagne donc, au lieu de penser à mettre d'accord la Russie et l'Autriche, pensait déjà à attaquer la France ! Une telle démarche de la part du Chancelier, après les déclarations pacifiques du jour précédent, ne peut s'expliquer que si, dans la réunion de Potsdam, *d'où il revenait*, on avait déjà décidé virtuellement la guerre. De sorte que nous nous trouvons à présent devant ce problème : quelle a été la cause de ce revirement si soudain ? Que s'est-il passé pendant la journée du 29 juillet ? Pourquoi le Chancelier

1. *Great Br.*, doc. 85.

qui, le soir du 28, déclarait à l'Ambassadeur d'Angleterre qu'il fallait éviter une guerre entre les Grandes Puissances, le soir du 29, négociait déjà la neutralité de l'Angleterre dans une guerre européenne, désormais décidée ?

VII

Nous touchons ici au grand mystère de toute cette terrible histoire. C'est un fait bien connu que la difficulté de comprendre les événements diminue, à mesure que le temps passe. Il faut un certain recul pour bien voir. Quelques mois seulement nous séparent des événements ; les documents à notre disposition sont peu nombreux et pleins d'obscurités. Ce qui va suivre n'est donc qu'une hypothèse, qui pourrait s'écrouler un jour sous une documentation plus abondante. En tout cas, même des hypothèses pourront aider à la découverte de la vérité, en rappelant l'attention du public sur les points qui ont particulièrement besoin d'être éclaircis. Or le plus important de ces points obscurs semble être justement le changement soudain de la politique allemande survenu entre le 28 et le 29 juillet, et les causes qui peuvent l'avoir déterminé.

Pour tâcher d'éclaircir ce point, il faut avant tout examiner, l'un après l'autre, un certain nombre de documents qui se trouvent dispersés

dans les quatre collections officielles et tâcher de trouver les rapports qui les relient. Nous commencerons par remarquer que la communication officielle sur la mobilisation russe semble avoir été faite à Berlin le 29. C'est ce qu'affirme le *Livre Blanc* allemand ; et une dépêche de l'ambassadeur à Berlin le confirme : « L'ambassadeur de Russie est rentré aujourd'hui ; et il a informé le gouvernement impérial que la Russie mobilise dans quatre districts du Sud [1]. »

Il faut lire maintenant la dépêche envoyée le 29 par M. Sazonoff à l'ambassadeur de Russie à Paris, qui porte dans le *Livre Orange* le n° 58 :

Aujourd'hui, l'ambassadeur d'Allemagne m'a communiqué la résolution prise par son Gouvernement de mobiliser, si la Russie ne cessait pas ses préparatifs militaires. Or, nous n'avons commencé ces derniers qu'à la suite de la mobilisation à laquelle avait déjà procédé l'Autriche et vu l'absence évidente chez cette dernière du désir d'accepter un mode quelconque d'une solution pacifique de son conflit avec la Serbie.

Puisque nous ne pouvons pas accéder au désir de l'Allemagne, il ne nous reste que d'accélérer nos propres armements et de compter avec l'inévitabilité probable de la guerre. Veuillez en avertir le Gouvernement français et lui exprimer en

1. *German Wite Book* p. 9, *Great Br.* n. 76.

même temps notre sincère reconnaissance pour la déclaration que l'ambassadeur de France m'a faite en son nom en disant que nous pouvons compter entièrement sur l'appui de notre alliée la France. Dans les circonstances actuelles, cette déclaration nous est particulièrement précieuse.

(Communiqué aux Ambassadeurs en Angleterre, Autriche-Hongrie, Italie, Allemagne.)

Passons maintenant au *Livre Blanc* allemand. Nous y trouverons une dépêche adressée par l'empereur d'Allemagne à l'empereur de Russie, dans la nuit du 29 au 30, à une heure du matin, et qui est écrite sur un ton bien différent de la dépêche du 28. En voici le texte :

« Mon ambassadeur a été chargé de rappeler l'attention de Ton gouvernement sur les dangers et les conséquences très sérieuses d'une mobilisation... L'Autriche-Hongrie a mobilisé seulement une partie de son armée et contre la Serbie. Si la Russie, comme il paraît que c'est Ton intention et celle de Ton gouvernement, mobilise contre l'Autriche-Hongrie, le rôle de médiateur que Tu m'as confié avec tant d'empressement et que j'ai accepté pour T'être agréable, devient impossible ou presque. Désormais, tout dépend de Toi, comme sur Toi pèsera la responsabilité de la guerre et de la paix [1]. »

1. *German White Book*, doc. n. 23.

Vient après une dépêche, envoyée le 30 par l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, qui raconte ce qui s'est passé dans la capitale russe le 29 juillet. Cette dépêche est si importante, que je vais la traduire en entier :

L'ambassadeur de France et moi, nous avons rendu visite au ministre des Affaires étrangères ce matin (le 30). Son Excellence nous a raconté que hier, *dans l'après-midi*, l'ambassadeur d'Allemagne lui a dit que l'Allemagne était prête à garantir pour le compte de l'Autriche-Hongrie l'intégrité de la Serbie : M. Sazonoff a répondu que, malgré cela, la Serbie pourrait tomber dans le vasselage de l'Autriche, comme Bokhara est tombé dans le vasselage de la Russie ; et qu'une révolution éclaterait en Russie, si le gouvernement tolérait une telle chose.

M. Sazonoff ajouta que l'Allemagne faisait des préparatifs militaires contre la Russie, — surtout dans la direction du golfe de Finlande. Le gouvernement en avait des preuves d'une certitude absolue.

L'ambassadeur d'Allemagne eut une seconde conversation avec M. Sazonoff dans la nuit, à deux heures du matin. L'ambassadeur a eu une violente crise de larmes (*completely broke down*) quand il s'aperçut que la guerre était inévitable. Il supplia alors M. Sazonoff de suggérer quelque chose qu'il put télégraphier à son gouvernement, comme un suprême espoir. Pour le contenter, M. Sazonoff écrivit en français et lui donna la formule suivante : « Si l'Autriche, reconnaissant que la question aus-

tro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclare prête à éliminer de son *ultimatum* les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires. »

Si cette proposition est repoussée par l'Autriche, on décrétera la mobilisation générale. La guerre européenne sera alors inévitable. L'excitation ici est telle que, si l'Autriche ne fait pas de concessions, la Russie ne pourra plus reculer. Comme la Russie sait que l'Allemagne se prépare, elle ne peut tarder beaucoup à convertir sa mobilisation partielle en mobilisation générale [1].

La dépêche envoyée de Saint-Pétersbourg, le 30, par M. Paléologue, n'est pas moins importante (*Livre jaune*, n. 103).

L'ambassadeur d'Allemagne est venu cette nuit insister de nouveau, mais dans des termes moins catégoriques, auprès de M. Sazonoff pour que la Russie cesse ses préparatifs militaires, en affirmant que l'Autriche ne porterait pas atteinte à l'intégrité territoriale de la Serbie.

« Ce n'est pas seulement l'intégrité territoriale de la Serbie que nous devons sauvegarder, a répondu M. Sazonoff, c'est encore son indépendance et sa souveraineté. Nous ne pouvons pas admettre que la Serbie devienne vassale de l'Autriche. »

1. *Great Br.*, doc. n. 97.

M. Sazonoff a ajouté : « L'heure est trop grave pour que je ne vous déclare pas toute ma pensée. En intervenant à Pétersbourg, tandis qu'elle refuse d'intervenir à Vienne, l'Allemagne ne cherche qu'à gagner du temps, afin de permettre à l'Autriche d'écraser le petit royaume serbe avant que la Russie n'ait pu le secourir. Mais l'Empereur Nicolas a un tel désir de conjurer la guerre que je vais vous faire en son nom une nouvelle proposition :

« Si l'Autriche, reconnaissant que, etc.

« Le comte de Pourtalès a promis d'appuyer cette proposition auprès de son gouvernement. »

Finalement, le 30 juillet, M. Sazonoff télégraphie à l'ambassadeur de Russie à Berlin [1] :

L'ambassadeur d'Allemagne, qui vient de me quitter, m'a demandé si nous ne pouvions pas nous contenter de la promesse que l'Autriche pourrait donner, de ne pas porter atteinte à l'intégrité du royaume de Serbie, — et indiquer à quelles conditions nous pourrions encore consentir à suspendre nos armements. Je lui ai dicté, pour être transmise d'urgence à Berlin, la déclaration suivante : « Si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclare prête à éliminer de son *ultimatum* les points qui portent atteinte aux droits

1. *Livre Orange*, doc. n. 60.

souverains de la Serbie, la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires. »

Veuillez télégraphier d'urgence quelle sera l'attitude du Gouvernement allemand en présence de cette nouvelle preuve de notre désir de faire le possible pour la solution pacifique de la question, car nous ne pouvons pas admettre que de semblables pourparlers ne servent qu'à faire gagner du temps à l'Allemagne et à l'Autriche pour leurs préparatifs militaires.

Examinons ces documents. La dépêche n° 58 du *Livre Orange* nous parle d'une conversation qui eut lieu, le 29, entre M. Sazonoff et l'ambassadeur d'Allemagne. La dépêche n° 97 de la publication anglaise *Great Britain and the European Crisis*, nous parle aussi d'une conversation entre les deux personnages, en précisant qu'elle eut lieu *dans l'après-midi* du 29. S'agirait-il de la même conversation ? Cela semble bien probable. Dans ce cas, il est possible, en complétant les deux dépêches l'une par l'autre, de découvrir quels furent les sujets de l'entretien. L'ambassadeur d'Allemagne assura M. Sazonoff que l'Autriche-Hongrie respecterait l'intégrité territoriale de la Serbie et que l'Allemagne était prête à garantir l'exécution de cette promesse ; mais il le prévint en même temps que, si la Russie continuait sa mobilisation *contre l'Autriche*, l'Allemagne aussi mobiliserait. Le gouvernement allemand qui, le matin du 29

avait déclaré au gouvernement russe qu'il voulait la paix et l'avait conseillé à causer avec l'Autriche, non seulement, quand l'Autriche refuse de causer, ne fait rien pour lui faire changer son attitude, mais il envoie, dans l'après-midi du 29, son ambassadeur sommer la Russie de cesser la mobilisation, sous menace de la guerre. Comment s'explique cette dernière volte-face ?

C'est encore un mystère. Le baron Beyens, qui fut le dernier ministre de Belgique à Berlin, a affirmé dans un article publié par la *Revue des Deux-Mondes* le 1er juin 1915, que la démarche comminatoire du 29 juillet a été conclue et imposée par l'empereur Guillaume, qui était rentré le jour précédent à Berlin. Il n'est point nécessaire d'insister sur la gravité d'une telle accusation, portée par un personnage aussi sérieux et aussi bien renseigné. Quelle terrible responsabilité pèserait, si l'accusation était vraie, sur l'empereur d'Allemagne et sur la dynastie des Hohenzollern ! Car il n'est point douteux que la démarche faite à Saint-Pétersbourg par l'ambassadeur d'Allemagne dans l'après-midi du 29 juillet a été l'acte irréparable et décisif qui a déchaîné la guerre européenne. Pour comprendre l'immense gravité de cette démarche, il faut se rappeler que l'Autriche-Hongrie et la Russie étaient les deux seules Puissances directement intéressées dans le conflit serbe ; que l'Allemagne, comme la France, l'était seulement d'une manière indirecte, en tant qu'al-

liée de l'Autriche-Hongrie ; que M. de Jagow avait déclaré à M. Jules Cambon que l'Allemagne ne mobiliserait pas, tant que la Russie mobiliserait seulement sur les frontières autrichiennes ; que la Russie ne pouvait pas avoir oublié la brusque intervention de l'Allemagne dans le conflit de 1909 pour la Bosnie-Herzégovine, ni la brutalité avec laquelle, en sortant de sa réserve d'alliée, elle avait pris, au moment décisif, le premier rôle. Il ne faut pas en outre oublier que la Russie à ce moment, dans l'après-midi du 29, avait décrété seulement la mobilisation sur la frontière autrichienne, sans l'avoir commencée [1] et que l'Autriche-Hongrie, bien plus intéressée dans la question que l'Allemagne, n'avait pas encore soulevé la moindre objection contre les projets russes de mobilisation. Cette démarche signifiait donc, aux yeux du gouvernement russe, que l'Allemagne voulait répéter le coup de 1909 : obtenir par la surprise et par la menace la capitulation de la Russie. La Russie ne voulant pas, cette fois, capituler, ses rapports avec l'Allemagne, comme devait le dire le 30 l'ambassadeur de Russie à Sir Ed. Grey, changèrent entièrement après cette conversation [2]. Le gouvernement russe, qui depuis le 28 avait commencé à soupçonner les intentions de l'Allemagne, se persuada que le parti de la guerre

1. *White German Book*, p. 10.

2. *Livre Orange*, doc. n. 64. Voir aussi l'importante dépêche de M. Paléologue dans le *Livre Jaune*, n. 100.

l'emportait à Berlin dès ce moment, comme M. Sazonoff le dit dans la dépêche n° 58, il considéra la guerre comme inévitable, parce que l'Allemagne ne pouvait répondre à son refus qu'en exécutant sa menace de mobiliser. Et la mobilisation de l'Allemagne signifiait la guerre.

En Allemagne aussi d'ailleurs on considéra dès ce moment la guerre inévitable. Les *étranges* questions posées le soir du 29 par le Chancelier de l'empire à l'ambassadeur anglais nous le prouvent. Pour quelle raison le Chancelier était-il allé à Potsdam, dans l'après-midi du 29 ? N'y serait-il pas allé, par hasard, porter à l'Empereur la dépêche de l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg qui avait annoncé la réponse négative de M. Sazonoff sur la mobilisation ? La supposition semble vraisemblable. Il n'est plus alors impossible d'expliquer pourquoi la guerre a été virtuellement décidée le soir du 29 juillet, dans la réunion de Potsdam, à laquelle ont pris part d'autres grands personnages que l'Empereur et le Chancelier. M. Cambon définit cette réunion « un conseil extraordinaire avec les autorités militaires sous la présidence de l'Empereur [1] ». Le refus de la Russie mettait le gouvernement allemand dans un embarras très grand. L'intimidation n'ayant pas réussi, il devait ou reculer et subir un échec retentissant, ou exécuter sa menace de mobiliser

1. *Livre Jaune*, n. 105.

et, par conséquent, faire la guerre, car l'Allemagne ne pouvait pas mobiliser toute son armée sans entamer immédiatement les hostilités.

Il semble bien pourtant que, dans ce suprême moment, on ait éprouvé à Potsdam une dernière hésitation, puisqu'on décida de demander encore une fois à la Russie « dans des termes moins catégoriques », comme dit M. Paléologue, à quelles conditions elle consentirait à suspendre ses armements. Mais on ne voulait plus perdre une minute. Le soir même où, pendant la nuit, l'ambassadeur d'Allemagne devait faire à Saint-Pétersbourg la démarche suprême, l'Empereur d'Allemagne envoya une dépêche à l'Empereur de Russie pour appuyer la démarche de l'ambassadeur, et le chancelier de l'Empire, à peine rentré à Berlin, demanda à l'Angleterre les conditions de sa neutralité. Si la seconde démarche de l'ambassadeur échouait comme la première, c'était la guerre immédiate. Aucun document indiscutable ne nous prouve que les préparatifs militaires de l'Allemagne ont commencé en ce moment ; on a cependant de la peine à croire que le gouvernement allemand n'ait rien fait, pendant quarante huit heures, pour préparer la mobilisation, quand il savait que la guerre était inévitable et quand il se montrait si pressé dans tout le reste. Quoi qu'il en soit, il n'est point douteux que, le soir même, à peine rentré à Berlin, le chancelier de l'Empire posa sa question à l'ambassadeur d'Angleterre ;

que l'Empereur envoya sa dépêche à l'Empereur de Russie à une heure du matin ; enfin, qu'à deux heures de la nuit, le comte de Pourtalès rendait visite à M. Sazonoff. L'étroit rapport qui lie entre eux ces trois faits est évident. Il est intéressant de remarquer que la dépêche de l'Empereur d'Allemagne contient une réponse indirecte et presque sous-entendue à M. Sazonoff, de telle sorte qu'il est impossible de la bien comprendre sans avoir lu la dépêche n° 58 du *Livre Orange*. M. Sazonoff, dans la conversation qu'il avait eue l'après-midi avec l'ambassadeur d'Allemagne, avait dit que la Russie ne pouvait suspendre sa mobilisation, car elle ne l'avait résolue qu'à la suite de la mobilisation de l'Autriche. L'Empereur d'Allemagne répond que l'Autriche-Hongrie n'a mobilisé qu'une partie de son armée, et contre la Serbie. Quant à la seconde conversation entre M. Sazonoff et l'ambassadeur d'Allemagne, l'heure à laquelle elle eut lieu, — deux heures du matin, — montre bien à quel point le gouvernement allemand était pressé et impatient d'arriver à une décision. La dépêche n° 60 du *Livre Orange* et la dépêche n° 103 du *Livre Jaune* prouvent en outre que le sujet traité fut le même que celui de la conversation de l'après-midi : la suspension de la mobilisation. L'ambassadeur d'Allemagne insista pour démontrer à M. Sazonoff, comme le dit la dépêche de l'Empereur d'Allemagne, les graves dangers et les sérieuses conséquences d'une mo-

bilisation ; mais, quand il s'aperçut que la résolution du gouvernement russe était inébranlable, il ne put cacher son émotion. Évidemment, l'ambassadeur d'Allemagne avait cru, jusqu'à cette minute, que le gouvernement russe céderait, plus ou moins complètement, comme en 1909 : il n'avait point fait sa démarche de l'après-midi du 29 dans l'idée que la guerre européenne en sortirait. Au moment où il comprit les terribles conséquences de la communication faite par lui le jour précédent, il eut un accès de larmes. Personne ne lui reprochera ce moment de faiblesse : les circonstances le justifient complètement.

Par malheur, c'était trop tard. Depuis ce moment, aucune volonté n'a plus été capable de diriger les événements. Les pourparlers entre la Russie et l'Autriche continuèrent le 30 et le 31 ; et un instant, le 31, ils semblèrent sur le point d'aboutir. Pris par des hésitations et des craintes malheureusement trop tardives, le gouvernement autrichien faisait savoir à la Russie qu'il consentait à discuter avec les Grandes Puissances de l'Europe toute la matière de son *ultimatum* [1]. Un moment on espéra à Londres et à Paris pouvoir encore éviter la catastrophe. Mais la démarche allemande à Saint-Pétersbourg du 29 avait créé, entre la Russie et l'Allemagne, un état de méfiance réciproque, qui, en quarante-huit heures,

1. *Great Br.*, doc. n. 131.

a fait éclater la conflagration. Le 30, les deux Empires activèrent leur préparatifs militaires, la Russie parce qu'elle avait maintenant toutes les raisons de soupçonner les intentions de l'Allemagne ; l'Allemagne, parce qu'elle avait désormais décidé la guerre et savait bien qu'elle avait créé, par son intimidation manquée, une situation qui rendait un arrangement pacifique presque impossible. Les préparatifs militaires de l'Allemagne décidèrent le gouvernement russe à ordonner, le 31, la mobilisation générale ; et la mobilisation générale russe décida à son tour le gouvernement allemand à lancer, le 31 juillet, l'*ultimatum* qui a provoqué la guerre européenne. Dans le récit historique qui précède le *Livre Blanc* allemand, il est dit que la mobilisation générale de l'armée russe fut décidée à Saint-Pétersbourg *dans l'après-midi* du 31 juillet [1]. Le *Livre Blanc* allemand et le *Livre Orange* russe nous font savoir que l'*ultimatum* allemand fut remis à M. Sazonoff, le 31, à minuit [2]. Etant donné que l'heure russe avance de soixante et une minutes sur l'heure de l'Europe centrale, il est clair que l'*ultimatum* allemand a été lancé à peine la nouvelle de la mobilisation générale russe arrivée à Berlin. Il n'y a eu ni hésitation, ni discussion. Cette précipitation ne peut s'expliquer

1. *German White Book*, p. 13.
2. *German White Book*. p. 14 ; *Livre Orange*, doc. n. 70.

qu'en admettant que, dès le soir du 29, on avait décidé de faire la guerre si la seconde démarche de l'ambassadeur allemand à Saint-Pétersbourg avait le même résultat que la première. On n'attendait plus qu'un prétexte pour la déclarer ; car il aurait été vraiment bizarre que l'Allemagne déclarât la guerre à la Russie, parce que la Russie mobilisait sur la frontière autrichienne, quand l'Autriche ne s'en plaignait pas et déclarait, le 31, ne point considérer la mobilisation russe comme un acte hostile [1]. Il semble pourtant qu'à Berlin on ait encore gardé, pendant les dernières heures qui ont précédé l'échéance de l'*ultimatum*, quelque vague illusion que la Russie reculerait au moment suprême. Mais la Russie donna à l'*ultimatum* la seule réponse qui était digne d'une Grande Puissance ; et le 1er août, à cinq heures de l'après-midi, l'ambassadeur d'Allemagne remettait au gouvernement russe la déclaration de guerre ainsi conçue :

Le Gouvernement impérial s'est efforcé, dès les débuts de la crise, de la mener à une solution pacifique. Se rendant à un désir qui lui en avait été exprimé par Sa Majesté l'Empereur de Russie, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, d'accord avec l'Angleterre, s'était appliqué à accomplir un rôle médiateur auprès des cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, lorsque la Russie, sans en at-

1. *Great Br*, doc. n. 118.

tendre le résultat, procéda à la mobilisation de la totalité de ses forces de terre et de mer. A la suite de cette mesure menaçante motivée par aucun préparatif militaire de la part de l'Allemagne, l'Empire allemand s'est trouvé vis-à-vis d'un danger grave et imminent. Si le Gouvernement impérial eût manqué de parer à ce péril, il aurait compromis la sécurité et l'existence même de l'Allemagne. Par conséquent, le Gouvernement allemand se vit forcé de s'adresser au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, en insistant sur la cessation des dits actes militaires. La Russie ayant refusé de faire droit à cette demande et ayant manifesté, par ce refus, que son action était dirigée contre l'Allemagne, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de faire savoir à Votre Excellence ce qui suit :

Sa Majesté l'Empereur, mon Auguste Souverain, au nom de l'Empire, relevant le défi, se considère en état de guerre avec la Russie [1].

VIII

Après la longue analyse de documents que nous venons de faire, il n'est peut-être pas trop difficile de relever les points faibles de l'exposition

1. *German White Book*, doc. n. 26. Ce document est reproduit dans l'original français, que j'ai transcrit à la lettre.

historique qui précède la déclaration de guerre. Il y a eu, dans cette fatale semaine qui va du 24 au 31 juillet, deux périodes différentes. Dans les premiers jours, c'est l'Autriche qui met en danger la paix de l'Europe par sa politique agressive et intransigeante, en ne tenant aucun compte des déclarations réitérées et très nettes de la Russie. On pourra reprocher à la Russie tout ce qu'on voudra, hors d'avoir manqué, pendant cette crise, de franchise, car elle a déclaré, dès le début, à tout le monde, l'Autriche et l'Allemagne comprises, qu'elle n'abandonnerait pas la Serbie à sa destinée, et qu'elle mobiliserait, si la Serbie était attaquée. L'Allemagne au contraire assiste, pendant les premiers jours, au développement de la crise avec des oscillations dont il est difficile de pénétrer les intentions cachées ou les raisons profondes, mais qui en tout cas ont facilité à l'Autriche un jeu téméraire. Elle débute par des menaces voilées; puis elle se recueille dans une sorte d'optimisme indolent; enfin elle tente d'amener la Russie à une capitulation en exerçant une pression à Paris, et en faisant échouer l'une après l'autre les tentatives anglaises de médiation par une résistance passive. Dans les derniers jours de juillet, les rôles changent : l'Autriche devient de plus en plus conciliante, bien que plus en apparence qu'en réalité ; et l'Allemagne de plus en plus agressive, de sorte que l'Allemagne envoie son *ultimatum* à la Russie le jour même où

l'Autriche était sur le point de s'entendre avec elle. Le moment critique de ce revirement fatal est la journée du 29. C'est le 29 que l'Allemagne, revenant tout à coup à son projet, déjà caressé le 26, d'amener la Russie à une capitulation, se substitue à l'Autriche, proteste à Saint-Pétersbourg contre la mobilisation sur la frontière autrichienne, menace enfin de la mobilisation et de la guerre, si la Russie continue à mobiliser, en rendant désespérée une situation déjà critique.

Car on ne répétera jamais assez, que la grande énigme de cette histoire est celle du 29 juillet. Pourquoi le 29 juillet, tout à coup, moins de vingt-quatre heures après que le Chancelier avait tenu ses excellents propos pacifiques à l'ambassadeur anglais, le gouvernement impérial somme-t-il la Russie de cesser la mobilisation contre l'Autriche, quand l'Autriche ne se sentait pas encore menacée par ces préparatifs russes et ne s'en plaignait pas ? La seule réponse à cette question qu'on trouve dans les documents est celle que M. de Jagow donna le 30 à M. Jules Cambon, à savoir que « les chefs de l'armée insistèrent [1] ». Que de choses laisse entrevoir cette phrase, hélas trop concise ! Mais si les chefs de l'armée allemande ont imposé la guerre à l'Allemagne et à l'Europe, le soir du 29 juillet, dans la réunion de Potsdam, une autre question se pose, plus grave

1. *Livre jaune*, n. 109.

encore. Comment est-il arrivé que ces chefs ont eu la force d'entraîner le monde dans une si fabuleuse aventure ? Qu'ils n'ont pas tremblé à l'idée d'une responsabilité si écrasante ?

On cherchera de répondre à cette question dans les études suivantes.

DEUXIÈME PARTIE

LES CAUSES PROFONDES DE LA GUERRE

Cette seconde partie contient trois discours. Le premier est une conférence, donnée le 12 novembre 1913 à Paris, à la *Société des conférences étrangères*, et publiée dans la *Revue hebdomadaire* du 15 novembre. Elle est donc antérieure à la guerre européenne et pourrait paraître étrangère au sujet du livre. Mais elle ne l'est point ; car dans cette conférence sont exprimées les idées générales que l'auteur a suivies dans toutes les études sur la guerre européenne et qui sont d'ailleurs les idées longuement exposées dans son dialogue philosophique *Entre les Deux Mondes*. Ce discours est donc une espèce d'introduction philosophique aux études successives.

Le second discours est une conférence donnée à Florence, le 13 mars 1915, sur l'invitation d'un Comité interventionniste présidé par M. Guilio Caprin.

Le troisième discours a été prononcé le 11 février 1915 à Paris dans la grande réunion convoquée par l'*Union des groupements latins* au grand amphithéâtre de la Sorbonne, et qui fut présidée par M. Paul Deschanel. Le texte du discours fut publié par le *Temps* et le *Journal des Débats* du 13 et par la *Revue hebdomadaire* du 20 février.

I

Quantité et qualité

I

A l'Européen qui la parcourt en chemin de fer, l'Amérique fait d'abord l'impression d'un immense désert. Ce sont, en Argentine, des plaines verdoyantes et infinies, où de temps en temps quatre ou cinq maisons rouges à un étage, alignées derrière une gare, nous rappellent à peine que des hommes vivent dans ce désert. Ce sont, au Brésil, à perte de vue, des montagnes sombres dans la lumière éclatante du jour, au milieu desquelles on voit des montagnes plus claires, celles où la forêt a été brûlée et remplacée par les plantations de café. Mais, sur les unes comme sur les autres, les yeux cherchent en vain les signes de la présence de l'homme, — des maisons. Il faut des heures avant de rencontrer un village. Ce sont dans l'Amérique du Nord aussi, — dans les États de l'Est au moins, — de vastes et mornes étendues :

les villages hérissés de cheminées sont ici plus nombreux ; ils se suivent à des distances moins grandes ; puis, tout à coup, le train s'engage au milieu des maisons ; les maisons ne cessent de se suivre ; les cheminées se multiplient de tous les côtés ; d'immenses édifices s'élèvent au milieu des petites maisons, comme des géants dans une foule de nains ; on voit des tramways et des automobiles rouler dans les rues. C'est une grande ville. Un demi-million, un million, deux millions d'hommes y vivent entassés, à l'ombre de mille cheminées, entourés par la campagne presque déserte. Car, reprenant sa marche, le train va bientôt se lancer de nouveau dans la solitude mélancolique des grandes plaines désertes.

Ce vide illimité est un spectacle bizarre, pour un Européen, habitué à vivre dans un des pays les plus peuplés du monde, où l'homme a bâti ses maisons partout, depuis les bords de la mer jusqu'aux derniers sommets habitables des montagnes. Mais ces plaines et ces montagnes, qui semblent désertes, ne sont point abandonnées à elles-mêmes. Labourées, fouillées, creusées en tous les sens, avec une âpre énergie et des moyens puissants, elles livrent chaque année, avec une générosité inépuisable, des quantités prodigieuses de céréales, de coton, de tabac, de café, de laine, de viande, d'or, d'argent, de cuivre, de houille, de fer — fleuve immense de richesses qui déborde sur le monde entier. Et avec quelle rapidité, dans

quelles proportions ces matières premières sont travaillées dans les grandes villes manufacturières de l'Amérique du Nord ! Si l'Europe, en général, tend à exagérer tout ce qui touche à l'Amérique, ses merveilles et ses horreurs, il y a une chose dont la réalité est peut-être même supérieure à l'opinion qu'on en a en Europe : c'est la richesse. Jamais et nulle part l'homme n'avait réussi à produire des richesses aussi rapidement et dans des proportions aussi considérables qu'il l'a fait, à partir de la moitié du XIXe siècle, dans les États-Unis et dans les grands Etats de l'Amérique du Sud, comme l'Argentine et le Brésil. On dirait qu'il a enfin découvert, au delà de l'Atlantique, ce jardin des Hespérides, qu'il avait si longuement cherché dans le royaume des fables ; la terre promise où notre civilisation trouvera pour des siècles encore la nourriture, les vêtements, les métaux, les combustibles dont elle pourra avoir besoin pour satisfaire tous ses luxueux caprices ; le pays de l'abondance, qui semble destiné à faire disparaître du monde ce fléau redouté par les siècles : la disette. Il suffit donc d'énoncer ce fait, pour comprendre quel grand événement s'accomplit, depuis cinquante ans, dans les plaines, dans les montagnes et dans les villes de l'Amérique, et pour expliquer l'importance que les pays du nouveau monde ont acquise dans notre siècle. Mais les richesses de l'Amérique ne seraient point un des phénomènes historiques les

plus remarquables de notre époque, si elles se bornaient à fournir aux hommes des moyens d'action et de jouissance tels qu'ils n'en ont jamais possédés. Leur rôle est plus large et profond, car elles poussent rapidement à sa dernière conclusion un mouvement commencé depuis plus d'un siècle et qui menace de bouleverser les fondements mêmes de notre civilisation ; elles posent devant nous un formidable problème, le plus grave, à mon avis, parmi tous ceux qui se présentent à notre esprit ; le problème qu'on trouve, en même temps que l'influence, la haine ou l'admiration des richesses de l'Amérique, au fond de presque toutes les difficultés morales et sociales au milieu desquelles nous nous débattons : le problème du progrès. L'affirmation peut paraître obscure : je tâcherai de l'éclaircir.

II

Les richesses de l'Amérique ! On en parle beaucoup en Europe, et assez souvent avec haine, comme si elles étaient les richesses d'un peuple barbare, qui, pour conquérir les trésors de la terre, méprise les activités supérieures de l'esprit. Mais il n'est point nécessaire d'avoir fait de longs voyages dans les deux Amériques, pour se convaincre que les Américains ne sont point des bar-

bares, préoccupés seulement de faire de l'argent. Je me bornerai à prendre les quelques exemples que je vais vous citer dans l'Amérique du Nord, car ils y sont plus nombreux et plus évidents ; mais ils pourraient presque tous, bien que dans des proportions plus réduites, s'appliquer aux grands États du Sud. L'effort que les Américains du Nord font pour couvrir le pays d'écoles suffirait seul à réfuter cette accusation. Vous avez entendu parler des grandes universités américaines, de Harward ou de Columbia, par exemple. Ce sont de véritables villes du savoir, avec d'immenses et superbes édifices, des jardins, des pavillons, des laboratoires, des musées, des bibliothèques, des champs de jeux, des piscines où les étudiants vont nager. Le grandiose et le luxe des édifices suffiraient déjà à témoigner dans quelle considération le savoir est tenu là-bas : mais l'organisme des études en donne une preuve bien plus frappante. On peut bien affirmer que dans ces grandes universités on enseigne presque tout ce qui peut être enseigné au monde : toutes les langues mortes ou vivantes ; toutes les littératures et les histoires, anciennes et modernes, qui ont exercé une certaine influence sur le développement de la civilisation ; toutes les sciences purement théoriques et toutes les sciences qui ont des applications pratiques. Pour entretenir de si grands édifices, pour payer tant de professeurs, il faut des millions chaque an ; et pourtant presque

toutes ces grandes universités — Harward et Columbia, par exemple — ne reçoivent pas un centime de l'État. Elles vivent sur les contributions des étudiants et sur la générosité des riches. Ce sont les banquiers, les industriels, les commerçants qui fournissent à ces grandes institutions une partie considérable des fonds nécessaires pour payer tant de professeurs d'hébreu, de grec, de latin, de philosophie, de mathématiques... Ces grandes universités n'absorbent pas d'ailleurs, tant s'en faut, tout l'argent destiné par les pouvoirs publics et les classes riches à la culture. Partout les villes, les États, les millionnaires fondent des musées, des bibliothèques, des écoles de toute espèce, pour hommes et pour femmes, pour le peuple et pour les classes moyennes, pour répandre la culture générale et pour perfectionner l'éducation professionnelle. Il semble difficile d'affirmer, devant ces faits, que tout ce qui n'est pas l'argent laisse indifférentes les classes supérieures de l'Amérique. Mais les Américains — ajoute-t-on — n'ont aucun goût pour l'art ; leurs villes sont hideuses. Il faudrait vraiment beaucoup de courage pour affirmer que leurs villes sont belles ; mais il serait aussi injuste de dire que l'Américain est indifférent à la beauté et de nier qu'il fait un grand effort pour embellir son pays. Toutes les écoles d'architecture de l'Europe — celle de Paris surtout — sont pleines d'Américains qui travaillent avec ardeur. Ce que les

villes, les États, les banques, les compagnies d'assurance, les universités, les chemins de fer dépensent pour bâtir des édifices magnifiques est fabuleux. Tous ces édifices ne sont pas des chefs-d'œuvre, assurément ; mais qui oserait nier qu'il y en a de fort beaux et que l'Amérique possède des architectes de grande valeur ? On aime à répéter en Europe que les Américains achètent fort cher tous les objets anciens ou qui passent pour tels, sans distinguer ceux qui sont beaux et authentiques des médiocres et des faux. Mais ceux qui ont fréquenté un peu les maisons des riches Américains savent que s'il y a, en Amérique comme partout, des snobs et des dupes, il y a aussi beaucoup de gens qui connaissent et savent acheter les belles choses.

Un écrivain qui aimerait les paradoxes pourrait même, s'il le voulait, s'amuser à affirmer que les Américains sont plus idéalistes que les Européens, au moins si on peut regarder comme une preuve d'idéalisme le désir de tout comprendre, de tout admirer et de tout assimiler, tous les arts, toutes les idées, toutes les religions... Allez à New-York : vous trouverez dans ses rues toutes les architectures, comme dans ses bibliothèques toutes les littératures, dans ses églises toutes les religions, dans ses théâtres toutes les musiques, dans ses maisons tous les arts décoratifs du monde. Or New-York symbolise très bien cet esprit de conciliation universelle, un peu confus et super-

ficiel, mais vif et sincère, qui caractérise l'Amérique contemporaine et dont le pragmatisme est l'expression philosophique. En affirmant que toutes les idées capables de rendre service sont vraies, le pragmatisme a-t-il réellement voulu subordonner l'idéal à la pratique, comme on l'a dit ? Je ne sais pas s'il est possible de le croire encore, après avoir respiré l'air de l'Amérique. Non, le pragmatisme est surtout une doctrine de conciliation. Il veut donner aux hommes le moyen de concilier les idées et les doctrines ennemies, en prouvant que toutes les idées, même celles qui semblent s'exclure, peuvent nous aider à devenir plus sages, plus forts et meilleurs. A quoi bon alors lutter pour faire triompher l'une au détriment de l'autre, au lieu de laisser les hommes tirer librement de chacune tout le bien qu'elle peut donner ? Ceux qui connaissent l'Amérique du Nord diront que, s'il y a une doctrine véritablement américaine, c'est celle-là. Or une telle doctrine pourra se prêter à beaucoup d'objections philosophiques ; mais, vraie ou fausse, elle prouve que le peuple qui l'a conçue, bien loin de mépriser l'idéal, a un tel respect pour toutes les idées, qu'il ne se sent le courage d'en repousser aucune.

Si le temps n'était pas limité, on pourrait citer beaucoup d'autres faits analogues. Il y a, en somme, en Amérique comme partout, des riches ignorants ; mais le barbare chargé d'or est un personnage de

légende. Il n'est pas d'ailleurs surprenant qu'il en soit ainsi. La société moderne est organisée de telle manière que l'on ne peut pas même concevoir un peuple à la fois riche et ignorant. L'industrie, le commerce et l'agriculture modernes exigent des connaissances techniques très spéciales, une organisation sociale très perfectionnée, c'est-à-dire une culture scientifique et juridique assez élevée. L'Amérique ne se désintéresse donc pas des activités supérieures de l'esprit ; il serait plus juste de dire qu'elle s'y intéresse moins, comme peuple et sauf les exceptions individuelles, qu'à l'industrie, au commerce et à l'agriculture. Mais n'est-ce pas le cas aussi de l'Europe ? Qui oserait affirmer que le progrès des arts, des lettres et des sciences soit en ce moment la préoccupation principale des gouvernements et des classes dirigeantes du vieux monde ? Ecoutons ce qu'on dit autour de nous ; on ne parle que de perfectionner l'outillage économique, d'exploiter des mines de charbon et de fer, d'utiliser les chutes d'eau, de développer les industries et d'augmenter le commerce. Des rois qui règnent par la grâce de Dieu déclarent publiquement que rien ne les intéresse comme le commerce de leur pays ! Si tout cela n'était que de la barbarie américaine, il faudrait dire que l'Europe s'américanise avec une rapidité inquiétante. Mais cet effort économique de l'Europe non plus n'a rien de surprenant : il n'est que l'accélération vertigineuse d'un immense

mouvement de l'histoire, dont les commencements remontent aux jours lointains où un Génois obscur et têtu déploya ses voiles et se lança sur l'Océan vers l'ouest inconnu. Oui, l'Europe avait créé jusqu'alors des arts et des littératures admirables, des philosophies profondes, des religions consolatrices, des morales élevées, des systèmes juridiques savants ; mais elle était pauvre ; elle produisait peu et lentement ; elle avait divinisé la tradition et l'autorité ; elle avait limité l'énergie de l'homme par des lois, des préjugés et des préceptes ; elle répétait aux hommes, pour en dompter l'orgueil, qu'ils sont des êtres faibles, incertains, corrompus, semblables — selon la belle image de Virgile — au rameur qui remonte lentement avec sa barque le fleuve. Malheur à lui, s'il s'oublie un instant et cesse de résister à la force du courant ! Celui-ci l'emportera avec sa frêle embarcation ! Mais, un beau jour, l'Europe découvrit, dans l'Océan, un immense continent ; puis elle s'aperçut que Prométhée avait été un voleur maladroit, car il n'avait volé qu'une étincelle du feu ; elle trouva les mines de charbon et l'électricité ; elle fabriqua la machine à vapeur et toutes les autres machines qui en sont dérivées ; elle trouva le moyen de multiplier ses richesses avec une rapidité inconnue à nos ancêtres. Dès ce moment, l'homme ne se contenta plus de rêver la Terre promise ; il voulut y aborder ; il détruisit toutes les traditions, les lois et les ins-

titutions qui limitaient l'essor de l'énergie humaine ; il apprit à travailler vite et beaucoup ; il conquit en même temps la liberté et la richesse, et il conçut l'idée du progrès.

Car l'idée du progrès est bien née, entre la fin du XVII[e] siècle et le commencement du XVIII[e], au moment où l'homme commence à s'apercevoir qu'il était capable de conquérir la terre et ses trésors. Elle s'est développée, s'est répandue, a vaincu dans les esprits, pendant le XIX[e] siècle, les objections des philosophes comme le misonéisme des masses, les scrupules de la religion comme l'esprit de la tradition, à mesure que l'homme a étendu son empire sur la nature, s'est emparé de ses trésors, a secoué le joug des anciennes disciplines. Le prodigieux développement des grands Etats de l'Amérique l'a faite définitivement triompher, et elle domine aujourd'hui notre civilisation, la tyrannise même, car elle nous oblige chaque jour à faire des efforts, à courir des risques, à endurer des privations ! Et pourtant... Si on interrogeait les personnes qui prononcent cent fois chaque jour ce mot mystique et si on leur demandait : « Qu'est-ce que le progrès » combien sauraient répondre avec précision ? Et combien de définitions différentes on pourrait recueillir chez ceux qui répondraient ! On n'a qu'à lire les livres, les articles et les comptes rendus des congrès de sociologie consacrés à cette question, pour voir combien les idées des savants sont confuses

et discordantes. L'idée du progrès semble donc être aussi populaire et toute puissante que vague et imprécise. Tout le monde en parle et personne ne sait avec précision ce que c'est. Chose plus bizarre encore, dans le siècle du progrès tout le monde se plaint de la décadence universelle. Les ouvriers, les employés, les soldats, les étudiants, les enfants, les pères, les mères, les serviteurs, surtout les serviteurs, ne valent pas ceux d'autrefois ; la bonne cuisine disparaît en même temps que la bonne littérature, les beaux meubles, les arts et les belles manières, et ainsi de suite. Comment se fait-il alors que tant de choses se détériorent dans le siècle du progrès ? Progressons-nous, oui ou non ? Le progrès, dont nous sommes si fiers, auquel nous sacrifions chaque jour notre repos, notre tranquillité, parfois même la vie, ne serait-il qu'une illusion ?

III

Il n'est point nécessaire de démontrer la gravité de cette question. Elle est, pour ainsi dire, fondamentale, car c'est d'elle que dépend le jugement définitif à porter sur notre civilisation : si elle est une chose sérieuse ou une grande folie. Et pourtant, notre époque ne sait pas la résoudre. Pourquoi ? Comment s'explique cette contradiction apparente ? Tel est le problème suprême qui

s'est dégagé pour moi de toutes mes expériences américaines, de tout ce que j'ai vu, remarqué, appris dans l'Amérique du Nord et dans l'Amérique du Sud. Ai-je envisagé de cette manière le problème du nouveau monde, parce que j'y suis allé en partant, moins encore que de l'Europe, des époques éteintes de l'histoire ancienne ? C'est possible. Toujours est-il qu'il m'a semblé voir s'éclaircir un peu cette obscure question, quand je comparais le spectacle des sociétés américaines, de celle du Nord surtout, aux sociétés antiques que j'avais si longuement étudiées. Oui, les civilisations dont la nôtre est issue, étaient pauvres; elles limitaient leurs désirs, leurs ambitions, leur esprit d'initiative, leur audace, leur originalité ; elles produisaient peu et lentement, et tout en souffrant beaucoup de l'insuffisance de leurs ressources matérielles, elles ne considéraient l'augmentation de la richesse que comme une pénible nécessité. Mais elles cherchaient à atteindre, en toutes choses, un modèle difficile de perfection ou artistique ou littéraire ou morale ou religieuse. Le caractère artistique de presque toutes les industries du passé, l'importance qu'avaient autrefois les arts décoratifs, les questions de morale personnelle, le cérémonial et les formes en sont une preuve. La qualité l'emportait alors sur la quantité, et toutes les limitations auxquelles ces civilisations se soumettaient, et qui nous étonnent aujourd'hui, n'étaient que la rançon nécessaire de

ces perfections tant désirées... Nous avons renversé le monde où nos ancêtres vivaient. Nous avons fait de la multiplication des richesses le but; nous avons conquis la liberté et détruit presque toutes les limitations d'autrefois; mais nous avons dû abandonner presque tous les idéals de perfection artistique, morale ou religieuse vénérés par nos ancêtres et sacrifier partout la qualité à la quantité. Voyez la crise des études classiques par exemple. Pourquoi les hommes étudiaient-ils autrefois avec passion Homère et Cicéron? Parce que les grands écrivains grecs et latins étaient alors les modèles d'une perfection littéraire que les classes dirigeantes admiraient beaucoup et qui n'était pas seulement un ornement de l'esprit. Elle pouvait donner l'estime publique, la célébrité, parfois même la gloire ou des situations élevées. Mais ces modèles ont perdu, dans le dernier siècle, beaucoup de leur prestige; soit parce que beaucoup de personnes ont appris à goûter des littératures différentes, soit parce qu'ils seraient gênants pour une époque qui doit parler trop et écrire trop vite... Vous imaginez-vous un de ces candidats à la présidence des États-Unis, qui doivent prononcer dix ou quinze longs discours par jour, et qui voudrait dans chaque discours se montrer le parfait orateur d'après les règles de Cicéron ou de Quintilien? Mais le jour où la culture classique cessa d'être une école du goût littéraire, elle devait mourir; n'étant plus

des modèles, les auteurs anciens devenaient des livres comme les autres, moins intéressants pour beaucoup de lecteurs que les œuvres des littératures modernes. On parle beaucoup de la crise des arts. Il faut cependant distinguer. Les arts peuvent se diviser en deux catégories : ceux qui servent à amuser les hommes, à leur faire passer agréablement le temps, comme la musique, le théâtre et, en partie au moins, la littérature ; et ceux qui servent à embellir le monde, tels que l'architecture, la sculpture, la peinture et tous les arts décoratifs. Or, il est évident que, si tous les arts sont en crise aujourd'hui, la crise est beaucoup plus profonde dans les arts de la seconde catégorie. Aucune époque n'a dépensé autant d'argent pour embellir le monde que la nôtre ; aucune époque n'a nourri une si formidable armée d'architectes, de sculpteurs, de peintres, de décorateurs, et n'a construit autant de villes, de palais, de jardins, de ponts et de places... Pourquoi sommes-nous si mécontents des résultats atteints ? Pourquoi les Américains, qui dépensent des sommes formidables pour embellir leurs villes, n'ont-ils pas réussi à bâtir un Saint-Marc ou une Notre-Dame ? Nous avons tout : l'argent, les artistes, le désir de faire de belles choses : que nous manque-t-il donc ? Une seule chose : le temps. Je faisais un jour, à New-York, l'éloge de l'architecture américaine à un architecte de beaucoup de talent : « Oui, oui, me répondit-il ironiquement. Mes

compatriotes dépenseraient volontiers 100 millions de dollars pour bâtir une église belle comme Saint-Marc de Venise : mais ils me mettraient pour condition de l'achever en dix-huit mois. » Le mot est significatif. Comment embellir un monde qui se transforme sans cesse, où rien n'est stable et qui veut tout multiplier, les édifices comme les meubles ? Pour construire de beaux palais comme pour fabriquer de beaux meubles, pour atteindre un idéal un peu difficile de perfection, il faut du temps, une sage lenteur, une limitation raisonnable, des exigences pour ce qui concerne la quantité, une certaine stabilité dans les goûts. On ne pourrait pas fabriquer Saint-Marc ou Notre-Dame en dix-huit mois, et la France n'aurait pu créer, au XVIIIe siècle, ses grands styles décoratifs, si le goût du public avait été déjà si mobile et si tout le monde avait déjà voulu à cette époque changer complètement ses meubles chaque dix ans.

IV

Combien d'autres exemples on pourrait citer ! Regardons autour de nous ; nous verrons partout cette lutte de la quantité et de la qualité, qui est l'essence même de la civilisation moderne. Oui, deux mondes luttent au sein de notre époque ; mais ce ne sont pas, comme beaucoup le pensent, l'Europe et l'Amérique, ce sont la quantité et la

qualité ; et ils troublent et déchirent, par leurs conflits, l'Amérique de même que l'Europe. L'impossibilité où nous nous trouvons de définir le progrès, la bizarre contradiction par laquelle nous nous plaignons de la décadence générale, en même temps que nous affirmons, à chaque instant, le progrès du monde, sont encore un effet de cette lutte. Notre époque a augmenté la quantité de beaucoup de choses en détériorant leur qualité ; de sorte qu'elle semble faire de grands progrès, si on la juge au point de vue de la quantité ; elle semble au contraire en décadence, quand nous la jugeons au point de vue de la qualité. Nous ne nous orientons plus, parce que nous confondons continuellement les deux étalons de mesure — la quantité et la qualité — en nous servant tantôt de l'une et tantôt de l'autre. Mettez un architecte et un constructeur en béton armé à discuter sur notre époque ; le premier vous soutiendra que la multiplication des villes et des villages hâtivement et hideusement construits est un signe de décadence et de barbarie, parce que nous ne sommes plus capables de bâtir un de ces monuments merveilleux qui sont la gloire du moyen âge ; le second affirmera avec la même conviction qu'aucune époque n'a progressé plus que la nôtre, qui voit surgir de tous les côtés les villes nouvelles et s'agrandir si rapidement les villes anciennes. Le premier juge au point de vue de la qualité, et il a raison d'affirmer que Notre-

Dame ou Saint-Marc valent plus qu'une ville américaine tout entière ; l'autre juge au point de vue de la quantité, et il a raison d'arriver à la conclusion opposée. J'ai vu en Amérique un exemple encore plus frappant de ce tragique malentendu, qui se cache désormais dans presque tous nos jugements sur le bien et sur le mal. Quand j'y suis arrivé, la campagne qu'on menait depuis quelques années contre les *trusts*, les grandes banques, les compagnies de chemins de fer et d'assurances, battait son plein. Dans des articles, des discours, des livres documentés, on accusait les grands potentats de l'argent d'être des foyers de corruption, les instruments d'un nouveau despotisme non moins odieux que les anciens, des organisations scandaleuses pour dépouiller les honnêtes gens du fruit de leur travail légitime. Cette campagne a pénétré si profondément dans les classes moyennes et populaires qu'elle a contribué beaucoup à la chute du parti républicain. Mais, en face de cette immense indignation des masses, se dressait, en Amérique comme en Europe, le calme olympique des économistes et des hommes d'affaires qui accusaient le mouvement d'être un retour aux idées du moyen âge et qui faisaient volontiers l'éloge de la finance moderne, de ses immenses entreprises, de ses grands succès et de ses formidables organisations. Comment, dans une époque aussi éclairée et instruite que la nôtre, une si profonde différence d'opinions sur un point si grave est-elle possible ?

Une partie du monde est aujourd'hui frappée d'une cécité incurable, et l'autre seule a le privilège de voir clair? Non. Il n'y a ni aveugles ni voyants, mais des hommes qui veulent deux choses différentes et qui emploient deux étalons pour mesurer la même chose. Comment pourraient-ils s'entendre? Si on adopte l'étalon quantitatif, si on admet que le but suprême de la vie est de produire le plus rapidement possible la plus grande quantité de richesses, les économistes ont raison. Les injustices et les corruptions dénoncées par les adversaires de la finance moderne ne sont que des inconvénients négligeables de la liberté économique, à laquelle le monde moderne est redevable de sa richesse. Mais l'idée qu'il faut laisser déterminer le gain de chaque homme par le jeu aveugle des forces économiques a été étrangère à toutes les civilisations dont la nôtre est issue. Elles ont toujours cherché à corriger ce jeu, pour le mettre d'accord avec les principes de la charité et de la justice. Elles n'ont pas même hésité, pour y réussir, à limiter le développement de l'industrie et du commerce, par exemple en défendant l'intérêt de l'argent. Elles subordonnaient le développement économique à un idéal de perfection morale; la quantité à la qualité. Or, si on applique cet étalon de mesure qualitatif au monde moderne, ce sont les détracteurs de la finance qui ont raison: certains procédés employés par la finance moderne et dans certains cas même la corruption, peuvent

servir à activer la production de la richesse, mais n'en sont pas pour cela moins répugnants à une conscience morale délicate. Détracteurs et admirateurs de la finance peuvent discuter à l'infini ; ils ne s'entendront jamais, car ils partent de points de vue différents et dont l'un ne peut pas être réduit à l'autre.

Et voilà enfin pour quelle raison toutes les comparaisons qu'on fait entre l'Europe et l'Amérique, pour décider lequel des deux mondes est supérieur à l'autre, n'arrivent jamais à une conclusion décisive. Le point faible de toutes ces comparaisons est toujours la confusion des deux étalons de mesure. Non l'Amérique n'est ni le monstrueux pays où l'on ne rêve qu'à faire de l'argent, ni le fabuleux pays des merveilles vanté par ses admirateurs. C'est le pays où le principe de la quantité, devenu si puissant dans les derniers cent cinquante ans, a remporté son plus éclatant triomphe. Un peuple actif, énergique, vigoureux, s'est trouvé maître d'un immense territoire, dont certaines parties étaient très fertiles et d'autres riches en mines et bois, au moment où notre civilisation découvrait enfin l'instrument qui rendait possible l'exploitation des pays immenses et la production rapide de la richesse : la machine à vapeur. Ayant devant lui un continent moins embarrassé par les vieilles traditions, il a marché dans les nouveaux chemins de l'histoire avec une rapidité et une énergie sans exemple ; il a multiplié en un siècle

dix, quinze, trente fois la population, les villes, toutes les richesses que l'homme convoite ; il a créé à la hâte, dans un puissant désordre, une société qui a subordonné les idéals de perfection d'autrefois à un idéal nouveau : faire toujours plus grand et faire toujours plus vite... Non, il n'est pas vrai que l'Amérique soit indifférente aux activités supérieures de l'esprit ; mais l'effort qu'elle dépense dans les arts et les sciences, est et ne pourrait pas ne pas être subordonné à cet autre idéal supérieur : l'exploitation rapide et intensive du continent par la machine. De même il n'est point exact de dire que l'Europe représente, en face de l'Amérique barbare, la fleur de la civilisation, ou d'affirmer que le vieux monde est fini, impuissant, ankylosé par des routines invincibles. Les vieilles sociétés de l'Europe sont, elles aussi, entrées dans ce qu'on pourrait appeler la phase quantitative de l'histoire ; en Europe aussi, les masses veulent vivre mieux ; les dépenses publiques et privées augmentent avec une rapidité vertigineuse et il est devenu nécessaire d'activer la production des richesses. Mais cette entreprise est beaucoup plus difficile à l'Europe qu'à l'Amérique. La population y est beaucoup plus dense ; une partie de ses territoires sont épuisés ; le morcellement politique et la multiplicité des langues augmente beaucoup les difficultés pour les exploitations en grand ; les traditions des époques où les hommes produisaient lentement et en petite

quantité des choses qui répondaient à un idéal de perfection difficile à atteindre sont plus fortes. L'Europe l'emporte sur l'Amérique dans les activités supérieures de l'esprit ; mais elle est et ne pourrait pas ne pas être, dans les entreprises économiques, plus timide, plus avare, plus lente, en un mot plus limitée. Elle ne peut faire ni si vite, ni si grand. L'Amérique ou l'Europe peuvent donc sembler l'une supérieure à l'autre, selon qu'on prend comme étalon de mesure la quantité ou la qualité. Si une civilisation est d'autant plus parfaite qu'elle produit plus rapidement des richesses, l'Amérique est le modèle ; si, au contraire, la perfection se mesure d'après les activités supérieures de l'esprit, l'Europe l'emporte...

V

Mais quelqu'un pourrait objecter, à ce moment : « On ne peut pas vivre indéfiniment dans cette indécision. Quel étalon de mesure faut-il choisir ? Le spectacle du monde auquel nous assistons est-il une merveilleuse épopée du progrès ou une sombre tragédie de la décadence ? Lequel des deux mondes — l'Europe ou l'Amérique — est supérieur à l'autre et doit être considéré comme le modèle ? On n'a pas le droit de poser de telles questions sans les trancher, et si vous n'êtes pas capable de

les trancher, vous auriez pu vous épargner vos voyages en Amérique, ou au moins réfléchir, pendant ces voyages, à autre chose qu'à ces problèmes et ne point écrire un si long livre sur le conflit des deux mondes. » L'objection serait naturelle et sensée. Et, pourtant, il n'est pas probable que l'homme puisse sortir de cette cruelle incertitude tant que durera la phase actuelle de la civilisation, car cette incertitude est la rançon de la conquête de la terre que l'homme a accomplie et du prodigieux développement de l'Amérique dont nous sommes témoins. Pour conquérir la terre et ses trésors, nous avons sacrifié beaucoup des idéals de perfection — artistique, morale, religieuse — que nos ancêtres nous avaient légués ; mais pourrions-nous les sacrifier entièrement ? Est-il possible d'imaginer un monde qui ne serait que quantité pure, où il n'y aurait ni art, ni morale, ni beauté, ni justice ? Poser la question, c'est la résoudre. Mais l'orgueil et la cupidité des hommes se sont tellement échauffés au cours de cette conquête, que le monde moderne semble bien résolu à pousser jusqu'au but la grande aventure. Un mouvement, ou religieux, ou moral, ou politique, qui imposerait à toutes les classes une limitation raisonnable des besoins et du luxe, semble bien peu probable dans notre époque ; or, tant que la population, les exigences de toutes les classes, les dépenses publiques et privées continueront à augmenter, la quantité étendra son empire sur la

terre ; nous devrons subordonner l'art et la morale à la nécessité de fabriquer des machines plus rapides, d'étendre la surface des terres cultivées, de découvrir des mines ; de plus en plus la production de la richesse deviendra la mesure du progrès ; de plus en plus les temps seront favorables aux peuples qui possèdent de larges territoires, de vastes empires, les mines de fer et de houille les plus riches ; le feu redeviendra, comme aux débuts de l'histoire, le dieu souverain, et l'incertitude intellectuelle et morale dans laquelle nous vivrons ne pourra se terminer. Aucune philosophie, aucune science n'aura la force de substituer à cette incertitude une conscience claire et précise du bien et du mal, de la beauté et de la laideur, de la vérité et de l'erreur. Toutes les différences qualitatives entre les choses tendront à se confondre dans notre esprit. Nous ne pourrons pas définir avec précision le progrès, de même qu'il nous sera difficile de distinguer les besoins légitimes et les vices, la dépense raisonnable et le gaspillage. Nous changerons chaque an nos principes esthétiques, en jugeant laid aujourd'hui ce qui nous semblait beau hier, ou *vice versa ;* et après avoir sondé le mystère des choses, devant lequel nos pères courbaient la tête, nous finirons par nous demander, au moment de ses triomphes suprêmes, si la science est vraie ou fausse, si elle nous fait connaître la réalité ou si elle ne nous présente que des illusions fallacieuses ; si nous

savons ou si nous rêvons! C'est le grand problème qui préoccupe la philosophie contemporaine. Tout semble chanceler autour de l'homme, devenu trop puissant en dépassant toutes les limites, même la réalité du monde !

VI

Mais si la situation est sans issue, à quoi bon, me direz-vous, s'en rendre compte ? On n'aime pas connaître l'existence d'une maladie qu'on ne peut pas soigner. Et pourtant je crois qu'il valait la peine d'exposer cette étrange situation — unique dans l'histoire du monde — où nous nous trouvons, et qu'il ne serait pas sans utilité, surtout pour les pays et les hommes qui représentent encore le monde de la qualité, pour les savants, pour les artistes, pour les lettrés, pour les juristes, pour les religieux, de la comprendre à fond. Si vous exceptez la médecine, qui s'efforce de guérir nos maladies, les sciences qui font des découvertes utiles aux industries et les arts qui amusent le public, les autres activités intellectuelles sont aujourd'hui désorientées. Y a-t-il un prêtre sérieux qui ne se soit pas demandé, dans les moments de découragement, à quoi il est bon de prêcher les vertus chrétiennes à un siècle dont la force est faite d'une exaltation de l'orgueil et d'un déchaî-

nement de convoitises qui touchent au délire ? Quel est l'historien intelligent qui ne se dit de temps en temps pourquoi il s'obstine à raconter les événements du passé à une époque qui ne regarde plus que devant elle et qui se rue dans l'avenir, tête baissée, avec un élan si violent ? Quel est le philosophe qui parfois ne s'est senti comme un être tombé d'une autre planète sur la terre, dans une époque qui ne s'occupe plus que des réalités économiques ? Quel artiste désireux, non pas seulement de gagner de l'argent, mais d'atteindre un idéal de perfection, n'a pas maudit cent fois la cohue frénétique au milieu de laquelle nous vivons tous ? Oui, de temps en temps un revirement paraît se produire : tout à coup les esprits semblent s'intéresser au progrès de la religion, à l'avenir de la morale, aux histoires du passé, aux problèmes de la métaphysique, aux vestiges artistiques des civilisations éteintes. Mais ces engouements passagers ne suffisent pas pour donner aux artistes et aux savants la conscience précise d'un rôle déterminé et utile à remplir. Une des raisons pour lesquelles toutes les activités intellectuelles tendent aujourd'hui à devenir ou des professions lucratives ou des carrières bureaucratiques, c'est qu'elles cherchent au dehors — dans l'argent ou dans la situation sociale — le but qu'elles ne trouvent plus en elles-mêmes. Combien de fois, en voyageant à travers la solitude des deux Amériques, en voyant pendant des journées et des

journées, le long du chemin de fer, le blé ou la plante de café pousser à perte de vue, l'historien de l'antiquité pensait à ces petits morceaux de marbre travaillés avec une perfection si achevée par les artistes grecs, que nous admirons dans nos musées ! Les Grecs n'avaient-ils pas réussi à atteindre cette perfection merveilleuse dans les arts, parce qu'à un certain moment ils avaient renoncé à étendre leur empire sur la terre et sur ses trésors ? N'avons-nous pas conquis avec le rail ces immenses déserts, parce que nous avons renoncé à tant de perfections artistiques et morales qui furent la gloire des anciens ? A la lumière de cette idée il sembla à l'historien mieux comprendre soit les civilisations antiques, soit notre époque. Si les civilisations qui ont poussé trop loin le désir de la perfection ont fini par épuiser leur énergie dans la poursuite d'un but à la fois trop limité et impossible, les civilisations qui se laisseraient entraîner par la folie de l'étendue, de la vitesse et de la quantité, ne seraient-elles pas destinées à finir dans une nouvelle barbarie, grossière et violente ? Pour qu'un peuple puisse vivre avec joie et travailler avec profit, il faut un certain équilibre entre la quantité et la qualité, et cet équilibre n'est possible que si des idéals de perfection — ou artistique ou morale ou religieuse — restent capables de tracer des limites au désir d'augmenter ses richesses. Combien d'activités intellectuelles aujourd'hui négligées ou méprisées,

ou presque complètement transformées en carrières et professions, redeviendraient des nobles missions, si les artistes, les historiens, les philosophes, les prêtres, les lettrés, si autour d'eux les classes supérieures comprenaient et sentaient quelle grande tâche c'est, surtout dans une époque comme la nôtre, de maintenir dans les âmes des digues érigées contre le flot un peu trop violent du progrès moderne! Et quelle énergie nouvelle toutes ces activités, aujourd'hui déclinantes, puiseraient dans la conscience de cette tâche et de sa grandeur sociale! Les études classiques, par exemple, — j'y reviens encore une fois en terminant, car c'est un sujet sur lequel j'ai réfléchi beaucoup pendant mes voyages d'Amérique, et vous en comprenez facilement la cause — les études classiques ne pourront refleurir de nouveau que si, réduisant à une mesure raisonnable leurs prétentions scientifiques, elles reprennent leur caractère artistique et littéraire d'autrefois ; c'est-à-dire que si elles se proposent comme but principal de maintenir vivant dans les esprits un idéal de perfection esthétique. Mais on ne peut plus revenir tout simplement à l'humanisme d'autrefois. La Grèce et Rome ne peuvent plus être *le* modèle unique et suprême de la beauté. Les temps ont changé ; le monde ne tolérerait plus une discipline du goût si étroite et rigoureuse. Mais la Grèce et Rome peuvent et doivent être encore *un* modèle, le plus ancien et le plus glorieux. Les

modèles créés par la Grèce et par Rome ont exercé une si grande influence sur l'histoire du monde, ils ont aidé tant de fois et tant de peuples à sortir de la barbarie, à retrouver dans la limitation la conscience de la beauté, de la vérité et de la justice, qu'il est un devoir pour nous de les conserver dans nos esprits vivants et prêts à nous rendre service encore, s'il est nécessaire. Et, pour les conserver vivants, il faut des écoles où apprendre à les connaître et à les sentir. Car aucun idéal de perfection n'est ni absolu, ni éternel, ni nécessaire ; ils naissent tous d'une limitation arbitraire et pour cela passagère ; ils sont comme autant de petites étincelles, détachées de la lumière infinie qui nous enveloppe. Elles passent après un instant, si l'homme ne s'efforce de les retenir... Il y a eu des époques qui ont brisé les statues et brûlé les livres, dont nous recueillons les fragments comme des reliques, et cette destruction de l'antiquité pourrait encore se répéter, bien que sous des formes moins violentes. A quoi servirait de remplir les musées de statues grecques, le jour où le monde ne sentirait plus leur beauté ; ou de publier des éditions parfaites des classiques, le jour où personne, sauf les spécialistes, ne les lirait plus ? Justement parce que dans l'immensité de l'Amérique le feu se prépare à redevenir, comme au début de l'histoire, le maître de la terre et le dieu suprême des hommes, il faut que, par une loi d'équilibre, en Europe et en Amé-

rique une petite élite continue le culte discret des Muses, et au milieu du formidable fracas des machines qui assourdit le monde, elle reste capable de percevoir et de goûter la douce harmonie qui soupire au fond des vers de Virgile.

II

DISCOURS PRONONCÉ A FLORENCE

Anarchie, Liberté, Discipline

I

Mesdames et Messieurs,

La guerre européenne, ce tremblement de terre qui a déjà ruiné à demi le vieux monde; la guerre européenne, dont tous parlaient depuis tant d'années, mais le plus souvent sans croire qu'elle pût éclater, comme on parle du jour où le soleil s'éteindra, où la terre rencontrera quelque comète errant dans l'espace, la guerre européenne a éclaté en huit jours. Le soir du 24 juillet l'Europe s'est endormie, de la Baltique à l'Ionienne, des Pyrénées aux Monts Ourals, en pensant que le jour suivant serait arrivé parmi les hommes à l'heure habituelle, et que, semblable à ceux qui l'avaient précédé et à ceux qui le suivraient, il aurait déchargé sur le monde le fardeau coutumier de biens et de maux pour disparaître ensuite

inaperçu dans la vaste uniformité du temps. L'empereur d'Allemagne faisait sa croisière habituelle dans les mers du Nord ; l'empereur d'Autriche était aux eaux d'Ischl ; le président de la République française partait de Russie pour rendre visite aux souverains scandinaves. Mais le matin du 25 — c'était un samedi — l'Europe entière lut avec effroi les menaces que le ministre autrichien à Belgrade intimait à l'improviste au gouvernement serbe ; et le samedi suivant — le 1er août — le comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, remettait au gouvernement russe la déclaration de guerre. Comment cela s'est-il produit ? Par la faute de qui ? Par quels motifs ? Aujourd'hui encore, huit mois après, nous croyons rêver quand nous pensons à ces jours fatals, à la rapidité avec laquelle en une semaine l'imaginaire comète errant dans l'espace est apparue, a grandi, est tombée sur nous, à la stupeur effarée et inerte avec laquelle nous l'avons vue accourir vers nous, fulgurer dans le firmament, nous entraîner dans un torrent de flammes.

Quand le moment sera venu, l'histoire recherchera et racontera aux hommes, jour par jour, heure par heure, tout ce qui fut dit, murmuré, pensé, voulu, mis en œuvre dans les cours et dans les chancelleries de l'Europe pendant cette semaine fatale. Aujourd'hui chaque gouvernement s'efforce de divulguer uniquement ce qui peut

servir à rejeter sur les autres gouvernements la responsabilité de l'immense catastrophe. Cependant il y a un point qui ne peut plus être mis en doute par aucun observateur impartial et bien informé. La guerre européenne a éclaté, parce que l'Allemagne — peuple et gouvernement — l'a voulue. Quelle a été la part du peuple et quelle a été celle du gouvernement, peu nous chaut : ce qui importe, c'est qu'au moment décisif peuple et gouvernement ont été d'accord pour assaillir d'une manière foudroyante à l'occident et à l'orient deux puissants voisins, qui n'auraient pas demandé mieux que de continuer à jouir de leur paix prospère. Ainsi se pose la grande question : pourquoi un peuple si industrieux et professant les mêmes principes moraux et politiques que ses voisins, un peuple, qui aurait dû par conséquent désirer la paix à l'égal des autres peuples d'Europe, a-t-il été tout à coup saisi d'une telle fureur guerrière, sans avoir été provoqué et à propos de faits qui ne le touchaient qu'indirectement ? Ce peuple est-il, en dépit des apparences, différent de ses voisins ? est-il réellement étranger à l'Europe, au cœur de laquelle il vit et s'accroît en nombre ?

Pour répondre à cette question il faut se rappeler tout d'abord que cette guerre n'est pas seulement une guerre, mais qu'elle est, comme la chute de l'empire d'Occident, comme l'avènement du Christianisme et la Révolution française,

un cataclysme historique. C'est pourquoi, si les accidents qui en furent l'occasion sont d'aujourd'hui, ses causes profondes, ses vraies causes, remontent loin : elles remontent à cette immense révolution dont la Révolution française elle-même est un épisode et qui depuis deux siècles bouleverse les principes sur lesquels l'ordre social avait reposé depuis les origines de l'histoire.

Les siècles passés avaient dit à l'homme : chaque chose nouvelle, par cela même qu'elle est nouvelle, doit être considérée comme pire que les anciennes, et par suite chaque chose ancienne doit être sacrée. Et un siècle — le XIXe — osa renverser ce principe et affirmer au nom du progrès, que la nouveauté, par le fait seul qu'elle était nouvelle, devait être préférée à ce qui existait ; que chaque génération avait le devoir de renouveler le plus grand nombre de choses possibles. Les siècles passés avaient dit à l'homme que la modération des désirs, la simplicité de la vie, la parcimonie étaient les vertus suprêmes. Et le XIXe siècle renversa aussi cette croyance ; il considéra comme une vertu de gagner et de dépenser largement, d'accroître ses désirs, ses besoins, ses aspirations. Pendant des siècles et des siècles, l'on avait dit que l'homme naissait pour obéir aux autorités humaines et divines : et le XIXe siècle proclama au contraire qu'il naissait pour vivre libre et pour exercer en liberté toutes ses facultés et qu'il devait par suite demander la raison de toutes les auto-

rités auxquelles on voulait le soumettre. Résultat nécessaire de ce grand mouvement de peuples, de classes, d'idées, d'ambitions, qui, après la découverte de l'Amérique, a poussé l'Europe d'abord, et ensuite l'Europe et l'Amérique réunies, à la conquête de la terre, ce bouleversement de principes, par suite duquel ce qui était mauvais est devenu ou est en train de devenir bon, et ce qui était bon est devenu ou est en train de devenir mauvais, devait engendrer une perturbation universelle dans la vie du monde ; une perturbation beaucoup plus vaste que celle réalisée par le christianisme, qui lui aussi, bien que par un autre processus, avait renversé tant de principes de la société antique ; une perturbation dont les causes échappent à la plupart des gens, mais qui se fait sentir partout dans le monde actuel. Soit que le principe nouveau de la liberté et du progrès ne puisse jamais arriver à déraciner et à supprimer complètement et pour toujours le principe ancien de l'autorité et de la tradition, soit qu'il faille pour le déraciner et l'anéantir plus de temps qu'il ne s'en est écoulé jusqu'ici, le fait est que chez presque tous les peuples de l'Europe le principe nouveau n'a triomphé qu'en partie, laissant subsister partiellement le principe ancien. Il en résulte, dans toutes les nations modernes de l'Europe, une désharmonie interne, pénible et constante, mais variant de l'une à l'autre, parce que la tradition et l'autorité n'ont pas vaincu et n'ont

pas cédé de la même manière dans toute l'Europe. Un peuple est conservateur et traditionaliste dans des domaines où un autre est avide de progrès, de nouveauté, de liberté, et vice-versa.

II

Si nous comparons rapidement entre eux les trois principaux États de l'Europe en les considérant de ce point de vue, nous nous expliquerons peut-être pourquoi la France et l'Angleterre désiraient la paix et pourquoi l'Allemagne leur a au contraire imposé la guerre, comme elle l'a imposée au monde. Dans le grand bouleversement d'idées et de principes, dont est née la civilisation moderne, la France a eu sa part, — et quelle part : la Révolution! La Révolution française a opposé, comme chacun sait, au principe d'autorité qui pendant tant de siècles avait régi les Etats, le principe de la liberté. C'est pourquoi la France est certainement la nation d'Europe où le principe nouveau de la liberté a prévalu davantage en politique sur le principe ancien, et peut-être la seule où l'Etat, débarrassé de l'appareil extérieur, mystique et magnifique de jadis, apparaît aux hommes tel qu'il est, comme une pure œuvre de la raison, destiné uniquement à servir les hommes qui lui sont soumis ; et l'autorité, au lieu de venir d'en

haut, émane de ceux qui doivent obéir. L'opinion, abandonnée à ses libres inspirations, gouverne donc sans limite et sans frein la République, chose dont le seul énoncé eût paru impiété ou folie il y a trois siècles. Mais en dehors de l'Etat et des doctrines politiques, il n'y a peut-être pas de nation en Europe où l'esprit ancien — le respect de la tradition, le sens de la mesure et de l'autorité — soit aussi fort qu'en France. La France est considérée par beaucoup de gens comme un pays « arriéré », comme l'on dit aujourd'hui, parce que les vieilles traditions y résistent mieux qu'ailleurs au modernisme envahissant, dès qu'il ne s'agit pas de théories politiques. Les gens y vivent encore, nonobstant leur richesse, avec modestie et simplicité eu égard du moins aux larges ressources dont ils disposent ; ils pratiquent l'économie, vertu tombée en désuétude ; ils sont rétifs au changement des habitudes consacrées de la vie quotidienne et le sentiment de famille est très fort chez eux. Les classes cultivées n'éprouvent pas aussi vivement que dans d'autres pays la fièvre de renouveler sans cesse philosophies, arts, sciences. Après la Révolution, la France — et ce n'est pas là l'un de ses moindres mérites — n'a plus donné naissance à beaucoup de philosophies nouvelles et ne s'est guère échauffée pour celles que l'Allemagne enfantait avec une si grande fécondité. Aujourd'hui encore la France, seule peut-être parmi les nations, doute que l'art doive lui aussi faire à tout

prix et toujours du nouveau, et elle ne se refuse pas à reconnaître l'autorité des modèles.

Il n'est donc pas difficile de comprendre qu'un peuple riche, puissant, instruit, qui a le sens de la mesure et ne se laisse pas facilement éblouir par des doctrines spécieuses au point de désirer l'impossible et chez qui l'État est gouverné par l'opinion publique, aime la paix. La France était satisfaite de son sort et ne souhaitait pas l'impossible : pour quelle raison aurait-elle attiré sur sa terre heureuse le fléau de la guerre ? La masse, quand elle peut suivre son inclination naturelle, préfère la paix à la guerre. La France avait désiré la paix avec tant d'ardeur que plus d'un de ses voisins — et peut-être l'ennemi lui-même — en avait conclu qu'elle était amollie.

Si nous passons à l'Angleterre nous trouvons une autre contradiction. L'Angleterre a joué aussi son rôle dans le récent bouleversement du monde. La révolution industrielle, sans laquelle la révolution politique aurait beaucoup moins altéré l'antique ordre du monde, a été surtout son œuvre. Quand l'homme ne possédait d'autres instruments que ceux, de bois pour la plupart, qui étaient mus par sa main ou par les muscles de quelque animal domestique, il pouvait, il est vrai, fabriquer des choses merveilleuses, mais en petite quantité ; et c'est pourquoi il devait considérer la parcimonie comme une vertu, la prodigalité comme un vice. Mais quand les hommes réussirent à inven-

ter de nouvelles machines en fer, à les mettre en mouvement par la force de la vapeur et à produire des objets en grande quantité, fussent-ils même de qualité inférieure, ils ne recherchèrent plus dans les choses la beauté et l'excellence, mais l'abondance et la variété. Sinon, à quoi bon en fabriquer un si grand nombre ? L'homme parut dès lors d'autant plus parfait qu'il apprenait à travailler plus rapidement et que ses besoins se multipliaient.

L'Angleterre ayant commencé la révolution industrielle, devait, comme elle l'a fait, chercher en premier lieu et plus que n'importe quel autre peuple à discréditer les habitudes patriarcales, les traditions familières, la simplicité, la parcimonie. Chacun sait que dans la vie privée l'Anglais est une sorte de bohémien qui ne peut plus s'affectionner sérieusement à rien de ce qui l'entoure : ni à la famille dont il se détache aisément et rapidement, ni à la maison dont il changera cent fois en sa vie, ni à ses propres habitudes, parce que la puissance tyrannique de la mode, gouvernée à son tour par l'industrie, l'obligera à tout moment à en contracter de nouvelles. Mais cette instabilité de goûts, d'habitudes, de coutumes repose en revanche sur un fond presque granitique de traditions politiques et intellectuelles. Il n'y a pas de peuple plus rebelle que le peuple anglais à tout changement d'opinion, de goût, de méthode, de principes, de convictions, en fait

d'art, de science, de religion, de philosophie, et même jusqu'à un certain point en fait de politique. Les Allemands accusent aujourd'hui l'Angleterre d'avoir voulu et provoqué la guerre : mais ils sont vraiment ingrats vis-à-vis de la nation qui avait fait tout ce qu'elle pouvait pour qu'il leur fût possible de se rendre maîtres de l'Europe par surprise. Non seulement l'Angleterre ne voulait pas la guerre européenne, mais elle n'a même pas cru qu'elle pourrait éclater, bien que quelques gens clairvoyants l'aient avertie à plusieurs reprises, car elle n'avait jamais vu dans le passé pareil cyclone et la guerre l'aurait trop dérangée dans ses plaisirs et dans ses affaires. En conséquence elle n'avait rien préparé pour la guerre, ni alliance, ni armée, ni trésor ; elle a hésité jusqu'au dernier moment, jusqu'au moment où les soldats allemands ont franchi la frontière belge, et pendant plusieurs mois après le déchaînement du conflit elle n'a pas compris la grandeur de l'épreuve qu'elle avait affrontée. Heureusement pour elle la France a réussi à elle seule à contenir l'invasion allemande ; s'il n'en avait pas été ainsi, que serais-tu donc devenue, Europe infortunée !

En Allemagne aussi nous retrouverons une contradiction, mais différente de celles que nous avons observées soit en France, soit en Angleterre. Tout le monde sait quelle force le principe mystique de l'autorité a conservé, même au XXe siècle, chez

les Allemands. Dieu gouverne encore les Allemands, qui s'imaginent en conséquence être ses benjamins. On répète souvent en Europe que l'Allemagne est un reste du moyen âge : à tort, si l'on considère les formes de l'État qui se sont modernisées dans une assez grande mesure ; à raison, si l'on considère l'esprit. Où donc, sinon en Allemagne, pouvons-nous retrouver l'adoration de la puissance royale et de toutes les autorités qui émanent de l'Etat, transportée du XVII[e] au XX[e] siècle, mais plus vive et plus sincère, parce que tempérée par un certain esprit de liberté et de critique, et plus universelle et plus impérative, parce que enseignée et inculquée par un État admirablement organisé, omnipotent et omniprésent ? Les monarchies absolues qui existèrent avant la Révolution étaient bien plus vénérées que réellement obéies, comme il advient encore aujourd'hui de l'autorité de l'Etat en Russie et en Turquie. En Allemagne, l'autorité, en appliquant avec force et avec une mesure moderne les anciens principes du gouvernement monarchique, a réussi à se faire respecter et obéir, de telle sorte que l'État allemand était certainement au début de la guerre le plus fort de l'Europe, celui qui avait le moins à craindre aussi bien la contradiction que la mauvaise volonté et l'indifférence de ses sujets.

Mais quelle anarchie de coutumes, de goûts, d'aspirations, de critériums, d'idées, contrebalance, dans l'Allemagne moderne, cette force de l'État!

Il n'y a point de peuple chez lequel les traditions anciennes de simplicité et de modestie aient fait place à un désir plus furieux de richesse et de luxe; il n'y a point de peuple qui ait sanctifié avec une plus grande ferveur, pour tous les hommes, le devoir héroïque de gagner et de dépenser, de travailler et de jouir aussi longtemps que les forces et le souffle le permettent; il n'y a point de peuple qui se soit davantage glorifié de franchir, par la pensée et par l'action, toutes les bornes que pendant tant de siècles l'homme avait respectées : non seulement les bornes marquées par les autorités d'autrefois ou par la tradition, mais encore celles fixées par le bon sens, par le sens moral ou par la pudeur. Vous avez tous entendu parler jusqu'à satiété ces derniers mois et avant la guerre de la « culture » allemande, de cette science et de cette philosophie qui depuis la Révolution française ont trouvé tant de disciples parmi les peuples trop vieux et les peuples trop jeunes et dont malheureusement les Universités d'Italie sont aujourd'hui les servantes les plus humbles qui existent dans l'Europe entière. Mais en quoi cette culture se distingue-t-elle spécialement des autres, qui l'ont précédée ou coexistent avec elle? En ceci que, trop souvent, ou par excès d'orgueil, ou par manque d'expérience, ou par quelque autre défaut, elle ne sait point discerner le point où la pensée doit s'arrêter dans la recherche, parce que si elle le dépasse elle s'abat et tombe en roulant

sur elle-même dans le vide sophistique. Il y a beaucoup de gens qui depuis huit mois s'exclament et soupirent en levant les yeux et les bras au ciel : « Qui l'eût dit ? L'Allemagne... L'Allemagne... Faire tout ce qu'elle a fait ! Donner tant de mauvais exemples ! Un pays qui compte tant de savants et de philosophes, un pays si instruit et si savant ! » Mais croyez-vous vraiment que la science et la sagesse soient, comme disent les savants et les philosophes, des biens incorruptibles, l'essence même du progrès, un rayon de la lumière divine qui purifie, ravive, réjouit partout où il se pose ? Non : même la science et la sagesse, œuvres humaines, sont sujettes à toutes les perversions et à toutes les corruptions dont la nature humaine est susceptible : elles se trompent elles aussi, et font fausse route, surtout si elles prétendent dépasser dans la connaissance une certaine mesure, qui n'est jamais tracée par la science elle-même, mais par la modestie, par le bon sens et par ce que je pourrais appeler un certain « sens humain », que le savant doit avoir de lui-même et des choses. Mais c'est précisément ce « sens humain » qui fait défaut à la culture allemande. Poussé par un orgueil frénétique à ne chercher son point de départ qu'en lui-même, avide de créer chaque jour des morales, des droits, des arts, des religions, des philosophies entièrement nouvelles et originales, l'esprit allemand accomplit depuis un siècle un travail titanique, pour parvenir trop

souvent à compliquer les questions simples, à obscurcir les questions claires, à poser des problèmes insolubles, à troubler la conscience morale, à gâter le goût artistique du monde !

III

Que d'exemples l'on pourrait citer ! Je me contenterai d'un seul, tiré des études qui me sont les plus familières et qui peut-être apparaîtra mémorable aux hommes, le jour où ils seront guéris de cette maladie : la question homérique. L'*Iliade* et l'*Odyssée*, chacun le sait, sont les deux monuments solennels de la poésie, qui flanquent les portes de notre histoire. C'est par eux que commence la littérature de l'Europe. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'à toutes les époques ils aient été l'objet de nombreuses et diligentes études. Mais quelque grandes que soient les libertés que s'arrogent de coutume les critiques en interprétant, commentant et admirant les chefs-d'œuvre dont les auteurs sont morts depuis longtemps, ils avaient pendant des siècles respecté au moins deux limites en traitant de ces deux vénérables doyens de la littérature. L'une de ces limites était la tradition qui racontait qu'au VIII[e] siècle avant Jésus-Christ avait vécu un poète, appelé Homère, qui avait composé les deux poèmes

et dont elle nous narrait tant bien que mal la vie. Bien que cette tradition fût défectueuse, incomplète et qu'il n'y eût pas de concordance entre toutes ses parties, les hommes avaient cru bon de la respecter durant des siècles, en pensant qu'en fin de compte les anciens étaient mieux que nous en état de savoir par qui, quand et comment avaient été écrites l'*Iliade* et l'*Odyssée* et que si les anciens avaient oublié le vrai nom de l'auteur, il était peu propable que nous puissions, nous, nous le rappeler. L'autre limite était encore plus humble, parce qu'elle était fixée par le bon sens qui veut que, comme tout fils a un père, tout livre ait un auteur, et que si tous les livres que nous possédons ont été hélas ! écrits par un malheureux qui un beau jour a trempé sa plume dans l'encrier et s'est mis à écrire en commençant par le premier mot et en continuant ainsi jusqu'à la dernière page, l'*Iliade* et l'*Odyssée* doivent avoir été écrites de la même manière. Si la tradition et ces considérations de sens commun ne satisfaisaient pas complètement notre désir de savoir, elles furent du moins pendant des siècles les colonnes d'Hercule, au delà desquelles la curiosité des hommes n'osa point s'aventurer, jusqu'au moment où survint la science allemande. Celle-ci, sans hésiter, franchit aussi ces bornes ; et le châtiment s'ensuivit : au lieu de continuer à rafraîchir leur esprit dans cette onde vive de poésie, les hommes se cassèrent la tête à vouloir

résoudre le problème insoluble de refaire l'histoire d'une œuvre sur laquelle nous n'avons plus de renseignements ; ils échafaudèrent et discutèrent sérieusement les hypothèses les plus insensées, ils étudièrent et écrivirent beaucoup, mais n'arrivèrent à aucune conclusion, jusqu'au moment où un malheureux porta ses mains grossières sur le chef-d'œuvre immortel et osa le mettre en pièce pour reconstruire lui-même, en Allemagne, l'*Ur-Ilias*, la vraie Iliade.

IV

Nous pourrions trouver d'autres exemples semblables dans l'histoire romaine, où la science allemande a conduit l'Italie jusqu'aux incroyables délires critiques de Pais, et peut-être dans les branches les plus diverses, si nous avions le temps de nous enfoncer dans l'étude de la culture allemande, dans tous les domaines. En somme c'est une culture à laquelle fait défaut le sens des limites et par suite l'ordre et la discipline ; une culture qui ne sait graduer les problèmes et qui trop souvent les confond facilement de la manière la plus bizarre ; qui pèche à la fois par excès d'orgueil et par excès d'ingénuité et qui, par suite, a été cause .d'un immense désordre dans tous les pays — parmi lesquels il faut hélas ! compter l'Italie — qui n'ont pas su faire en elle

une distinction rigoureuse entre les principes justes et les principes délétères. Eh bien, la véritable cause de la guerre doit être recherchée dans cette inégalité par laquelle se sont trouvées l'une à côté de l'autre dans le même peuple, au centre de l'Europe, une telle indiscipline intellectuelle et une telle discipline politique. De ce déséquilibre entre l'arnarchie intellectuelle et la discipline politique de l'Allemagne est né le cyclone qui dévaste l'Europe. De quelle manière et comment, il n'est pas difficile de le comprendre. Les idées ne peuvent refréner quelque peu les passions si elles ne sont pas fortement unies en un système et ne s'appuient pas sur quelque chose de solide, soit une tradition, soit une autorité, soit des principes reconnus, ressentis et vénérés comme vrais par tout le monde. Si ces bases et ces soutiens font défaut, si la pensée veut prendre son élan en se prenant elle-même pour tremplin et poser chaque matin au hasard les principes d'où elle partira pour refaire l'univers de fond en comble, la beauté, la morale et la vérité ne seront plus nécessairement qu'un immense et volubile jeu de sophismes, où chacun, changeant arbitrairement les principes, pourra démontrer à volonté les thèses opposées et dans lequel les thèses qui triompheront finalement seront celles qui flatteront le plus les passions dominantes. Les idées opéreront non comme freins, mais comme stimulus des passions les plus fortes. Voilà ce qu'ont

fait la littérature et la philosophie dans toutes les époques d'anarchie intellectuelle et ce qu'ont fait en Allemagne, dans les quarante dernières années, l'histoire, la philosophie, la littérature, les soi-disant sciences politiques, à mesure que l'orgueil des victoires et de la puissance était réchauffé par l'augmentation de la population et par les richesses nouvelles si facilement extraites d'un sol très riche en fer et en charbon. Faibles parce que libres, n'ayant pour les régler ni principes, ni traditions, ni autorité d'aucune espèce et par là-même impuissantes à leur tour à régler les esprits, la culture allemande, sa science, sa philosophie, sa littérature se sont mises au service de ces passions, bonnes ou mauvaises, qu'elles ne pouvaient refréner ou corriger, en les exaltant toutes : le patriotisme, l'esprit de discipline et d'union, le respect du Souverain et de l'État, la cupidité, la vanité et l'arrogance nationales et ce que l'on a coutume d'appeler d'un mot barbare, l'arrivisme. Elles ont donc secondé et accentué toutes les inclinations de l'esprit public, sans pouvoir distinguer les bonnes des mauvaises, les bienfaisantes des dangereuses. Elles ont surtout surexcité la manie de confondre ce qui est grand avec ce qui n'est que colossal, de prendre la quantité pour mesure de la qualité et de croire que le peuple allemand est le sel de la terre et le modèle du monde. Elles ont enflammé l'orgueil de la masse et aggravé ce délire de la persécu-

tion qui est toujours le compagnon inséparable et le châtiment immédiat des orgueils excessifs. De telle sorte que peu à peu nous avons vu — phénomène grandiose et terrible — se répéter dans le centre de l'Europe la tragédie biblique de Ninive et de Babylone : non plus un roi, mais tout un peuple grandir en puissance, en richesse, en prestige au point de provoquer l'admiration mêlée de crainte de l'Europe entière et de l'Amérique, mais devenir en même temps toujours plus inquiet, plus mécontent, plus soupçonneux, se plaindre qu'on ne lui témoignât pas le respect nécessaire, que sa puissance ne fût pas crainte comme il le fallait, que ses mérites fussent méconnus et ses biens menacés de toutes parts par l'envie d'ennemis déloyaux. Enfin un jour cet étrange peuple, au summum de la puissance et de la richesse, dans une Europe qui tremblait à la pensée de voir scintiller de nouveau au soleil le glaive de 1870, ce peuple qui seul en Europe aurait pu jouir de la paix en toute sécurité, parce qu'il était craint et qu'il ne craignait point, a, en une semaine, à propos d'une question qui ne le touchait point, envoyé, peut-on dire, un cartel au monde : il a provoqué cinq États, parmi lesquels les trois plus vastes et plus puissants empires du monde, à un duel à mort ; et ayant lancé le défi insensé, il est parti en rangs serrés, au commandement de l'empereur, pour la bataille et pour la mort, avec une unité et une concorde complètes,

docile à la pression d'un État qui, pour le malheur du monde, a trop d'autorité sur ses sujets. La guerre européenne n'aurait pas éclaté si le peuple allemand avait été plus sage ou si le gouvernement avait été plus faible : la discipline politique et le désordre intellectuel ont engendré la catastrophe. Ainsi un gouvernement fort, respecté, bien trempé contre les coups de la fortune, servi par des hommes intelligents, pourvu d'argent et de moyens, est devenu l'instrument de l'imagination et de l'ambition les plus déréglées dans une entreprise où il ne reste, semble-t-il, au peuple allemand d'autre espérance que celle de rendre sa chute mémorable pour des siècles, en entraînant le monde tout entier dans sa ruine, d'ensevelir sa puissance, immolée en une heure de folie, sous les débris d'une civilisation très florissante il y a un an encore, mais dont personne ne peut dire quel sera l'état dans un an ou deux.

V

On ne voit point en effet d'autre fin à cette tragédie. C'est entendu, l'avenir repose sur les genoux de Jupiter ; nul ne peut avoir la prétention de prédire aujourd'hui comment finira cette guerre. Cependant il est impossible qu'un peuple qui pendant de longs siècles a gouverné le monde, tan-

tôt temporellement, tantôt spirituellement, et qui doit avoir conservé un certain sens de l'histoire, ne voie pas désormais clairement que les Allemands, du moins en ce moment de leur histoire, ne se trouvent pas dans les dispositions d'esprit les plus propres à la fondation de grands et de puissants empires. Pour fonder des empires durables, ni la valeur, ni l'union, ni l'amour ardent ou même fanatique de la patrie ne suffisent : il faut y joindre le bon sens, le sentiment de la mesure, l'intuition claire du possible, précisément tout ce qui fait le plus défaut aux Allemands d'aujourd'hui. Aussi, à moins qu'un miracle qu'on ne peut prévoir se produise, l'issue ne peut-elle être douteuse. L'obstination étant égale des deux côtés, le parti qui vaincra sera celui qui dispose des plus grands moyens et qui saura en faire l'usage le plus judicieux : ce sera donc la coalition qui peut avec le temps armer le plus grand nombre d'hommes, dont la bourse est la mieux fournie, qui domine les mers et dont deux peuples au moins, la France et l'Angleterre, possèdent ce sens politique, ce sentiment de la mesure, qui vaut à lui seul, dans une lutte comme celle-ci, beaucoup de corps d'armée. Ce raisonnement paraîtra peut-être un peu trop simple et il l'est en effet : mais je crains beaucoup qu'à l'heure présente, alors que les peuples les plus puissants de l'Europe guerroient depuis près de huit mois avec tant d'acharnement, il n'y ait pas de balance plus délicate et

plus précise où peser les probabilités de la guerre. Je ne vois pas comment on peut spéculer sur l'avenir, si ce n'est en argumentant que le plan de l'Allemagne, qui consistait à saisir à l'improviste ses adversaires en les attaquant avec une énergie foudroyante et à les vaincre séparément, a échoué : la guerre sera donc décidée par le temps et par la patience des belligérants ; et si quelque événement imprévu ne vient pas altérer l'ordre et le jeu des forces en conflit, l'alternative de défaites et de victoires, qui tient aujourd'hui la guerre comme suspendue, devra à un moment donné — quand et en quelle mesure, nul ne pourrait le dire — pencher définitivement en faveur de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Et qu'on ne répète point, comme trop de gens le font, qu'entre temps les Allemands combattent en pays étranger. Napoléon disait que dans la guerre rien n'est fait jusqu'au moment où tout est fait et il l'éprouva à ses dépens en 1812. Ce n'était pas à Lodz ou sur la Narev que Napoléon était arrivé en 1812, mais à Moscou même...

VI

Du reste, même si la situation militaire était plus incertaine qu'elle ne l'est, nous aurions besoin de croire que la guerre se terminera de la sorte. On

pourrait dire qu'il est nécessaire qu'elle se termine ainsi si l'on veut que l'Europe puisse jouir d'une longue paix féconde qui ne soit pas troublée chaque jour par des paniques soudaines, ni menacée continuellement par d'obscures ambitions. L'Europe ne jouira pas de cette paix pendant plusieurs générations — il ne faut pas s'illusionner sur ce point — si l'esprit allemand continue, et même avec plus de force, à cause de l'exaltation d'une victoire bruyante, à accomplir ce qui paraît être depuis un siècle son rôle spécial dans le monde. Nous ne nions point que le peuple allemand soit doué de grandes qualités : mais il ne nous en paraît pas moins vrai qu'il a souvent fait de ces qualités un usage dangereux pour ses voisins, en prenant aux autres peuples certains principes de civilisation créés par eux et en les exagérant au point de les convertir en tourments et en périls. Le service militaire par exemple. Que le service militaire soit un devoir de chaque citoyen, c'est là un principe classique et antique, que la Révolution française avait rénové en l'appliquant avec discrétion. Mais les Allemands, en réduisant la durée du service et en accroissant le plus possible le nombre des soldats, ont créé et imposé à l'Europe l'armée moderne, qui est le peuple en armes, l'armée immense, lente et très coûteuse, qui a fait de la guerre une calamité, en comparaison de laquelle tous les fléaux qui ont affligé jusqu'ici l'humanité constituaient de petits inconvénients ! L'industrie moderne — nous

l'avons vu — s'efforce d'accroître la quantité au détriment de la qualité. Toutefois la France et l'Angleterre avaient appliqué ce principe avec une certaine mesure et sans dépasser certaines limites. L'Allemagne survient et que fait-elle ? Qu'est-ce que la pacotille allemande dont on a tant parlé ? L'exagération de ce principe. L'Allemagne a appliqué ce principe au point d'emplir le monde de toutes sortes de falsifications. Il n'y a point d'ordre social qui puisse subsister sans employer la force dans une certaine mesure. La force est donc aussi, dans cette mesure, un facteur du bien et un élément du progrès. Toutes les époques et tous les peuples ont reconnu et pratiqué ce principe, que seuls quelques mystiques rejettent. Mais de cette vérité élémentaire, simple, vitale, les Allemands ont tiré les théories de Clausewitz, de Nietzsche et de Bernhardi, les poses autoritaires de Bismarck, qui est depuis quarante ans le mauvais exemple de tous les hommes d'État de l'Europe, et finalement la guerre européenne, avec les carnages, les incendies, les dévastations et l'intention délibérée de ne reconnaître dans la guerre ni loi, ni règle, ni norme.

C'en est trop. L'Europe a besoin de retourner sous la direction et sous l'autorité de peuples plus vieux, plus mûrs, plus pondérés. Un assez grand nombre de gens croient que la guerre durera encore quelques mois, puis que l'on tiendra un Congrès de la paix et que l'on signera un grand

traité, à la suite duquel nous reprendrons la vie au point où nous l'avons laissée en cette fatale matinée du 25 juillet où nous avons lu les menaces troubles de l'Autriche à la Serbie. Mais hélas ! c'est une illusion. Quand nous tenterons, la paix rétablie, de reprendre la vie que nous avions menée jusqu'au 25 juillet, nous nous apercevrons que le courant de l'histoire s'est en ce point abîmé dans un gouffre pour reparaître plus loin après avoir changé d'aspect et de direction. Il n'y aura plus moyen de le remonter. Trop de choses seront irrévocablement changées ou devront être refaites sur un plan nouveau si l'on ne veut pas que tant de sang ait été versé en vain et que cette catastrophe soit le commencement non d'un ordre nouveau et meilleur, mais d'une ruine plus terrible encore que celle à laquelle nous assistons. Et toutes ces choses ne pourront être refaites et cette ruine ne pourra être épargnée à l'Europe, si l'Europe ne retrouve pas dans la pensée et dans l'action cette mesure qu'elle avait perdue dans les cinquante dernières années. C'est à cette épreuve que l'histoire attend notre génération et c'est elle qui montrera ce que nous sommes en vérité capables de faire pour le vrai progrès du monde.

III

Grand et colossal

Mesdames et Messieurs,

Dans le moment où, ébranlés par une crise formidable, les esprits cherchent à se concentrer et à se purifier; dans ce moment où l'avenir s'ouvre devant tous les peuples comme un gouffre obscur et redoutable, il est bon de tourner de temps en temps nos regards vers le passé. J'ai donc accepté avec joie l'aimable invitation de parler dans cette réunion convoquée à Paris pour fêter la fraternité intellectuelle des peuples latins. Le moment est venu de nous rappeler que nous nous rattachons tous, Français, Espagnols, Portugais, Roumains, Italiens, par la langue, par la culture et les mœurs, à la brillante civilisation qui, née en Grèce, est venue se latiniser en Italie, et de l'Italie peu à peu, avant de devenir et après être devenue chrétienne, a conquis une partie de l'Europe qu'elle domine et qu'elle dominera encore pour bien des siècles. Le moment est venu de revendiquer les gloires,

un peu méconnues dans les derniers temps, de cette civilisation qui est la mère de nous tous ; le moment surtout est venu, si nous voulons dans l'étude du passé puiser des forces pour nos devoirs présents, de rappeler que ce qui a caractérisé la latinité dans ses moments les plus glorieux, c'est son héroïque effort pour atteindre, dans tous les domaines, la grandeur, et sa vive répugnance pour le colossal.

Asseyons-nous sous les colonnes d'un temple égyptien, promenons-nous au milieu des vestiges des grandes constructions persanes, babyloniennes ou assyriennes. Combien le Parthénon, le temple de la Concorde de Girgenti, les autres chefs-d'œuvre de l'architecture grecque sont petits, légers, insignifiants quant aux dimensions si on les compare aux constructions colossales, aux colonnes gigantesques, aux blocs énormes où se plaisait l'orgueil oriental ! Prenons l'*Iliade* et l'*Odyssée* : ce sont des livres bien petits à côté des épopées de l'Orient, de poèmes interminables tels que le *Ramayama* ou le *Livre des rois*.Chaque Évangile est un recueil des discours de Jésus : comparez-donc un Évangile avec les discours de Bouddha. Quelques pages ont suffi, sur les bords de la Méditerranée, pour exposer une doctrine qui allait renouveler le monde, tandis qu'il a fallu, en Extrême-Orient, pour fonder une nouvelle religion, des volumes terrifiants par leurs dimensions. L'Orient, c'est la masse, la lourdeur, l'énor-

mité, la répétition, la prolixité ; la Grèce, c'est la proportion, l'harmonie, la légèreté, la clarté, la concision. L'un a aspiré à être colossal ; l'autre s'est efforcée d'être grande.

Entre le colossal et le grand, il y a en effet une différence qui est à la fois intellectuelle et morale. Le grand, c'est un effort pour atteindre un idéal de perfection créé par l'esprit humain, l'ambition de vaincre une difficulté essentiellement spirituelle, dont la loi est toute intérieure. Le colossal, c'est un effort pour triompher de la matière et des difficultés qu'elle oppose à nos volontés ou à nos caprices, c'est-à-dire d'obstacles extérieurs. Si je pouvais employer le langage d'un de vos grands philosophes, je dirais que le grand, c'est la qualité pure, et que le colossal, c'est la qualité fortement mélangée à la quantité. Non seulement pour créer, mais même pour comprendre et apprécier les grandes choses dans n'importe quel domaine, il faut une forte discipline intellectuelle et beaucoup de modestie, car il est nécessaire d'accepter un idéal de perfection comme une loi. Le colossal, au contraire, est une des mille formes de l'orgueil humain ; et il est facilement compris et admiré même par les esprits grossiers, dépourvus d'éducation.

Aussi il ne faut point s'étonner si même la Grèce et Rome, après avoir fait des choses vraiment grandes dans les époques les plus brillantes de leur histoire, sont retombées dans la manie

du colossal. Allez à Girgenti ; vous verrez peu loin du temple de la Concorde, si petit et si grand en même temps, dont l'incomparable beauté peut être définie de la qualité pure, les vestiges d'un temple colossal, des débris de colonnes qui aujourd'hui encore arrachent des cris de stupeur aux barbares accourus de tous les coins du monde. Ce phénomène est encore plus évident à Rome. Comparez les vestiges du mausolée d'Auguste avec le mausolée d'Adrien, le Panthéon d'Agrippa avec les thermes de Caracalla, ceux-ci avec les thermes de Dioclétien et vous verrez que les proportions des édifices grandissent, deviennent gigantesques, à mesure que les siècles passent. Mais les édifices nous racontent, cette fois encore, en caractères de brique et de pierre, l'histoire des idées et des sentiments. Pendant longtemps Rome avait été une puissance modeste. Elle se méfiait de la fortune ; elle redoutait la richesse et le luxe ; elle résistait souvent aux circonstances qui la poussaient à agrandir son empire. Elle voulait fonder un grand empire, et non pas un empire colossal, comme ceux dont les conquérants de l'Orient étaient si fiers. Gourvernée par une élite qui avait assez d'autorité pour diriger non seulement la politique, mais aussi le goût du public, Rome sut, pendant cette période, comprendre et parfois imiter, dans la littérature et dans l'art, les époques où la Grèce avait réussi à être grande. La richesse, le succès, la sécurité changèrent peu

à peu l'âme romaine ; l'élite qui avait dirigé pour des siècles le goût public disparut ; les civilisations orientales s'emparèrent de l'esprit des masses livrées à elles-mêmes ; un orgueil insensé, une soif effrénée de plaisirs et d'excitations envahirent tout l'empire ; et avec cet orgueil et cette soif, le délire du colossal.

Combien d'exemples analogues on pourrait trouver dans l'histoire de tous les pays latins, de l'Espagne, de l'Italie, de la France ! Venise, par exemple : il n'y a qu'à parcourir le Grand Canal pour voir combien étaient petits les palais bâtis par les générations qui ont créé la grandeur de la République en comparaison des palais plus récents construits par les générations qui ont célébré les joyeuses funérailles de Venise. Après la Grèce, la vie a été une lutte perpétuelle entre le principe du grand et le principe du colossal. Plus visible dans les arts décoratif, où elle acquiert une valeur symbolique, cette lutte se retrouve partout, dans la littérature, dans la guerre, dans la politique, dans le commerce et dans l'industrie. Partout et toujours il y a eu et il y aura des hommes, des peuples, des époques qui ont voulu ou qui voudront en faire des choses grandes et d'autres qui ont voulu ou qui voudront en faire de colossales. Tournons nos regards autour de nous : n'est-ce donc pas le sens de la crise immense au milieu de laquelle le monde se débat ?

Quand les générations présentes auront disparu,

quand les passions qui embrasent notre époque se seront éteintes et quand les historiens étudieront sur des documents morts l'histoire de la guerre européenne comme les géologues après une éruption montent, armés de pioches, sur les laves refroidies, ils auront de la peine à comprendre. Ils diront : « Il y avait au centre de l'Europe un peuple nombreux, puissant, redouté, envié, admiré. Sa population augmentait chaque année dans des proportions fantastiques. Son armée était considérée comme la plus forte du monde ; sa flotte de guerre était montée en peu d'années au second rang ; son industrie et son commerce étaient l'objet de l'envie universelle, si rapides étaient leurs progrès ; sa science jouissait, surtout dans certains milieux, d'un prestige qui semblait à beaucoup d'esprits indépendants quelque peu exagéré. Même les peuples héritiers d'une vieille civilisation, peu à peu, bon gré mal gré, s'adaptaient à considérer ce peuple comme un des modèles futurs de l'humanité. S'il y avait en Europe, au commencement du xxe siècle, un peuple qui pouvait jouir sans inquiétude de la paix, c'était celui-là, car aucun autre peuple de l'Europe n'osait l'attaquer. Et pourtant, à mesure que sa richesse, sa puissance et l'admiration des autres peuples augmentaient, ce peuple devenait inquiet, mécontent, soupçonneux : il voyait des ennemis partout ; il se croyait à chaque instant offensé ; il se plaignait de n'être ni admiré selon ses mérites, ni redouté

à la mesure de sa force. Et un jour à la fin, en pleine richesse et prospérité, au sommet de la gloire et de la puissance, à propos d'une question qui le touchait bien indirectement et qui, tout en étant grave, comportait encore plusieurs solutions raisonnables, ce peuple énigmatique a jeté, en une semaine, un défi au monde, provoquant à une guerre mortelle trois grands empires et deux petites nations ! »

C'est ainsi, d'ailleurs, que se pose, même aujourd'hui, pour beaucoup d'esprits angoissés, la troublante énigme de cette guerre monstrueuse. Cette énigme pourtant devrait être moins obscure pour nous, enfants de la Grèce et de Rome. Nous pouvons mieux comprendre ce peuple, et son inexplicable défi.

Ce peuple, c'est, en Europe, celui que la passion du colossal a enivré davantage : la passion du colossal — il ne faut jamais l'oublier — qui n'est qu'une forme — parfois un peu grossière — de l'orgueil. Car la cause dernière de cette épouvantable catastrophe est bien là, dans l'orgueil d'un peuple, et cet orgueil est bien un fruit de notre siècle. A Paris, dans cette capitale du monde, à laquelle rien n'échappe de ce qui touche aux problèmes suprêmes de la vie, on a été tout de suite frappé par le terrible contraste auquel ces derniers mois nous ont fait assister. En présence de cette formidable explosion de violence qui ravage l'Europe, des voix autorisées ont posé

la question de savoir si l'homme, en devenant plus riche, plus savant et plus puissant, ne deviendrait pas aussi plus mauvais. Il n'est point douteux pourtant que notre époque a accompli une œuvre d'éducation morale qui est immense. Ayant engagé depuis deux siècles une grande lutte contre la nature pour s'emparer de ses trésors et capter ses forces, notre civilisation a combattu avec succès tous les vices et enseigné toutes les vertus qui pouvaient ou nuire ou servir dans cette lutte. Elle a combattu surtout, parmi les vices, la paresse ; elle a appris aux hommes, parmi les vertus, surtout la précision, la ponctualité, le zèle dans l'accomplissement de ses devoirs, l'esprit de solidarité dans tous les groupements sociaux, petits ou grands, qui doivent agir ensemble. La cohésion, dont font preuve aujourd'hui toutes les nations belligérantes, montre combien cet esprit de solidarité est devenu fort dans les masses. Aucune époque n'avait vu encore un phénomène de cette grandeur. Notre époque a donc travaillé pour le progrès moral.

Comment se fait-il alors qu'elle a été tout à coup saisie par cette sauvage folie de destruction et de violence ? C'est que, tout occupée à faire des travailleurs disciplinés, notre époque a oublié que d'autres passions, livrées à elles-mêmes, peuvent altérer le sens moral des masses ; l'orgueil surtout, dont la manie du colossal est une des formes les plus monstrueuses. Au début, quand

elle a entamé timidement sa lutte contre la nature, notre civilisation avait fait avec modestie de grandes choses. Mais, peu à peu, avec la richesse, le succès, la puissance, elle est devenue orgueilleuse : elle a voulu faire des choses colossales — et elle en avait bien les moyens! Les empires de l'antiquité étaient tout fiers quand ils réussissaient à bâtir en brique ou en pierre quelques monuments de proportions inusitées. Mais que sont leurs villes, leurs armées, leurs flottes, leurs constructions en comparaison des villes, des armées, des flottes, des constructions d'aujourd'hui ? Qu'étaient leur industrie et leur commerce en comparaison de l'industrie et du commerce de notre époque ? Aussi, en cinquante ans, l'ivresse du colossal a saisi plus ou moins tous les peuples de l'Europe et de l'Amérique, et malheureusement un entre ces peuples en a été véritablement possédé. La nature semble l'avoir doué d'une énergie violente, qui le porte facilement aux excès. Bien qu'il ait produit dans le dernier siècle beaucoup de philologues et d'archéologues, il n'a jamais senti profondément l'influence de la véritable latinité. Le sens de la mesure, l'esprit de limitation et la précision, qui sont les qualités essentielles de la latinité, lui ont toujours répugné ; il y a en lui un fond de mysticisme qui semble invincible et qui le porte à chercher l'infini dans ce qui est vague, confus et indéfini. Il avait remporté des victoires brillantes dans deux guerres heureuses ; et il s'est trouvé possé-

der un sol riche en fer et en charbon : avantage inestimable dans un siècle où le feu n'est plus l'humble serviteur de l'homme, mais le maître du monde. Bref, il a fini par se croire le peuple élu, le levain de la terre, le modèle du monde, et par employer couramment le mot colossal pour exprimer les suprêmes degrés de la perfection. Mais il n'a pas tardé à devenir, lui aussi, incontentable, inquiet, soupçonneux, jaloux comme tous les orgueils qui rêvent des choses colossales. Comment, en effet, pourraient un peuple ou une époque qui ont choisi comme but de dépasser toujours, dans toutes leurs entreprises, les proportions déjà atteintes, être jamais heureux et contents? On n'est heureux que si on marche vers un but défini et si on a la joie de voir qu'on approche de lui. Un peuple et une époque qui veulent faire de grandes choses peuvent encore trouver un équilibre moral et pour cela être contents et heureux, autant qu'on peut l'être dans le monde, car un idéal de perfection est un but défini et précis duquel on peut se rapprocher. Une époque et un peuple qui veulent faire des choses toujours plus colossales sont condamnés à aller toujours au delà de la ligne atteinte, c'est-à-dire à marcher dans l'illimité jusqu'au jour où il leur arrivera de commettre une folie irréparable. C'est pour cette raison que toutes les civilisations qui ont voulu être colossales, après avoir vécu dans une inquiétude perpétuelle, se sont écroulées dans des catastrophes soudaines et

étranges. Et c'est pour cette raison aussi que nous pouvons nous demander si la destinée ne veut pas nous faire assister, une fois encore, à une de ces tragédies.

Si tel était vraiment l'obscur destin de l'Histoire, combien lumineux et profond devient le sens du sanglant sacrifice que la destinée, après tant d'autres, a exigé encore de la France : le sens de celui qu'elle demandera peut-être demain à d'autres peuples de la famille ! Ne l'oublions jamais : c'est seulement par les épreuves qui montrent leur vitalité que les peuples peuvent maintenir vivants les principes de civilisation, créés ou possédés par eux. Oui, nos ancêtres avaient fait beaucoup de grandes choses. Ils avaient bâti le Parthénon, le Panthéon, Venise et Versailles ; ils avaient créé l'Empire, l'Église, le droit, la philosophie et l'art décoratif du XVIIIe siècle; ils avaient fait la Révolution. Que nous valait tout cela, désormais ? Le sens de la grandeur, qui est l'essence de la latinité, était partout étouffé par la manie asiatique du colossal ; la quantité triomphait de la qualité; le progrès, c'est-à-dire le mérite des peuples, n'était plus mesuré que sur les chiffres grandissants des statistiques. La France a été le pays du monde qui a résisté davantage à ce courant; mais trop de monde s'accordait pour cela à dire qu'elle vieillissait. Parce que son commerce et sa population n'augmentaient pas aussi vite que la population et le commerce de l'Allemagne,

elle aurait dû disparaître ! Pensez-vous qu'une philosophie, une doctrine, des raisonnements auraient pu remonter ce formidable courant d'opinions, de sentiments et d'intérêts (car beaucoup d'intérêts puissants se mêlaient au courant) qui entraînait tous les peuples et toutes les classes vers les hideuses énormités d'une civilisation purement quantitative ? Non, il fallait un de ces grands événements historiques qui seuls ont la force de changer les idées des masses : une de ces épreuves où la valeur respective des principes qui animent deux sociétés se révèle tout à coup. L'épreuve, cette fois, est si terrible qu'aucun homme de cœur n'oserait dire qu'elle devait arriver... Mais puisque la destinée l'a voulu... Eh bien, tâchons d'élever nos esprits au-dessus des ruines et des deuils, à la hauteur des grands événements qui s'accomplissent sous nos yeux dans le monde ; de puiser dans cette élévation le courage, la fermeté, la résignation qui sont nécessaires. Dans la première semaine de la guerre un frisson d'angoisse a passé dans tous les pays où vivent les enfants de Rome. Il serait inutile de le cacher : beaucoup ont douté. Il semblait à bien des gens que rien ne pourrait arrêter et refouler cette masse d'hommes et de fer colossale qui, en renversant tous les obstacles, marchait vers ce pays, où semblait s'éteindre une civilisation trop vieille et trop délicate. Et tout le monde, dans le moment de suprême inquiétude, a tourné ses re-

gards vers le nord lointain, en cherchant là-bas un espoir... Et voilà que tout à coup, au moment où presque tout le monde commençait à désespérer, cette masse colossale vient se briser contre une espèce d'obstacle invisible surgi comme par miracle, s'arrête, recule. Nous avons probablement vécu, ces jours-là, un des grands moments de l'Histoire, car c'est le premier moment où notre génération, étonnée, s'est demandé si par hasard la masse et le nombre ne seraient pas tout dans le monde ! Et dès ce moment un travail obscur a commencé dans les esprits... Il serait téméraire de vouloir déjà prédire ce que cet obscur travail donnera. La grande épreuve n'est d'ailleurs pas encore finie. Mais comme il n'est point douteux que le monde dans lequel nous vivrons le reste de nos jours sera bien différent de celui où nous avons vécu, il est déjà permis d'espérer que la France aura encore une fois brisé par son courage et son énergie une fatalité historique qui semblait irrésistible. Il ne faut pas qu'un sang si pur et si précieux, dont l'effusion est depuis six mois le cruel supplice et l'angoisse incessante de nos âmes, soit versé sans que l'humanité tout entière en profite. Il faut que cette guerre soit la revanche de la véritable grandeur intellectuelle et morale sur l'orgueil du colossal qui avait endurci et aveuglé les esprits ; il faut qu'elle redonne au monde le sens de ce qui, dans tous les domaines, n'est grand que par la petitesse des

proportions et par la modestie, d'une grandeur tout intérieure ; il faut qu'elle prépare de nouveau des générations capables de faire de grandes choses avec simplicité et sans orgueil, et un monde qui dans le sens de la véritable grandeur retrouve son équilibre moral. Il serait sans doute téméraire d'affirmer que cette guerre sera la dernière. Mais s'il y aura encore dans le monde de grandes guerres, c'est le devoir commun de nous tous, envers nous-mêmes, envers le monde et cet idéal qui s'appelle la latinité, de faire tout ce que nous pouvons pour que le monde n'assiste plus à une guerre colossale comme la présente. C'est pour cela qu'un cas de conscience bien grave se pose pour nous tous, enfants de Grèce et de Rome, liés à la France par le lien sacré de la langue et de la culture. Nous n'avons jamais pu assister sans une horreur secrète et une répugnance invincible aux bruyants triomphes du colossal dans le monde. Ni les intérêts, ni les engouements passagers des époques frivoles n'ont jamais étouffé chez nous l'instinct qui nous porte à chercher partout la véritable grandeur, faite d'harmonie et de perfection. Dans cette lutte terrible, d'ailleurs, du sang, des sacrifices, une longue ténacité seront encore nécessaires. Nous devons donc nous demander si nous pouvons laisser la France jusqu'au bout seule à la tâche terrible et glorieuse d'où le génie de notre race doit sortir rajeuni.

TROISIÈME PARTIE

LA LUTTE POUR L'ÉQUILIBRE

Ces cinq études furent publiées, dans le même ordre mais sous un titre différent, le 28 février, le 7, le 14, le 21 et le 28 mars 1915 dans l'édition du dimanche du *New-York American*.

I

La Belgique, clef du monde

L'invasion de la Belgique a révolté le monde comme une violence et une perfidie, qui bouleversaient de fond en comble l'ordre moral de notre époque. Mais puisque le peuple allemand crie et que le gouvernement laisse entendre qu'ils veulent conserver pour toujours par la force ce qu'ils ont conquis par la perfidie, il est opportun de considérer quels effets politiques et économiques produirait en Europe l'annexion de la Belgique à l'Allemagne. Non seulement la Foi et l'Honneur seraient exilés du vieux monde pour des siècles, mais l'équilibre des forces serait altéré de telle sorte que l'Allemagne deviendrait aujourd'hui l'arbitre de l'Europe et demain peut-être du monde entier. La Belgique est en ce moment la clef du monde ; ce qui explique que l'Allemagne tout de suite, après avoir déchaîné la guerre européenne, s'en soit emparée sans retard en criant que nécessité n'a pas de loi et que les traités sont des chiffons de papier.

Beaucoup de gens trouveront singulier qu'une

si petite conquête puisse avoir de si grands effets. La Belgique est un petit État qui s'étend sur une surface quelque peu inférieure à 30.000 kilomètres carrés et les départements envahis de la France sont encore moins étendus que la Belgique. Comment se pourrait-il qu'une si petite quantité de territoire ajouté au vaste empire germanique suffise à altérer aussi profondément l'équilibre des forces européennes ? Mais les hommes d'Etat ne peuvent mesurer les pays au mètre carré comme les géographes. Il faut considérer tout d'abord que la Belgique est le pays le plus peuplé d'Europe. Le recensement donna en 1911 en chiffres ronds sept millions et demi d'habitants, environ 250 par kilomètre carré. En comprenant ces sept millions et demi d'hommes et ceux qui habitent les départements envahis de la France dans le nouveau cercle de ses frontières agrandies, l'Empire germanique pourrait bientôt compter 80 millions d'habitants ; l'Allemagne serait donc par le nombre de ses habitants une nation deux fois plus grande que la France ou l'Angleterre et ne le cèderait en Europe qu'à la Russie, tandis qu'elle serait à peine inférieure aux États-Unis. Mais ce n'est pas tout. La Belgique est aussi peuplée parce qu'elle est riche, et elle est riche parce qu'elle est industrieuse, et elle est industrieuse, parce qu'elle possède beaucoup de houillières. En 1912 on en tira presque 23 millions de tonnes de charbon.

Si l'on songe que dans la Lorraine française, et précisément sur le territoire de Briey, occupé aujourd'hui par les Allemands, se trouve le gisement de fer le plus vaste et le plus riche de toute l'Europe, que le Luxembourg également est très riche en fer, que dans les territoires français contigus à la Belgique et occupés eux aussi, la France possède ses plus riches mines de charbon, dont quelques-unes sont parmi les plus riches du monde, la conclusion est facile. L'Allemagne est aujourd'hui le pays de l'Europe occidentale qui produit le plus de charbon de terre, grâce aux immenses bassins carbonifères de Lorraine et de Westphalie. L'Allemagne a de riches mines de fer, mais elles ne sont pas assez nombreuses pour alimenter ses hauts-fourneaux. Si donc l'Allemagne réussissait à s'emparer de la Belgique et du Luxembourg et à arrondir un peu ses frontières au détriment de la France, elle s'emparerait de presque toutes les mines de charbon et de fer de l'Europe, exception faite de la Russie, et après avoir tenté de capturer Minerve, elle reléguerait aussi Vulcain dans l'Olympe germanique, en compagnie d'Odin et des autres dieux, qui guidèrent les Cimbres et les Teutons dans leurs invasions. La sidérurgie ne serait plus en Europe qu'une industrie allemande. Mais nous vivons — qui ne le sait, mais combien le rappellent ? — au siècle du fer et du feu. Le fer est désormais, dans le désordre affairé de ce siècle, qui veut mais ne

sait point définir le progrès, le métal prince de la paix et de la guerre, et l'art du forgeron est l'apprentissage de toutes les vastes ambitions impérialistes ; car c'est de fer que sont faites presque toutes les machines par lesquelles notre puissance s'exerce et s'étend sur le monde. Ce petit territoire vaudrait donc pour l'Allemagne, si elle réussissait à s'en emparer, autant et plus qu'un vaste empire en Afrique et en Asie.

Du reste les Allemands l'avaient compris depuis un certain temps. Dans les quarante dernières années, parmi les admirateurs de l'Allemagne, de ses victoires, de sa science, de sa musique et de sa philosophie qui pullulèrent en Italie, il en est peu qui se soient aperçus que ce peuple, s'était mis en tête de devenir le premier forgeron de l'Europe, en attendant d'être le premier du monde ; et qui sait si un seul d'entre eux s'est jamais demandé par quelle raison cet empire de Mars et d'Apollon s'est consacré avec tant de ferveur à Vulcain et ambitionne de dominer dans le règne de fer. Cette ambition aurait pu paraître ridicule il y a cinquante ans, si l'on considère qu'en 1860 les nations se rangeaient comme suit selon leur importance dans l'industrie du fer.

Grande-Bretagne. . . .	3.500.000 tonnes
France	1.000.000 »
Etats-Unis d'Amérique. .	800.000 »
Allemagne	700.000 »

Belgique	300.000	»
Autriche-Hongrie . . .	250.000	»
Russie	250.000	»

Mais en 1870 l'ordre est déjà un peu modifié. L'Allemagne a fait un petit pas en avant et a surpassé la France, bien que la métallurgie anglaise soit encore quatre fois plus puissante que l'allemande.

Grande-Bretagne	6.050.000	tonnes
Etats-Unis d'Amérique . . .	1.700.000	»
Allemagne	1.400.000	»
France	1.200.000	»
Belgique.	630.000	»
Autriche-Hongrie.	350.000	»
Russie	300.000	»

Dix ans plus tard, en 1880, l'ordre n'est pas changé. L'Allemagne est encore au troisième rang, l'Angleterre au premier, les États-Unis au second. Mais l'Allemagne a redoublé le pas, tandis que l'Angleterre ne l'a allongé que d'un tiers.

Grande-Bretagne	7.800.000	tonnes
Etats-Unis	4.000.000	»
Allemagne	2.800.000	»
France	1.700.000	»

Belgique.	700.000	»
Autriche-Hongrie.	470.000	»
Russie	450.000	»

Cependant la distance est encore très grande. Mais l'Allemagne ne se décourage pas. En 1890 les États-Unis ont conquis le premier rang en forgeant plus de 9 millions de tonnes de fer ; la Grande-Bretagne se maintient à 8 millions de tonnes environ ; l'Allemagne atteint 4 millions et demi, la France 2 millions, la Belgique 800.000. L'Allemagne accélère le pas et l'Angleterre le ralentit. Dix ans après, en 1900, à la fin du grand siècle qui avait vu le triomphe de Vulcain sur les anciens dieux de l'Olympe, les États-Unis ne forgeaient pas moins de 14.000.000 de tonnes et l'Allemagne 8.500.000. L'Allemagne a donc presque rejoint la Grande-Bretagne, qui en cette année fabriqua 9.000.000 de tonnes de fer. La même année la Russie peut proclamer que 3 millions de tonnes sont sorties de ses hauts-fourneaux, 300.000 de plus que n'en a produit la France, qui a un peu sommeillé durant ces dix années. Enfin la Belgique a fabriqué un million de tonnes.

Mais les dix premières années du xxe siècle voient enfin l'ambition de l'Allemagne satisfaite. En 1910 l'Allemagne a surpassé l'Angleterre ; elle est la seconde puissance sidérurgique du monde, la première de l'Europe.

Etats-Unis.	27.700.000	tonnes
Allemagne.	14.800.000	»
Grande-Bretagne	10.200.000	»
France	4.000.000	»
Russie	3.000.000	»
Autriche-Hongrie	2.100.000	»
Belgique	1.800.000	»

Mais même après cet immense effort, Vulcain n'a pas cessé de fatiguer la terre allemande des coups de son marteau. L'Allemagne a forgé en 1913 près de 17 millions de tonnes de fer ; la Belgique 2.760.000, et la France, qui depuis quelques années cherche à regagner le temps perdu, plus de 5 millions. Mais si l'on songe que les plus riches mines de charbon et de fer et les forges les plus vastes de la France sont situées dans les régions que les armées allemandes occupent en ce moment, on comprend aisément que, une fois la sidérurgie belge et la partie la plus importante de la sidérurgie française incorporées à la sidérurgie allemande, il n'y aurait plus au monde que trois peuples fabricants de fer : les Américains au delà de l'Atlantique, les Allemands au cœur de l'Europe continentale, les Anglais dans la petite île qu'un étroit bras de mer sépare de la côte européenne. L'industrie américaine tiendrait encore le premier rang, mais l'industrie allemande la suivrait de très près et entre ces industries si puissantes, la métallurgie anglaise

apparaîtrait comme une petite maison serrée et presque écrasée entre deux édifices gigantesques.

Qui ne voit dès maintenant les conséquences? Qui ne voit que la puissance allemande déborderait sans frein sur l'Europe et sur le monde? Cet empire consacré à Mars et à Vulcain, peuplé de 80 millions d'hommes et placé au cœur de l'Europe, dominerait le vieux monde par l'or et par le fer. Toutes les industries, qui en Europe emploient le fer comme matière première en dépendraient, c'est-à-dire toutes les industries mécaniques, dont sont plus ou mois tributaires toutes les autres industries, à l'exception de certaines industries chimiques. Les marines marchandes française et italienne disparaîtraient presque des mers et à leur place la marine allemande se dresserait seule, gigantesque, en face de la marine anglaise. Seule parmi les nations de l'Europe continentale, l'Allemagne pourrait encore construire des chemins de fer dans les pays nouveaux. Enfin l'Empire allemand menacerait l'Europe entière, de son centre même, comme un grand camp retranché, prête à l'offensive vers tous les points de l'horizon. Combien de corps d'armée l'Allemagne pourrait-elle mettre sur pied, lorsqu'elle se serait accrue en hommes et en richesses, qu'elle serait devenue maîtresse des plus riches mines de charbon et de fer et arbitre de la sidérurgie et des industries mécaniques sur le continent? N'aurait-elle pas alors tous les

moyens — les hommes, l'argent, les ports — pour s'apprêter à arracher à l'Angleterre le trident des mers? L'Angleterre sera aussi riche et aussi forte que l'on veut, mais elle compte à peine plus de 40 millions d'habitants et elle devrait affronter un empire de 80 millions !

Au point de l'histoire où nous sommes arrivés, en ce siècle de fer et de feu, la Belgique est aujourd'hui la clef de l'Europe et par suite du monde entier. Si la Belgique tombait au pouvoir de l'Allemagne, l'Allemagne serait demain l'arbitre de l'Europe et après-demain peut-être du monde. Il ne pouvait donc être douteux que l'invasion de la Belgique serait le commencement de la plus terrible guerre que le monde ait vue, car, dans cette guerre où l'Allemagne, où la France et l'Angleterre ensemble, devront s'effondrer en une ruine immense, l'Allemagne ne pourra garder la Belgique que si ses armées arrivent non seulement à Paris, mais même à Lyon et à Londres ; la France et l'Angleterre ne pourront en venir à des transactions pour la Belgique et devront à n'importe quel prix chasser les Allemands du petit royaume conquis par trahison, même si des fleuves de sang devaient couler. La bataille décisive de la guerre européenne aura lieu en Belgique et en France ; elle a même déjà commencé, depuis les premiers jours de septembre [1914], car les innombrables combats partiels près des tranchées qui ont suivi la grande bataille rangée de la Marne ne sont

qu'une seule et même bataille, la plus longue, la plus obstinée, la plus sanglante que l'histoire ait connue : la nouvelle bataille de Waterloo, qui se reproduit après un siècle dans les mêmes lieux, mais sur un champ de bataille plus vaste et qui doit décider si au cœur de l'Europe, se formera, oui ou non, un immense empire germanique, l'emportant sur tous les autres États du continent et assez fort désormais pour pouvoir ambitionner une sorte d'hégémonie mondiale.

Il semble donc que ce ne soit pas sans raison que les nations qui, jusqu'au début de la guerre européenne, avaient été amies de l'Allemagne et portées à l'admirer, comme l'Italie, se soient elles-mêmes peu à peu éloignées d'elle. Mais l'annexion de la petite Belgique et l'arrondissement de la frontière allemande aux dépens de la France ne seraient pas les seuls effets d'une victoire allemande. Si l'Allemagne, alliée de l'Autriche et de la Turquie, l'emportait au point de pouvoir imposer à ses adversaires sa volonté, elle ne se contenterait pas de la Belgique et de quelques lambeaux de territoire français ; elle voudrait s'élargir ainsi aux dépens de la Russie, et avec elle s'élargirait l'Autriche aux dépens soit de la Russie, soit de la Serbie. Mais un tel triomphe accroîtrait l'autorité de l'Allemagne dans le monde. L'Allemagne serait admirée comme le modèle en toutes choses, plus encore qu'elle ne l'était avant la guerre européenne. Qui oserait encore penser que tout n'est

pas parfait chez une nation qui, alliée seulement avec l'Autriche et la Turquie, aurait vaincu la France, l'Angleterre, la Russie, la Belgique, la Serbie et le Japon ? Nous verrons donc, dans l'essai suivant, quels effets il y aurait encore lieu d'attendre d'une victoire de l'Allemagne.

II

L'équilibre moral de l'Europe

Le rapport secret de l'état-major à l'empereur d'Allemagne, du 19 mars 1913, que le gouvernement français a pu se procurer et dont il a publié la traduction dans le *Livre Jaune*, se termine ainsi :

« Tels sont les devoirs qui incombent à notre armée et qui exigent un effectif élevé. Si l'ennemi nous attaque, ou si nous voulons le dompter, nous ferons comme nos frères d'il y a cent ans ; l'aigle provoqué prendra son vol, saisira l'ennemi dans ses serres acérées et le rendra inoffensif. Nous nous souviendrons alors que les provinces de l'ancien Empire allemand : comté de Bourgogne et une belle part de la Lorraine, sont encore aux mains des Francs ; que des milliers de frères allemands des provinces baltiques gémissent sous le joug slave. C'est une question nationale de rendre à l'Allemagne ce qu'elle a autrefois possédé. »

Si donc l'Allemagne remportait la victoire sur

la Russie, elle annexerait à l'empire germanique les provinces baltiques qui appartiennent aujourd'hui à l'empire moscovite. Mais la victoire de l'Allemagne serait en même temps celle de l'Autriche-Hongrie qui annexerait certainement la Serbie. Et qui pourrait douter que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ne resserreraient encore davantage après la victoire les nœuds de l'alliance, pour jouir en paix de leurs conquêtes sanglantes ? Mais quiconque regarde une carte géographique découvre du premier coup d'œil que l'Europe serait alors comme coupée par le milieu par deux immenses empires germaniques qui, contigus et alliés, formeraient comme un grand pont allemand de la Baltique à l'Adriatique en attendant de se prolonger jusqu'à la mer Égée. Placés au cœur de l'Europe et par suite dans une situation centrale, contigus, peuplés ensemble de 140 millions d'habitants, grandis en prestige, formidables par les armes sur terre et sur mer, maîtres du charbon et du fer, dominant les routes du Nord et du Sud, de l'Orient et de l'Occident, les deux empires alliés pourraient non seulement s'imposer aux Slave et aux Latins qui peuplent le reste du vieux monde, mais même élever la tête et parler d'une voix menaçante aux autres continents.

Placés au cœur de l'Europe, dans une situation centrale, et contigus, ai-je dit. Il faut considérer ce fait avec une attention particulière, car il est d'une grande importance. Deux États alliés et contigus

qui sont assaillis en cercle, comme il advient dans cette guerre, se trouvent dans une situation ou très bonne, ou très mauvaise. Très bonne, s'ils sont forts, parce que de cette position centrale ils peuvent vaincre séparément leurs ennemis et mettre complètement à profit la victoire remportée sur des adversaires séparés. Très mauvaise, s'ils sont faibles, parce qu'ils peuvent au moment décisif être assaillis en même temps de plusieurs côtés, de telle sorte qu'ils ne parviennent pas à parer les coups qui pleuvent de droite et de gauche, de face et de dos. Il en résulte que si les empires germaniques l'emportent, ils doivent par raison géographique l'emporter à fond.

Les effets moraux, politiques, intellectuels qui en résulteraient seraient nombreux et graves. Déjà la guerre de 1870 suffit à remettre en vogue le principe autoritaire et monarchique qui déclinait depuis la Révolution française. Il y a peu d'hommes d'Etat en Europe qui n'aient songé dans le fond de leur âme, après 1870, à imiter Bismarck. Que de caricatures du premier chancelier allemand ont affligé l'Europe depuis quarante ans ! Supposer que les peuples de l'Europe puissent s'aimer, se respecter et vivre en paix, fut considéré comme une naïveté indigne d'un homme d'État sérieux. Croire la guerre éternelle et fatale en Europe fut le premier devoir de tout homme ambitionnant de gouverner ses semblables. L'Europe dut endosser tant d'armes qu'elle ne pouvait

presque plus en supporter le poids; et il n'y eut pas moyen, malgré le désir de tous, d'assurer au vieux monde une paix moins coûteuse et moins précaire. Mais il n'est pas douteux que le mal, déjà insupportable, s'aggraverait encore si l'Allemagne l'emportait de nouveau. Guillaume II deviendrait le modèle des souverains et la conquête de la Belgique passerait pour une prouesse. Il faudrait ou bien se résigner à vivre dans une immense caserne, ou se préparer à de nouvelles guerres très sanglantes, ou attendre le salut d'une révolution. Aux grands maux les grands remèdes, dit le proverbe.

Mais peut-être faudrait-il craindre un péril encore plus considérable. Après une nouvelle victoire, l'Allemagne et tout ce qui est allemand jouiraient d'un plus grand prestige dans le monde, c'est-à-dire d'un prestige trop grand. Les Allemands sont certainement doués de diverses qualités; ils ont fait beaucoup de choses dignes d'admiration et peuvent revendiquer une place importante dans la hiérarchie des nations. Mais eux non plus ne sont pas parfaits et par suite ils constituent un mauvais modèle, si les hommes s'en éprennent trop et veulent le suivre trop servilement. Ce qui du reste n'advient pas seulement des Allemands, mais peut-être plus vite et en proportion plus grande d'eux que des autres peuples, parce qu'ils pèchent surtout par l'exagération. Erasme de Rotterdam appelait Luther « le docteur hyperbo-

lique ». Nous pourrions appeler l'Allemagne « la nation hyperbolique ». Emportée par une sorte de vigueur déréglée, elle va trop souvent au delà de ce qui paraît aux autres peuples la juste mesure ; elle confond ce qui est colossal et gigantesque avec ce qui est grand ; elle tente des entreprises impossibles ; elle se plaît à aller à l'encontre de la raison modeste et habituelle des choses, et spécialement depuis un siècle elle se vante d'exagérer tous les principes de civilisation que nos temps vont créant peu à peu, même au risque de les changer, comme il est arrivé plus d'une fois, en tourments et en périls.

Que de cas l'on pourrait citer ! Quel est, par exemple, le principe qui régit l'industrie moderne, cette nouvelle industrie qui aux mains de l'homme, très habiles mais lentes, a substitué les machines, très rapides mais grossières, mues par la vapeur et par l'électricité ? Accroître la quantité des objets fabriqués au détriment de la qualité. Notre époque ne sait plus fabriquer ni les merveilleuses étoffes, ni les meubles magnifiques et très solides, ni les bibelots charmants des XVII[e] et XVIII[e] siècles, mais en revanche elle fabrique des quantités beaucoup plus grandes de toutes choses en un temps beaucoup plus court et elle en remplit toutes les maisons. Mais l'Angleterre et la France avaient appliqué ce principe avec une certaine modération et une certaine mesure ; elles avaient, il est vrai, altéré la qualité des objets pour en augmenter la quan-

tité et en diminuer le prix, mais non au delà d'une certaine limite... Les Allemands au contraire ont outrepassé les bornes sans scrupules, en inaugurant l'ère de la camelote, en débitant à vil prix dans toutes les parties du monde des contrefaçons faites à la hâte et de mauvaise qualité, en cherchant à l'emporter sur leurs rivaux par l'apparence et le bon marché, en sacrifiant en un mot la qualité à la quantité, bien plus que les Français et les Anglais n'eussent osé le faire. Français et Anglais en ont fait aux Allemands de vifs reproches, en partie à tort, en partie à raison. A tort, parce que les Allemands ont fait aux industries anglaises et françaises ce que les Anglais et les Français avaient fait eux-mêmes aux anciennes industries manuelles : ils ont vulgarisé encore plus, pour en répandre l'usage et ont détérioré davantage, les objets que les Anglais et les Français avaient commencé à détériorer. A raison, parce que dans leur avidité de s'enrichir hâtivement les Allemands n'aperçoivent plus, semble-t-il, la limite au delà de laquelle, en continuant à augmenter la quantité au détriment de la qualité, la vie doit perdre toute couleur et toute saveur : car la qualité — la beauté ou la bonté des choses — est le sel et le condiment de la vie, ce qui diversifie l'aspect de l'univers, réveille et satisfait toujours de nouveaux désirs, chasse de la vie l'ennui et la satiété. Qu'est-ce que la civilisation, sinon une amélioration du monde ? Pourrions-nous appeler une abondance de choses

chaque jour plus médiocres d'un autre nom qu'une barbarie grasse et riche ?

Les institutions militaires, qui sont actuellement en vigueur en Europe, offrent un autre exemple lumineux de l'exagération germanique. Au XVIIIe siècle les armées européennes étaient constituées en majeure partie de soldats de métier. Les armes étaient alors une profession. Ce fut la Révolution française qui renouvela de l'antiquité le principe, aujourd'hui reconnu et accepté par toute l'Europe, exception faite de l'Angleterre, que le service militaire est un devoir civique de tous les citoyens. De là la conscription. Mais toutes les autres nations d'Europe — et en premier lieu la France — n'ont appliqué ce principe, jusqu'à 1870, qu'avec beaucoup de modération, en se bornant à réunir des armées pas trop nombreuses, en n'imposant l'obligation du service qu'à une partie de la population et en tenant celle-ci sous les armes pour un temps assez long. L'Allemagne au contraire s'efforça, depuis l'époque des guerres napoléoniennes, d'appliquer le principe opposé : réduire le temps de service en appelant sous les armes le plus grand nombre de citoyens possible. En 1870 déjà les soldats allemands servaient trois ans et les soldats français, cinq. Mais l'Allemagne put mettre en campagne environ un million d'hommes pendant que la France n'en mettait que 750.000 environ, et comme elle avait remporté la victoire, le monde crut qu'elle avait

eu raison. Depuis lors, grâce à l'autorité que lui avait conférée la victoire, elle a pu appliquer jusqu'à ses dernières conséquences ce principe, qui n'était pas le sien, et obliger les autres nations — la France y compris — à la suivre. Elle a réduit le service militaire à deux ans, elle a augmenté sans trêve l'armée de première ligne, elle a exercé et encadré les réserves, des plus jeunes aux plus vieilles, elle a armé vraiment la nation de manière à pouvoir mener à la guerre non plus la partie la plus jeune du peuple, comme en 1870, mais tous les hommes déjà valides et encore valides, des jeunes gens de 17 ans aux hommes de 48 ans.

Et ainsi, les Allemands donnant l'exemple et les autres peuples les imitant, les armées se sont accrues de telle sorte en nombre et en masse pendant les trente dernières années qu'elles ne peuvent presque plus se mouvoir, et qu'entravées par leur propre grandeur elles combattent dans le siècle de la vapeur et de l'électricité avec une lenteur de mouvements qui rappelle les guerres de positions des siècles passés. Ces armées ne peuvent se mouvoir rapidement et mettre vite fin à la guerre parce que ce sont des colosses. Exagérés au-delà d'une certaine mesure, les principes militaires de la Révolution française se stérilisent ainsi : et même ils se retournent contre une époque qui, considérant en toutes choses le temps comme très précieux, aurait besoin d'armées capables surtout de terminer la guerre avec rapidité. A

cette condition seule les immenses sommes d'argent dépensées en armements auraient été bien dépensées. Des armées, qui, fût-ce même pour résoudre les questions les plus graves de la politique mondiale, obligent l'Europe à combattre pendant des années, font de la guerre un cataclysme épouvantable.

Je n'ai cité que ces deux exemples pour ne point m'étendre trop sur ce sujet. Mais à eux seuls ils nous autorisent peut-être à en déduire une conclusion. Le peuple allemand a été pendant le siècle dernier très actif, très envahissant, très ambitieux : il a réussi à acquérir, par des efforts persévérants, une grande autorité dans le monde entier, et comme il est arrivé à tous les peuples au temps de leur plus grande puissance, il a fait de cette autorité un usage tantôt bon, tantôt mauvais ; mais nous sommes arrivés en ce moment à un point où il semble qu'il soit de l'intérêt de tous — et de l'Allemagne elle-même — que cette autorité ne s'accroisse plus. Il importe grandement à tous les peuples de l'Europe et de l'Amérique, que l'Allemagne, exaltée par des nouvelles victoires, ne renforce pas davantage dans le monde, la manie du colossal, l'admiration de la force, la frénésie de la quantité, l'orgueil de la richesse, la vertige de la rapidité, le préjugé de la nouveauté. Le monde moderne n'a pas seulement besoin de richesses, de jouissances, de fer, de machines, de puissance, de science, mais aussi

d'équilibre, de mesure, d'un sens plus profond, plus sûr, plus clair du bien et du mal. Car le bien et le mal se confondent étrangement dans l'esprit des hommes depuis un certain temps. Nous croyions être tous chrétiens et civilisés : et en quelques mois de guerre nous avons vu non seulement des horreurs que nous croyions effacées pour toujours de l'histoire de l'Europe, mais nous en avons entendu de si étranges justifications, que nous sommes obligés de nous demander avec épouvante, si la science et l'habileté technique dont nous sommes si fiers ne pourraient pas couvrir une affreuse barbarie. Comment cette surprise s'expliquerait-elle, si l homme, trop préoccupé d'accroître ses richesses et d'étendre son pouvoir sur la nature, ne s'était négligé lui-même et n'avait cessé de veiller sur ces instincts féroces et pervers qui s'endorment parfois, mais ne meurent jamais ?

Il est surtout nécessaire que ce culte de la force, que l'Allemagne avait mis à la mode après 1870, décline ; car les armements des quarante dernières années et la conflagration européenne n'ont été que deux rites de ce culte sanguinaire. Si après cette guerre les peuples de l'Europe ne se mettent pas à relever les autels de la Paix et de la Justice, autour desquels la génération de 1848 s'était réunie pendant quelque temps, sérieuse et grave, conduite par ses poètes et ses meilleures hommes d'Etat ; s'ils ne reconnaissent

pas tous, même les plus forts, que les autres, même les plus faibles, ont le droit de vivre et de progresser indépendamment, selon les traditions et le génie de leur race, l'Europe ne pourra jamais jouir d'une paix longue et sûre et par suite elle retombera dans la barbarie. On ne peut assurer la paix au monde par le seul équilibre des forces adverses, parce que l'équilibre des forces est une hypothèse qu'il faut vérifier de temps à autre par la guerre, comme on le fait aujourd'hui : on doit l'assurer en reconnaissant loyalement, sous certaines conditions précises, le droit des peuples, grands et petits, à l'indépendance et à la liberté. Mais comment la religion de la force, qui nie ce droit, pourrait-elle déchoir en Europe, si l'Allemagne était de nouveau victorieuse, et cette fois de la moitié de l'Europe ?

J'ai dit qu'il était nécessaire que l'autorité de l'Allemagne ne s'accrût pas encore dans le monde, même dans l'intérêt de l'Allemagne. L'affirmation n'est paradoxale et étrange qu'en apparence. Quel a été en effet le défaut qui pendant les quarante dernières années a gâté le caractère allemand, qui a poussé l'Allemagne à déchaîner sur l'Europe cette guerre terrible et qui l'empêche encore de comprendre la gravité du bouleversement auquel elle a mené le monde ? L'orgueil. Les victoires de 1866 et de 1870, l'accroissement rapide de la population et de la richesse, le développement de certaines industries et principalement de

la métallurgie, l'admiration que tous les autres peuples professaient pour sa science, pour sa législation sociale, pour son armée et pour sa marine, ont mis sa sagesse à une rude épreuve. Le peuple allemand n'a pas résisté à tant de bonheur. Il s'est imaginé être le maître de tous les peuples de l'Europe ; le plus cultivé, le plus moral, le plus actif, le plus valeureux, le plus laborieux et le plus fort, et s'étant persuadé qu'il était le premier, il a vu de toutes parts des persécuteurs et des ennemis. Les autres peuples ne lui rendaient pas dûment justice par envie, par ignorance, par jalousie ; il devait donc veiller, défendre son hégémonie, que des peuples inférieurs tâchaient de lui enlever par ruse. Et un jour il a déclaré la guerre à l'Europe.

L'Allemagne a donc elle aussi besoin de se recueillir et de se convaincre qu'il y a au monde des peuples qui, s'ils lui sont inférieurs en certaines choses, lui sont supérieurs en d'autres, et des peuples qui, même en lui étant inférieurs en tout ou presque tout, ont aussi le droit de vivre, de travailler, de s'améliorer. Qu'arriverait-il au contraire si cet orgueil, déjà trop grand, était exalté par de nouvelles victoires ? L'époque et la civilisation dans lesquelles nous vivons ne pourraient tolérer un grand empire universel dominant tous les autres États d'un continent. Les temps anciens purent se soumettre à l'Empire universel de Rome, l'admirer et le vénérer, parce que l'or-

gueil, l'ambition, la cupidité et toutes les passions humaines qui s'exaltent le plus facilement étaient alors contenues par les traditions, par la religion, par la culture artistique et philosophique, par la pauvreté et l'ignorance même dans lesquelles vivaient les hommes. Un empereur romain était une créature modeste en comparaison du plus humble d'entre nous, parce que de tous côtés, hommes et choses l'avertissaient sans cesse de ne pas trop présumer de lui-même, de son intelligence, de sa fortune, de sa puissance.

Aujourd'hui il n'en est plus ainsi ; aujourd'hui le monde est riche, savant et puissant. Il ose critiquer les traditions, faire et défaire les Etats, demander compte à Dieu de ses commandements et à la Nature de ses lois. La littérature, la philosophie et ce qu'on appelle l'esprit du temps, exaltent, au lieu de contenir, l'audace, l'orgueil, l'ambition, la cupidité des hommes. C'est pourquoi il est nécessaire qu'une sorte d'équilibre moral subsiste dans le monde, que chaque peuple sente sa puissance limitée par celle d'autres peuples également forts, intelligents et savants. Si un peuple devenait assez puissant pour dominer tous les autres, l'équilibre moral du monde serait rompu pour toujours ; et ce peuple, en des temps déjà si enclins aux excès, deviendrait le Nabuchodonosor des nations.

Notre génération, bien que le Nabuchodonosor des peuples n'existe point encore, a fait la guerre universelle. N'est-ce point suffisant ?

III

L'Équilibre politique de l'Europe

Les bruits les plus disparates courent au sujet de la paix que l'Angleterre, la France et la Russie imposeraient à l'Allemagne si elles étaient victorieuses. Il est certain que la France réclamera l'Alsace et la Lorraine, car le gouvernement français l'a déjà déclaré à plusieurs reprises. Beaucoup de gens doutent en revanche que la Russie maintienne sa promesse de rouvrir le tombeau dans lequel la Pologne gît, enterrée vivante, depuis plus d'un siècle. Quant à l'Angleterre, on ne sait rien de précis, mais on discourt, discute et divague d'autant plus. L'un dit qu'elle veut constituer un royaume de Hongrie et un royaume de Bohême indépendants, un autre prétend qu'elle veut réunir en un seul État, en les séparant de l'Empire, les provinces allemandes de l'Autriche et les États méridionaux de la Confédération germanique ; certains affirment qu'elle ne touchera pas à l'Empire allemand, mais qu'elle imposera une sorte de désarmement et certaines condi-

tions — traités de commerce et de navigation, conventions concernant les brevets, etc. — qui empêcheraient l'Allemagne de trop développer son industrie, comme elle le fait depuis trente ans, en exagérant le principe moderne d'augmenter la quantité au détriment de la qualité.

A quoi bon discuter ces on dit qui n'ont aucun fondement solide ? La paix est, hélas ! encore très éloignée ; et ce ne fut jamais chose sage que de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir mis à terre. D'autre part il y a plusieurs qualités de victoires, car on peut vaincre de beaucoup de manières : complètement, à moitié, à peine. Je pense que la France, la Russie et l'Angleterre seront finalement victorieuses ; mais personne, je crois, ne pourrait prédire avec sûreté dans quelle mesure elles seront victorieuses et, par suite, quelles conditions elles seront en état d'imposer. Ce serait donc un passe-temps parfaitement vain que de raisonner sur la paix future et ses effets. Mieux vaudra chercher à inférer, d'une manière plus générale, quels seront les effets consécutifs à une victoire de la coalition, abstraction faite de sa grandeur et de son importance, les effets dont on peut présumer qu'ils suivront la victoire en tous cas, que celle-ci soit très grande, grande, ou modeste.....

Le premier effet et le plus sûr sera une profonde transformation psychologique, politique et morale de l'Allemagne. Seule une défaite pourra con-

vaincre le peuple allemand que son épée elle-même n'est ni enchantée, ni invulnérable, ni invincible. Il n'y eut jamais — tout le monde le sait — et il n'y aura jamais de peuple invincible ; la guerre a toujours été et sera toujours une alternance mystérieuse de hasards. Mais après les guerres de 1866 et de 1870 les Allemands en étaient venus à croire que l'Allemagne était invincible. Socialistes et conservateurs, ouvriers et généraux, professeurs et banquiers, Prussiens et Bavarois répétaient, avec l'assurance de qui énonce une vérité mathématique, qu'il n'y avait pas d'armée au monde qui pût se mesurer avec l'armée allemande. Quel argument ou quel raisonnement aurait pu triompher de cette illusion, de cet orgueil, de cette confiance en soi-même, dans des millions et des millions d'esprits, grossiers ou cultivés, mais tous également enflammés et illusionnés ? Il fallait une guerre, qui argumentât non par syllogismes, mais par désastres et malheurs, seule logique que la multitude comprenne.

Mais le jour où le peuple allemand perdra la foi dans la vertu de son glaive, une immense révolution se produira en Allemagne, car la croyance à l'invincibilité de l'armée allemande était l'une des colonnes sur lesquelles reposait toute la structure compliquée du nouvel Empire germanique. En même temps le prestige dont jouissent la dynastie des Hohenzollern, les petites dynasties

allemandes et l'aristocratie prussienne déclinera rapidement. On a coutume de répéter qu'en Allemagne règne un gouvernement féodal, en employant un mot qui a un sens trop limité et trop précis pour ne pas amener une confusion. Il vaudrait mieux dire qu'en Allemagne l'ancien régime — l'ordre de choses antérieur à la Révolution française — a été moins altéré par les événements du XIXe siècle qu'en Angleterre et en France. L'Empire allemand est placé sous l'hégémonie de la Prusse, laquelle à son tour est gouvernée par une aristocratie, qui, en vertu de traditions et de privilèges reconnus par la loi, prédomine encore, a le pas sur tous les autres ordres sociaux au Parlement, dans l'administration civile, dans l'armée, à la cour, et se vante d'être partout dans la société le soutien du trône. Les classes moyennes, qui en France et en Angleterre ont pris sa place dans l'Etat et y dominent — les avocats, les banquiers, les professeurs, les médecins, les journalistes, les commerçants, les industriels, — sont beaucoup moins influentes et beaucoup plus humbles en Allemagne. Mais le prestige de cette noblesse de fonctionnaires et de guerriers résisterait-il à un désastre dont elle serait beaucoup plus responsable que les autres classes de la société ?

Il est permis d'en douter. On répète souvent et volontiers que les Allemands sont un peuple naturellement soumis, obéissant, docile à l'autorité. Sans doute, mais pas au point d'être, par force

innée et toujours, les très dévoués et très fidèles serviteurs d'une aristocratie semi-divine. En Allemagne aussi les idées et les ambitions démocratiques fermentent ; en Allemagne aussi les classes moyennes et les classes cultivées seraient heureuses de pouvoir aspirer aux hautes charges de l'État et commander, comme en France. C'est si vrai que depuis un certain temps la Prusse veut la réforme du système électoral, qui est combiné de manière à faire de la majorité un privilège éternel et intangible de la noblesse. Mais jusqu'ici elle a réclamé en vain cette réforme, parce que l'aristocratie prussienne, appuyée par la monarchie, a réussi à rendre inutiles tous les efforts et toutes les agitations du parti socialiste et des partis bourgeois. Mais si l'Allemagne est vaincue, la monarchie s'empressera de concéder au peuple, en compensation de la défaite, la réforme si disputée, et une partie de la noblesse tout au moins, se sentant affaiblie par la guerre et moins appuyée par la monarchie, se résignera à son destin. De même que l'Autriche vaincue en 1866 abolit l'absolutisme et introduisit les institutions parlementaires, que la France, vaincue en 1870, fonda la république et accorda le suffrage universel, et que la Russie, vaincue par le Japon en 1905, convoqua la Douma, la Prusse sera forcée de réformer sa constitution si l'Allemagne est vaincue dans la grande guerre européenne. Et alors, quel bouleversement aura lieu d'abord en Prusse, ensuite en Allemagne ! Dans le parlement

prussien apparaîtront les socialistes et les partis de gauche, tous pleins d'ardeur, combattifs, résolus, parce qu'ils sentiront qu'ils ont devant eux un gouvernement et un régime affaiblis par la défaite, hésitants et désunis. En Prusse aussi le régime parlementaire prendra la place du régime constitutionnel ; sur l'arbre du droit divin beaucoup de privilèges se dessècheront comme des rameaux morts ; les Chambres apprendront à faire et à renverser les ministères ; des libéraux et des socialistes deviendront ministres. Et de la Prusse le mouvement s'étendra à l'Empire et au gouvernement impérial, où les pouvoirs du Reichstag s'accroîtront au détriment des pouvoirs de l'empereur.

Enfin une défaite amoindrira le prestige des Hohenzollern. Beaucoup de gens se demandent aujourd'hui si l'Allemagne vaincue ne fera pas une révolution en renversant la dynastie prussienne comme la France renversa après Sedan les Napoléon. Les hauts fonctionnaires allemands eux-mêmes ne sont pas exempts de cette crainte. Je sais qu'un grand personnage allemand apprenant que l'Angleterre avait déclaré la guerre à l'Allemagne s'écria, en s'adressant à un étranger avec lequel il parlait français : « *Les Hohenzollern sont par terre !* » Mais on peut aussi se demander si les temps sont mûrs pour un tel bouleversement. Les Hohenzollern sont aujourd'hui beaucoup plus profondément enracinés en Prusse que

les Napoléon ne l'étaient en France en 1870. Et l'Allemagne n'est pas une terre aussi volcanique que la France. Cependant s'il paraît prématuré de prédire, parmi les effets de la défaite, la chute des Hohenzollen, ce serait une erreur de penser que la défaite ne les atteindra pas. La guerre européenne pourrait être pour la maison des Hohenzollern ce que fut la guerre de Sept ans pour la monarchie française : le commencement de la décadence. Guillaume II pourra encore régner après une défaite et transmettre la couronne à son fils : mais sa couronne ne sera plus vénérée comme elle l'était avant la guerre ; elle ne brillera plus aux yeux du peuple du prestige sacré des grandes victoires et de la reconstitution de l'Empire. En revanche l'on verra augmenter le nombre des Allemands qui se demanderont pour quelle raison une famille doit posséder par droit héréditaire le pouvoir suprême, et s'il ne vaudrait pas mieux confier ce pouvoir à une personne choisie librement et qui semble posséder les qualités nécessaires, comme on le fait en république.

Telle est la révolution dans les idées et dans les sentiments qu'on peut, semble-t-il, attendre d'une défaite en Allemagne. Mais cette transformation de l'Allemagne aurait-elle à son tour un effet sur l'Europe et sur le monde ? Elle aurait un immense effet, on peut le présumer. Ce n'est que si l'Allemagne se transforme de cette manière que la coalition victorieuse pourra assurer à l'Europe ce

grand bienfait auquel tous aspirent : une paix longue, sûre, définitive.

Beaucoup de gens croient — surtout en Amérique — que l'Europe ne peut vivre en paix, parce qu'elle n'a pas encore arraché de son sol un certain nombre de vieilles idées et de vieux préjugés. Mais les Européens, aussi, les plus instruits comme les plus ignorants, pensent que les douceurs de la paix valent mieux que les horreurs de la guerre. Cela est si vrai que la France et l'Angleterre avaient montré, depuis 1900, un si vif désir de paix que beaucoup de gens en étaient arrivés à les accuser à la légère de pusillanimité. La France avait tacitement renoncé à l'Alsace et à la Lorraine et demandait seulement que l'Allemagne ne maltraitât pas ces pays comme des otages ennemis. La France et l'Angleterre avaient consenti à faire place à l'Allemagne et à ses ambitions coloniales en Afrique, et la France avait même cédé un morceau du Congo qui lui appartenait, en échange de la renonciation de l'Allemagne à des droits, très vagues et très hypothétiques, sur un empire tel que le Maroc, qui n'appartenait à personne et auquel — ainsi que les faits l'ont prouvé — il n'était pas facile d'imposer sa protection. Pendant les dix années comprises entre 1900 et 1910, la France s'était à plusieurs reprises laissé surpasser par l'Allemagne dans les armements, tandis que jusqu'à 1900, elle n'avait pas souffert que sa rivale la dépassât même d'un pas ; elle avait aussi

favorisé toutes les tentatives faites par le pacifisme pour limiter les armements et empêcher les guerres. Et l'Angleterre avait plus d'une fois cherché à s'entendre avec l'Allemagne pour mettre un frein à la concurrence réciproque en matière d'armements.

Or la France et l'Angleterre sont, avec l'Allemagne, les deux plus grandes puissances de l'Europe. Il est manifeste que le jour où la France, l'Angleterre et l'Allemagne seraient vraiment d'accord, pourrait régner en Europe une paix sinon désarmée, du moins armée raisonnablement et avec mesure. La Russie même serait impuissante contre la volonté concordante de ces trois Etats. Mais pour quelle raison l'Angleterre et la France ont-elles pu s'entendre si facilement entre elles, tandis qu'elles n'ont jamais pu se mettre d'accord avec l'Allemagne ? Ce n'est pas parce que la France voulait reconquérir l'Alsace et la Lorraine ; ce n'est pas parce que l'Angleterre était envieuse de l'Allemagne ; ce n'est pas parce que les Allemands forment une race qui a besoin de faire une grande guerre tous les cinquante ans, mais parce que, entre la France et l'Angleterre d'une part et l'Allemagne d'autre part il existait, pour ainsi dire, un déséquilibre politique. Les forces et l'esprit qui gouvernent l'Angleterre et la France sont différents des forces et de l'esprit qui gouvernent l'Allemagne. Tandis que la France et l'Angleterre sont gouvernées par des bourgeoisies

rendues pacifiques par une longue expérience, par un penchant professionnel, par l'intérêt en Allemagne, un peuple qui se croyait invincible, était encore régi il y a quelques mois par une aristocratie de guerriers ennemis de la paix par devoir de caste.

On s'étonne souvent que l'esprit de paix ne soit jamais entré en Allemagne, même parmi les socialistes qui sont pourtant pacifistes partout, à tel point que ces socialistes mêmes ne se soient pas émus du martyre de la Belgique. Mais un peuple qui se croit invincible pourra-t-il jamais être pacifiste et prendre au sérieux les principes du droit international, le tribunal de La Haye, les fondations généreuses de Carnegie, le Congrès de la Paix ? Et peut-on humainement s'attendre à ce qu'une aristocratie et quelques dynasties que la victoire a gratifiées de précieux privilèges, veuillent s'employer à donner au monde cette sécurité de la paix qui rendrait inutiles les vertus — vraies ou supposées — pour lesquelles le peuple les vénère et leur obéit.

La guerre européenne est donc, au moins en partie, née d'un déséquilibre politique. La France et l'Angleterre ne pouvaient ni persuader par la raison, ni contraindre par la force l'Allemagne de désarmer ; aussi l'Allemagne a-t-elle finalement un jour employé les armes qu'elle ne voulait pas déposer, contre les voisins qu'elle réputait plus faibles, parce qu'ils étaient plus pacifiques. Si la

guerre européenne aplanit ces différences, si elle ralentit le mouvement démocratique en France et en Angleterre et l'active en Allemagne, il sera plus facile aux trois plus grands Etats européens de s'entendre. Et alors l'Europe pourra espérer avoir la paix.

IV

De Charybde en Scylla ? Le Péril russe

Mais un doute pourrait surgir ici : ne doit-on pas craindre plutôt que la défaite exaspère l'Allemagne et laisse des germes innombrables de nouvelles guerres, ou que la victoire ne réchauffe en France, en Angleterre, en Russie l'esprit belliqueux et les ambitions impérialistes, de telle sorte que l'Europe gagnerait d'une part ce qu'elle perdrait de l'autre ? Beaucoup de gens craignent que pour éviter le péril allemand, l'Europe n'encoure le péril russe.

Une guerre malheureuse laissera certainement en Allemagne un long cortège de rancœurs et de récriminations. Un peuple qui pendant un demi siècle a eu l'illusion d'être invincible ne se résigne pas gaiement à reconnaître qu'il est sujet à la loi commune de la guerre, que Napoléon a si bien formulée sur le champ de bataille de Marengo : *battu battant, c'est le sort des batailles.* Cepen-

dant, si la paix n'enlevait à l'Allemagne que ce qu'elle a pris aux autres par la force et conservé injustement, tout en lui laissant ce qui lui appartient par droit historique et national, ces colères s'apaiseraient peu à peu. Entre-temps l'Allemagne, comme les autres nations, devra pendant beaucoup d'années s'appliquer à soigner ses blessures. Il est impossible de croire qu'une telle guerre puisse se renouveler d'ici à quelques années. Et avec le temps, le ressentiment naturel de la désillusion céderait, chez les vieux et chez les jeunes, sinon à la raison, du moins à la nécessité qui, dans la vie, est toujours l'argument suprême. La paix n'est pas une aspiration de philanthropes et d'idéalistes, mais un besoin vital de notre époque : les Allemands aussi devront un jour s'en apercevoir, comme s'en sont aperçu les Français à un certain point de leur histoire. Est-il un peuple qui a mené dans les deux derniers siècles des guerres aussi nombreuses et aussi importantes que les Français? N'ont-ils pas été dans l'art de la guerre les maîtres de toute l'Europe et même des Allemands, qui sous ce rapport ont bien plus appris de leurs ennemis qu'ils ne paraissent leur avoir enseigné? L'Europe n'avait-elle pas eu longtemps aussi au sujet des Français une crainte analogue : le démon de la guerre, dont ils paraissaient possédés, pouvait-il s'apaiser; la France et son esprit guerrier devaient-ils jamais laisser l'Europe en repos? Cependant la France aussi, après avoir tant com-

battu avait rengaîné l'épée et elle ne l'a tirée en août 1914 que parce qu'elle y a été contrainte par l'agression étrangère.

Pourquoi le même changement ne pourrait-il se produire chez les Allemands dans des conditions et sous l'empire de circonstances analogues ? La guerre et la paix ne dépendent pas aujourd'hui en Europe du tempérament des peuples, mais de la situation politique et historique. La France après la Révolution a fait facilement des guerres, aussi longtemps que les gouvernements furent obligés, pour se maintenir, d'exalter, et par suite de satisfaire de temps à autre la passion populaire de la gloire militaire, engendrée par les grandes guerres des XVIIe et XVIIIe siècles, de la Révolution et de l'Empire. L'Allemagne a menacé de la guerre la moitié de l'Europe et a fini par la lui déclarer, parce que l'aristocratie et les dynasties ne pouvaient gouverner la nation à leur guise qu'en l'enivrant du souvenir des victoires passées et de la promesse d'une extraordinaire grandeur à venir. La France a appris à aimer la paix quand elle a été dirigée par des gouvernements qui n'avaient plus besoin de montrer au monde leur puissance pour se maintenir. Il est donc légitime de supposer que l'Allemagne aussi troublera moins facilement la paix du monde quand elle sera gouvernée par des classes et des partis qui, n'ayant plus tant de privilèges à défendre, auront moins besoin de prestige militaire.

C'est par des raisons du même ordre que nous pouvons répondre à la seconde question et acquérir la conviction rassurante que la France et l'Angleterre ne changeront pas après la victoire leur attitude pacifique. Ces deux nations voulaient la paix : elles ne songeaient à attaquer aucun État, ni à faire des conquêtes en Europe, parce que leurs gouvernements n'avaient pas besoin, pour se maintenir, de faire à chaque instant étalage de leur force. Après une victoire, elles acquerront, comme il arrive toujours, un nouveau prestige à l'intérieur et hors de leurs frontières ; et si avant la guerre elles n'avaient pas besoin pour se maintenir d'inquiéter et de molester le monde, elles le laisseront d'autant plus sûrement tranquille lorsque la victoire aura augmenté leur autorité. Les populations qui aimaient la paix avant la guerre, l'aimeront davantage après, quand elles pourront en jouir avec plus de sécurité.

Il ne faut pas oublier en outre que la France et l'Angleterre sont des nations d'esprit plus mesuré que l'Allemagne ; toutes deux sont exemptes de cette exagération tumultueuse et de cet orgueil qui entraînent si souvent les Allemands à tenter l'impossible par désir de faire toujours des choses plus grandes. Elles veulent se fortifier et se maintenir dans la haute situation historique à laquelle elles sont parvenues après des siècles de travail et de lutte et qui est telle que deux peuples sages s'en puissent contenter. C'est pourquoi elles

remporteront la victoire non seulement pour elles, mais aussi pour tous les autres peuples.

Nous ne répéterons en somme jamais assez — car c'est un point d'importance capitale — que la paix et la guerre dépendent aujourd'hui en Europe des institutions politiques. L'Allemagne a déclaré la guerre à l'Europe parce qu'elle est gouvernée par une aristocratie et par une monarchie militaire. Au contraire la France, gouvernée par les classes auxquelles la guerre est la plus funeste, serait contente de sa condition le jour où elle aurait récupéré l'Alsace et la Lorraine et par suite au lendemain de la victoire elle ne demandera qu'à déclarer la paix à l'Europe, comme l'avait prévu Michelet. Ceux qui supposent qu'elle recommencera à ambitionner des conquêtes en Europe se trompent, comme se trompaient ceux qui pensaient qu'elle aurait jeté les armes à l'approche des Allemands. En Angleterre l'aristocratie et la haute bourgeoisie ont beaucoup plus de pouvoir dans l'État qu'en France et le peuple au contraire en a moins ; mais en revanche le peuple est plus pacifique qu'en France. Depuis des siècles, peut-on dire, le peuple anglais ne combat plus parce qu'il emploie pour ses guerres des armées de mercenaires : il ne peut donc avoir ni la tradition, ni l'expérience, ni même la passion de la guerre comme le peuple français qui a versé son sang dans cent batailles.

Mais c'est précisément pour cette raison, parce

que la guerre et la paix dépendent de la nature et de l'esprit des régimes politiques, que beaucoup de gens sont inquiets à cause de la Russie. Ils disent : c'est vrai, la France est et l'Angleterre est presque une démocratie ; et l'on peut être persuadé que, même si elles deviennent plus grandes et plus puissantes, elles ne molesteront pas l'Europe. Mais la Russie ? La Russie n'est-elle pas un empire militaire comme l'Allemagne, et même un empire presque autocratique et absolu ? N'y a-t-il pas lieu de croire que dans cette autocratie guerrière, mal contrôlée par un parlement dans l'enfance, inexpert, timide, sans autorité, la victoire réveillera cet orgueil, cette audace, cet esprit agressif qui de l'Allemagne menace aujourd'hui l'Europe ? Le péril ne passera-t-il pas de Berlin à Saint-Pétersbourg ?

Les journaux autrichiens et allemands, les partis et les journaux partisans de la cause allemande dans les pays neutres ne se lassent pas depuis le commencement de la guerre, de dénoncer à l'Europe le péril slave. Au début le gouvernement de Berlin lui-même avait annoncé au peuple que la guerre serait vraiment une guerre nationale de défense contre la barbarie russe, et les socialistes d'Allemagne et d'Autriche ont cru défendre leur attitude belliqueuse en protestant de ne pouvoir ouvrir aux Cosaques les portes de l'Allemagne et de l'Autriche. La puissance et l'insolence futures de la Russie sont l'un des thèmes favoris des Ita-

liens qui sont restés partisans de la Triple Alliance : chaque matin ils voient déjà la Russie arbitre de l'Europe continentale, Sainte-Sophie reconsacrée au culte chrétien par le Tsar, les navires de guerre russes écumant la Méditerranée et les Cosaques en route pour l'Adriatique...

L'avenir repose sur les genoux de Jupiter, disaient les anciens. Il est dans les mains de Dieu, disent aujourd'hui les Chrétiens. Pour ma part, je n'ai pas le courage de prédire l'avenir de l'empire moscovite. Mais si nous nous contentons d'inférer ce qui peut arriver d'ici peu de ce qui se passe maintenant, il est permis, semble-t-il, d'affirmer que l'hégémonie russe en Europe est un vain fantôme, et cela pour plusieurs raisons. En premier lieu pour une raison d'ordre géographique. Pour dominer par les armes et par le prestige un vaste continent, il est nécessaire qu'un peuple occupe une situation centrale, de manière à pouvoir menacer et à l'occasion frapper sur des points divers, au nord, au sud, à l'est, à l'ouest. C'est pour cette raison que dans l'antiquité l'Italie put, pendant des siècles, dominer complètement le bassin de la Méditerranée, de la Gaule et de l'Espagne à l'Egypte et à la Syrie, de l'Afrique du Nord à la péninsule des Balkans. Pour cette raison la France et l'Allemagne ont pu ambitionner à plusieurs reprises l'hégémonie de l'Europe, mais jamais l'Angleterre et l'Italie, situées sur le côté ou à l'extrémité du continent, n'ont pu le

faire. Et c'est aussi pour cette raison que la Russie ne pourra pas l'ambitionner.

Du reste la guerre actuelle le prouve. La Russie est un colosse. Elle a l'armée la plus nombreuse et des soldats qui ne le cèdent pour la valeur aux soldats d'aucun autre pays d'Europe. Et cependant chacun voit que seule elle ne pourrait vaincre l'Autriche et l'Allemagne, qui pourtant, même unies, ont une population et des armées moins nombreuses. Et pour quelle raison ? Parce qu'elle doit aujourd'hui combattre à une extrémité de son immense empire, du côté de l'Europe, comme il y a dix ans elle dut combattre à l'autre extrémité, contre le Japon. Sa grandeur lui est un obstacle dans la lutte contre des puissances plus petites, mais plus agiles et par suite elle devrait être un motif non d'inquiétude mais de tranquillité pour tous ceux qui craignent l'hégémonie de la Russie victorieuse. L'autorité d'une puissance en temps de paix se mesure approximativement par la force qu'elle exercerait, ou que l'on présume qu'elle pourrait exercer en temps de guerre.

Et ce n'est pas encore tout. La Russie est un empire immense, à moitié européen, à moitié asiatique qui confine à la Suède, à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Roumanie, à la Turquie, à la Perse, à la Chine, au Japon. Chacune de ces frontières l'engage dans une politique particulière, qui doit se préoccuper de certains intérêts, se proposer certaines fins et employer certains moyens. Si le

gouvernement russe ne doit pas perdre de vue les affaires européennes, il ne peut pas négliger non plus ce qui se passe dans les Balkans, en Turquie, en Extrême-Orient. Mais c'est précisément parce que la Russie doit porter son attention sur tant de frontières, sur des préoccupations et des intérêts si variés, qu'elle ne pourra jamais consacrer toutes ses forces à la politique européenne seule. Les autres intérêts la distrairont de temps en temps des affaires d'Europe, comme il est arrivé si souvent dans le passé.

La Russie n'avait-elle pas, après 1895, négligé les affaires balkaniques, qui sont l'un des objets principaux de ses préoccupations et de ses intérêts en Europe, parce qu'elle était trop attirée par l'Extrême-Orient ? Serbes, Monténégrins et Bulgares s'en plaignaient très vivement, et non à tort : tandis que la Russie, déjà si vaste, s'agrandissait encore davantage en Asie, les Slaves des Balkans restaient à la merci de l'Autriche, et par suite de l'Allemagne, alliée de l'Autriche. L'Allemagne à son tour a toujours cherché à pousser la Russie vers l'Extrême-Orient pour l'éloigner de l'Europe, en profitant même dans ce but de l'amitié intime qui existait jusqu'au déchaînement de la guerre entre l'empereur d'Allemagne et l'empereur de Russie, et de l'ascendant que Guillaume II, homme hardi, envahissant, un peu extravagant, avait acquis sur l'esprit plus timide et plus renfermé de Nicolas II. Je sais, pour l'avoir

entendu de la bouche d'un des fonctionnaires de la Cour de Saint-Pétersbourg, qui sont les plus proches du tzar, que l'empereur d'Allemagne ne négligeait jamais, quand il se trouvait avec l'empereur de Russie, de l'encourager à agrandir son Empire asiatique. L'empereur d'Allemagne poussait Nicolas II à s'engager dans de vastes conquêtes en Chine et dans des luttes contre le Japon, sachant qu'il n'y avait pas pour l'Allemagne de moyen plus efficace et plus sûr d'affaiblir l'alliance de la France et de la Russie en Europe.

On pourrait même dire que la politique russe est une sorte de pendule qui oscille entre l'Asie et l'Europe. De 1895 à 1905 la Russie fut, en quelque sorte, présente en Asie et absente de l'Europe. En se désintéressant autant qu'elle le pouvait des affaires européennes, elle resta sans peine en bons rapports avec l'Autriche et l'Allemagne. Mais la guerre contre le Japon rejeta la Russie vers l'Europe. Après 1905 la Russie reprend, amplifie, renforce l'alliance avec la France ; elle conclut l'entente avec l'Angleterre, elle se remet à surveiller les affaires balkaniques et les petits peuples slaves, si négligés pendant les dix années précédentes ; elle conclut une entente avec le Japon et consent à maintenir le *statu quo* en Extrême-Orient. Mais bientôt elle se brouille avec l'Autriche et l'Allemagne après la révolution des Jeunes Turcs. L'Autriche annexe la Bosnie-Herzégovine ; la Russie est obligée de céder à la menace alle-

mande ; la discussion entre la Russie et l'Allemagne devient plus âpre à propos du traité de commerce que l'Allemagne veut renouveler tel quel et que la Russie au contraire veut retoucher en partie ; la rivalité entre les deux puissances s'exaspère à Constantinople ; la guerre des Balkans éclate et finalement la guerre entre l'Autriche et la Serbie, principe de la guerre européenne.

La guerre européenne est la crise décisive de la nouvelle politique européenne inaugurée par la Russie après 1905. La guerre européenne terminée, le pendule devrait donc descendre de nouveau du côté opposé et la Russie se détourner pour un certain temps de l'Europe pour s'approfondir dans l'immensité de l'Asie. C'est précisément parce que la Russie n'est ni une puissance complètement européenne, ni une puissance complètement asiatique, qu'elle ne pourra jamais dominer ni l'Europe ni l'Asie, mais qu'elle pèsera sur les deux continents, comme une force immense et lente, plus régulatrice que souveraine.

Il y a enfin une dernière raison pour laquelle on ne doit pas craindre qu'une victoire de la coalition anglo-franco-russe altère l'équilibre politique de l'Europe, comme l'altérerait certainement la victoire de l'alliance austro-germanique. Nous avons déjà vu que cette alliance est particulièrement puissante parce que l'empire allemand et l'empire autrichien sont contigus. Ajoutez-y qu'ils ont la même langue officielle et les institutions

politiques apparentées. Dans la coalition franco-anglo-russe au contraire, si la France et l'Angleterre peuvent être considérées comme contiguës, malgré les obstacles notables qu'un bras de mer, même étroit, met entre deux nations, la Russie est séparée de ses alliées d'Occident par la masse des deux empires ennemis. En outre la langue et les institutions politiques de ces trois puissances sont très différentes. Il s'ensuit que la victoire pourrait faire de l'alliance austro-germanique un tout unique, mais non de la coalition anglo-franco-russe. La situation géographique, la diversité des langues, des institutions et des législations, la multiplicité des intérêts tiendront toujours les trois puissances alliées à une certaine distance l'une de l'autre et comme en une sorte d'isolement. Ce qui le démontre, c'est la faiblesse dont la Triple Entente a fait preuve pendant des années et l'état de préparation imparfaite dans lequel l'a surprise l'attaque allemande.

Pour toutes ces raisons la victoire de la Triple Entente semble légitimer de plus grandes et de meilleures espérances pour le monde, qui veut avec raison qu'à cette guerre puisse succéder une paix longue et sûre. Les masses l'ont compris dans tous les pays et c'est pourquoi elles prennent ouvertement parti pour la France, pour l'Angleterre et la Russie. Dans les hautes classes, dans le monde intellectuel, parmi les hommes politiques il y a des dissentiments, mais il n'y en a point dans les

masses. Les masses en Europe espèrent même que, si la coalition anglo-franco-russe triomphe, cette guerre sera la dernière des guerres, que le militarisme s'effondrera pour toujours et que la paix universelle et éternelle commencera. Les hommes l'ont toujours rêvée, cette paix inaltérable du monde et des siècles ; tous les empires et toutes les religions l'ont annoncée, défiant l'espérance obstinée de tant de générations : il n'est donc pas étonnant qu'une telle espérance renaisse, comme un réconfort, au milieu des horreurs de la plus terrible des guerres. Le monde pourrait-il supporter aujourd'hui l'épreuve, s'il n'espérait pas que les massacres et les ruines actuels serviront au moins à épargner à nos fils et à nos petits-fils un fléau semblable ?

Mais l'espérance aplanit souvent trop facilement les difficultés. Que la victoire de la France, de la Russie et de l'Angleterre puisse assurer la paix à l'Europe pour quelque temps paraît chose certaine. Il n'est pas certain en revanche qu'elle puisse, je ne dirai pas supprimer le militarisme, mais même modérer ce monstrueux accroissement des armées qui pendant les trente dernières années a amené une perturbation si profonde en Europe et qui a fini par produire le grand bouleversement actuel. La victoire des trois empires alliés pourrait avoir aussi cet effet, mais ce ne serait que dans le cas où elle serait suivie d'une profonde transformation de l'esprit public, transformation qui équivaudrait

presque à une orientation nouvelle de la civilisation.

Quelle est cette transformation de l'esprit public ? Quelle est cette orientation nouvelle de la civilisation ? C'est ce que nous verrons dans la conclusion de ces études.

V

Tragédie d'orgueil

Paix véritable et désarmement sont une seule et même chose. L'Europe est aujourd'hui en guerre, parce qu'elle a cru pouvoir maintenir la paix par l'équilibre des armements, c'est-à-dire en les accroissant également de toutes parts. De même que chaque organe veut accomplir sa fonction, que le poumon veut respirer, le bras se mouvoir, l'estomac digérer, les armées veulent combattre. La guerre européenne a éclaté, parce que les Allemands, après avoir dépensé tant d'argent pour acheter des armes, voulaient au moins pouvoir se vanter d'imposer du respect et de la crainte au monde entier par leur puissance. Mais en France, en Russie, en Angleterre, les peuples qui dépensaient des sommes énormes pour l'armée et pour la flotte, voulaient aussi qu'elles servent à résister aux exigences excessives de la politique allemande. Et naturellement ce qui paraissait au gouvernement allemand une prétention très justifiée était regardé par la France, la Russie et

l'Angleterre comme une exigence on ne peut plus indiscrète et insupportable : il en est résulté que ces puissances se sont querellées pendant des années ; et comme chaque peuple voulait que les armes acquises à un prix si élevé ne l'eussent pas été en vain, les gouvernements se sont tous finalement butés à une même question et la guerre des peuples a éclaté.

Et il en sera ainsi aussi longtemps que chaque peuple d'Europe ambitionnera d'accroître autant que possible la force de son armée et de sa flotte. Mais l'Europe pourra-t-elle désarmer après la guerre ? Il est certain que pendant les premières années de la paix les États ne pourront pas augmenter et devront peut-être même diminuer tous leurs armements. La guerre détruit des richesses et en arrête la production : même si elle cessait demain — et elle pourrait au contraire durer encore des mois, peut-être des années — tous les États belligérants se trouveraient dans l'alternative soit de faire faillite, soit de réduire les dépenses militaires à des proportions plus raisonnables. Mais la faillite aggraverait le mal, parce que, la paix conclue, les États auront grand besoin d'argent, et personne ne voudra leur prêter s'ils manquent à leurs engagements antérieurs. Il ne leur restera donc que l'autre possibilité.

Mais combien de temps durera ce désarmement imposé par la nécessité ? Voilà le grand point. La guerre actuelle détruit évidemment des ri-

chesses infinies ; mais dix ans de travail intense peuvent réparer bien des ruines. Et les hommes oublient si vite ! Si après dix ou vingt ans de recueillement et de sagesse, les idées et les sentiments qui ont dominé les esprits dans les dernières années sont remis en vogue par les générations qui n'ont ni assisté, ni participé à la guerre européenne, l'Europe recommencera à s'armer, et après avoir forgé les armes elle voudra de nouveau un jour ou l'autre les essayer. Nous devons donc nous demander ce qui doit advenir pour que la réduction des armements à laquelle les puissances recourront probablement après la fin de la guerre, ne soit pas un expédient momentané, mais soit le premier pas fait résolument dans la voie de la paix définitive.

Il faut que les peuples modernes deviennent plus modestes. Cette guerre immense est l'une des nombreuses tragédies de l'orgueil humain. Les rivalités politiques et économiques n'auraient pas eu à elles seules la force de produire un tel bouleversement, parce que les rivalités politiques ne touchent que de petits groupes et que les intérêts économiques sont trop nombreux et trop variés. Ce sont des nations entières qui combattent aujourd'hui sur les champs de bataille, et les masses populaires ne se seraient pas laissées si facilement amener à verser leur sang pour l'honneur d'une couronne, pour les programmes politiques de quelques partis, ou pour les intérêts de quel-

ques industries ou de quelques commerces. Mais les rivalités politiques et les intérêts économiques ont pu entraîner les peuples à se battre, en excitant leur orgueil. Chaque grand peuple d'Europe veut être le premier, ou au moins l'égal des autres, en toutes choses ; chacun veut posséder une armée, une flotte de guerre, une marine marchande, des industries, un commerce, une littérature, un art, une science, des finances, une politique coloniale qui puissent soutenir la comparaison avec ceux des autres grandes puissances. Les petites nations, tout en se résignant à reconnaître la supériorité des grandes, rivalisent entre elles ; car chacune veut se flatter d'être une petite grande puissance au moins en comparaison des autres. Des nations qui sont à peine sorties d'une barbarie séculaire veulent être considérées comme aussi cultivées que des peuples qui écrivent, sculptent, peignent, recherchent la vérité et philosophent depuis des siècles, et c'est pourquoi elles inventent journellement des génies quand elles ne parviennent pas à les enfanter. Des peuples qui empruntent des capitaux, en prêtent à leur tour à d'autres peuples, pour se donner l'illusion d'être eux aussi des puissances financières. Des nations qui n'ont pas de charbon et qui n'ont pas de fer veulent à tout prix fondre le fer et l'acier. D'autres qui n'ont que de petits capitaux ou qu'une faible population conquièrent des colonies immenses. De là une lutte incessante, acharnée, qui

peu à peu a rendu tous les peuples de l'Europe, même les plus pacifiques, méfiants et irritables. Pour comble de malheur vivait au cœur de l'Europe un peuple qui avait acquis la persuasion d'être plus grand, plus sage, plus vertueux, plus courageux, plus fort que ses voisins et voulait par suite être considéré et traité comme un peuple élu. Mais ses voisins, tout en lui reconnaissant beaucoup de qualités, ne voulaient pas s'estimer inférieurs à lui et s'humilier en sa présence. Depuis dix ans tous ces peuples luttaient entre eux par la plume, par la parole, par l'argent, par le commerce, par les intrigues diplomatiques, et chacun cherchait à démontrer qu'il surpassait les autres. Enfin, comme les discussions n'aboutissaient à rien, on s'en est remis au jugement de Dieu !

Regardons au fond de notre conscience et soyons, une fois au moins, sincères avec nous-mêmes... Ce patriotisme ardent, qui soutient aujourd'hui les peuples de l'Europe dans l'immense conflit, qui leur fait supporter stoïquement tant de deuils, tant de ruines et tant de privations, vient d'une tragique exaltation d'amour-propre. Les Allemands veulent montrer à l'Europe ce dont ils sont capables, même contre tant d'ennemis ; et ils s'obstinent, et meurent, et engagent leur fortune, et se résignent à la disette, et sont en train de se ruiner, après avoir acquis une belle aisance en travaillant sans repos pendant trente ans. Les autres peuples d'Europe veulent montrer

aux Allemands que ni leur nombre, ni leur audace, ni leur préparation, ni leur obstination ne les épouvantent, et à leur tour ils sacrifient sans rien épargner leurs vies et leurs trésors. L'orgueil et l'obstination des deux parties s'exaltent mutuellement; et la lutte devient de jour en jour plus féroce. Ainsi de terribles guerres ravageront l'Europe aussi longtemps que les grandes nations voudront être les premières en tout et que chaque petit peuple ne pourra vivre sans humilier et menacer des peuples plus petits.

Mais c'est pour cette raison qu'il ne sera pas facile de donner une paix sûre et sincère à l'Europe. Cet orgueil est un élément essentiel de notre civilisation, car il est depuis un siècle le plus fort stimulant de l'activité de tous les peuples. La civilisation moderne a assuré à l'homme beaucoup d'avantages : des communications rapides et une abondance de toutes les choses telle que le monde ne l'avait même jamais rêvée ; une protection efficace contre beaucoup de fléaux qui avaient affligé tant de générations, comme les maladies, la peste, les famines ; une liberté de pensée, de parole et d'action dont les siècles passés auraient eu peur. Mais en revanche notre époque impose aux hommes plusieurs obligations que l'on ne connaissait pas jadis : le service militaire, des impôts nombreux et tous très lourds, une activité incessante, assidue, jamais libre, toujours accompagnée par la préoccupation de la respon-

sabilité. Les hommes vivaient plus simplement il y a deux siècles, mais ils travaillaient moins, plus paisiblement et plus joyeusement. Aussi tous les avantages que cette civilisation offre en compensation de tant d'obligations et d'un travail plus lourd et plus sérieux, ne suffiraient pas à vaincre la paresse et à secouer l'égoïsme du plus grand nombre, qui préfère une médiocrité tranquille à une richesse agitée, si cet autre stimulant, l'orgueil, ne venait s'y ajouter. Tous les peuples travaillent plus qu'il ne serait nécessaire pour satisfaire leurs besoins parce qu'ils sont animés du désir de faire plus et de faire mieux que les autres peuples.

C'est pourquoi l'orgueil est aujourd'hui pour tous les États de l'Europe un instrument nécessaire de gouvernement. En stimulant l'orgueil national et l'esprit d'émulation entre les peuples, les gouvernements obtiennent que les parlements augmentent les dépenses publiques pour construire de nouvelles écoles et de nouvelles casernes, de nouvelles routes et de nouveaux chemins de fer, que les peuples consentent à recevoir sur leurs épaules le fardeau grandissant des charges militaires et des droits protecteurs ; qu'ils tolèrent avec résignation les gaspillages dans des administrations publiques, partout incurables désormais ; qu'ils se résignent aux perturbations incessantes que la grande industrie cause partout ; qu'ils fassent volontiers les dépenses et les efforts

qu'exige la politique coloniale, qui dans les cinquante dernières années a ouvert l'Afrique à l'Europe.

Les intérêts privés, les industries, le commerce, la science, les arts et jusqu'aux divertissements et aux religions, ne se sont pas moins prévalus et ne se prévalent pas moins que les gouvernements de l'orgueil des peuples et de leur amour-propre. Industries et commerce qui veulent accréditer de nouveaux objets et de nouvelles habitudes; sciences en quête de protecteurs et arts en quête de clients; inventeurs de nouvelles distractions, propagateurs de nouvelles idées politiques ou de nouvelles sectes morales et religieuses, tous se servent toujours de ce même argument : un peuple ne doit être inférieur en rien à tous les autres... Il est donc aisé de concevoir le changement qu'amènerait dans la vie de l'Europe un peu de modestie fraternelle entre les nations, et de se représenter à quel point l'axe du monde moderne serait déplacé, si les peuples consentaient enfin à se partager la besogne ; s'ils considéraient que le monde civilisé est un laboratoire trop vaste pour que les plus grandes nations elles-mêmes puissent prétendre à la première place en toutes choses : dans la guerre, dans l'industrie, dans les arts, dans les sciences, dans les finances ; si chaque peuple s'efforçait d'exceller dans quelques-unes des branches de l'activité humaine, en permettant aux autres peuples d'exceller dans d'autres branches.

L'orgueil occupe une place trop grande parmi les sentiments qui font agir et les hommes et les peuples modernes. C'est là la faiblesse de notre époque, la raison de tant de catastrophes, une des causes de cette terrible guerre. Et le mal a pénétré si profondément dans la chair et dans les os du monde moderne qu'il ne sera pas facile de le guérir.

Mais le monde va toujours cherchant, d'un excès à l'autre, un équilibre qu'il ne trouve jamais. Une catastrophe aussi immense ne peut manquer de remuer profondément les âmes dans toutes les classes sociales, car toutes sont atteintes dans leurs affections et dans leurs biens. Dans les palais comme dans les chaumières on pleure aujourd'hui ceux qui sont partis et ne reviendront plus ; on pense avec anxiété à l'avenir. Les uns craignent de manquer de pain sous peu ; d'autres redoutent de voir s'effondrer ce qui était pour eux la raison même de vivre : le pouvoir et le prestige de leur famille, de leur classe, de leur parti, de leur patrie. C'est pourquoi tous ceux qui ont encore l'illusion que, la paix conclue, nous reprendrons la vie que nous avons menée jusqu'au 1er août 1914, ne tarderont pas à s'apercevoir qu'une vie nouvelle a commencé pour le monde avec la guerre européenne. L'avenir seul pourra nous dire ce que sera cette vie nouvelle. Mais l'orgueil éclatant dont resplendit la civilisation moderne n'est pas une force nécessaire à la gran-

deur civile, car d'autres civilisations qui firent aussi de grandes choses, comme les civilisations antiques, ne le connurent point ; elles furent prudentes et modestes. Il n'y a donc pas de raison de penser que l'histoire ne puisse plus se mouvoir que sous l'impulsion de cette force satanique. Le monde vit en se transfigurant continuellement ; les époques se succèdent et souvent contrastent. Au siècle de l'orgueil, de la guerre et du fer pourrait succéder un siècle de modestie plus opérante, de gravité plus recueillie, de paix plus sûre et plus sincère.

QUATRIÈME PARTIE

L'ITALIE DANS LA GUERRE EUROPÉENNE

L'Italie dans la guerre européenne

I

Le soir du 29 février 1896, le général Baratieri, commandant en chef de l'armée italienne qui opérait en Abyssinie, quittait avec toutes ses forces — environ 15.000 hommes — la position de Sauria, pour exécuter un mouvement, dont le but est resté un mystère. Le mouvement aboutit à un désastre. Après avoir marché toute la nuit, la petite armée s'égara dans le labyrinthe que forment les chaînes du Raio et d'Abba Garima ; elle se divisa en trois sections qui perdirent le contact et la liaison, et fut surprise par 100.000 abyssiniens, armés de bons fusils. Environ 8.000 hommes tombèrent ; 2.000 furent faits prisonniers ; le reste se sauva comme il put, en abandonnant l'artillerie.

Aussi douloureux qu'il pût être, l'insuccès ne dépassait point les proportions d'un échec. Dans la bataille d'Adua — ainsi qu'on s'est habitué à l'appeler — l'Italie n'avait engagé que quatre brigades. Mais l'échec surprenait le pays dans un moment de découragement et d'inquiétude. L'Italie était

depuis quelques années tourmentée par une crise économique très grave. Le pessimisme produit par cette crise était accentué par les luttes politiques. M. Crispi, qui était au pouvoir depuis deux ans, n'avait pas concédé au pays un instant de repos. L'état de siège proclamé en Sicile et dans la Lunigiana pour réprimer des désordres dont la gravité était diversement jugée ; la persécution dirigée contre le parti socialiste, dont les progrès avaient alarmé les classes élevées ; les augmentations des impôts que le Ministère avait dû demander en ces temps de crise ; les conquêtes et les annexions faites par le général Baratieri en Abyssinie, avaient provoqué des luttes ardentes dans le Parlement et dans le pays. Des scandales étaient venus augmenter l'exaspération des esprits. La politique africaine surtout était impopulaire, dans un pays qui n'avait pas la tradition des guerres lointaines... Toutes ces causes transformèrent un accident de politique coloniale en un désastre, dont les répercussions devaient être complexes et profondes. Toute l'histoire de l'Italie, jusqu'à la guerre européenne, sera comme hantée par le sinistre souvenir de cet échec, qui fit sur le peuple l'impression d'une défaite irréparable.

Une violente colère s'empara du pays, à peine les nouvelles de la bataille furent connues. Le ministère dut donner sa démission, pour éviter des troubles qu'il n'aurait pas eu la force de réprimer. Le Roi Humbert appela au pouvoir le mar-

quis de Rudini, un grand seigneur sicilien, qui était l'opposé de M. Crispi. Il avait l'intelligence très large et la volonté très molle et ondoyante. Le marquis de Rudini renonça à tenter la revanche, qui d'ailleurs aurait été une opération militaire très difficile pour des raisons géographiques ; il fit la paix avec l'empereur Ménélik ; et il chercha de tranquilliser les masses, en cessant de persécuter les socialistes, en s'entendant dans le Parlement avec le parti radical, qui représentait les aspirations des classes moyennes et populaires. Les députés socialistes étaient encore, à cette époque, très peu nombreux. Il ne réussit pas à gagner les masses, et il mécontenta la Cour et les classes supérieures. Sentant le gouvernement affaibli par la défaite, les masses s'enhardirent à manifester leur mécontement avec une énergie qui ne tarda pas à épouvanter la Cour et les milieux conservateurs, hantés depuis quelque temps par la peur d'une révolution. Bientôt les socialistes accusèrent le marquis de Rudini d'être un tyran, parce qu'il ne leur concédait pas tout ce qu'ils demandaient ; tandis qu'à la Cour, dans les couloirs de la Chambre et du Sénat, on chuchotait qu'il s'entendait avec les radicaux et les socialistes pour faire la république. Le marquis de Rudini chercha à se tirer le mieux qu'il put de cette situation impossible, créée par l'exaspération des uns et par la peur des autres ; mais après deux ans la catastrophe survint. La disette de 1898 provoqua en Italie des

émeutes. De l'Italie du Sud, où elles commencèrent, ces émeutes gagnèrent rapidement le Nord, prenant un caractère plus accentué de manifestations politiques. Les premiers jours de mai, de violentes manifestations populaires commencèrent à Milan.

Milan était alors la grande préoccupation des milieux officiels. C'était la ville où le parti radical et le parti socialiste étaient les plus forts, où le parti républicain conservait une grande influence. C'était la ville où les classes moyennes et le peuple avaient toujours affecté une certaine indifférence envers la monarchie. C'était enfin la ville où M. Crispi et sa politique africaine avaient trouvé les adversaires les plus acharnés. Quand on apprit à Rome que des démonstrations tumultueuses avaient commencé à Milan, il se répéta le phénomène qui s'était produit après la bataille d'Adua. Un échec colonial avait alors semblé aux masses mécontentes une défaite irréparable. Cette fois, des démonstrations, qu'une police énergique aurait suffi à réprimer, semblèrent aux classes supérieures le signal de la révolution. Une panique immense éclata dans les milieux officiels et se propagea à tout le pays. Les troupes reçurent l'ordre de se servir des armes sans hésitation. Des centaines de personnes furent tuées ou blessées à Milan et ailleurs. Milan et plusieurs autres villes furent soumises à la loi martiale. Le Ministère Rudini donna sa démission ; un général savoyard,

M. Pelloux, lui succéda. On commença alors une persécution violente des trois partis d'extrême-gauche, le socialiste, le républicain et le radical. Députés, journalistes et membres en vue de ces trois partis furent arrêtés, jugés par les conseils de guerre et condamnés à cinq, dix, douze ans de travaux forcés.

Cette réaction était tellement exagérée, qu'elle ne put durer. Le pays ne tarda pas à se convaincre que ces condamnations étaient injustes. Une nouvelle agitation commença, pour obtenir l'amnistie des condamnés. Le gouvernement ne tarda pas à faire d'importantes concessions à l'opinion publique sur ce point; mais en même temps il voulut proposer des lois restrictives sur la presse, sur le droit d'association et de réunion. Un groupe de députés de la Droite et du Centre, à la tête duquel était M. Sonnino, appuya avec ardeur ces lois, en affirmant qu'il fallait défendre l'Etat contre l'esprit de révolte des masses. Les députés radicaux, républicains et socialistes, qui avaient échappé à la persécution, organisèrent l'obstruction contre ces projets, en affirmant qu'il fallait défendre la liberté. La lutte s'envenima et devint, ou parut devenir, une lutte entre réactionnaires et défenseurs de la liberté. Les sympathies du pays, bien que sous une forme très vague, allèrent aux défenseurs de la liberté, car le gouvernement n'avait pas, trois ans après la bataille d'Adua, l'autorité nécessaire pour désarmer

l'opposition à l'aide de lois restrictives. Appuyés par les sympathies du pays, les trois partis d'extrême gauche réussirent, par l'obstruction, à mettre le ministère dans un tel embarras, qu'il dut procéder à la dissolution de la Chambre. Les trois partis s'allièrent, et ils réussirent à faire élire environ 100 députés aux élections générales qui eurent lieu au commencement de juin de 1900. Les députés socialistes, républicains et radicaux n'arrivaient pas à 50, dans la Chambre précédente.

Les élections furent considérées comme une défaite du gouvernement réactionnaire. M. Pelloux démissionna, et le roi appela M. Saracco, un vieux sénateur piémontais qui avait la réputation d'être libéral. M. Saracco fit un ministère quelconque, et la Chambre, à peine élue, prit ses vacances. On était en juillet. Tout le monde savait que le ministère Saracco n'était qu'un ministère de transition, et que la lutte décisive entre les tendances réactionnaires et les tendances libérales commencerait à novembre. Mais la situation se présentait très obscure et difficile, surtout parce que la cour et le roi Humbert, déjà atteints dans leur prestige par la bataille d'Adua, s'étaient trop compromis aux yeux du peuple, avec la politique réactionnaire. Il était désormais évident qu'aucun gouvernement n'aurait la force de persécuter à fond les socialistes, les républicains et les radicaux. Mais le roi voudrait-il ou pourrait-il essayer

une politique différente de celle qui avait eu dans les dernières années toute sa faveur ? Voudrait-il ou pourrait-il se dégager de toutes les influences qui le poussaient à une lutte à outrance contre les partis d'extrême gauche ? Ce doute jetait dans la perplexité tout le monde politique et compliquait une situation, en elle-même peu facile. Quand, tout à coup, la destinée donna à cette situation une solution bien inattendue et bien tragique. Le soir du 29 juillet le roi Humbert assistait, à Monza, à la fête d'une société sportive. A neuf heures du soir, il quitta la fête pour rentrer au château. Au moment où, debout dans sa voiture découverte, il saluait, avant de s'asseoir, la foule, un homme qui, à deux mètres de la voiture, était monté sur une chaise comme pour mieux voir le souverain, braqua sur lui le revolver et fit feu. Le roi tomba sur les coussins de la voiture, foudroyé.

II

C'est dans ces conditions que Victor Emmanuel III monta au trône. Chose curieuse, le peuple lui était hostile. On disait qu'il avait choisi comme son modèle l'empereur d'Allemagne, et qu'il voulait faire des guerres, persécuter les socialistes, gouverner avec une main de fer ! Heureusement, tous ces bruits étaient fantastiques. Les milieux parlementaires ne tardèrent pas à savoir que les idées

et les tendances de la Cour étaient changées. Les élections de 1900 et l'assassinat du roi Humbert avaient d'ailleurs fait réfléchir bien des gens. Tout cela produisit, en quelques mois, un revirement rapide. La Chambre, dont la majorité, après tout, avait été lue pour soutenir le ministère qui proposait des lois restrictives sur la presse, le droit de réunion et d'association, touchée tout à coup par la grâce, renversait, au commencement de 1901, le ministère Saracco, parce qu'il avait procédé illégalement à la dissolution d'un syndicat ouvrier de Gênes. Le roi s'adressa alors à M. Zanardelli qui composa un grand ministère « libéral ». Le roi et le gouvernement étant devenus libéraux, les conversions se multiplièrent dans la presse, dans le parlement, dans le monde officiel. En quelques mois la politique réactionnaire des années précédentes ne fut plus qu'un souvenir, renié par tout le monde, excepté par M. Sonnino et un petit groupe de députés fidèles, dont M. Salandra, qui avait fait partie du ministère Pelloux.

Mais l'homme sur lequel tous les regards se portèrent, quand le nouveau ministère parut devant la Chambre, ne fut pas M. Zanardelli ; ce fut son ministre de l'Intérieur, M. Giolitti. M. Giolitti, qui revenait au pouvoir comme simple ministre de l'Intérieur, avait été président du Conseil, en 1892, et il avait déjà tenté de faire un grand ministère « libéral » ou progressiste ». Mais il avait échoué. A la fin de 1893, quand il

donna sa démission, le change était à 18 °/₀, la Sicile en révolte, les finances en désordre, l'opinion publique écœurée par les scandales de la Banque Romaine, persuadée que l'Italie allait s'effondrer dans la banqueroute et la révolution, et que M. Giolitti était le seul responsable de cette catastrophe. Cette opinion était exagérée. Le ministère de M. Giolitti avait commis des erreurs, bien que la plus grave peut-être soit celle qu'on ne lui a jamais reprochée, d'avoir donné à l'empereur Ménélik deux millions de cartouches. Mais la situation où le pays se trouvait, au moment de sa démission, dépendait de causes bien plus profondes que les erreurs du ministère Giolitti. Quoi qu'il en soit, le public se vengeait de toutes ses souffrances en l'accusant d'avoir conduit l'Italie à la ruine, et son impopularité était devenue si grande, que pendant plusieurs années il dut renoncer à prendre la parole à la Chambre. On s'était habitué à parler de lui comme d'un mort.

Il est donc facile d'expliquer le mouvement de curiosité provoqué par cette « résurrection ». La curiosité était d'ailleurs bien justifiée. L'influence de M. Giolitti ne tarda pas à grandir, dans le ministère et dans le parlement, effaçant les souvenirs du passé. Ce fut lui qui donna le plus énergique coup de barre à gauche en changeant du jour au lendemain l'attitude du gouvernement envers les classes ouvrières et les partis d'extrême gauche. Le gouvernement avait jusqu'alors tâché d'empê-

cher les grèves par tous les moyens qu'une législation méfiante et peu claire, interprétée d'après le désir des industriels, mettait à sa disposition. M. Giolitti laissa les premières grèves, qui éclatèrent après son arrivée au pouvoir, se développer librement ; dans certains cas il ordonna même aux autorités de prendre une attitude bienveillante pour les ouvriers. Les socialistes en furent enchantés, mais les grèves se multiplièrent, et avec les grèves les protestations des propriétaires et des industriels. M. Giolitti tint bon ; et quand sa politique fut discutée à la Chambre, il affirma nettement que les ouvriers avaient le droit de recourir à la grève pour défendre leurs intérêts et que l'Etat devait observer la plus stricte neutralité. C'était une petite révolution. Aussi dans la votation qui suivit ce débat, les socialistes, les républicains et les radicaux votèrent pour le Ministère en lui assurant la majorité, et les rapports entre le gouvernement et les partis d'extrême gauche se trouvèrent radicalement changés. A droite un groupe de députés, à la tête duquel étaient M. Sonnino et M. Salandra, passa à l'opposition, en déclarant que le gouvernement compromettait l'autorité de l'Etat. En même temps une scission se produisit dans les trois partis d'extrême gauche. Dans chaque parti la majorité ne demanda pas mieux que de développer jusqu'aux dernières conséquences la politique possibiliste, tandis que la minorité protestait con-

tre ces tentatives de transformer le parti en un parti de gouvernement. La lutte entre les deux tendances fut violente surtout dans le parti socialiste, qui se divisa en deux fractions : la révolutionnaire et la réformiste.

M. Giolitti finit par se trouver, comme le marquis de Rudini, entre des socialistes qui l'accusaient de faire une réaction hypocrite et des conservateurs qui l'accusaient de flirter avec la révolution. Mais la situation qui avait été la faiblesse du marquis de Rudini, fut la force de M. Giolitti. Les temps avaient changé. La Cour n'était plus hostile à la politique libérale. Dans les partis conservateurs beaucoup de personnes reconnaissaient que la méthode de M. Giolitti, tout en n'étant pas sans inconvénients, réussissait mieux que la politique de M. Pelloux. Enfin la crise économique qui avait exaspéré les esprits entre 1890 et 1900 était terminée. Des années prospères commençaient. Cette prospérité soudaine tranquillisait bien des mécontentements, et détournait des luttes politiques bien des activités ! Les attaques simultanées dont il était l'objet renforcèrent M. Giolitti. Si les extrêmes, à droite et à gauche, l'attaquaient, c'est qu'il représentait le juste milieu. Malgré beaucoup d'incidents l'influence de M. Giolitti grandit sans cesse pendant 1901, 1902, 1903 ; et quand, pendant l'automne de 1903, M. Zanardelli, âgé et malade, se démit, le Roi chargea M. Giolitti de constituer le nouveau Cabinet. Le

ministère de 1893 était définitivement oublié. M. Giolitti avait pris sa revanche. Il fit son second ministère et prit comme ministre des Affaires etrangères M. Tittoni. Ce fut une grande surprise pour tout le monde. M. Tittoni était alors préfet de Naples ; et personne n'avait encore su qu'il se fût occupé de politique étrangère.

III

Ayant reconquis le pouvoir, M. Giolitti ne pensa plus qu'à s'y établir solidement. Mais pour comprendre sa politique et son succès il faut connaître comment fonctionne, en Italie, le système parlementaire. La Chambre se compose de 508 députés, élus au scrutin d'arrondissement. Sur les 508 circonscriptions — *collegi*, comme on dit en Italie — il y en a peut-être 200 où les députés sont élus par des partis politiques organisés. Dans les autres, les députés, tout en allant à la Chambre siéger à droite, au centre ou à gauche, ne représentent aucune tendance politique bien définie. L'organisation des partis étant faible ou faisant défaut, les candidats sont choisis et appuyés par des coteries rivales, sans caractère politique et qui ne sont presque jamais capables de triompher avec leurs seules forces. Dans ces *collegi*, l'appui du gouvernement est presque toujours le facteur décisif du succès.

Le chef du gouvernement peut donc, s'il est au

pouvoir quand les élections générales ont lieuet s'il est ministre de l'Intérieur, créer dans ces *collegi* un parti personnel, dont les députés n'auront d'autre programme que de soutenir l'homme auquel ils doivent leur élection. Il est aussi évident que, si un homme politique réussissait à faire plusieurs fois les élections générales, ce parti personnel pourrait devenir l'élément prépondérant du système. C'est ce que fit M. Giolitti. Les premières élections qu'il dirigea, sous le règne de Victor-Emmanuel III, furent celles de 1904. Elles furent pour lui un grand succès. Il ne réussit pas seulement à se créer pour la première fois un parti personnel fort et dévoué, en se servant avec une extrême habileté de tous les moyens de pression administrative à sa disposition. La Chambre avait été dissoute au lendemain d'une grève générale, qui avait vivement irrité le public. Les socialistes subirent des échecs nombreux et l'Extrême gauche perdit une vingtaine de sièges. Ce résultat rallia à M. Giolitti beaucoup de conservateurs, sans gâter ses rapports avec l'Extrême gauche, dont les exclus appartenaient tous au parti intransigeant. Son prestige grandit rapidement après ces élections ; et bientôt on affirma dans les milieux parlementaires que c'était désormais une chose décidée une fois pour toutes par le Roi : les élections générales seraient faites toujours par M. Giolitti. Ce bruit était probablement faux ; mais il servit M. Giolitti comme s'il était vrai. Sa puissance

trouva dans cette opinion ses assises granitiques. Et, en effet, les trois élections générales qui ont eu lieu sous le règne de Victor-Emmanuel III — 1904, 1909, 1913 — ont trouvé M. Giolitti président du Conseil et ministre de l'Intérieur.

M. Giolitti put ainsi renforcer son parti et greffer sur les institutions parlementaires un curieux système de gouvernement personnel. La clef de voûte de tout ce système était, comme nous l'avons vu, la présence de M. Giolitti à la tête du gouvernement au moment des élections générales. La crainte de la dissolution, qui dépend du Roi seul, était donc l'arme la plus redoutable dont M. Giolitti pouvait se servir, pour maintenir dans la fidélité son parti et sa majorité. Mais la dissolution n'est pas une arme à répétition, car on ne peut pas dissoudre une Chambre un mois après qu'on l'a élue. Pendant les deux premières années de chaque législature, l'autorité de M. Giolitti sur son parti et sur toute la Chambre devait par nécessité être plus faible, et la Chambre montrer plus facilement des velléités d'indépendance. M. Giolitti y remédia en donnant chaque fois sa démission quelques mois après les élections générales et en passant la main à un autre. Il fit ainsi au printemps de 1905, vers la fin de 1909, et au printemps de 1914. Mais si pendant les deux premières années la Chambre était indocile même avec l'auteur de ses jours, il est facile de comprendre qu'elle l'était encore d'avantage avec le

remplaçant. Ainsi ce gouvernement intérimaire était faible, et finissait après douze ou quinze mois par mécontenter tout le monde. Alors les amis de M. Giolitti le renversaient ; et M. Giolitti composait un nouveau ministère. Deux ans étaient déjà passés sur les cinq que peut durer une législature ; les députés commençaient à penser aux élections générales. *Timor mortis initium sapientiæ.* La Chambre devenait docile et M. Giolitti gouvernait jusqu'aux élections générales.

Ce jeu savant fut accompagné par un travail d'érosion sur les partis politiques représentés au Parlement, qui sont cinq : le clérical, le groupe de M. Sonnino qu'on peut appeler conservateur, le radical, le républicain, le socialiste, qui se divise maintenant en deux groupes — officiel et réformiste. Chaque parti varie entre 20 et 50 députés ; il est donc trop petit pour agir seul. Des coalitions entre ces partis sont très difficiles, à cause de leurs différences. A la tête de son parti personnel, M. Giolitti réussit donc à convaincre tous ces partis, sauf quelques obstinés qui furent isolés, à lui donner leur appui ou à lui faire une opposition qui ne le gênerait point. Comment aurait-il pu en être autrement ? L'opposition que chacun de ces partis, seul, aurait pu faire, était impuissante. Les coalitions ne réussissaient pas. Le gouvernement de M. Giolitti cherchait d'ailleurs, dans la mesure du possible, à contenter tout le monde — tous les partis, tous les intérêts, toutes les

tendances, même les plus contradictoires. Il donnait aux socialistes la liberté syndicale et l'étatisation des chemins de fer, en même temps qu'il accordait aux grandes industries toutes les protections et les privilèges demandés et qu'il garantissait aux grands propriétaires l'intangibilité du droit d'entrée sur les blés. Il augmentait le traitement des curés et favorisait l'influence de l'Eglise sur l'école, en même temps qu'il choisissait les ministres de l'Instruction publique parmi les francs-maçons les plus influents. Pour contenter les masses, il introduisait le service de deux ans, évitait les augmentations d'impôts, et renonçait à toute expansion coloniale ; mais il augmentait l'armée et la flotte pour donner une satisfaction aux classes supérieures et aux partis conservateurs. Il laissait ses fonctionnaires former des syndicats, menacer des grèves, et s'efforcer de se soustraire entièrement à l'autorité des ministres ; il les récompensait même de ces nobles efforts en augmentant leurs appointements. Il laissait l'Italie se rapprocher de la France, sans la détacher de la Triple Alliance. Il avait enfin adopté comme règle de céder toujours, immédiatement, à tout mouvement un peu vif d'opinion publique, ou à tout ce qui avait l'apparence d'un mouvement un peu vif de l'opinion publique, quitte à retirer la concession à peine l'attention du public était dirigée ailleurs. Il fallait évidemment une force d'âme héroïque et presque de la cruauté pour faire

opposition à un gouvernement si complaisant.

Ce gouvernement paraîtra étrange à beaucoup de personnes. C'est en effet un système de gouvernement qui a presque complètement disparu en Europe. Mais on en trouve des exemples nombreux et même célèbres, dans le passé et hors d'Europe. César et Auguste se sont appuyés sur deux gouvernements de cette espèce, l'un pour conquérir la Gaule, l'autre pour réorganiser l'empire. Des analogies intéressantes pourraient être trouvées dans l'histoire de Florence et dans les républiques de l'Amérique du Sud. C'est d'ailleurs le gouvernement qui se forme partout où un système électoral n'est pas dominé par des partis fortement organisés. Tôt ou tard un homme, ou une famille, ou un groupe de famille s'empare du système électoral et le fait fonctionner à son profit. Ce système d'ailleurs, appliqué pour dix ans à l'Italie par un homme intelligent, souple, adroit, aux idées claires et à la volonté nette, n'a pas manqué de produire des résultats remarquables. Il a permis à l'Italie de profiter de la période de prospérité dont le monde bénéficia depuis 1900. Il a éliminé de la législation et de l'administration un certain nombre d'injustices. Il a développé certaines branches de l'administration. Il a arrêté le mouvement antidynastique qui gagnait du terrain pendant les dernières années du règne du roi Humbert. Il ne faut pas non plus oublier que sous ce gouvernement et en partie par son œuvre

s'est accompli en Italie un événement historique d'une importance considérable : l'axe du pouvoir s'est déplacé de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie vers les classes intellectuelles, les classes moyennes et le peuple. La lutte sourde entre les partis d'extrême gauche et les autres partis, qui s'est poursuivie pendant toute la période où M. Giolitti a été l'homme le plus puissant, a été en réalité une lutte entre les classes riches et les classes moyennes pour le pouvoir. Je ne veux point discuter ici si ce déplacement du pouvoir a été un bien ou s'il a été un mal. Dans tous les cas c'est un événement historique considérable, qui doit avoir des causes profondes, puisqu'il est général. N'oublions pas que c'est aussi pour retarder ce déplacement, que l'autocratie prussienne a lancé l'Allemagne dans l'aventure de la guerre européenne. M. Giolitti a contribué beaucoup à cette transformation politique en appuyant toujours, avec son gouvernement personnel, autant qu'il le put, les réclamations et les aspirations des classes moyennes.

Mais la médaille a son revers. Les inconvénients aussi du système étaient nombreux. Quels que fussent ses mérites, ce gouvernement personnel fonctionnait sous le couvert des institutions parlementaires. Cette contradiction entre la substance et la forme ne pouvait manquer de produire des conséquences graves. Les discussions, les votations, les partis, la formation et la chute des minis-

tères, le jeu des majorités et des minorités, les élections, tout ce qui forme l'essence du véritable système parlementaire, ne pouvaient être, dans ce gouvernement,que des fictions, plus ou moins voilées. Ces fictions ne servaient qu'à donner une sanction légale à des actes, décidés le plus souvent en dehors de la volonté du parlement et du corps électoral. En même temps les partis politiques venaient tous à se trouver dans une fausse situation, obligés comme ils étaient à justifier par des principes leur conduite, qui était au contraire déterminée le plus souvent par les calculs réalistes d'une politique de marchandages parlementaires. Les plus embarrassés de tous étaient les socialistes. Les électeurs, ne comprenant rien à ce jeu compliqué, voyaient dans leur député, qui à Rome s'entendait très bien avec M. Giolitti, le représentant du prolétariat et le champion de la révolution sociale. A mesure qu'il devenait opportuniste et possibiliste à Rome, le député socialiste devait racheter sa faute en devenant plus révolutionnaire dans les discours qu'il faisait à ses électeurs, ou à Montecitorio dans les grandes occasions, quand ses électeurs surveillaient ses actes et gestes.

S'il y avait beaucoup de personnes qui s'accommodaient très bien de cette situation, d'autres au contraire la trouvaient répugnante et dangereuse. Un phénomène surtout irritait bien des gens : la décadence du Parlement. Il est impossible de contester que la Chambre et le Sénat valent aujour-

d'hui beaucoup moins qu'il y a vingt ans. Dans la Chambre il y avait autrefois une élite, très divisée mais influente, qui a disparu presque entièrement, pour faire place à une foule d'avocats de province, de professeurs d'Université fainéants et intrigants, de politiciens professionnels de bas étage et de richards qui voient dans le mandat législatif une position sociale. La décadence a été même plus grave pour le Sénat, qui est tout choisi par le Roi, c'est-à-dire par le gouvernement. Le Sénat était vraiment, autrefois, un corps fermé mais choisi. En y versant la lie du monde intellectuel et universitaire, on en a fait un centre d'intrigues, que le public ne prend plus au sérieux. Le gouvernement de M. Giolitti a été certainement une des causes de cette décadence ; car, comme tous les gouvernements personnels, il a surtout cherché à remplir les deux assemblées d'hommes dévoués et sûrs, même peu capables, et il en a trouvé beaucoup dans ces classes moyennes dont il voulait satisfaire la remuante ambition. A cet inconvénient s'ajoutait l'effet débilitant exercé sur tout l'Etat par la faiblesse habituelle du gouvernement devant l'opinion publique. En cédant toujours devant les mouvements un peu vifs de l'opinion publique et en retirant la concession après, quand l'attention publique s'était détournée, le gouvernement a évité sans doute beaucoup de difficultés, mais il a peu à peu énervé tout l'État. L'État a fini par être gouverné par des ministres, des

députés, des fonctionnaires tremblant devant les journaux, qui à leur tour ont une peur terrible de l'opinion publique ; laquelle ne reconnaissant pas dans les journaux ses idées et ses passions reflétées, se laisse conduire et éblouir par la presse, comme par une puissance supérieure. Où est le centre véritable de l'action et de la décision dans cet enchaînement de peurs ? Il serait difficile de le dire. Il ne faut pas enfin oublier qu'aux gouvernements qui cherchent à contenter tout le monde, il arrive souvent de ne contenter personne. Or ce danger était particulièrement grave pour le gouvernement de M. Giolitti, parce que depuis son unification l'Italie a été travaillée par une cause permanente de mécontentement, qu'il faut connaître. Elle se rattache à la grande transformation de la civilisation moderne, dont nous avons déjà si longuement parlé, et pourra nous expliquer des événements qui autrement sembleraient miraculeux.

IV

La constitution du royaume d'Italie fut en même temps une révolution politique et une révolution sociale. Le nouveau régime introduisit en Italie, avec les institutions parlementaires et la centralisation bureaucratique, ce qu'on appelle la civilisation moderne : les chemins de fer et la grande industrie à la machine, que l'ancien régime avait combattus, aussi énergiquement que les idées et

les institutions libérales. Les dépenses publiques et privées augmentèrent considérablement. Il fallut beaucoup d'argent pour construire les chemins de fer, pour organiser les nouvelles industries, pour créer une armée, une marine, une administration compliquée, pour doter le pays d'écoles. Le pays dut donc s'efforcer d'augmenter la production. En somme l'époque de la quantité commençait aussi pour nous.

Mais l'Italie est, dans son ensemble, un pays ni très riche ni très pauvre. Plus riche que les pauvres pays de l'Europe méridionale, il est plus pauvre que les riches pays de l'Europe centrale. Elle est en outre très petite. On oublie trop souvent que la France est grande presque deux fois comme l'Italie, et que dans la péninsule 34 millions d'habitants vivent sur un territoire de 300.000 kilomètres carrés, qui ne possède pas de charbon et qui a très peu de fer. Il est évident qu'un tel pays se trouvait beaucoup mieux à son aise dans les époques de civilisation qualitative, quand la richesse n'était pas encore un facteur aussi important de la puissance d'une nation. Quoi qu'il en soit, il n'était pas en notre pouvoir d'arrêter l'histoire. Il fallut se plier à la loi de l'époque : travailler pour augmenter la richesse du pays.

Cet effort fut fructueux. Il développa la richesse du pays, son énergie, son activité, son esprit d'initiative, et même son intelligence, au moins dans certaines directions. Les pauvres paysans de l'Ita-

lie du Sud apprirent à fouler les grandes routes du monde, comme émigrants. Le peuple et la bourgeoisie contractèrent l'habitude du travail acharné, étendirent leurs connaissances techniques, économiques, politiques, élargirent leurs ambitions. Mais cet effort acheva dans la génération née après 1860 la ruine de toutes les traditions intellectuelles, artistiques, sociales, religieuses du passé, contre lesquelles la génération du *Risorgimento* s'était déjà révoltée en partie ; et il fut une des causes du triomphe de l'influence allemande que la génération du Risorgimento avait déjà commencé à subir, surtout après 1866 et 1870. Cet effort et l'influence allemande, agissant ensemble, détachèrent en outre la génération née après 1860 de l'idéologie que la Révolution française avait répandue dans le monde, dans lesquelles la génération du Risorgimento au moins avait cru, en jetant le pays dans un matérialisme aride. Un observateur superficiel aurait pu, pendant les derniers vingt ans, être frappé en Italie par les apparences d'une activité intellectuelle assez vive. On a même prétendu, par exemple, que nous avons assisté dans cette période à une renaissance de l'idéalisme qui serait en contradiction avec ce matérialisme débordant. Mais ce n'étaient que des apparences. Cette génération ne s'est occupé sérieusement que d'augmenter les salaires, les appointements, les revenus, les profits, la production : de développer l'outillage industriel, d'augmenter le bien-être

de toutes les classes, et de faire progresser le pays, d'après la définition du progrès grossièrement quantitative dont les masses se contentent aujourd'hui. Elle a tout subordonné à ce but ; elle n'a demandé à l'art que des plaisirs faciles et de l'argent ; à la science et à la philosophie que des découvertes utiles, des situations sociales agréables et des doctrines qui ne la gêneraient point dans ses affaires. Ainsi les classes intellectuelles ont joui d'une très grande liberté, comme dans toutes les époques qui renoncent à atteindre dans tous les domaines de l'activité intellectuelle une perfection élevée ; et elles ont fait, comme il arrive toujours, les usages les plus différents de cette liberté. La majorité a cherché à se procurer de l'argent, des honneurs, des situations avantageuses, en amusant le public comme il le voulait ou en servant les intérêts puissants. Une minorité a voulu, malgré tout, montrer dans l'art, dans la littérature, dans la philosophie et dans la science qu'elle savait faire des choses belles ou grandes ; ceux qui étaient des hommes sérieux en créant des œuvres de mérite, ceux qui ne l'étaient pas en cherchant à s'imposer à l'ignorance de la jeunesse et au snobisme des classes plus instruites par des nouveautés et des étrangetés le plus souvent importées de l'étranger. Il faut dire que la seconde catégorie était plus nombreuse et avait plus de succès que la première, car au fond elle exploitait, sous une forme plus compliquée, l'igno-

rance et l'indifférence d'une époque qui considérait le tonnage de la marine marchande, les dépôts des banques, et la production des hauts-fourneaux comme les seules réalités de l'existence.

Cette conception de la vie, qui avait triomphé en Italie complètement, plus complètement peut-être que dans d'autres nations, a été le canal par lequel l'influence allemande a débordé sur l'Italie. On a souvent attribué le prestige de l'Allemagne à ses victoires. C'était vrai pour la génération qui a conclu la triple alliance en 1882 et qui avait assisté aux guerres de 1866 et de 1870 : mais non pour la génération suivante. Or celle-ci a admiré l'Allemagne beaucoup plus que la précédente. On peut dire que, dans les derniers dix ans, tout le monde était devenu germanophile en Italie : les professeurs et les industriels, les socialistes et les conservateurs, les libres penseurs et les cléricaux, les philosophes et les musiciens. L'Allemagne semblait le modèle en tout, parce que c'était le pays qui réalisait le mieux la formule quantitative du progrès, le pays d'Europe où la population, la richesse, la production, le commerce, l'armée, la marine augmentaient le plus rapidement. L'ordre et la discipline allemands ont paru si admirables à cette génération, qui d'ailleurs s'est bien gardée de les imiter, parce qu'ils semblaient être des facteurs de ce développement vertigineux. Au contraire la France, par sa tendance à consolider sa situation acquise plutôt qu'à la développer

semblait un pays malade et décadent. Malgré les affinités de langue, de race et de culture, la France avait fini par devenir une espèce d'énigme. Les classes cultivées de l'Italie, dominées de plus en plus par la conception purement quantitative du progrès, ne comprenaient plus la situation tragique de ce pays, que ses conditions démographiques, ses traditions, ses tendances historiques poussaient plutôt à développer son effort dans le sens de la qualité et qui se trouvait obligé à le développer dans le sens de la quantité par la concurrence des peuples voisins et surtout par la monstrueuse et menaçante croissance de son ennemi. Ainsi l'influence allemande l'emporta partout. Tout fut germanisé : l'armée, les banques, les chemins de fer, l'industrie, le socialisme, la science, la philosophie, les écoles, l'Université.

Cet état d'âme n'a pas été sans influence sur la durée de la Triple Alliance. Tout de suite après l'avènement de Victor Emmanuel III, un changement dans les directives de la politique étrangère fut visible. Le nouveau roi alla à Saint-Pétersbourg et à Paris, et il n'alla pas à Vienne. M. Prinetti, qui fut le ministre des Affaires étrangères dans le premier ministère du nouveau règne, était un ennemi déclaré de la Triple Alliance. Il disait souvent à ses amis — et il était bon prophète — que l'Europe n'aurait la paix tant que l'Allemagne n'aurait reçu une bonne raclée. Il est évident qu'on voulait se rapprocher du groupement de

puissances, qui devait bientôt s'appeler la Triple Entente. Mais M. Prinetti tomba malade ; et à peine M. Giolitti devint président du Conseil, avec M. Tittoni pour ministre des Affaires étrangères, la vieille politique triplicienne reprit le dessus. Comment s'explique ce revirement ? La guerre russo-japonaise y a certainement contribué. Il est aussi fort possible que des influences secrètes aient agi. Mais même si ces facteurs n'étaient point entrés en jeu, il aurait toujours été très difficile de détacher l'Italie de la Triple Alliance, tant que l'Allemagne restait pour les classes supérieures le modèle du monde. La Triple Alliance en effet qui pendant longtemps avait été vivement combattue, avait fini par être acceptée par tout le monde dans les dernières années, c'est-à-dire quand elle était devenue un danger constant pour la paix du monde et qu'elle préparait la catastrophe actuelle. Même le parti radical, qui en avait été pendant vingt-cinq ans l'adversaire décidé, avait désarmé. Il ne faut pas oublier que le ministère qui a commis l'erreur épouvantable de renouveler la Triple Alliance en 1912, comptait trois ministres radicaux ; et que de ces trois ministres radicaux, deux étaient parmi les membres du cabinet les plus germanophiles.

L'Italie progressait donc, au moins d'après la conception du progrès qui est aujourd'hui populaire. Elle en était très fière. En était-elle aussi contente ? Non. J'ai remarqué ailleurs que l'exal-

tation de l'orgueil national a été une condition nécessaire du développement de la civilisation moderne, qui a pour fondement la grande industrie et les institutions électives. La richesse n'est pas et ne peut pas être un but : elle n'est et ne peut être qu'un moyen. Or quels que soient les avantages que la civilisation moderne assure au peuple et aux classes moyennes, il est bien douteux que ces avantages valent pour beaucoup d'hommes les charges qu'elle leur impose : le travail continuel et intense, la discipline rigoureuse, l'aliénation de la liberté personnelle dans l'usine ou dans le bureau, le service militaire... Il n'a donc pas suffi à l'époque quantitative de montrer aux masses les richesses de la terre pour en exciter le zèle et l'activité ; elle aussi a dû avoir recours à un idéal et elle l'a trouvé dans une des passions les plus simples et les plus fortes de l'âme humaine : l'orgueil. Elle a excité l'iniative et l'activité de tous les peuples, en persuadant chacun que l'augmentation de la richesse était un moyen d'accroître la puissance et la grandeur du pays, de montrer aux autres peuples sa supériorité. Il en fut ainsi en Italie. A mesure que la puissance de M. Giolitti se consolidait et que la prospérité augmentait, le pays écouta avec un plaisir croissant tous ceux qui, en prose et en vers, lui disaient que l'Italie était déjà ou allait devenir le premier pays du monde. Par malheur, dans une époque qui mesure le mérite des peuples

par les chiffres et les statistiques, il n'y avait ni poète, ni philosophe, ni homme d'État qui pouvait doubler le territoire trop étroit ou y découvrir des bassins houilliers, comparables à ceux de la Lorraine et de la Westphalie. Si par un effort acharné et intelligent l'Italie réussissait à augmenter sa richesse, cette augmentation était nécessairement plus modeste que celle d'autres peuples, mieux favorisés par la nature. De là des comparaisons trop fréquentes, qui exaspéraient l'amour-propre national, devenu plus sensible à mesure que la nation se persuadait de progresser. Pourquoi son effort, qui était aussi grand et même peut-être plus pénible que celui d'autres peuples, aboutissait-il à un résultat moindre? A l'exaltation nationale, qui enfiévrait les esprits, s'opposaient périodiquement des accès de dépression, pendant lesquels le pays attribuait son infériorité à sa légèreté, à son indiscipline, à sa mollesse, à sa faiblesse militaire, à son incapacité d'imiter les vertus allemandes, surtout à son gouvernement, — à ce gouvernement mou, complaisant, prudent, qui n'osait déplaire à personne. La contradiction entre les formes et la substance de ce gouvernement, les institutions démocratiques fonctionnant dans un pays qui avait perdu presque entièrement la foi dans les principes démocratiques, ne pouvaient qu'envenimer le malaise. Les intellectuels et les hommes politiques ne manquaient point d'exploiter ces deux états d'âme opposés, en les

alimentant par toutes les théories imaginables, même par les plus absurdes, et ajoutant le trouble intellectuel au trouble moral. Ainsi le pays tout entier avait fini par vivre dans une espèce de contradiction continuelle avec lui-même, qui se reflétait dans la conduite et dans les idées de chaque individu comme de chaque parti, et qui avait rendu l'opinion publique extrêmement nerveuse.

Cette nervosité de l'esprit public, cette facilité aux accès de colère et aux revirements imprévus, ont créé parfois des embarras sérieux, même au gouvernement de M. Giolitti. Au fond, ce que le pays cherchait confusément, sans s'en rendre compte, c'était un idéal de la vie plus complet et plus élevé que le progrès, conçu comme simple augmentation de la richesse du monde et perfectionnement des machines dont les hommes se servent. Mais il ne trouvait cet idéal ni dans le passé ni dans le présent. Ajoutez que l'Italie non plus n'a pas échappé à la détérioration morale et au dégoût de soi-même que le matérialisme économique et le régime de l'argent ont fait naître dans tous les pays modernes où la culture classique n'est pas une simple spécialité de professeurs et une affaire de librairie, et où le christianisme est quelque chose de plus qu'une religion officielle. Ainsi s'explique que le pays devenait plus mécontent de soi-même et des autres, à mesure qu'il aurait dû se féliciter des progrès accomplis ; que l'impopularité de M. Giolitti augmentait avec sa

puissance, et qu'on lui reprochait surtout les parties de sa politique qui, flattant mieux les passions et les vices de l'époque, assuraient son succès. La contradiction, angoissante et tragique, était dans la situation. Elle aboutit un jour à une crise violente : la guerre de Tripolitaine.

V

Pour comprendre cette guerre et son origine, il faut connaître l'histoire de notre politique intérieure à partir de la fin du mois de novembre de 1909. Au mois de mars M. Giolitti avait fait les élections générales pour la seconde fois. En automne, à la rentrée des Chambres, il donna, comme d'habitude, sa démission. Pour rendre un hommage platonique à la théorie des partis, on appela au pouvoir le chef de « l'opposition de Sa Majesté ». Ce chef était M. Sonnino ; mais l'opposition de Sa Majesté se composait d'une trentaine de députés. M. Giolitti était bien décidé, pour jouir d'une année de repos, à faire soutenir le Cabinet Sonnino par sa majorité. Mais M. Sonnino est un homme de caractère ; et comme tous les hommes de caractère, il l'a mauvais. La majorité le détestait et l'obligea à donner sa démission, malgré les efforts de M. Giolitti, après trois mois. On appela un homme plus souple, M. Luzzatti. Mais M. Luzzatti était trop souple, trop impression-

nable et sensible à la flatterie. Il débuta par deux actes de faiblesse : en appelant dans le ministère quatre radicaux — deux ministres et deux sous-secrétaires d'Etat — et en promettant dans son programme une loi qui élargirait le droit de vote.

Ces deux actes étaient deux concessions à l'Extrême gauche, c'est-à-dire à la partie de la Chambre dont M. Luzzatti redoutait davantage les attaques. Mais la première fut appréciée par l'Extrême gauche beaucoup plus que la seconde. Depuis le retour au pouvoir de M. Giolitti les radicaux et les socialistes, sauf une petite minorité, caressaient avec une impatience croissante l'idée d'arriver au gouvernement, malgré la petitesse de leurs groupes, en s'appuyant sur le pouvoir personnel de M. Giolitti. L'exemple de M. Millerand et de M. Briand avait fait tourner la tête à plus d'un socialiste. Les socialistes, les radicaux et même une partie des républicains furent donc très contents de voir quatre radicaux installés au Ministère. C'était la première brèche, par laquelle les autres passeraient. Quant à la question du suffrage, elle était beaucoup plus compliquée. Comme il fallait alors, pour être électeur, savoir lire et écrire, et demander d'être inscrit dans les listes, l'analphabétisme et l'indifférence réduisaient le nombre des électeurs à trois millions environ. Le parti socialiste réclamait depuis quelque temps le suffrage universel, mais il n'y tenait pas beaucoup. Il le réclamait parce qu'il savait

que le gouvernement ne le donnerait pas, M. Giolitti s'était déclaré nettement contraire, quelques années auparavant.

M. Luzzatti avait donc pensé de s'assurer, par ces deux concessions, ou l'appui ou une neutralité bienveillante de l'Extrême gauche. Il y réussit ; mais il mécontenta vivement la majorité. Celle-ci jugea que 4 places sur 20 dans le Cabinet, c'était trop pour un parti qui n'arrivait pas à avoir 40 députés sur 508. Cette préférence pour l'Extrême gauche ne répondait point aux « sains principes » du système parlementaire. Quant à l'élargissement du suffrage, il soulevait toute sorte d'objections, car le système proposé par M. Luzzatti était réellement très compliqué. La majorité aurait donc très volontiers renversé tout de suite le ministère, mais M. Giolitti ne voulait pas encore reprendre le pouvoir ; et cette fois il réussit à modérer les impatiences de ses fidèles. Il en résulta une situation très bizarre. Dans la Chambre la majorité cherchait à créer des difficultés aux ministres radicaux, qui d'ailleurs étaient des personnages fort médiocres ; l'Extrême gauche à son tour combattait les ministres du Cabinet qui appartenaient à la majorité ; les ministres radicaux et les ministres de la majorité intriguaient les uns contre les autres dans le Cabinet et dans la Chambre ; M. Luzzatti cherchait à gagner du temps en faisant de grands discours et promettant à tout le monde tout ce qu'on lui demandait.

Le prestige d'un gouvernement s'use vite à ce jeu. M. Giolitti dit un jour que M. Luzzatti pour gagner les voix au détail, les perdait en gros. Le mécontentement devint si général, dans le parlement et le pays, que le ministère Luzzatti s'effondra au mois de mars 1911. M. Giolitti dut revenir à Rome et reprendre le pouvoir.

Ce fut l'apogée de sa puissance. Le gouvernement de M. Luzzatti avait tellement irrité tout le monde, qu'on se tourna vers M. Giolitti comme vers un sauveur. L'Extrême gauche espérait qu'il ferait un grand ministère démocratique, dans lequel beaucoup de ses membres entreraient ; la majorité, qu'il congédierait les ministres radicaux et qu'il abandonnerait les projets démagogiques de M. Luzzatti ; le pays tout simplement qu'il gouvernerait avec fermeté. Mais l'Extrême gauche avait vu plus juste que la majorité, M. Giolitti offrit même un ministère à un socialiste, M. Bissolati ; et celui-ci ayant refusé, il garda dans le ministère les quatre radicaux appelés par M. Luzzatti, et il en ajouta encore deux, un ministre et un sous-secrétaire d'Etat. Le nouveau ministre radical, qui devait jouer dans ce fatal ministère le rôle le plus funeste, était M. Nitti, auquel fut donné le ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Mais si la composition du nouveau Ministère ne répondait guère à l'attente de la majorité, son programme lui réservait des surprises encore plus amères. Quant à la question de l'élargissement

du droit de vote, M. Giolitti substituait au projet compliqué de M. Luzzatti, un projet beaucoup plus simple : il proposait d'octroyer le suffrage universel, avec la seule limitation que les analphabètes deviendraient électeurs à trente ans, au lieu de vingt-et-un. Il proposait en outre de faire des assurances sur la vie un monopole d'Etat.

Il n'est point surprenant que M. Giolitti ait continué dans ses rapports avec l'Extrême gauche la politique de M. Luzzatti. Il s'est toujours efforcé de rallier à la monarchie les partis extrêmes, en même temps qu'il cherchait à déplacer l'axe du pouvoir des classes riches vers les classes moyennes et populaires. Comme ce sont les trois partis de l'Extrême gauche qui représentent les classes moyennes et populaires, M. Giolitti pouvait penser bien faire, en employant son autorité pour donner à ces classes une place dans le gouvernement, proportionnelle à leur importance sociale plus qu'au nombre de leurs députés. Mais la majorité ne l'entendait point ainsi. Elle trouva que le ministère Giolitti répondait encore moins que le ministère Luzzatti aux « sains principes du droit constitutionnel ». Elle se plaignit d'être dépossédée par un coup d'Etat. Entre la majorité et son chef une lutte sourde commença. La majorité disait : « Je suis la majorité ; donc j'ai le droit de gouverner. » M. Giolitti répondait : « Oui, tu es la majorité, mais tu ne l'es pas par tes propres forces. C'est moi qui t'ai créée, donc tu dois faire

ma volonté. » Pour la première fois la réalité de ce gouvernement personnel entrait en conflit avec les formules du parlementarisme, dans lesquelles il se cachait. Les difficultés procédant de cette contradiction n'auraient pas d'ailleurs été très graves, si M. Giolitti n'avait pas eu en même temps l'idée de monopoliser les assurances sur la vie et d'octroyer au peuple le suffrage universel.

Le monopole des assurances sur la vie n'était pas une réforme si radicale et d'une telle portée, qu'elle dût en tout cas soulever des luttes ardentes. La loi aurait pu être approuvée sans trop de difficultés, si elle avait été mieux préparée. Mais M. Giolitti avait, comme je l'ai dit, choisi pour ministre de l'Industrie un jeune député radical, ournaliste et professeur de son métier, M. Nitti ; et M. Nitti provoqua une véritable catastrophe politique par la légèreté et l'imprudence avec laquelle il prépara le projet. En quelques semaines il bâcla un projet, qui non seulement était incohérent et insuffisant à bien des points de vue, mais qui, dans son premier article, décrétait en quelques lignes une espèce de confiscation totale sans indemnité des compagnies d'assurance. Ce premier article disposait que toutes les compagnies d'assurance sur la vie devaient cesser immédiatement et totalement leurs opérations, et qu'aucune indemnité pour les dommages résultant de la loi ne pourrait être demandée, sous aucun prétexte et pour aucun motif, ni par les compagnies d'as-

surance, ni par leurs employés, ni par les assurés. On n'avait pas encore vu l'Etat annuler les droits acquis, créer un régime de privilège, sacrifier à ses fins les intérêts particuliers avec une plus grande désinvolture. Pour faire approuver ce projet de loi il aurait fallu un gouvernement très fort. Celui de M. Giolitti ne l'était point. La majorité, qui était mécontente de la composition du ministère et que le suffrage universel épouvantait, s'émut facilement des énormités juridiques de la loi. Celle-ci fut attaquée avec une extrême vivacité à tous les points de vue ; l'agitation des intéressés gagna les milieux parlementaires ; bientôt même le suffrage universel passa en seconde ligne. Pour quelque temps on espéra que M. Giolitti allait se convaincre de l'erreur commise et qu'il retirerait son projet, en sacrifiant son malheureux auteur. Mais M. Giolitti, cette fois, s'entêta. Il réussit à faire approuver son projet par la Commission parlementaire qui devait l'examiner ; et il l'envoya devant la Chambre.

La situation s'aggravait. La Chambre était bien décidée à repousser le projet ; mais elle ne savait pas comment s'y prendre. La législature était entrée dans sa troisième année d'existence ; et on disait que M. Giolitti avait le décret de dissolution dans sa poche. Les socialistes augmentèrent l'irritation, en montrant ouvertement qu'ils comptaient exploiter la rupture entre M. Giolitti et sa majo-

rité pour escalader le pouvoir. L'orage, qui devait éclater quatre ans plus tard, commença à gronder dans les couloirs de la Chambre, où l'on prononça pour la première fois le mot de « trahison ». M. Giolitti trahissait la monarchie ; il était devenu fou. Mais comme on se contentait de chuchoter ces choses dans les couloirs, la discussion du projet traîna pour des semaines à la Chambre. Personne n'osait l'attaquer à fond, et M. Giolitti ne montrait aucune intention de céder. Il fallut que M. Salandra montrât, dans un discours énergique, toutes les absurdités et les erreurs du projet, pour le convaincre que dans sa forme actuelle le projet ne passerait pas. Comme on était à la fin de juin, il en profita pour demander l'approbation générique du principe de la loi, en renvoyant à novembre la discussion des détails, — c'est-à-dire la partie essentielle. Après quoi, la Chambre prit les vacances.

Le ministère sortit de cette affaire fort affaibli. Le projet en lui-même, la légèreté avec laquelle il avait été préparé, la conduite équivoque de la Chambre avaient dégoûté le pays. Aux espoirs soulevés au mois d'avril par le « grand ministère » succéda une vive déception. En même temps les milieux politiques se préoccupaient de plus en plus du projet de loi sur le suffrage universel et de l'attitude des socialistes, qui partout se posaient en héritiers du pouvoir à courte échéance. Le mécontentement permanent de l'opinion pu-

blique s'aggrava des incertitudes et des contradictions d'une situation si paradoxale. Personne ne savait si M. Giolitti serait demain le maître triomphant ou la victime détestée de la situation. Ses ennemis travaillaient activement. Sur ces entrefaites la *Panther* va à Agadir ; les pourparlers franco-allemands pour le Maroc commencent ; bientôt il n'est plus douteux pour personne que le Maroc va devenir un protectorat français. Beaucoup de journaux rappellent alors au public qu'après le Maroc le seul territoire disponible pour l'Italie, dans l'Afrique de Nord, est la Tripolitaine ; ils démontrent que si nous ne profitons pas de cette occasion, l'Italie sera encerclée et suffoquée dans la Méditérranée.

Jusqu'alors le public n'avait eu qu'une idée bien vague de la Tripolitaine. Tous les efforts fait par des écrivains et des hommes politiques pour attirer son attention sur ces territoires, après que les accords méditerranéens avec la France et l'Angleterre avaient été conclus, étaient restés sans résultat. Le souvenir d'Adua pesait encore sur la nation. Il n'en fut pas ainsi cette fois. Au grand étonnement de ceux-là même qui avaient entamé la campagne sans grand espoir de réussir à secouer l'indifférence de la nation, l'opinion publique s'intéressa cette fois vivement à la question, et son intérêt devint rapidement de la passion et de l'agitation. Oui, l'Italie allait manquer une occasion unique, si cette fois encore le gouvernement de

M. Giolitti était, comme d'habitude, indifférent aux grandes questions de la politique internationale et coloniale ! Au fond la Tripolitaine n'était qu'un prétexte. Le pays voulait sortir de cet état d'énervement et de mécontentement que j'ai décrit; et il se jetait sur cette occasion, inconscient du danger, espérant trouver en Tripolitaine ce qu'il avait cherché inutilement ailleurs, dans la politique libérale et dans l'augmentation de la richesse : une vie nouvelle, plus élevée et plus heureuse que celle qu'il menait. Mais en disant que, si la France prenait le Maroc, nous devions prendre la Tripolitaine, le public oubliait que la Tripolitaine était une province de l'empire ottoman ; que l'empire ottoman était une grande puissance européenne ; que prendre la Tripolitaine, c'était troubler l'équilibre de l'Europe, duquel dépendait la paix du monde. S'il était donc facile au pays de demander la Tripolitaine, il était plus difficile au gouvernement de la lui donner. Le gouvernement hésitait. Mais dès qu'ils virent l'opinion publique exaltée et le gouvernement hésitant, tous les journaux, les partis, les intérêts qui ne voulaient ni les radicaux au pouvoir, ni le monopole, ni le suffrage universel firent tout ce qu'ils pouvaient pour exciter davantage l'opinion, en comprenant que c'était le meilleur moyen pour discréditer définitivement le ministère. Et le mouvement d'opinion devint tel que le ministère s'aperçut, à un certain moment, qu'il serait dé-

bordé, s'il tâchait de résister. Si M. Giolitti n'avait pas fait un ministère radical, s'il n'avait proposé ni le monopole ni le suffrage universel, il aurait probablement eu la force de faire comprendre au Parlement et au pays qu'on ne pouvait pas attaquer une grande puissance sans raison ni prétexte, seulement parce que cela faisait plaisir à l'opinion publique. Mais dans la situation où il s'était mis, il n'en avait plus la force. Tous les ennemis et les adversaires de sa politique se seraient coalisés, ils l'auraient accusé d'avoir trahi les intérêts suprêmes du pays. Il n'aurait pas pu résister, malgré sa puissance, à ces attaques, soutenues par l'opinion publique exaltée. Il lui serait arrivé a la fin de 1911 ce qu'il lui arriva au printemps de 1915.

Le ministère se décida pour la guerre, et il la déclara comme il put. La justification des hostilités, au point de vue du droit international, était plutôt faible. Aussi ceux qui avaient gardé leur sang-froid ne s'étonnèrent point de la mauvaise humeur avec laquelle le geste de l'Italie fut accueilli par le monde. L'Italie au contraire s'exaspéra. Tout à coup on put constater à quel point les classes cultivées avaient été germanisées en trente ans. La nation, ou au moins les classes les plus influentes, sembla se plaire avec une joie maladive à abuser de sa force, en repoussant avec fureur toutes les critiques étrangères, même les plus courtoises et raisonnables, en prenant en exécra-

tion et en soupçonnant toute l'Europe, en réclamant l'extermination de l'ennemi, en exaltant la guerre, la conquête, la cruauté, comme les droits sacrés des races supérieures, en étouffant avec la violence toutes les voix discordantes. Pendant plusieurs mois tous ceux qui se permirent d'exprimer en public des doutes sur l'entreprise risquèrent d'être assommés. Tout arrangement, dont le but aurait été de sauver le prestige du Sultan en donnant satisfaction à l'Italie, fut considéré comme humiliant ; le pays réclama avec une telle énergie une victoire totale et sans conditions, que le gouvernement fut obligé de faire le fameux décret d'annexion. Bien peu de personnes résistèrent à cette fureur générale : parmi les partis, le parti socialiste seul — il faut lui rendre cette justice. Mais l'orage qui menaçait M. Giolitti et son ministère se dissipa ; l'horizon s'éclaircit ; M. Giolitti devint même populaire. Ironie des choses humaines ! Cet homme, qui avait été impopulaire quand il travaillait à donner au pays la tranquillité et la prospérité, à contenter, dans la mesure du possible, tout le monde, devint l'objet pour quelques mois de l'admiration générale, dut haranguer de son balcon les foules transportées d'enthousiasme, au moment où, entraîné par des erreurs de politique intérieure, il déclanchait la plus formidable tempête qui depuis la Révolution française ait secoué le monde. Car la guerre de Tripolitaine et les deux guerres balkaniques de

1912 et de 1913 sont le véritable commencement de la guerre européenne le prologue de la grande tragédie.

Mais tandis que l'opinion publique se grisait de tant d'illusions et d'espoirs, le gouvernement était tombé de nouveau dans l'erreur commise en 1896: celle de faire une guerre coloniale avec l'armée métropolitaine destinée à la défense du pays et aux guerres d'Europe. Cette erreur, d'ailleurs inévitable, produisit les plus graves conséquences. Aux débuts, l'enthousiasme pour la guerre avait gagné même les masses. Celles-ci avaient pris trop à la lettre les journaux ; et elles s'étaient persuadées que la Tripolitaine était un pays très riche, où des millions d'émigrants trouveraient du travail et de la terre. Les soldats étaient donc partis avec enthousiasme, sans trop se demander si la guerre était juste ou non. Mais l'armée italienne se compose en majorité de paysans. Ceux-ci, à peine débarqués, ne tardèrent pas à s'apercevoir que la Tripolitaine ne ressemblait guère à la terre promise. Leur enthousiasme refroidit rapidement ; les généraux furent obligés de faire une guerre de position, très prudente et très lente, car on n'aurait pas pu gaspiller le sang pour conquérir ce qui, aux soldats, à tort ou à raison, semblait être des déserts de sable. La guerre traîna et finit par troubler profondément l'Italie et l'Europe. L'opinion publique s'énerva ; à l'enthousiasme des premiers mois succédèrent l'impa-

tience, l'irritation, un mécontentement beaucoup plus grave que celui qui avait précédé la guerre. Le gouvernement, qui voulait faire approuver le monopole et le suffrage universel, dut recourir à tous les artifices pour soutenir l'opinion : campagnes de presse, attaques des Dardanelles, occupation du Dodecanèse. Il réussit en effet à faire approuver la loi du monopole en l'adoucissant et en respectant un peu plus les droits acquis, et la grande réforme du suffrage universel, telle qu'il l'avait proposé. Un peu plus tard, pendant l'automne de 1912 il réussit aussi à conclure la paix avec la Turquie. La menace de la guerre balkanique obligea la Turquie à accepter le traité de Lausanne. Mais ces succès n'eurent d'autre effet que d'affaiblir le gouvernement. Les deux ans qui ont passé entre cette grande réforme et la guerre européenne, compteront parmi les plus tristes de notre vie nationale depuis 1860. La paix de Lausanne fut accueillie avec joie, car elle nous tira d'une situation qui menaçait de devenir intolérable ; mais elle ne contenta personne. Tout le monde sentait que l'Italie, si elle n'avait pas échoué en Tripolitaine, n'y avait pas eu le succès espéré. L'amertume de la déception était augmentée par la crainte des répercussions intérieures que la guerre pourrait avoir. Les prochaines élections, les premières dans lesquelles le suffrage universel serait appliqué, devinrent la grande préoccupation des milieux politiques. Mais cette préoc-

cupation, au lieu de conseiller l'union entre les éléments dirigeants, sembla les rendre plus irritables, tandis que le grand public plongeait dans une espèce d'indifférence dégoûtée et somnolente. Les deux guerres balkaniques, tous les faits qui montraient l'instabilité croissante de l'équilibre européen, les armements à outrance de l'Allemagne, les sombres intrigues de l'Autriche ne firent qu'une médiocre impression sur le gouvernement, sur les milieux politiques, sur la presse et sur la nation. Les groupes, les partis, les députés cherchaient seulement à s'assurer par tous les moyens l'appui du gouvernement dans les élections prochaines, et ils se déchiraient, dans le Parlement et dans la presse, dans des luttes stupides et féroces. Le public assistait à ces luttes et à ces intrigues comme dans un état de somnambulisme ; tandis que le gouvernement restait libre de résoudre comme il voulait, dans l'indifférence générale, les questions les plus graves. Mais abandonné à lui-même par l'opinion publique, débilité par l'effort épuisant de la guerre, préoccupé, lui aussi, surtout par les élections générales, le gouvernement se laissait, surtout dans les graves questions de politique étrangère, entraîner par les événements, la routine, les influences et les intrigues les plus différentes. L'Autriche et l'Allemagne surent profiter de cette situation, pour amener le gouvernement à renouveler en anticipation la Triple Alliance, à prendre

avec elles position contre la Serbie, à appuyer leur politique albanaise et à faire tout ce que nous pouvions pour provoquer la seconde guerre balkanique, dont les effets désastreux retombent maintenant aussi sur nous. Le marquis de San Giuliano, abandonné à lui-même dans son cabinet de la Consulta, cédait facilement aux influences les plus différentes, tandis que M. Giolitti s'occupait des élections générales, en portant à son exagération suprême sa méthode qui consistait à affaiblir les partis en les mêlant. La confusion qui a dominé les élections générales de 1913 restera à jamais mémorable. Dans un arrondissement le ministère soutenait le candidat socialiste contre le clérical, et dans l'arrondissement voisin le candidat clérical contre le candidat socialiste ; le même préfet qui dans un *collegio* soutenait le candidat radical, le combattait à outrance dans un *collegio* limitrophe. Les contradictions étaient surtout visibles dans les grandes villes, où la politique du gouvernement changeait d'un quartier à l'autre, d'une rue à la rue voisine. Naturellement les députés influents du parti personnel de M. Giolitti furent soutenus avec acharnement contre tous les partis. Le cas le plus mémorable de cette confusion fut celui d'un ministre du cabinet qui était un grand dignitaire de la franc-maçonnerie, et qui allait être battu par un candidat clérical. Le Vatican, prié par le gouvernement,

ordonna au candidat clérical de se désister en faveur du candidat franc-maçon !

Le résultat des élections fut désastreux. Sur 5 millions d'électeurs, un million vota pour les socialistes qui entrèrent dans la nouvelle Chambre — réformistes et officiels — environ 80. Ils étaient une quarantaine dans la Chambre précédente. Ils avaient recueilli tant de voix, surtout dans les campagnes, parce qu'ils avaient eu le courage de s'opposer à la guerre de Tripolitaine. C'est même mon opinion qu'ils en auraient recueilli davantage, s'ils avaient mené leur campagne contre la guerre avec plus de courage et d'intelligence. Ce résultat des élections augmenta le malaise moral du pays. La Chambre, à peine convoquée, montra un goût particulier pour les invectives, les pugilats, les tumultes ; M. Giolitti profita de la première occasion et, comme d'habitude, donna sa démission. On fit un ministère Salandra. M. Salandra était, après M. Sonnino, le membre le plus influent de ce petit parti de droite, qui était toujours resté à l'opposition. Mais on ne le choisit point en hommage aux principes du droit constitutionnel; on s'adressa à lui parce qu'on comprit qu'il fallait, cette fois, mettre à la tête du gouvernement un homme plus souple que M. Sonnino mais aussi sérieux et capable que possible,qui tâcherait, d'accord avec M. Giolitti et son parti de faire face à la situation créée par la guerre et

par la politique du ministère précédent. M. Salandra, sans faire un ministère conservateur, se détacha des radicaux, et se mit à l'œuvre. Mais les difficultés les plus imprévues ne tardèrent pas à naître autour de son ministère. M. Giolitti avant de donner les démissions avait proposé de nouveaux impôts pour combler le déficit créé par la guerre. Le ministère Salandra porta à la discussion ces projets, dont l'urgence était évidente ; mais les socialistes organisèrent l'obstruction, en disant qu'on voulait faire payer aux pauvres une guerre voulue par les riches. Tandis que le ministère tâchait de vaincre cette obstruction, un dimanche à Ancône — c'était le mois de juin — une bagarre éclatait entre les gendarmes et la foule qui avait pris part à une réunion politique. Les gendarmes firent usage de leurs armes, et tuèrent un manifestant ; le parti socialiste proclama la grève générale ; en beaucoup de villes la grève provoqua des violences de toute espèce ; des gares et des églises furent brûlées ; des miliers de coups de revolver furent échangés ; en Romagne plusieurs villes proclamèrent la république ; partout l'autorité, surprise, opposa à cette explosion une espèce d'inertie fataliste. L'ordre fut rétabli ; mais si le gouvernement avait réussi à dompter les émeutes, il ne réussit pas à vaincre l'obstruction dans le Parlement, et il dut se contenter d'une transaction : d'une loi qui autorisait le gouvernement à percevoir par décret royal ces impôts

pour une année. Il serait impossible de décrire le frisson d'angoisse qui parcourut pendant ces semaines les classes élevées de l'Italie. Tout le monde eut l'impression de vivre sur un terrain miné.

C'est dans cet état d'inquiétude que la Chambre prit ses vacances d'été en 1914. Quand, tout à coup, le ciel et la terre tremblèrent. La guerre européenne commençait.

VI

Eu présence du cataclysme, le pays se ressaisit. L'agression allemande et la violation de la neutralité belge réveillèrent dans les masses le sens moral, engourdi par la guerre de Tripolitaine, en même temps qu'elles lui ouvrirent les yeux sur le danger qui nous menaçait. Cette nation qui prenait avec une si formidable légèreté l'initiative de la guerre générale, qui trahissait avec tant d'audace la foi jurée, qui annonçait au monde de ne reconnaître d'autre loi que la force, devint en peu de jours l'objet de l'exécration générale. La justice, l'honneur, la loyauté, le droit — toutes les idéalités dont l'époque de la quantité se moquait si volontiers — redevinrent des choses graves et sérieuses. La haine du germanisme, qui sommeille dans les masses depuis l'époque des guelfes et des gibelins, eut un sursaut violent.

Une indignation immense, une véritable fureur souleva toutes les classes.

Le traité de la Triple Alliance a été dénoncé par le gouvernement le 4 mai 1915. Mais en réalité il avait déjà été déchiré par le peuple entre le 1er et le 4 août de 1914. Même si nous avions eu un gouvernement assez imprudent pour s'engager à prendre part à une guerre de pillage et d'agression, ce gouvernement n'aurait pas pu tenir sa promesse. Le pays aurait refusé de marcher. Aussi l'ambassadeur allemand offrit inutilement au gouvernement italien la Tunisie et deux milliards, et l'attaché militaire ne réussit point à convaincre le général Cadorna qu'il s'agissait d'une guerre courte et facile ; qu'en « six semaines — les paroles sont textuelles — tout serait fini ». Si en ce moment le gouvernement avait pu dénoncer le traité et déclarer la guerre aux empires germaniques, le pays l'aurait suivi avec enthousiasme. Ce geste héroïque n'était pas possible ; l'Italie dut se résigner, au commencement, à n'être que spectatrice de la lutte ; mais ses sympathies ne furent point douteuses. La masse comprit tout de suite que l'écrasement de la France serait le plus grand des malheurs. Toutes les anciennes querelles furent oubliées ; et les trois semaines qui passèrent entre la bataille de Charleroi et la bataille de la Marne furent trois semaines d'angoisse générale. Pendant ces trois semaines le tirage des journaux, qui avait beaucoup monté

depuis le commencement de la guerre, baissa rapidement. Le public ne voulait pas lire les mauvaises nouvelles.

La bataille de la Marne et la bataille de Lemberg calmèrent ces angoisses. La bataille de la Marne surtout provoqua une grande joie. L'Italie fut bien contente de constater, malgré tout ce qu'on lui avait dit sur la France, qu'il y avait encore, au delà des Alpes, une formidable armée, capable de barrer le chemin du Sud aux Allemands. Peu à peu le public comprit que la surprise, tentée par les deux empires germaniques, avait échoué ; que la guerre se développait dans des conditions imprévues et qu'elle serait longue. La question de savoir quel rôle nous aurions dû y jouer, ne tarda pas à se poser. Les sentiments de sympathie pour les alliés et d'horreur pour les empires germaniques persistaient, de sorte que l'éventualité de participer à la guerre à côté de l'Autriche et de l'Allemagne n'a jamais été posée. Il ne pouvait être question que de choisir entre la neutralité et la guerre contre les empires du Centre. Mais sur cette question, à mesure que la discussion et les événements se développèrent, le pays se divisa en deux partis, les neutralistes et les interventionnistes.

Pour bien comprendre cette lutte, il faut se rendre compte de ses origines. Le grand foyer de la propagande pour la guerre s'est trouvé dans les classes intellectuelles : les journalistes, les

professeurs des lycées, les hommes de lettres, les étudiants, la partie la plus cultivée de la haute bourgeoisie et la noblesse. Les professeurs des Universités ont aussi donné un contingent d'interventionnistes, mais très petit, car la grande majorité est restée fidèle à l'Allemagne, qu'elle vénère humblement comme la source de tout savoir. Les journalistes étaient la force la plus active du mouvement interventionniste. La majorité des journaux — sauf ceux qui représentaient des partis politiques nettement neutralistes — a été favorable à l'intervention, même des journaux qui avaient jusqu'alors soutenu la Triple Alliance et favorisé l'expansion de l'influence allemande dans le pays. Les raisons de ce revirement furent nombreuses et différentes. Beaucoup d'interventionnistes, surtout dans les milieux conservateurs, se préoccupaient de l'isolement où se trouverait l'Italie, après la guerre, si elle n'intervenait pas. L'idéalité nationale, l'irrédentisme, comme on l'appelait, la conquête des territoires italiens encore soumis à l'empire des Habsbourg était la raison principale de la guerre pour beaucoup de jeunes hommes appartenant aux classes conservatrices, pour le parti radical et le parti républicain, qui avaient été toujours irrédentistes par esprit d'opposition à la Triple Alliance. Dans les partis d'Extrême gauche on se préoccupa aussi et surtout des conséquences politiques et sociales de la victoire des empires germaniques — du triomphe

du militarisme, du principe monarchique, des idées réactionnaires. Sous une forme plus ou moins claire, la terreur de l'hégémonie allemande sur l'Europe agissait sur tous les esprits. Les immenses ambitions de l'Allemagne, de même que ses efforts désespérés pour les satisfaire, avaient été une grande surprise pour tout le monde ; car on s'était habitué à regarder l'Allemagne comme la nation d'Europe qui répondait le mieux à l'idéal moderne du progrès ; et bien peu de personnes soupçonnaient que la civilisation du progrès pourrait enfanter des ambitions et des violences, comme celles dont l'Italie ahurie était spectatrice. Mais la surprise augmentait la crainte. Il ne faut pas enfin oublier, parmi les causes qui ont rendu beaucoup de personnes favorables à l'intervention, la vieille haine de l'Autriche, et le vague désir de sortir, par une grande entreprise, de la situation morale peu satisfaisante où les événements des dernières années avaient plongé le pays.

Tous ces intellectuels interventionnistes appartenaient à des partis différents. Aussi dans chaque parti il y eut un groupe d'intellectuels qui tenta de gagner à la cause de l'intervention tout le parti. Cet effort a réussi dans certains partis et a échoué dans d'autres. Le parti radical, le parti républicain, le parti socialiste réformiste se déclarèrent pour l'intervention ; le parti socialiste officiel et le parti clérical pour la neutralité ; le parti conservateur et le parti libéral — entendant par ces

noms les classes et les groupes sur lesquels le gouvernement s'est appuyé jusqu'au ministère radical de M. Giolitti — ne se prononcèrent pas définitivement. Pour comprendre les attitudes différentes de ces partis il ne faut pas perdre de vue un fait capital, sans lequel il est impossible de comprendre les événements qui ont abouti à l'intervention : c'est que les masses — les paysans, les ouvriers, la petite bourgeoisie, le suffrage universel en somme — tout en détestant l'Allemagne et l'Autriche, n'ont jamais voulu la guerre, dans la mesure où elles ont eu une volonté et l'ont exprimée. Elles voulaient la paix, pour la raison bien simple et très humaine, qu'elles la jugeaient préférable à la guerre. « Nous ferons la guerre, quand on nous attaquera. » Tel était leur point de vue. Les considérations de politique générale, l'équilibre de l'Europe, le danger de l'hégémonie allemande échappaient à leur compréhension ; l'irrédentisme les laissait indifférentes. Personne n'avait parlé au peuple de Trente et Trieste, depuis trente-deux ans, car le gouvernement avait imposé le silence sur la question nationale, en hommage à l'alliance.

L'attitude des classes populaires explique facilement pourquoi le parti socialiste et le parti clérical se sont prononcés en faveur de la neutralité. Pour le parti clérical, une autre raison s'ajoutait ; il est francophobe et austrophile, pour les motifs qu'il est facile de deviner. Mais l'attitude des masses

explique aussi les contradictions et les oscillations du parti libéral et conservateur, c'est-à-dire, des milieux politiques dirigeants. Ainsi, tandis que les journaux, qui représentent ces partis et ces milieux, étaient en majorité favorable à l'intervention, la Chambre et le Sénat étaient neutralistes à outrance. La Chambre avait peur du suffrage universel qui avait montré d'une manière si évidente sa mauvaise humeur pour la guerre de Tripolitaine, et elle se préoccupait des conséquences politiques de l'intervention. En brisant avec les empires germaniques, n'avouerait-on pas qu'on avait eu tort de rester leurs alliés pour trente-deux ans ? Ne donnerait-on pas un formidable argument aux partis d'opposition pour les luttes futures ? Si dans les milieux radicaux et républicains, on se préoccupait des conséquences politiques d'une victoire de l'Allemagne, dans les milieux conservateurs on se préoccupait au contraire des conséquences politiques d'une défaite de l'Allemagne. Le snobisme germanophile qui depuis trente ans sévissait dans certains milieux aristocratiques et intellectuels — dans les Universités, par exemple — semblait avoir disparu sous la première impression de la guerre ; mais il se montra de nouveau dès que la campagne pour l'intervention s'intensifia. Ce fut ainsi que dans l'automne de 1914 on vit paraître à Rome un journal hebdomadaire, publié par un groupe de professeurs de l'Université de Rome, qui se proposait d'aider au

succès des manœuvres du prince de Bülow par une campagne venimeuse et acharnée contre la Triple Entente et surtout contre la France. Les intérêts économiques aussi entrèrent en jeu. Il ne faut pas oublier que notre commerce avec l'Allemagne et l'Autriche était devenu, dans les derniers dix ans, plus important que le commerce avec les puissances de la Triple Entente. Les deux empires germaniques étaient les deux grands marchés pour nos produits agricoles. L'influence allemande était aussi considérable dans les industries et dans les banques. Ajoutez à toutes ces raisons les préoccupations pour les dépenses et les pertes de la guerre, les incertitudes sur la durée et sur l'issue du conflit. Il faut reconnaître que les milieux officiels et les partis qui les soutiennent avaient des raisons sérieuses pour hésiter.

Bientôt la question de l'intervention commença à être discutée avec vivacité, mais dans des milieux très restreints. Les masses restaient tranquilles. Sur ces entrefaites M. de Bülow arriva à Rome et se mit à l'œuvre, croyant être à Constantinople ou à Athènes. Il acheta dans la presse et dans le monde politique tout ce qui était à vendre ; il rallia autour de lui tous les intérêts allemands qui pouvaient agir sur le pays ; il utilisa ses nombreuses relations personnelles pour intriguer dans les milieux politiques. Il trouva un appui très fort parmi les snobs et les professeurs du Sénat,

qui devinrent le centre des intrigues allemandes et de l'action antinationale. Que faisait cependant le gouvernement? Le gouvernement aussi s'était ressaisi. Après avoir déclaré la neutralité, il activa les armements avec une rapidité et une énergie, à laquelle le pays n'était plus habitué. Le marquis de San Giuliano étant mort, le portefeuille des Affaires étrangères fut donné à M. Sonnino. Ce choix aussi avait une signification. M. Sonnino a sans doute — lui aussi — des défauts, mais il est au moins un homme sérieux, qui pour cette raison avait fini par être très mal vu dans les milieux parlementaires. Quant à la ligne de conduite à suivre, le ministère avait décidé que l'Italie ne pouvait pas rester jusqu'au bout spectatrice du conflit; que le gouvernement devrait profiter de cette occasion pour résoudre la question des provinces italiennes encore soumises à l'Autriche, qui était en même temps une question nationale et une question stratégique; qu'elle tâcherait de la résoudre par les moyens diplomatiques, mais que si les moyens diplomatiques échouaient, on aurait recours aux armes. M. Sonnino en effet entama, le 9 décembre 1914, des négociations avec l'Autriche pour demander l'application de l'article 7 du traité d'alliance. Cet article disposait que tout acte troublant l'équilibre balkanique, accompli par l'Italie ou par l'Autriche, donnerait droit à l'autre puissance d'obtenir des compensations. En déclarant la guerre à la Serbie, l'Au-

triche avait troublé l'équilibre des Balkans, donc l'Italie avait droit à des compensations.

La démarche était à la fois très correcte et très habile. Le gouvernement ne pouvait pas être accusé de vouloir déchirer le traité, car il en demandait l'application. Dans le cas — que le gouvernement a d'ailleurs toujours considéré comme peu probable — où l'Autriche consentirait, comme compensation, à résoudre le problème national et stratégique des provinces italiennes, le gouvernement trouverait dans ces compensations l'argument décisif pour convaincre les interventionnistes de l'inutilité de leur propagande. S'il ne réussissait pas à obtenir ces compensations, ce seraient les neutralistes qui devraient reconnaître l'inévitabilité de la guerre. Je crois pouvoir affirmer que cette ligne de conduite fut adoptée par le gouvernement en plein accord avec M. Giolitti, qui par sa situation de chef de la majorité devait assister le gouvernement dans tous ses actes. Il le fit d'ailleurs avec l'empressement que les circonstances exigeaient. Mais si M. Giolitti se rendait compte de ses devoirs, il en était autrement de plusieurs parmi ses lieutenants. Ceux-ci n'oubliaient point que M. Salandra et M. Sonnino étaient les deux membres les plus éminents de ce petit groupe de droite, qui n'avait jamais cessé de combattre le gouvernement de M. Giolitti. Ils avaient bien consenti à appuyer M. Salandra pour quelques mois, en attendant que M. Giolitti se fut

reposé ; mais voilà que la guerre européenne menaçait de compromettre tout leur jeu. Le ministère Salandra semblait se consolider au pouvoir ; s'il faisait avec succès une grande guerre nationale, ne pourrait-il pas grouper autour de lui des forces suffisantes pour les déposséder du pouvoir ? Ils commencèrent à s'agiter dans les milieux parlementaires, tantôt en disant que le ministère voulait courir l'aventure d'une guerre désastreuse, tantôt que, si la guerre était nécessaire, c'est M. Giolitti et son parti qui devaient la faire.

Pendant tout l'hiver de 1915 une sourde agitation travailla les classes supérieures et les milieux politiques. Les journaux, les partis, les groupes continuèrent leur propagande pour ou contre l'intervention. Le Ministère traitait, dans un grand secret, avec l'Autriche. M. de Bülow répandait l'or à pleines mains, invitait à dîner les sénateurs, intriguait dans le monde politique. Les lieutenants de M. Giolitti travaillaient les milieux parlementaires où ils se sentaient très forts, et les socialistes accentuaient de plus en plus leur campagne contre l'intervention, attaquant le ministère avec une violence croissante. Est-il vrai, comme on l'a affirmé, que des rapports très étroits se seraient établis, pendant les mois de mars et d'avril, entre M. de Bülow et certains lieutenants de M. Giolitti très en vue ? Je n'en sais rien. De même je veux espérer que les influences alle-

mandes ont été entièrement étrangères à la campagne acharnée et venimeuse faite par le journal officiel du parti socialiste, pour démontrer que tous les belligérants devaient être également exécrés, que la France et l'Angleterre combattaient pour des intérêts capitalistes et des appétits de conquête aussi bien que l'Allemagne. Quoi qu'il en soit pendant ces mois, le public, qui restait calme et froid, se préoccupa beaucoup moins de ces intrigues et de ces discussions, que de deviner les véritables intentions du gouvernement. Voulait-il garder la neutralité ou faire la guerre? Nous savons à présent ce qu'il faisait et ce qu'il voulait, mais alors tout le monde savait seulement qu'il traitait avec l'Autriche et avec la Triple Entente ; personne ne connaissait l'existence de l'article 7 du traité d'alliance ; dans les milieux interventionnistes il régnait même une vive irritation contre le ministère, qui était accusé de se livrer à des marchandages honteux. Les bruits les plus différents couraient; si bien qu'à la fin — pendant ces mois de mars et d'avril — le public commença à sortir de sa tranquillité. Cette incertitude énervait l'opinion. Un peuple ne peut vivre des mois sous la menace de la guerre, sans finir par se surexciter.

Tout à coup, le 21 avril, il y eut un premier signe que la crise décisive approchait. Le journal socialiste *Avanti* publia ce jour-là une entrevue avec un « ancien ministre » du cabinet Giolitti,

dans laquelle on exposait l'état des négociations avec l'Autriche et la Triple Entente, pour en conclure que l'Italie devait observer la neutralité et même se rapprocher de l'Allemagne pour garantir ses intérêts adriatiques. Quel que fût le personnage interrogé et la valeur de sa thèse, les révélations sur les négociations étaient d'une exactitude absolue. Aussi ceux qui étaient au courant de la situation ne se trompèrent point sur le but de la publication. C'était une manœuvre énergique contre l'intervention, préparée d'accord avec le journal socialiste par des personnages assez puissants pour être si bien renseignés. Le parti neutraliste se disposait en somme à faire appel aux masses contre le gouvernement et le parti interventionniste. Il était donc évident que le parti de la guerre prenait le dessus dans les sphères ministérielles. Quelques jours après, des dépêches de Paris annoncèrent, sous une forme vague, que l'Italie avait signé un accord avec les puissances de la Triple Entente. La nouvelle fut démentie, confirmée, démentie encore ; on annonça ensuite que le Roi interviendrait à l'inauguration du monument des Mille à Quarto, qui devait être une grande manifestation interventionniste. En même temps les nouvelles contradictoires sur l'issue des négociations avec l'Autriche redoublèrent. L'accord était conclu, l'accord n'était pas conclu. Le Roi annoncerait à Quarto la guerre ; l'Italie allait bientôt reprendre sa place ancienne

dans la Triple alliance. Tout à coup on annonce que le Roi ne va plus à Quarto, mais on annonce en même temps qu'il n'y va pas, parce que le gouvernement a pris des décisions d'une gravité suprême, qui empêchent au chef de l'État de quitter Rome. Que s'est-il donc passé ? Le public se casse la tête inutilement pour résoudre cette énigme. Le 5 mai le monument de Quarto fut inauguré, la cérémonie ne produisit pas sur la nation l'impression qu'en attendaient les organisateurs, et même elle fut suivie par une déception. On avait expliqué l'absence du gouvernement par les graves délibérations à prendre ; tout le monde s'attendait donc à quelque nouvelle importante pour le 5 ou pour le 6. Il ne se passa rien. Le public fut tenté de conclure que le gouvernement n'était pas allé au Quarto pour ne pas déplaire au prince de Bülow, comme certains journaux l'avaient dit. Quand, tout à coup, des journaux liés à M. Giolitti et à son parti publient une liste de concessions faites par l'Autriche et annoncent que M. Giolitti, appelé par le roi, va se rendre à Rome. Le 7 mai en effet M. Giolitti arriva de Cavour à Turin, et le soir du 8 il repartit pour Rome.

Que s'était-il passé ? A présent, une partie du mystère peut être dévoilée. Le gouvernement avait traité depuis décembre avec l'Autriche sans rien conclure. Le *Livre vert* nous raconte l'histoire

de ces négociations inutiles. Il fallut du temps pour amener l'Autriche à admettre la possibilité d'une discussion sur l'article 7, et du temps aussi pour lui arracher des propositions. Ce qu'elle offrait d'ailleurs était bien moindre que ce que l'Italie demandait. La question de savoir quand l'accord serait appliqué était aussi une source de graves difficultés. Bref, le 26 avril le ministère signait un accord avec la Triple Entente, valable si l'Italie entrait en guerre dans un mois. Le gouvernement avait décidé de brusquer les évènements et de déclarer sans délai la guerre, si l'Autriche n'accédait pas à toutes les demandes italiennes. L'Autriche n'ayant pas cédé, le 3 mai, le gouvernement dénonçait le traité de l'Alliance. C'était la guerre. Je crois pouvoir affirmer que ces deux actes — l'accord avec la Triple Entente et la dénonciation du traité — furent accomplis sans consulter M. Giolitti, qui d'ailleurs continuait à rester dans son joli château de Cavour. Mais les milieux parlementaires ne tardèrent pas à deviner que la guerre était imminente. L'inquiétude de la majorité, des milieux officiels, du parti dévoué à M. Giolitti fut très vive ; les germanophiles du Sénat s'agitèrent beaucoup ; M. de Bülow ne resta pas, tant s'en faut, inactif. Que s'est-il passé alors ? Il serait difficile de le dire exactement. Trop de points sont encore obscurs. Mais il semble bien que l'Autriche et l'Allemagne, épouvantées par la dénonciation du traité qui était pour elles une

surprise, aient organisé, avec quelques lieutenants de M. Giolitti, des sénateurs et des socialistes, un petit complot pour renverser le ministère et que par malheur ces personnages influents, aveuglés par la passion politique, se sont prêtés à cette intrigue menée par des puissances étrangères. L'idée d'où le complot est sorti semble avoir été la suivante. Dans la Chambre, les neutralistes étaient une grosse majorité, — 400 environ sur 500 députés. Mais la Chambre était convoquée pour le 20 mai. La difficulté consistait donc à renverser le ministère avant le 20 mai, en lui empêchant de déclarer la guerre et de mettre le Parlement devant le fait accompli. Comment y réussir ? On se tourna vers l'homme tout puissant qui avait créé la Chambre et qui semblait tenir entre ses mains le sort du ministère.

Je ne crois pas que M. Giolitti fût absolument opposée à l'idée de faire la guerre à l'Autriche. Il se rendait compte, lui aussi, de la nécessité de profiter de la guerre européenne pour résoudre la question de notre frontière orientale, si on ne voulait pas donner aux partis d'opposition une arme formidable contre la monarchie. Mais, persuadé que la guerre serait très longue, il pensait que l'Italie ne devait intervenir qu'en cas d'extrême nécessité, quand les moyens diplomatiques se seraient démontrés insuffisants, et le plus tard possible. Je crois aussi qu'il a caressé l'idée de faire, le cas échéant, la guerre à l'Autriche seule, et non à

l'Allemagne dans laquelle il a toujours vu une garantie nécessaire pour l'Italie contre la France et l'Angleterre. Ce plan était sans doute très ingénieux : il reste à voir s'il était possible. Quoi qu'il en soit, si telles étaient les idées de M. Giolitti sur la situation, on comprend que le parti neutraliste ait vu en lui l'homme qui pourrait obliger le ministère Salandra à donner sa démission avant la convocation dn la Chambre. On ferait appeler M. Giolitti à Rome par le Roi; l'Autriche se déciderait à ajouter des nouvelles concessions aux dernières que le gouvernement avait refusées; ces concessions ne seraient pas transmises au gouvernement, qui avait déjà dénoncé le traité, mais communiquées directement au public par les journaux du complot; on organiserait dans la majorité parlementaire une démonstration significative en l'honneur de M. Giolitti, après qu'il aurait déclaré qu'il ne fallait point rompre avec l'Autriche mais continuer à discuter les nouvelles concessions. Pris entre un mouvement d'opinion publique en faveur de la paix — on comptait beaucoup pour ce mouvement sur les socialistes — et une démonstration de la majorité parlementaire, le ministère serait obligé de donner sa démission. Il est facile de découvrir quel était le point faible de ce complot, pour les Italiens qui y prirent part. Ils s'entendaient avec des puissances étrangères sur le point de devenir ennemies pour être aidés à renverser un ministère. Il faut cependant ajou-

ter que des personnes bien renseignées et dont je connais la parfaite loyauté m'ont assuré que le 8 mai, quand M. Giolitti quitta Turin pour se rendre à Rome, il ignorait que les dernières concessions de l'Autriche n'avaient pas été communiquées au gouvernement italien ; et qu'il croyait être en présence de propositions officielles, régulièrement présentées. M. Giolitti aurait été donc, lui aussi, trompé par la diplomatie allemande, qui l'a récompensé de son fidèle attachement à l'alliance en lui faisant faire, par un mensonge, un faux pas, dont les conséquences devaient être si graves.

Ce plan, qui est un bel exemple de l'audace sans scrupules de la diplomatie allemande, sembla d'abord réussir. On fit appeler — je ne sais pas à l'aide de quels moyens — M. Giolitti à Rome. Il y arriva le 9 mai ; et le 10 il fut reçu par le Roi et causa longuement avec M. Salandra. Il dut donc savoir que l'accord avec la Triple Entente était signé et qu'il avait reçu un commencement d'exécution. Il dut savoir que le traité d'alliance avait été dénoncé. Il dut savoir que les dernières propositions de l'Autriche n'avaient aucun caractère officiel et qu'elles étaient simplement une abominable manœuvre pour tromper le public et le Parlement. Comment n'a-t-il pas conclu qu'il était désormais impossible de revenir sur ce qui avait été fait ; que la guerre était inévitable, et qu'il fallait unir tous les efforts pour ne pas jeter, devant cette nécessité suprême, le trouble dans les

masses, encore hésitantes, qui s'accrochaient aux dernières illusions et aux derniers espoirs de paix? S'était-il trop engagé avec ses lieutenants? A-t-il cédé à un sentiment d'irritation contre le ministère qui avait pris des délibérations si importantes sans le consulter? N'a-t-il pas mesuré exactement la gravité de l'acte qu'il allait accomplir ? Etait-il trop tard, pour faire machine en arrière ? Autant de mystères, que l'histoire peut-être éclaircira. Le fait est que le jour suivant sa visite au Roi les journaux annonçaient que, d'après M. Giolitti, les négociations avec l'Autriche devaient continuer. L'effet de cette déclaration sur la situation sembla d'abord immense. Trois cents députés et un grand nombre de sénateurs coururent déposer leurs cartes de visite chez M. Giolitti; une agitation violente éclata dans les couloirs de la Chambre et du Sénat, où l'on exigea à grands cris les démissions du ministère qui voulait la guerre; le ministère et la Couronne se trouvèrent dans un embarras bien grave. L'Alliance avec les empires germaniques avait été dénoncée, le rapprochement avec la Triple Entente avait reçu un commencement d'exécution : pouvait-on encore reculer ? Mais pouvait-on déclarer la guerre, avec l'opinion publique hésitante et contre la volonté du Parlement ? Un moment on discuta la possibilité de porter la question devant le Parlement. Mais le danger d'une pareille solution apparut évident. Il ne restait plus au ministère qu'à choisir entre

le coup d'État ou les démissions. Le ministère remit au Roi ses démissions.

Et alors une partie de l'opinion se révolta. Le mouvement partit des classes cultivées, et gagna rapidement une partie du peuple, de la haute bourgeoisie et de la noblesse. Les sentiments les plus différents ont contribué à cette explosion : la honte de voir l'Italie descendre au niveau de la Grèce ; la préoccupation des conséquences que de telles oscillations pourraient produire ; le besoin de sortir de l'incertitude qui énervait le pays depuis deux mois. Mais deux sentiments contribuèrent d'une manière spéciale à déchaîner la tempête. Ce fut, avant tout, une colère violente pour l'intervention de l'Allemagne dans notre politique intérieure. On dit que c'est M. Erzberger qui a communiqué aux journaux du complot la fameuse liste des dernières concessions autrichiennes. Dans ce cas, la Triple Entente lui doit la plus vive reconnaissance. Nous avions toléré longtemps la morgue, l'esprit envahissant et les intrigues des diplomates, des banquiers et même des fonctionnaires allemands que le gouvernement avait eu la faiblesse de prendre à son service ; mais cette fois l'audace sans scrupules de la diplomatie allemande et autrichienne reçut le châtiment mérité. Le peuple se révolta quand il vit l'Allemagne et l'Autriche traiter l'Italie comme un État musulman en décadence. L'autre sentiment fut une explosion violente de haine contre M. Giolitti. Toutes les ran-

cunes que sa longue domination avait accumulées se déchaînèrent en deux jours. Tous ceux qui lui en voulaient pour le suffrage universel, pour le monopole des assurances, pour son gouvernement personnel, pour sa politique étrangère faible, pour sa politique intérieure contradictoire saisirent l'occasion de se venger. Sa troisième tentative — ou ce qui sembla au public être la troisième tentative — de reprendre le pouvoir, quand il lui plaisait, révolta le public. Le gouvernement d'un pays comme l'Italie était donc devenu, en quelque sorte, la propriété personnelle de M. Giolitti ? Deux mots stupides et féroces « Traître et trahison », furent criés dans les rues, imprimés dans les journaux ; dans les grandes villes — surtout à Rome et à Milan — les démonstrations se multiplièrent au cri de « Mort à Giolitti » ; à Rome les membres les plus connus du parti de l'ancien président du Conseil furent frappés et conspués dans les rues, le palais du Parlement envahi par une foule furibonde. La presse, les partis, le Parlement, depuis longtemps habitués à céder devant tous les mouvements un peu vifs de l'opinion, ne résistèrent pas. Les journaux attaquèrent avec férocité M. Giolitti ou gardèrent le silence ; les sénateurs et les députés trop compromis avec l'agitation neutraliste s'éclipsèrent ; les autres se convertirent : en deux jours le gouvernement personnel de M. Giolitti, qui semblait défier toutes les attaques, s'effondra : abandonné par tout son parti, M. Giolitti dut s'enfermer

chez lui, pour ne pas risquer un coup de revolver. Les interventionnistes exaltés, qui vonlaient châtier le « traître » étaient si nombreux ! Après trois jours de démonstrations le Roi, bienveillant dans sa réserve, se hâta de clore la lutte en déclarant que les interventionnistes avaient gagné la partie. Il repoussa les démissions du ministère. Le Parlement comprit que le Roi et le ministère étaient d'accord ; et il s'inclina. La fiction avait un instant essayé de devenir une réalité ; mais la colère publique l'avait brusquement rejetée dans le royaume des ombres. La guerre fut approuvée presque à l'unanimité par une Chambre et un Sénat, dont la majorité n'en voulait rien savoir, dix jours avant.

Il ne faut pas pourtant croire que l'Italie tout entière s'est soulevée pendant les journées de mai. Les masses sont restées, sauf quelques exceptions, étrangères à l'agitation. Elles l'ont cependant favorisée par leur abstention. Le plan conçu par l'ambassade d'Allemagne pour renverser le ministère Salandra aurait pu réussir, si les socialistes avaient opposé des démonstrations neutralistes aux démonstrations interventionnistes. Des désordres auraient alors éclaté ; et le gouvernement n'aurait pas pu déclarer la guerre à l'Autriche, étant sous la menace d'une guerre civile. Pourquoi les socialistes sont-ils restés chez eux, au lieu de sortir dans les rues au moment suprême où tout se décidait ? Parce que, s'ils voulaient la paix, ils détes-

taient l'Allemagne, qui avait déchaîné la guerre. Au moment suprême, quand ils ont vu se dessiner l'obscure manœuvre pour laquelle on sollicitait leur concours, les socialistes n'ont pas voulu s'engager dans une espèce de guerre civile, pour le roi de Prusse et les bourreaux de la Belgique. Ils ont laissé les interventionnistes maîtres de la rue, et le parti de la guerre a triomphé.

VII

Et maintenant nous sommes, de même que tous les autres peuples de l'Europe, dans les mains de Dieu ou du Destin — comme vous voulez. L'Italie a noblement racheté la faute de la guerre de Tripolitaine, intervenant dans la plus terrible des guerres, sans y être obligée par une attaque directe, à côté des peuples qui ont été victimes de l'agression allemande et qui luttent pour sauver l'Europe d'une intolérable hégémonie. Mais l'élan qui l'a poussée à la guerre n'a pas été, comme on le répète trop souvent, une simple explosion du sentiment national. Il a été quelque chose de beaucoup plus compliqué et de beaucoup plus profond. Le besoin d'en finir avec un système de gouvernement artificiel, contradictoire, énervant ; la honte d'avoir subi si longtemps et si docilement l'influence allemande ; l'horreur et la crainte de cette puissance monstrueuse, appuyée sur le

nombre, le fer, l'autorité monarchique, le prestige de l'armée, la crédulité, les appétits aveugles et le courage féroce des masses exploitées par une oligarchie énergique et sans scrupules ; le désir de reconquérir, avec des frontières plus sûres, notre indépendance morale ; l'aspiration confuse mais ardente à une vie plus noble, plus élevée, plus heureuse, ont poussé l'Italie à entrer dans la lutte. Une coalition d'éléments différents a brisé les résistances officielles qui s'opposaient à cet acte de noble sacrifice et vaincu les hésitations des masses. Cette coalition a rendu un grand service à l'Europe ; mais elle a pris sur elle-même deux graves responsabilités. Elle s'est engagée avec les puissances alliées à faire faire au pays tout l'effort dont il est capable pour la cause commune ; et elle s'est engagée envers le pays à lui donner, par cette guerre, avec ses frontières naturelles, une paix sûre et sincère, l'indépendance morale, et une existence délivrée de l'obsession des exemples et de la force allemands. La coalition qui a voulu la guerre pourrait un jour courir de gros risques, si elle ne réussissait pas à tenir ces deux engagements. Elle tiendra le premier, car les masses, hésitantes jusqu'à la déclaration de guerre, ont accepté le lourd sacrifice qu'on leur demandait avec un courage et une dignité admirables. Que les puissances alliées l'aident de toutes leurs forces à tenir le second engagement, celui qu'elle a pris avec son

pays, en se rendant compte des limites posées à l'action de l'Italie par les circonstances qui ont déterminé sa participation à la guerre. Il ne faut jamais oublier que le problème de la guerre ne se pose pas de la même manière pour le gouvernement d'un pays à qui la guerre a été imposée par une agression brutale et pour le gouvernement d'un pays qui a cherché et voulu la guerre pour des raisons politiques et nationales, dont la valeur peut toujours être mise en discussion. Se rendant bien compte de cette situation, les nations alliées pourront mieux aider le gouvernement italien et être aidées par lui à atteindre le but commun : la victoire qui donnera à l'Europe la profonde sécurité d'une paix juste et sincère.

CINQUIÈME PARTIE

LA CONTRADICTION SUPRÊME

Dans cette dernière partie on a réuni et fondu en un tout quelques écrits publiés dans différents journaux et revues d'Europe et d'Amérique. Ceci pour éviter des répétitions trop fréquentes et parce que nous vivons à une époque où la concision n'est pas seulement une qualité littéraire, mais encore un devoir civique.

La Contradiction suprême

Et l'on en revient toujours, en repensant à la situation actuelle de l'Europe, à cette question, qui semblable à un mendiant obstiné à arracher l'aumône à force d'insistance, se représente toujours parce qu'elle ne reçoit jamais une réponse adéquate : comment donc une époque, dont toutes les pensées tendaient à augmenter la richesse, à rendre la vie plus sûre, à établir l'empire universel de la raison, a-t-elle pu préparer, vouloir et faire cette terrible guerre? C'est à cette question angoissante qui s'est tant de fois présentée dans le cours de ce livre, que nous reviendrons nous aussi en terminant, pour tenter un dernier effort et pour y répondre, si nous le pouvons.

1. — Patrie et progrès

Le mal n'a pas uniquement des effets nuisibles, dit le proverbe italien. Dans les calamités infinies de la guerre actuelle, il est possible de trouver

— comme l'ont fait déjà certains écrivains et non des moindres — quelque motif de satisfaction. On croyait communément que si la guerre européenne éclatait, l'égoïsme, à défaut de la raison et de la pitié, serait intervenu pour intimer l'ordre de déposer les armes. On disait que du haut en bas de la société, les hommes étaient désormais trop habitués à une vie commode, large et sûre, et qu'ils ne supporteraient pas longtemps les privations et les ruines d'une guerre générale. On prédisait la révolution si la guerre durait trois mois. On faisait crédit à notre siècle de quelques semaines d'abnégation et d'esprit de sacrifice et pas plus. Les Etats-Majors aussi reconnaissaient dans l'Egoïsme le souverain de l'époque, et déclaraient qu'ils ne feraient jamais la guerre, sans prendre les ordres de Sa Majesté. Quand l'histoire de la guerre européenne sera connue dans tous ses détails, on saura que presque toutes les erreurs et presque toutes les cruautés du commencement furent suggérées par la hâte. Les chefs qui avaient voulu tenter la grande aventure étaient partis en campagne avec l'idée fixe qu'il fallait faire vite, parce que les peuples ne résisteraient pas à une épreuve trop longue.

Mais nous nous calomniions. Aucune de ces prévisions ne s'est avérée. Pendant le mois de juillet 1914 les vieilles discordes de l'Europe fermentaient à nouveau plus fortes que jamais. En Angleterre, protestants et catholiques menaçaient

de prendre les armes. En France les deux partis qui depuis plus d'un siècle se jettent l'un sur l'autre chaque fois qu'ils se rencontrent, étaient de nouveau aux prises et se frappaient avec rage, dans l'arène fermée d'un tribunal. L'Italie avait fait une sorte de répétition générale de la révolution. En Russie des millions d'ouvriers étaient en grève et s'agitaient tumultueusement. En Autriche les différentes races se reprochaient avec fureur le meurtre de l'archiduc tué à Sarajevo. Mais du 30 juillet au 1er août, en quarante-huit heures, toutes ces dissensions ont cessé dès que la guerre est apparue inévitable. Même la France, le pays de l'Europe qui, pour des raisons historiques et géographiques, est le centre de tous les grands cyclones de l'histoire de l'Europe, la nation dans le sein de laquelle ont lutté et luttent le germanisme et le latinisme, le protestantisme et le catholicisme, l'autorité et la liberté, le principe de qualité et le principe de quantité, la France, — pour la première fois peut-être dans son histoire depuis Jules César — a été un seul cœur et une seule âme.

Avec les discordes religieuses et politiques, ont cessé ses impertinences et ces grossièretés que la Richesse et la Pauvreté avaient pris l'habitude d'échanger ne fût-ce que pour passer le temps. Le socialisme est allé à la caserne et a endossé les armes, docile comme un jeune conscrit qui vient d'arriver de son village. Et même aujourd'hui

après seize mois de guerre, après que des millions d'hommes ont été tués et blessés, que des richesses infinies ont été détruites, et que tout l'ordre de choses dans lequel nous avions vécu tant d'années a été entièrement renversé, pas un des peuples belligérants ne crie encore grâce ou miséricorde. L'histoire n'avait pas encore soumis une si grande quantité d'hommes à une telle épreuve; et l'épreuve a été si bien supportée que beaucoup de gens se sont mis à crier au miracle. Mais chacun des soi-disant miracles de l'histoire est une œuvre lente que le temps accomplit dans l'ombre et révèle tout d'un coup aux hommes, quand il l'a terminée. De ce miracle aussi nous trouvons la raison dans cet immense bouleversement qui a commencé en Europe après la découverte de l'Amérique et auquel nous avons dû remonter si souvent pour expliquer les calamités actuelles, dans ce bouleversement qui, changeant le but de la vie, a peu à peu rendu le monde plus uniforme et pour cela moins discordant. Que la civilisation moderne est plus uniforme que celles qui la précédèrent, est chose bien connue. Qui compare l'Amérique à l'Europe, les parties de l'Europe plus modernes aux parties plus anciennes, s'en rendra compte, pour ainsi dire du premier coup d'œil. La plupart des gens voient en revanche moins clairement que cette différence procède elle aussi du passage de l'ancienne civilisation qualitative à la nouvelle civilisation quantitative. L'homme ne peut pas

s'efforcer d'atteindre une perfection sans se limiter; c'est-à-dire, sans choisir une seule des innombrables perfections qui peuvent se présenter à lui, sans concentrer vers celle-là toutes les forces de son âme et de son esprit, et sans ignorer ou repousser les autres; car il n'y a pas de moyen plus sûr d'être médiocre en tout, que de s'attacher et d'aspirer en même temps à trop de perfections différentes. La variété, l'isolement, la discorde, sont par suite l'essence même de toute civilisation qualitative, qui se propose comme but une ou plusieurs perfections : de là les innombrables luttes religieuses, artistiques, littéraires, morales et politiques qui ont troublé le monde avant notre époque. Aujourd'hui au contraire, seules les luttes de races et de langues sont encore vives et violentes, là où une race est gouvernée par une autre qui veut lui imposer de force une patrie et une langue étrangères : mais les autres luttes — religieuses, artistiques, littéraires, morales, politiques — s'affaiblissent depuis un demi-siècle en Europe comme en Amérique, et pourquoi? Parce que à mesure que la quantité domine le monde, et que les hommes préfèrent la conquête de la terre à la beauté, à la gloire, à l'héroïsme, à l'honneur, à la sainteté comme but, prix et raison de la vie, les anciennes différences entre les hommes, qui autrefois ont été cause en Europe de tant de haines et de guerres pâlissent et s'effacent. Il y a encore aujourd'hui en Europe, comme il y a un siècle,

des catholiques et des protestants, des laïques et des prêtres, des gens du peuple et des bourgeois, des bourgeois et des nobles, des savants et des ignorants, des romantiques et des classiques, des conservateurs et des libéraux, des monarchistes et des républicains. Mais les hommes de notre temps s'aperçoivent à peine de ces différences, quand ils se trouvent ensemble pour conquérir les trésors de la terre. Dans cette entreprise une seule différence importe et compte : l'habileté, le zèle, l'activité. Un artisan, un employé, un ingénieur, un fonctionnaire, comptent aujourd'hui dans le monde, beaucoup plus pour ce qu'ils savent faire, que pour les idées religieuses qu'ils professent. Si les nobles connaissent encore les bonnes manières, la bourgeoisie est riche de ces énergies que le monde recherche aujourd'hui plus que les élégances princières, parce qu'elles lui sont plus utiles. Le peuple est certainement encore grossier et ignorant : mais les grands devraient-ils pour cette raison le mépriser ? Si la multitude ne travaillait pas infatigablement ou ne dépensait pas facilement son salaire, si elle se contentait, comme dans le bon vieux temps, de gagner peu et de vivre pauvrement, à condition de ne pas travailler longuement, les classes riches ne s'apauvriraient-elles pas, elles aussi ? Il n'est pas difficile que les riches ressentent de la sympathie humaine pour la plèbe, en un temps où ils peuvent s'aimer eux-mêmes en elle. La littérature n'est plus le laborieux effort vers

une perfection enviée et admirée ; c'est un passe-temps ou une arme pour les dernières luttes politiques et sociales qui agitent le monde : pourvu qu'elle amuse ou qu'elle soit une arme efficace, toutes les écoles et tous les genres sont bons aujourd'hui, pour un public éclectique et inconstant qui a même perdu la notion de ces exemples de perfection auxquels la littérature aspirait en d'autres temps. Monarchie et République sont deux formes de gouvernement qui reposent sur des principes différents : mais qui a encore l'envie ou le loisir de lutter pour ou contre l'un de ces principes, dans un siècle qui veut avant tout accroître la richesse du monde ? Les Républiques, les Royaumes et les Empires s'efforcent aujourd'hui également d'enrichir les peuples. La sagesse conseille donc aux hommes de s'accommoder du régime existant. Les derniers républicains se résignent à vivre dans les monarchies et les derniers monarchistes dans les républiques.

Pour cette raison, depuis un siècle, à mesure que l'homme s'est pris d'une plus grande ardeur pour la conquête de la terre, négligeant pour elle toute autre entreprise ou ambition, chaque nation de l'Europe et de l'Amérique est devenue une masse assez homogène, dans laquelle l'opposition des principes religieux, moraux et esthétiques, caractéristique des civilisations précédentes, et les différences mêmes de religion, de classe et de race se sont effacées, en même temps que l'esprit

d'isolement et de discorde s'affaiblissait. Pour cette raison beaucoup de gens accusent aujourd'hui notre temps de matérialisme et ils lui reprochent de ne pas penser à autre chose qu'à la richesse. Mais c'est à tort : parce que deux idées mystiques se sont répandues dans la masse homogène des nations modernes et assurent leur cohérence : patrie et progrès. Ce sont des idées très simples, ou qui du moins peuvent être simplifiées de manière à être facilement accessibles même aux esprits grossiers et incultes ; ce sont des idées plutôt vagues, c'est-à-dire telles qu'elles peuvent plus facilement exalter que refréner les passions dominantes de l'époque, et spécialement l'orgueil dont nous avons vu le rôle prépondérant parmi les sentiments qui font agir notre époque. L'idée du progrès est même, comme nous l'avons vu, tout à fait contradictoire et incohérente. Ce sont enfin des idées mystiques et transcendantes, parce qu'elles obligent les hommes à sacrifier leur égoïsme — aujourd'hui leur plaisir, demain leur liberté, leurs opinions favorites, leurs biens, et parfois même leur vie — à quelque chose qui les dépasse, invisible, ou dissimulé dans les voiles d'un mystère sacré. Si jusqu'au premier jour du mois d'août 1914, tous les hommes travaillaient du matin au soir pour accroître la richesse du monde, jouissaient-ils peut-être eux-mêmes, les malheureux, de ce qu'ils créaient ? Pour quelle raison supportons-nous tant de charges — et le

travail incessant, acharné, hâtif, et le service militaire obligatoire pendant plusieurs années, et le danger continuel de la guerre, et les impôts innombrables, et une foule de devoirs civiques — sinon pour activer ce progrès mal défini, dont nous ne connaissons même pas précisément la signification, et pour créer des richesses qui le plus souvent sont un poids et un tourment pour chacun de nous? Cette époque, qui a la réputation d'être si pratique, est au contraire grossièrement et violemment mystique. Et le peuple qui semble le plus pratique de tous, le peuple américain, est le plus mystique, parce que plus que tous les autres il fait un grand effort pour créer des richesses dont il jouit le moins!

Ne calomnions pas notre époque si nous voulons comprendre la guerre européenne et nous expliquer ses surprises. La concorde soudaine qui a rapproché les citoyens de toutes les nations de l'Europe, l'esprit de sacrifice dont elles ont fait preuve, ne constituent pas un miracle que la raison ne puisse expliquer. L'Europe voulait la paix. Mais quand elle a vu l'Allemagne menacer, elle a pu opposer à la concorde allemande sa propre concorde, et mettre de côté en peu de jours les discordes religieuses et politiques, parce qu'elles s'affaiblissaient depuis longtemps, et parce que le sentiment patriotique s'est répandu dans la masse plus homogène des nations. Il fut d'autant plus aisé pour tous les gouvernements d'obtenir

dans la première semaine de la guerre le consentement du peuple entier à tous les sacrifices et à toutes les soumissions, que l'Allemagne en avait donné l'exemple; les gouvernements purent ainsi, grâce aux puissants moyens dont l'État moderne dispose, s'emparer complètement du corps et de l'âme de leurs nations respectives, au point de rendre inutile et vain tout repentir ultérieur. Et maintenant tous les peuples supportent avec patience les indicibles sacrifices de la guerre, soit parce que chez tous, spécialement chez ceux qui sont d'une seule race et qui parlent la même langue, le sentiment patriotique a pénétré profondément dans les classes les plus nombreuses et les moins cultivées ; soit parce qu'ils se sont désormais engagés les uns vis-à-vis des autres à combattre jusqu'au bout, de sorte qu'aucun ne peut lâcher la partie : les agresseurs par point d'honneur, et par peur des représailles méritées, les attaqués par nécessité de se défendre et la soif de se venger.

Ainsi la plus heureuse des conclusions semble jaillir de ce long discours. Nous sommes vraiment nés dans le siècle d'or annoncé par tant de légendes et tant de poètes ! La doctrine du progrès ne ment pas, même si nous ne savons pas la ramener à une définition précise ! Le monde progresse vraiment, car nous possédons tous les biens de la terre : la richesse, la puissance, le savoir, la concorde, l'esprit de sacrifice ; parce

que nous savons vivre en paix et que nous savons aussi faire la guerre. Ce siècle auquel on reprochait son matérialisme, cachait en lui-même des trésors insoupçonnés d'héroïsme.

2. — Les deux faces du Progrès

Conclusion trop heureuse et trop hâtive. La doctrine du progrès à laquelle nous avons cru jusqu'ici, était ambiguë sinon mensongère, et par son ambiguité elle nous a entraînés dans la crise présente. Lorsque je parcourais l'Amérique et que je la comparais au monde antique où j'avais vécu par l'esprit pendant tant d'années ; lorsque j'écrivais *Entre les deux Mondes* et que je préparais le discours que je fis à Paris en novembre 1913 et qui est imprimé dans ce volume ; lorsque j'enfonçais et retournais le couteau de l'analyse dans les innombrables contradictions contenues implicitement dans l'idée du progrès, telle que nous la professons, et que je contemplais à mes pieds, avec une sorte de tristesse voluptueuse, le monde immense, s'agitant, haletant, se démenant pour chercher toujours quelque chose de nouveau et de meilleur, sans savoir clairement ce qu'il voulait, je ne supposais pas qu'à quelques années ou à quelques mois de là l'une de ces contradictions devait amener une telle catastrophe. Celui qui veut remonter la chaîne des

causes qui ont provoqué la guerre européenne jusqu'à la plus éloignée, après s'être arrêté aux intrigues des diplomates, aux desseins occultes des États-majors, aux ambitions des Gouvernements, à la jalousie des peuples, aux excitations des journaux, aux divagations des philosophies salariées, aux rivalités industrielles et commerciales, aux agitations des empires en décadence, aux souffrances des nations opprimées, à l'orgueil, aux ambitions, aux rêves de la nation allemande et à son besoin d'outrepasser toujours le but, même au risque de se perdre dans l'illimité, — finira par arriver pas à pas à l'une de ses nombreuses contradictions au milieu desquelles nous vivons depuis un siècle, à la contradiction suprême dont nous n'avons jamais pu nous dégager : à cette furie d'accroître la puissance de l'homme, sans faire de distinction entre la puissance qui crée et la puissance qui détruit. Quand la science faisait quelque nouvelle découverte, quand l'industrie construisait une machine plus rapide et plus puissante, quand nous comptions nos richesses et que nous découvrions qu'elles avaient augmenté, nous étions convaincus que le monde progressait. Notre siècle ne s'était-il pas proposé de conquérir la terre par le feu et par la science ? Chaque pas qui nous rapprochait de ce but lointain ne devait-il pas être considéré comme un progrès ? L'Europe et l'Amérique avaient donc progressé en abandonnant les vieilles diligences pour les trains et les bateaux à voiles

pour les bateaux à vapeur ; elles avaient progressé en inventant le téléphone, le télégraphe, l'automobile, l'aéroplane et le dirigeable, en accumulant les connaissances et les moyens nécessaires pour percer l'isthme de Panama ; elles avaient progressé en fabriquant les machines qui fauchent, vannent et mesurent le blé, qui labourent et sèment, qui cousent les souliers et enfoncent les clous, et qui, rapides comme l'éclair, font tant d'autres opérations confiées pendant des siècles à la main petite et lente de l'homme.

Et ce n'est pas tout. Conséquent avec lui-même et avec sa façon d'entendre le progrès, notre temps célébra comme les vertus les plus nobles l'activité, la discipline, l'obéissance, le courage, l'énergie, l'esprit d'initiative et d'innovation, l'ambition et la confiance en soi ; il regarda comme des héros les *selfmademen*, les inventeurs heureux et malheureux, les pionniers de toutes les aspirations, les initiateurs de révolutions dans l'art, dans l'industrie, dans la religion, dans la banque, dans la mode et dans la politique. Mais notre époque n'a pas seulement fabriqué des chemins de fer, des navires, des charrues, des machines à battre et à vanner le blé ; elle n'a pas seulement préparé des remèdes merveilleux, fait jaillir des lumières fulgurantes, trouvé le moyen de parler et d'écrire à travers l'espace. Elle a aussi fabriqué des fusils, des canons, des cuirassés, des poudres cent fois plus puissantes et plus meurtrières que celles dont

se servaient nos aïeux et bisaïeux. Elle a agrandi et embelli les écoles, les hôpitaux, les bibliothèques ; mais de quels atroces engins n'a-t-elle pas muni les plus grandes armées que l'histoire ait vues ! Devions-nous être fiers de ces progrès-ci comme de ceux-là ? Question difficile entre toutes ! Répondre oui, signifiait vénérer, à la mode hégélienne, la destruction comme la création, adorer sur le même autel Dieu et le Diable ; et cela répugnait à une époque qui a cru à la bonté de la nature humaine, qui s'est tant efforcée d'accroître la richesse du monde. Mais pour répondre non, il fallait dissoudre les armées, supprimer les monarchies qui les commandent, refaire la carte de l'Europe, changer profondément l'esprit de l'État moderne. L'Europe n'en avait point la force et elle a préféré ne répondre ni oui ni non ; elle s'est contentée d'une définition du progrès assez vague pour qu'elle pût embrasser à la fois la paix et la guerre, la violence et le droit, la vie et la mort, les charrues à vapeur et les obusiers à moteur, le sérum antirabique et la mélinite ; elle n'a pas osé résoudre la question de savoir s'il y avait lieu d'admirer de la même manière l'audace, l'esprit d'initiative et de sacrifice, le courage et la persévérance, qu'ils fussent employés dans la lutte contre la nature ou pour conquérir des terres et des empires dans des guerres d'agression. Elle a toujours hésité entre le oui et le non ; les uns disant oui, les autres non... Le siècle voulait

la paix ; mais quand il s'est apprêté à la prêcher, il s'est aussitôt découragé en voyant sur tant de visages de soldats, de philosophes et de politiciens tant de sourires ironiques ; et plein de honte, ce siècle qui avait tant osé, même se révolter contre Dieu et revoir les épreuves de la création, n'a pas même osé répéter ce que saint Thomas avait affirmé sans hésitation au milieu de la barbarie du moyen âge : que la guerre n'est pas légitime si elle n'est point faite pour une cause juste et sans mauvaise intention.

Et ainsi est arrivé le jour où l'Allemagne a mis le feu aux quatre coins de l'Europe. Elle a eu ce courage incroyable, parce qu'elle est de toutes les nations de l'Europe celle qui a le plus mêlé à l'idée de progrès l'idée de destruction et l'idée de création en affirmant qu'une nation doit s'efforcer d'être grande dans la paix et dans la guerre et qu'il n'y a pas moins de mérite et de gloire à imposer sa propre volonté aux autres hommes par la force, qu'à vaincre la nature et à lui arracher ses trésors secrets. Les victoires de 1866 et de 1870, le développement de ses industries, l'augmentation de la population et de la richesse, ce défaut de « sens humain » et de mesure qui est propre à l'esprit allemand, la fièvre d'orgueil, d'ambition, de cupidité qui s'est emparée de l'Allemagne dans ces dernières années, expliquent comment elle a pu faire entrer de force deux principes aussi opposés dans une définition hy-

bride et contradictoire du progrès; créer pêle-mêle des instruments de vie et des instruments de mort, multiplier les fabriques et les casernes, les navires marchands et les navires de guerre; comment elle a voulu être à la fois une immense fabrique et un immense camp retranché, en servant le Progrès sous la forme d'une monstrueuse divinité à deux faces, qui incitait les hommes à devenir plus riches et plus redoutables, plus savants et plus cruels, plus laborieux et plus violents. Enfin un jour, parvenue au comble de la postérité et de la puissance, elle s'est crue aussi au comble de la force et elle a provoqué à un combat à mort trois grands empires. Et la terrible boucherie a commencé et l'on ne peut prévoir quand elle finira, car la guerre européenne paraît différer de toutes celles qui l'ont précédée, principalement en ce qu'elle n'a point de limites, ni dans l'espace, ni dans le temps, ni dans la forme.

3. — Une guerre sans limites

Dans les guerres précédentes, même dans la guerre de 1870, ce n'était qu'une partie de la nation qui avait combattu : la partie jeune, valide et connaissant déjà le maniement des armes. Les forces sur lesquelles chaque état pouvait compter étaient limitées ; les guerres étaient par conséquent courtes, violentes, décisives. Dans cette guerre-ci

plusieurs des grandes nations belligérantes ne prennent plus garde, pour faire nombre, ni à l'âge, ni à la faiblesse, ni au manque de préparation, ni aux conditions de famille : tout homme capable d'apprendre en quelques semaines à manier un fusil est pris et envoyé à la guerre ; on peut même dire que les femmes et les vieillards ont été mobilisés parce que ceux qui ne combattent pas dans les armées remplacent les combattants dans les travaux civils, soignent les blessés, aident les familles privées de leur chef. On peut se demander si la guerre européenne ne sera pas terminée par des jeunes gens imberbes et des vieillards aux cheveux blancs. La participation de l'Europe entière aux guerres de la Révolution et de l'Empire avait paru chose énorme et unique : cette fois c'est l'Europe, l'Asie, l'Afrique et l'Australie qui combattent ; et qui s'étonnerait si, après la Turquie et l'Italie, les Etats balkaniques prenaient aussi les armes et si un jour se produisait sinon la déclaration des hostilités, du moins la rupture des relations diplomatiques entre l'Allemagne et les Etats-Unis ? Quand la guerre éclata, nous pensions tous qu'elle ne pouvait durer plus de trois mois ; seize mois se sont écoulés, et qui ose espérer qu'elle ne soit encore de longue durée, à moins qu'un miracle advienne ? Bien qu'il soit certain que la guerre européenne, comme toute chose au monde, prendra fin un jour ou l'autre et qu'il paraisse probable qu'elle ait une

solution soudaine et inattendue, l'on a beau tendre ses regards, l'on ne parvient pas à découvrir devant soi cette limite infranchissable vers laquelle marche cependant cette nouvelle folie des hommes et qui marquera sa fin. Et l'on ne voit pas non plus où s'arrêtera la fureur de celle des parties belligérantes qui paraît s'être proposée de combattre en ne reconnaissant ni lois, ni conventions, ni règles, ni principes, soit de pitié, soit d'humanité, soit de toute autre nature...

La légende elle-même n'avait jamais rêvé ce que voient nos yeux : ni tant de milliers de combattants, ni de si longues batailles, ni une telle masse d'instruments de mort, ni une pareille destruction de vies et de biens, ni tant d'acharnement et de fureur dans les âmes. La civilisation moderne est la plus puissante de celles qui ont apparu sur terre, mais elle ne veut ni frein, ni limites et par suite n'a pas de discernement : elle crée et détruit, fait le bien et le mal selon l'impulsion que lui donnent l'intérêt, les circonstances ou les passions du moment, et elle le fait toujours à sa manière, c'est-à-dire en grand. Pendant trois générations elle s'était occupée de coloniser de nouvelles terres, d'ouvrir de nouvelles voies, d'accroître la richesse, les instruments et le savoir, d'instruire et de discipliner la foule et elle avait fait des prodiges. Mais quand, prise de folie, elle s'est mise à détruire, elle l'a fait dans des proportions non moins gigantesques. Les vertus

mêmes dont l'Europe a su faire preuve dans cette crise — la concorde, le patriotisme, l'esprit de sacrifice — ne sont-elles pas précisément les raisons pour lesquelles la guerre se prolonge de la sorte, acharnée et terrible ? Allemands, Français, Belges, Serbes, Russes, Autrichiens, Italiens combattent depuis tant de mois : tantôt ce sont les uns, tantôt ce sont les autres qui l'emportent ; des millions d'hommes sont tombés ; et cependant la guerre continue : pourquoi ? Parce que ce ne sont pas des armées et des États qui guerroient aujourd'hui, mais des peuples tous également décidés à vaincre à tout prix, parce qu'ils sont tous exaltés par cette idée mystique de la patrie qui chez les uns enflamme l'orgueil et accroît l'esprit de domination, et chez les autres exaspère le ressentiment de l'agression et par suite l'ardeur de la vengeance. C'est pourquoi les défaites et les victoires ne sont jamais décisives, et il faut toujours recommencer. Les batailles qui n'aboutissent pas à l'anéantissement des forces de l'un des adversaires — et celles qui y aboutissent sont rares — n'agissent que par l'impression qu'elles produisent sur les esprits : un peuple peut donc être défait, non pas une mais dix fois, sans être vaincu, tant qu'il ne désespère pas de la victoire. Les anciens Romains l'ont prouvé dans cent guerres. Il n'y a peut-être pas de peuples qui ait subi plus de défaites et qui ait triomphé dans plus de guerres.

Nous étions-nous donc fait trop d'illusions en nous glorifiant de posséder une civilisation plus parfaite que toutes celles qui l'avaient précédée? On le dirait. Tout a sa compensation dans la vie, Certes les hommes du moyen âge étaient plus pauvres, plus grossiers, plus ignorants que nous : ils ne pouvaient ni voyager en chemin de fer, ni voler, ni naviguer sous l'eau ; mais ils n'imaginaient même pas les horreurs auxquelles l'Europe assiste aujourd'hui avec tranquillité, presque avec indifférence : villes incendiées, millions d'hommes massacrés, taillés en pièces, brûlés vifs, pulvérisés par des explosions infernales, navires qui en quelques minutes coulent avec tout leur équipage, cercueils immenses de vivants. L'Europe de 1315 était un paradis en comparaison de l'Europe de 1915 : effet merveilleux de six siècles de progrès, dont les Chinois, les Indiens, les Musulmans, et tous les peuples que nous avions traités si légèrement de barbares, ont toutes les raisons de sourire ironiquement, et dont beaucoup d'Européens doutent d'ailleurs amèrement aujourd'hui. Combien de gens se demandent chaque jour en hochant la tête si c'est bien là le progrès tant célébré de l'époque ! Passer la question sous silence, comme nous l'avions tous fait jusqu'ici, en nous lançant au milieu de l'action et en prétendant répondre non par des paroles mais par des actes, c'est ce que nous ne pouvons plus faire : car, en voulant progresser sans perdre

de temps à nous demander ce qu'était le progrès et en prenant pour progrès tout ce qui nous plaisait ou nous servait dans le moment même, nous en sommes arrivés au point de devoir faire en peu de mois un grand bûcher de tous les trésors accumulés pendant de longues années, et d'assister impassibles au massacre de millions de jeunes gens, nous qui avions éprouvé des sentiments fraternels même pour les mulets, les chevaux et les chiens ! Les masses ont le droit de demander aux classes, qui au nom du progrès les ont menées à cette épreuve, si elles ont été trompées. Les Chinois, les Indiens et les Musulmans ont raison de demander si la guerre européenne aussi est une preuve de ce merveilleux progrès que nous voulons imposer par la force à leur esprit de tradition. Et combien de gens ont aujourd'hui encore la certitude, que le monde effrayé ne répondra pas en rejetant comme un mensonge le progrès dont se vantait l'Europe ?

4. — Force nouvelle et sagesse antique

Et pourtant non. Le progrès auquel nous avons cru un peu trop à la légère n'est pas un mensonge. C'est une loi de la vie qui nous paraît parfois une illusion, parce qu'elle est obscure et

profonde. Nous la sentons agir sur nous, mais nous ne l'avons pas encore bien comprise.

Personne ne peut prédire l'avenir. Mais il n'est pas téméraire de supposer que la guerre européenne sera considérée dans l'histoire comme la crise d'une civilisation, qui s'était vantée de dégager l'énergie humaine des chaînes, des freins et des liens qui l'entravaient dans les civilisations précédentes, et qui, après l'avoir libérée n'a pas su la refréner le jour où elle a été prise par la rage de détruire : la crise d'une civilisation, qui, après avoir épuisé trois générations dans un formidable travail de création, détruit maintenant la quatrième avec toutes ses richesses, et pour la même raison, parce qu'elle est sans mesure dans le bien et dans le mal. La première grande crise de cette société que les socialistes appellent la société capitaliste — d'après l'ordre de choses que le dernier siècle a établi en Europe et en Amérique — est précisément celle-ci, la guerre européenne : mais quelle est différente de la crise que les socialistes avaient annoncée ! Et elle ne diffère pas moins de la grande crise historique qui l'a précédée : la Révolution française. Alors, une époque qui aspirait à la liberté, à la richesse, à la puissance, au savoir, se leva et renversa toutes les anciennes barrières qui paraissaient s'interposer entre l'homme et son désir : aujourd'hui au contraire vacille et tombe en se blessant, une époque, qui, après avoir conquis la liberté, la

puissance, la science, les trésors de la terre, a été prise du vertige de se détruire, elle-même et son œuvre.

On peut donc supposer deux choses. Ou bien, après sa chute malheureuse, elle se relèvera et, ayant soigné ses blessures, reprendra, aussitôt qu'elle aura regagné des forces, sa course vers l'ancien but qui s'éloigne à mesure que l'homme marche dans sa direction... La guerre européenne n'aura été dans ce cas qu'une parenthèse dans l'histoire du XIXe et du XXe siècle, un accident terrible, mais passager, comme un tremblement de terre ou une inondation ; ou si l'on préfère, un avertissement inutile donné aux hommes et la première répétition d'une catastrophe encore plus colossale, qui aura lieu d'ici à cent ou cent cinquante ans. Ou bien ce coup rude guérira le monde du vertige qui s'était emparé de lui ; il l'amènera à se replier sur lui-même et à se demander quel usage il a fait et quel usage il devra faire de sa puissance accrue à l'infini ; et dès ce moment le monde commencera à progresser réellement. Je ne vois pas en effet comment on peut sortir des difficultés inextricables dans lesquelles la pensée et l'action s'empêtrent quand la première veut définir et que la seconde veut créer le progrès, si ce n'est en admettant que chaque époque n'accomplit qu'une seule portion de l'œuvre incessante et multiple, qui est la tâche du genre humain tout entier. Certaines civilisations ont créé des arts

et des philosophies ; d'autres, des institutions politiques ; d'autres, des lois et des droits ; d'autres, des rites et des religions ; d'autres, de nouvelles formes d'industrie et de commerce ; d'autres, des armes et des tactiques de guerre, et ainsi de suite... Mais toutes ces œuvres partielles accomplies par tant de générations qui se sont succédé, pour autant qu'on en conserve le souvenir, s'ajoutent les unes aux autres ; et dans cette augmentation lente mais incessante de leur nombre, consiste le véritable progrès et la seule manière dont on puisse, tant bien que mal, unir dans la définition du progrès la qualité et la quantité par un lien organique. En effet les générations successives possèdent une *quantité* plus grande de principes *qualitatifs* différents ; ou pour dire plus simplement la même chose, connaissent un nombre plus grand de principes esthétiques, politiques, religieux et moraux, de telle sorte qu'ils peuvent en tirer des combinaisons plus riches et vivre d'une vie plus pleine et plus originale.

Un exemple fera mieux saisir cette idée. Si nous nous comparons aux Grecs ou aux Romains ou aux gens du moyen âge, nous découvrirons aisément que nous l'emportons sur eux en certains points, tandis qu'en d'autres nous leur sommes inférieurs. Les Grecs nous étaient supérieurs en art et en littérature, les Romains en droit, les hommes du moyen âge dans certains arts, comme l'architecture. Mais nous sommes beaucoup plus

riches, plus savants et plus puissants que les Grecs, les Romains et les hommes du moyen âge. Comment pouvons-nous donc, en comparant ces différences, résoudre la question de savoir si, des Grecs jusqu'à nous, le monde a, oui ou non, progressé ? Il faudrait décider s'il vaut mieux être savant ou artiste, construire des machines à vapeur ou édifier de belles cathédrales, explorer l'Afrique ou composer l'Antigone. Mais il est clair que chaque homme et chaque époque croit sa propre activité la plus utile et la plus noble de toutes et qu'il est impossible de prouver que la richesse vaut plus ou moins que la beauté, la beauté plus ou moins que la science. Tous les raisonnements par lesquels on a cru démontrer l'un ou l'autre de ces points présupposent une définition du progrès dans laquelle on a déjà admis la thèse que l'on veut prouver : ce ne sont alors que des sophismes, que seuls l'intérêt et la passion peuvent prendre pour des raisonnements. Mais nous pouvons dire cependant que le monde a progressé quand nous comparons dans l'ensemble notre époque à la Grèce, car nous goûtons l'art et la littérature grecs, nous connaissons sa philosophie, nous lui avons emprunté quelques sentiments et quelques principes politiques ; mais nous connaissons aussi d'autres arts, inconnus aux Grecs — l'architecture médiéviale, la sculpture japonaise, par exemple ; nous connaissons d'autres philosophies, nous pratiquons les vertus enseignées par

le Christianisme, comme l'amour du prochain, la charité, la pureté ; nous ajoutons à celles-ci les principes politiques créés par la Révolution française ; nous possédons enfin des connaissances géographiques et scientifiques beaucoup plus vastes, nous voyageons en chemin de fer, nous parlons à travers l'espace et nous volons.

Si l'on entend ainsi le progrès, quelques-uns des problèmes moraux posés par la guerre européenne s'éclaircissent quelque peu. L'augmentation de la richesse, du savoir et du pouvoir ne constitue un progrès que si nous apprenons à faire de cette richesse, de ce savoir et de ce pouvoir un usage qui soit plus beau et plus noble ou plus sage ou à la fois plus beau, plus noble et plus sage. Mais nous n'apprendrons jamais à faire un usage plus beau, plus noble et plus sage de notre richesse, de notre savoir et de notre puissance, par nous-mêmes et en partant pour ainsi dire du néant, si nous ne cherchons pas à combiner les idées, les sentiments et les principes que les générations antérieures nous ont transmis avec les idées, les sentiments et les principes que nous avons créés. Les civilisations antiques excellaient à refréner l'homme au point de l'empêcher de commettre des folies trop grandes et trop périlleuses ; mais en même temps elles limitaient sa force d'initiative et d'action. La civilisation moderne a exalté l'énergie humaine, en la libérant de tous les freins, et l'a rendue capable d'accomplir des pro-

diges ; mais elle lui a aussi ôté les freins qui l'empêchaient de commettre les folies suprêmes. Notre civilisation touchera le faîte de la gloire et de la perfection le jour où elle réussira, en tempérant la puissance nouvelle qu'elle a créée par la sagesse antique qu'elle a oubliée, à soumettre l'énergie désordonnée de l'homme à l'influence modératrice de règles et de principes esthétiques, moraux, religieux, philosophiques qui en soient les limites, aussi larges que l'on voudra, mais précises. Les historiens et les philosophes feraient donc œuvre beaucoup plus utile, si, au lieu de divaguer au sujet de l'existence de Romulus ou de jongler avec les théories de la connaissance du XVIIIe siècle, ils préparaient les esprits à cette fusion salutaire et sublime de deux civilisations d'où pourrait naître une troisième, réellement plus grande que l'une et l'autre.

En somme, quand l'Europe aura déposé les armes et que, épuisée, elle se demandera ce qu'elle doit et peut faire pour pourvoir à l'avenir, ne se trouvera-t-elle pas devant l'éternelle question à laquelle l'homme se heurte au bout de tous les chemins qu'il prend pour chercher le bonheur : une question de limites ? Si après la guerre européenne les Etats recommencent à augmenter les armées et les flottes, comme ils l'ont fait de 1870 à 1914. tôt ou tard nous en reviendrons au point où nous en sommes. La paix ne pourra rendre sa vigueur à l'Europe saignée à blanc, si

les puissances belligérantes ne parviennent pas à la fin de la guerre à s'entendre sérieusement pour limiter les armements. C'est malheureusement là une chose simple et facile à dire, mais beaucoup plus difficile à réaliser, car rien ne répugne autant au monde moderne que de se limiter pour quelque motif que ce soit. J'ai déjà dit que saint Thomas affirme et démontre que la guerre est en soi un péché, c'est-à-dire un mal, mais qu'elle devient licite à trois conditions : quand elle est faite par l'autorité légitime pour une cause juste et sans mauvaise intention. Le subtil docteur du moyen âge avait déjà prévu les guerres faites pour une juste cause mais avec des mauvaises intentions ! Qui ne voit que cette façon de considérer la guerre est celle qui satisfait le mieux la raison et le sentiment de toutes les personnes qui ne sont pas intéressées à ce que la guerre dure éternellement en Europe, ou privées de ce « sens humain » que la philosophie allemande nous a fait perdre à nous aussi dans une si large mesure ? Qui ne voit qu'il suffirait de mettre en pratique sérieusement et loyalement cette doctrine pour que l'Europe pût jouir d'une paix sûre et sincère ? Et cependant vous trouverez au XIXe siècle bien peu de penseurs qui aient osé soutenir une semblable doctrine ouvertement, le front haut, sans en avoir honte comme d'une idée de vieille fille. Comment s'expliquer ce fait singulier ? C'est que presque toutes les philosophies

modernes n'ont jamais voulu prendre leur point de départ qu'en elles-mêmes et se sont refusées à imposer à leurs recherches n'importe quelle des bornes que les philosophies antiques avaient respectées bon gré mal gré, pas même les bornes du bon sens et de ce « sens humain » auxquelles répugnent toutes les doctrines et tous les principes qui vont à l'encontre des exigences les plus manifestes de la nature humaine. Soustraites à cette discipline, au milieu de tant de passions et d'intérêts différents, ces philosophies ont tenu en grand mépris le bon sens de saint Thomas et des vieilles filles ; et, renversant mutuellement leurs propres arguments, les unes ont démontré que la guerre est divine, les autres qu'elle est diabolique ; celles-là ont affirmé que la victoire remportée dans la guerre est le signe le plus manifeste de la perfection, les autres que la guerre est une opération bestiale et qu'un peuple civilisé ne doit jamais employer les armes, même pour repousser une agression ! S'il fut si difficile de faire accepter à notre époque des opinions raisonnables au sujet de la guerre et de ses limites, que l'on s'imagine s'il sera aisé de l'amener à agir sagement ! Mais qui peut maintenant douter que la civilisation moderne ne se détruise un jour ou l'autre de ses propres mains, si elle ne parvient pas à employer avec plus de discernement la force terrible dont elle dispose ? Notre siècle paraîtra peut-être à nos descendants avoir joué

avec les mitrailleuses, les canons à tir rapide, les obus explosifs et les millions de soldats, comme un enfant avec des boîtes d'allumettes sans se représenter combien ces jouets seraient terribles quand on en ferait l'essai : il est nécessaire que le siècle devienne adulte et apprenne à manier ces engins avec une prudence proportionnée au péril! Nous devrons donc invoquer les ombres de nos pères pour que leur sagesse oubliée aide l'Europe à sortir du mauvais pas où elle s'est aventurée par orgueil et par témérité. Nous devrons invoquer surtout les ombres de ces grands écrivains qui au XVIIIe et au XIXe siècle apprirent aux hommes à sentir qu'il peut et doit exister une justice pour les peuples aussi. C'est un sentiment qui, comme tant d'autres parmi les nouveaux sentiments qui sont la dignité de notre époque, est né aux XVIIIe siècle en France. Réfugié dans les cœurs et dans les livres, il put échapper aux déluge de feu qui tomba sur l'Europe à la fin du XVIIIe siècle et au commencement du XIXe. Puis peu à peu, pendant la longue veillée de regrets et d'espérances qui suivit la chute du premier Empire, il sortit de ses retraites et parcourut en cachette l'Europe sous les yeux soupçonneux de la police, en gagnant les esprits et les cœurs par milliers, jusqu'à l'année mémorable de 1848, quand il parut conquérir l'Europe en l'espace de quelques semaines, et devenir l'ordonnateur d'un monde nouveau et plus heureux...

Mais la désillusion fut rapide. Comme le temps de son triomphe était encore lointain ! Survinrent les bouleversements politiques et économiques de la seconde moitié du XIXe siècle, l'ère du fer et du feu, le triomphe bruyant de la quantité, la contamination des classes et des intérêts, l'avènement de la bourgeoisie. L'Europe confondit dans la même définition du progrès la vie et la mort, la destruction et la création, et tout en désirant la paix, elle laissa les gouvernements préparer la guerre et les philosophes la prêcher. Ce grand sentiment ne fut plus l'objet des persécutions policières, mais on le ridiculisa et le méprisa. On chercha à l'isoler en lui fermant toutes les portes celle de l'école comme celle du parlement. Dans tous les pays on essaya, avec un succès variable, d'élever au milieu du peuple un monument d'admiration à Bismark, sans autre but que de glacer par la vue de son mufle de dogue les âmes qui se laissaient toucher par le sentiment nouveau. Aux efforts qu'il faisait pour gagner les esprits, les gouvernements et les partis répondaient ironiquement en fabriquant de nouvelles armes en quantité presque infinie, et en salariant, dans les universités et dans les journaux, philosophes et philosophastres pour réépousseter les vieilles théories bonnes à servir de contre-poison, comme la théorie hégélienne. On lui reprocha d'être à demi catholique, à demi protestant ; catholique, parce qu'il aspirait à être transcendant et éternel;

protestant, parce qu'il prétendait être fils de la raison : comme si un sentiment, par le fait qu'il est en état de rendre compte de lui-même et de justifier ses commandements, perdait le droit de guider les esprits vers le bien ou se transformait en une imposture. Mais en dépit de toutes ces critiques, le sentiment n'est pas mort, précisément parce que c'était un sentiment véritable, qui jaillissait des profondeurs de l'âme humaine ; et il pourra sauver l'Europe de la ruine, parce qu'il est capable d'imposer des limites à l'orgueil, à l'ambition, à l'esprit de domination des peuples. C'est pourquoi nous devons raviver ce sentiment dans les âmes, et en préciser les prescriptions par la raison ; nous devons faire en sorte qu'il règne dans l'Europe nouvelle sur les masses consternées par la catastrophe, sur ces masses que l'âge de la quantité a rendues arbitres de presque toutes les choses, notamment de la guerre et de la paix.

5. — Bacchus enchaîné

Personne ne pourrait prévoir ce que l'avenir nous réserve : qu'il nous soit permis cependant, avant de fermer ces pages, d'arrêter un instant notre attention sur un signe que le temps a déjà rendu manifeste. Ce signe est peut-être minime en lui-même, mais il peut nous encourager à espérer

qu'un progrès mûrira réellement dans la conscience de l'Europe — un progrès non point équivoque et incertain comme tant d'autres, où nous nous sommes trop hâtés de nous complaire jadis, mais un progrès véritable, déterminé par la résurrection d'anciens principes au milieu du désordre puissant mais monstrueux du monde moderne.

Les anciens avaient mis le vin au nombre des dieux, parce qu'ils jugeaient divine une boisson qui, bue avec modération, a la vertu d'assoupir les tourments, de répandre l'allégresse, de stimuler l'imagination, d'exalter l'esprit. Mais le dieu antique, en apparaissant sur terre sous des formes toujours plus nombreuses et plus variées, s'est converti depuis un siècle en un sombre démon. Il n'engendre plus la gaîté et la joie, mais la folie, le crime, la stérilité, la discorde, la misère, la mort. Tout le monde sait de combien de malheurs cette maladie, à laquelle les médecins ont donné le nom d'alcoolisme, est cause dans toute l'Europe ; mais deux nations étaient plus gravement menacées par deux de ces fatales boissons : la Russie par la vodka, la France par l'absinthe.

Il ne faut donc point s'étonner que dans ces deux pays l'on cherchât des remèdes à ce mal. Et que de médecins se présentaient ! Hommes d'état et de science, philanthropes, prêtres, moralistes, chefs d'industries, maîtres d'écoles, dames respectables. Les commissions et les sociétés de propa-

gandes créées pendant les vingt-cinq dernières années et les lois promulguées pour ramener les hommes à la sobriété ne se comptent plus ; il en est de même des écrits publiés sur les causes et sur le traitement de la maladie. Cependant malgré le nombre des médecins le mal s'aggravait dans tous les pays, et principalement en France et en Russie. Nulle part l'on ne trouvait le remède que l'on cherchait partout. L'école et l'église étaient également impuissantes. L'ouvrier écoutait les bons conseils, puis retournait au cabaret boire un autre verre. Bon nombre de médecins en concluaient avec découragement que l'homme est un être naturellement vicieux et qu'il est inutile de vouloir l'empêcher de se perdre en cherchant le plaisir. Quelques-uns cherchaient même des excuses au vice. Etait-il donc vraiment aussi funeste qu'on le disait ? Y a-t-il un autre réconfort qui allège à l'ouvrier sa lourde chaîne dans les cachots de l'industrie moderne ? Chaque homme cherche à s'évader de temps à autre comme il peut, par l'imagination, de la prison étroite du monde où il est prisonnier vers les champs libres de l'infini. Le verre de vin ou le petit verre de liqueur peuvent être, pour l'ouvrier qui ne connaît pas d'autre issue, la petite fenêtre ouverte sur l'infini.

Ainsi l'Europe s'enivrait librement, bien que beaucoup de gens, qui ne se berçaient pas de ces illusions optimistes, sentissent leur cœur se ser-

rer en voyant d'aussi nobles races s'abêtir de cette manière. Mais il n'y avait pas de remède à la chose ! Soudain éclate la guerre européenne... Et alors considérant que si en temps ordinaire l'ivresse est un vice dangereux, il est bien plus dangereux encore en temps de guerre, au moment où ceux qui prennent les armes comme ceux qui restent chez eux doivent faire usage, pour le salut commun, de tout le jugement que la nature leur a accordé, on a pensé — remède auquel personne jusque-là ne s'était arrêté — de défendre la fabrication et le débit des boissons enivrantes les plus nuisibles. N'était-ce pas l'œuvre de Colomb ? Le jour où l'ouvrier et le paysan ne trouveront plus au cabaret la boisson pernicieuse, ils ne s'enivreront plus ou du moins ne s'enivreront plus autant. Sitôt dit, sitôt fait : en temps de guerre on ne va pas par quatre chemins. Le lendemain du jour où l'état de siège était proclamé, l'autorité militaire interdisait dans toute la France la vente de l'absinthe, et à peine le parlement français fut-il reconvoqué qu'il approuva aussitôt une loi qui interdisait pour toujours de fabriquer, de vendre et d'importer l'absinthe en France. Quelques semaines après le début de la guerre, le tsar fermait toutes les fabriques et tous les débits de vodka qui appartenaient, par droit de monopole, à l'État. Et depuis dix mois, si l'on ne peut pas dire que l'on ne boive plus de vodka ou d'absinthe en Russie et en France — tant qu'il y aura des

hommes, le monde connaîtra les fraudes et les abus, — la sobriété s'est accrue et les effets funestes de l'ivresse ont diminué. Le remède simple et efficace a été trouvé.

Pourquoi donc a-t-il fallu tant de temps, et rien moins qu'un tremblement de terre comme la guerre européenne, pour trouver ce remède ?

Ce remède est en effet non seulement un moyen efficace de refréner l'intempérance chez le peuple, mais même le seul moyen efficace. Si les hommes, il y a deux ou trois siècles étaient à beaucoup d'égards pires que nous, ils étaient en revanche certainement plus sobres ; et ils étaient plus sobres parce qu'ils ne distillaient pas chaque année tant de liqueurs et qu'ils ne pressaient pas tant de raisins dans les cuves, de telle sorte que chaque personne ne pouvait boire que dans une faible mesure. Quelques rares buveurs opulents pouvaient détruire leur santé ; la masse pauvre et de condition modeste ne le pouvait pas. Pourquoi au contraire les hommes se sont-ils adonnés à la boisson d'une manière effrénée depuis un siècle, et cela précisément depuis le début de l'ère de la quantité ? Parce que le XIX[e] siècle a planté la vigne sur des millions d'hectares incultes, même sur les terres arrachées à l'islam, même au delà de l'océan ; parce qu'il a agrandi et multiplié démesurément les fabriques de bière ; parce qu'il a inventé mille façons nouvelles et ingénieuses de distiller l'alcool d'un nombre infini de substances,

et qu'il a fabriqué dans de gigantesques usines répandues dans tout le monde, des liqueurs dont on ne fabriquait jadis chaque année que quelques bouteilles en famille, selon une recette traditionnelle. Mais après avoir distillé tant de boissons enivrantes, l'industrie moderne devait bien trouver la manière de les faire avaler au monde. Et que l'on ne dise point qu'on fabrique aujourd'hui tant de boissons enivrantes parce que le monde est assoiffé, que le vice est la cause et non l'effet de cet immense accroissement du commerce des vins, de la bière et des liqueurs. Non : ici comme ailleurs et partout l'industrie a d'abord créé l'abondance, et elle a persuadé ensuite à tout homme qu'il était de son devoir de consommer toute sa production.

Il est donc clair qu'aussi longtemps que l'industrie pourra distiller librement des boissons enivrantes en quelque quantité que ce soit, comme elle file et tisse librement autant de mètres de toile ou de drap qu'elle veut, l'alcoolisme augmentera dans le monde. L'industrie sera poussée à fabriquer des boissons enivrantes en quantités toujours plus grandes et le monde devra ingurgiter les fleuves de bière, de vin et d'alcool dont elle l'inondera chaque année. La brasserie et le cabaret engageront les hommes à boire beaucoup matin et soir, jours de fête et jours de travail, car l'homme est naturellement enclin à abuser de tous les plaisirs ; et si vous lui accordez la liberté du

vice, il ne manquera pas d'en abuser... En somme notre époque, après avoir concédé aux hommes la liberté de s'enivrer, s'étonnent qu'ils en abusent, de même qu'après avoir créé les plus grandes armées de l'histoire et les avoir munies des armes les plus meurtrières, elle ne parvient pas à comprendre comment est née en Europe la guerre la plus vaste, la plus longue et la plus sanglante de tous les temps. Mais dans un cas comme dans l'autre la raison de la surprise est la même. Notre époque a créé les plus grandes armées non pas parce qu'elle voulait se suicider en une guerre mondiale, mais parce qu'il ne s'est pas trouvé en Europe, une force ou une autorité, soit politique soit morale, qui imposât une limite à la concurrence des armements. Elle a concédé la liberté du vice, non par corruption ou par perversité, mais parce que, anxieuse de faire progresser l'industrie et le commerce, elle n'a voulu imposer aucune limite — pas même les exigences de la santé, de la morale et de la beauté — à l'accroissement de la richesse : elle a donc poussé en même temps les industries à produire et les hommes à consommer tout ce qu'ils pouvaient, à manger, à boire, à fumer, à se divertir, à user et à renouveler leurs vêtements, à voyager, à rechercher les commodités de la vie dans la plus large mesure. Mais pour cela elle a dû brouiller les critériums qui dans les sociétés passées servaient à distinguer la dépense sage du gaspillage, et le vice du besoin ;

car si ces critériums étaient aujourd'hui clairs et précis comme il y a deux siècles, ils limiteraient cette liberté de s'accroître indéfiniment dont toutes les industries modernes sont si jalouses ; de même elle n'a pas su faire la distinction entre les services que la science et l'industrie rendaient à la paix et ceux qu'elles rendaient à la guerre.

La guerre européenne a résolu en un instant cette contradiction, en ce qui concerne la boisson. Elle a déjà ramené quelques peuples de l'Europe à certains principes qui régissaient le monde il y a deux ou trois siècles. En face du péril imminent tous ont compris que l'Etat a le droit et le devoir d'empêcher le peuple de se suicider par l'alcool, que le salut de la race et les intérêts de la morale publique peuvent et doivent servir de limite à cette entière liberté d'abuser des plaisirs, que les individus s'étaient arrogée depuis un siècle. L'Europe comprendra-t-elle aussi rapidement que la guerre ne doit pas être — comme elle l'est aujourd'hui en Europe — l'explosion sauvage de toutes les énergies de destruction et de sacrifice, de haine et d'amour, de bien et de mal, que l'âme humaine peut accumuler dans l'espace d'une génération, jusqu'à l'épuisement complet de toutes les forces physiques et morales d'un peuple ; quelque chose de semblable à une force de la nature, sans règle et sans loi ? Comprendra-t-elle que la guerre doit être une institution humaine comme la jus-

tice; un signe et un symbole de la force d'un peuple, aussi fidèles et aussi adéquats que possible à l'objet qu'ils représentent, mais limités, si on ne veut qu'elle soit un fléau de Dieu et un moyen d'extermination des vainqueurs, des vaincus et des neutres ?

L'avenir le dira. La volonté obscure et puissante des masses, qui font aujourd'hui cette guerre cyclopéenne en décidera. Ce qu'il importe aujourd'hui, c'est un acte de volonté, un grand acte de volonté des masses. Dans les deux derniers siècles les hommes ont renversé l'ordre de choses dans lequel leurs pères avaient vécu pendant tant de siècles; ils ont commencé cette nouvelle et merveilleuse histoire du monde, — dont nous voyons aujourd'hui la première crise vraiment profonde, — parce qu'ils ont voulu la liberté, la richesse, la puissance, le savoir. Nos fils et nos petits-fils jouiront de la paix, si les hommes le veulent sérieusement, en s'efforçant de réaliser tout ce qui constitue les conditions nécessaires d'une paix sûre et sincère. En ce moment où tant d'hommes sont en armes et s'épient le fusil à la main des meurtrières des tranchées, et se cherchent sur mer et sur terre avec leurs jumelles et leurs canons, il importe donc de répéter aux soldats de la nouvelle alliance — qui est cette fois vraiment la sainte alliance, — aux soldats des puissances qui durent subir cette guerre, parce qu'elle leur fut imposée par les deux empires germaniques, la grande parole de

saint Augustin, cette parole qui devrait être la devise de la nouvelle Europe, espérée par tous les esprits qui se demandent aujourd'hui avec angoisse si la plus grande époque de l'histoire n'est pas sur le point de crouler sous le poids de ses triomphes, désirée confusément par les millions d'hommes qui versent obscurément leur sang sur tant de champs de bataille, même par ceux qui combattent dans les rangs des agresseurs : *esto ergo bellando pacificus, ut eos, quos expugnas, ad pacis utilitatem vincendo perducas.*

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

QUATRIÈME PARTIE

CINQUIÈME PARTIE

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN


LIBRARY
JAN
11
1979
UNIVERSITY

